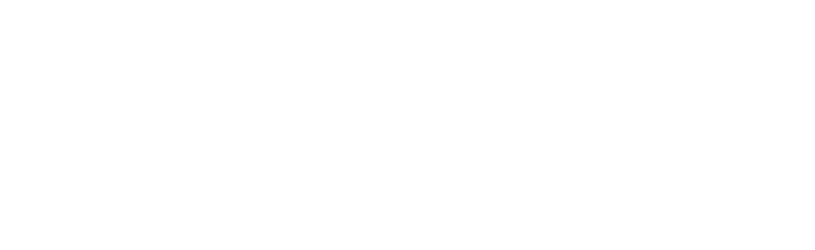
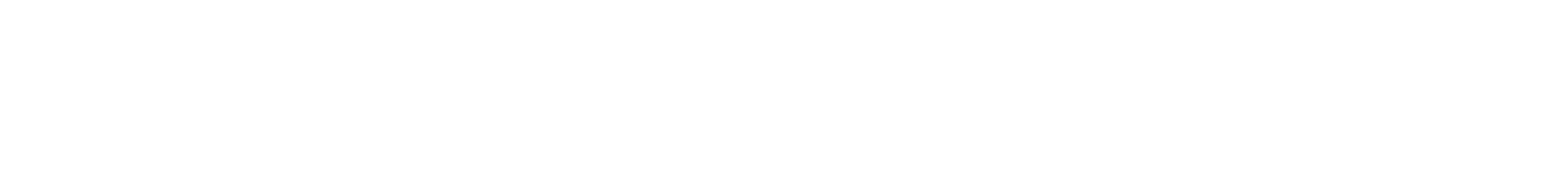


# Projet de Loi de Finances pour l’année budgétaire 2025

NOTE DE

PRESENTATION





« *Certes, ce que Nous avons d'ores et deja realise nous donne de /'assurance pour aborder*

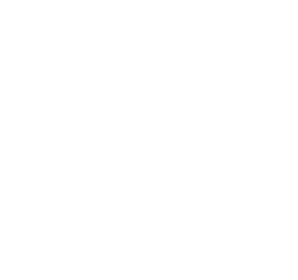
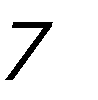
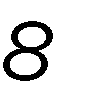
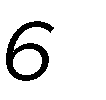
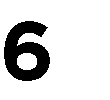
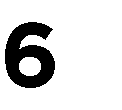
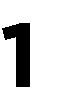
*/'avenir avec optimisme.*

*Mais /es defis auxque/s est confronte notre pays nous commandent de redoub/er d'efforts et de vigilance, de concevoir des solutions innovantes, de subordonner /es mode/es de gestion aux reg/es de bonne gouvernance.*

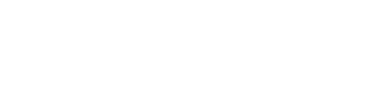
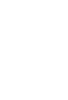
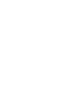
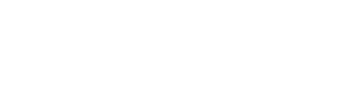
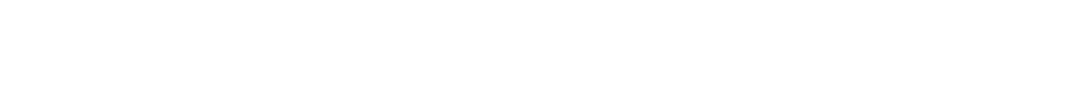
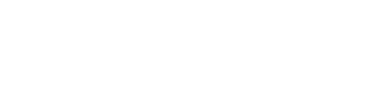
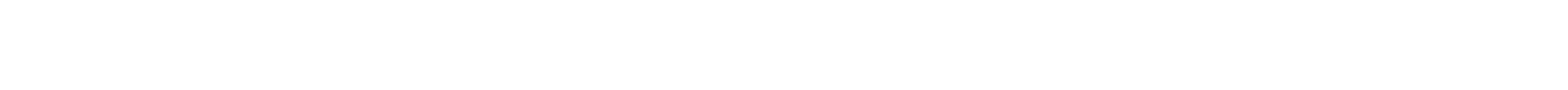
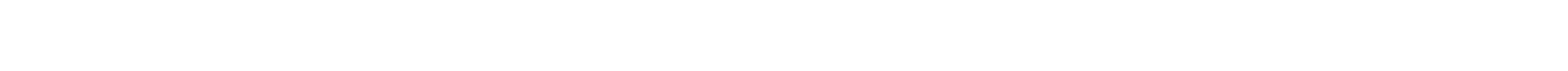
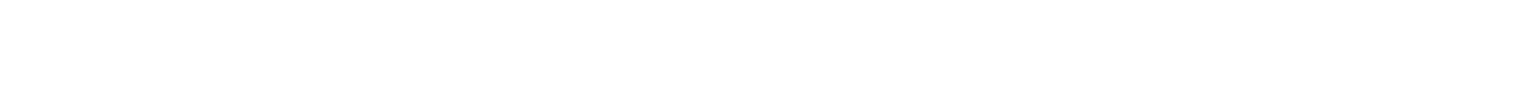
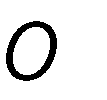
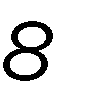
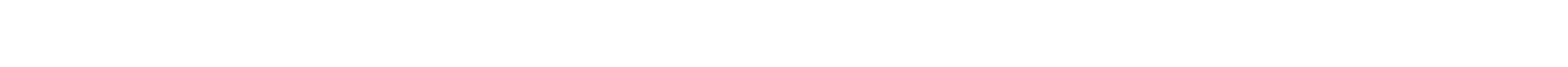
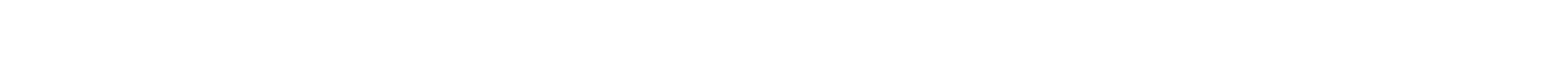
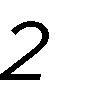
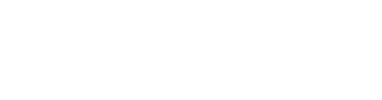
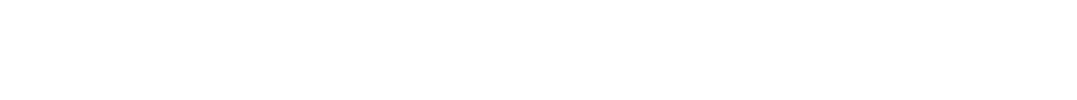
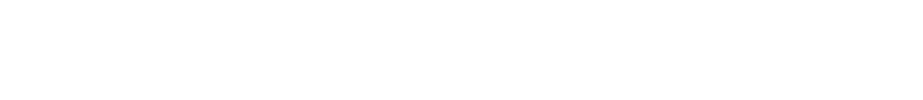
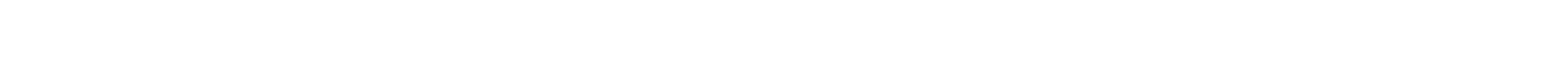
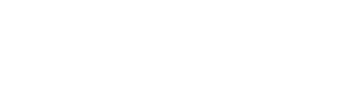
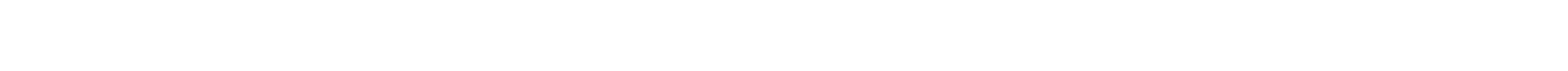
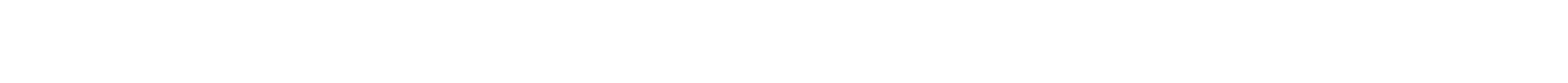
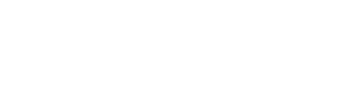
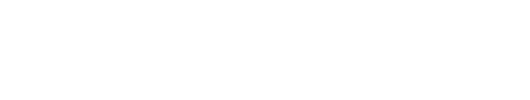
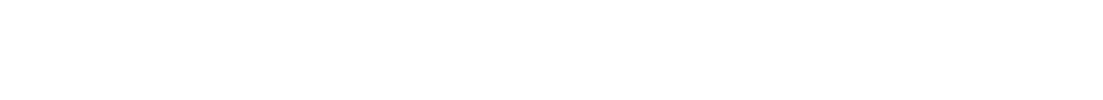
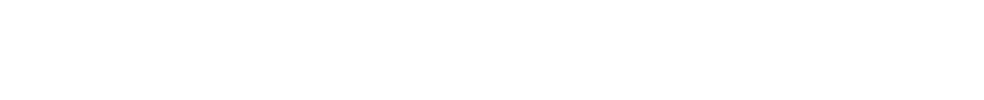
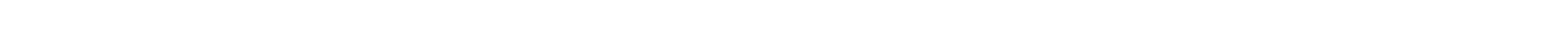
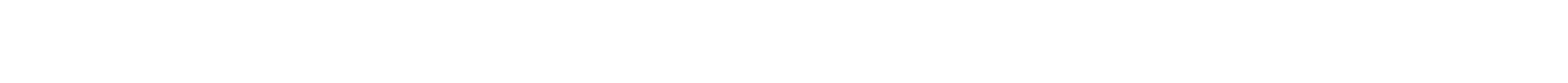
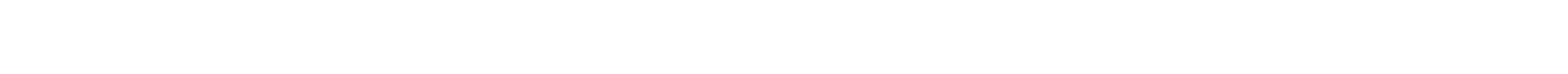
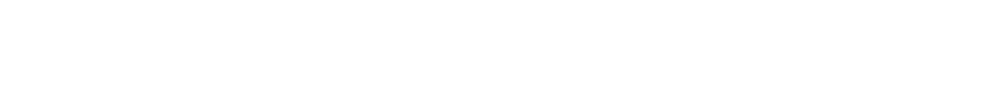
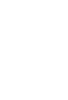
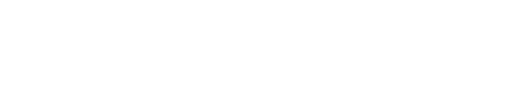
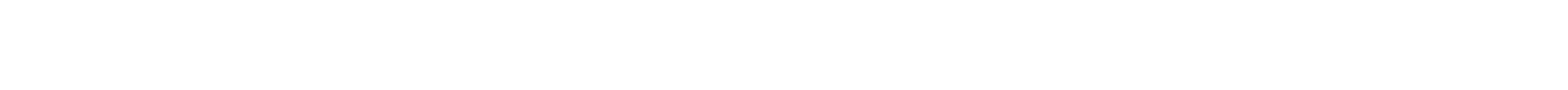
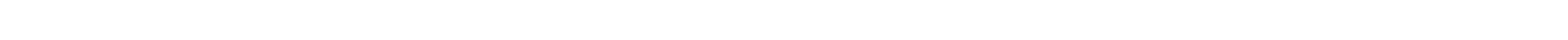
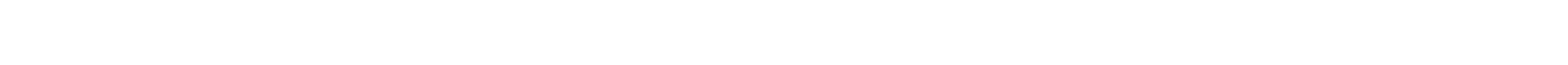
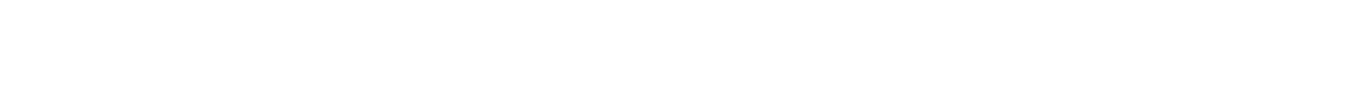
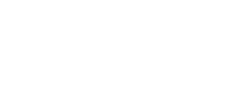
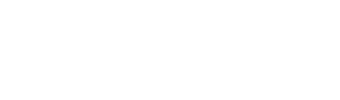
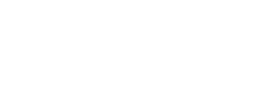
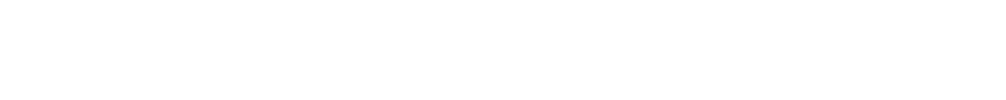
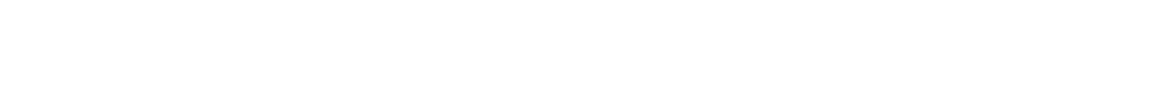
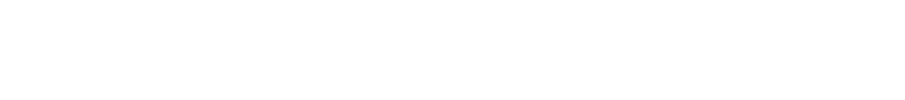
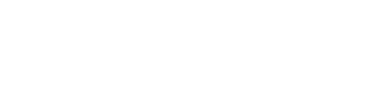
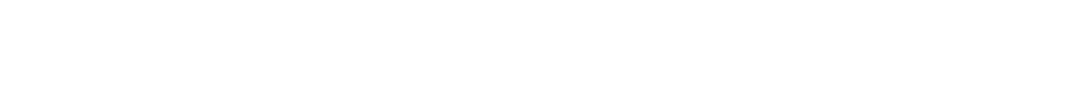
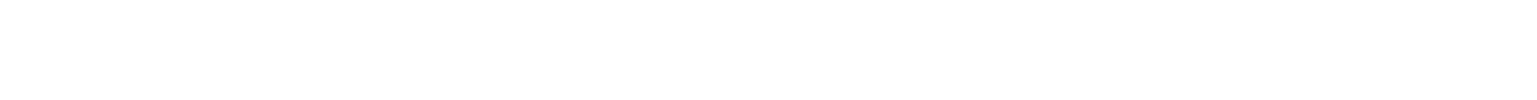
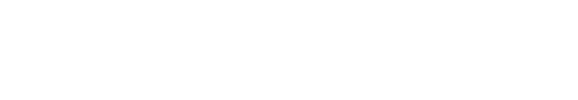
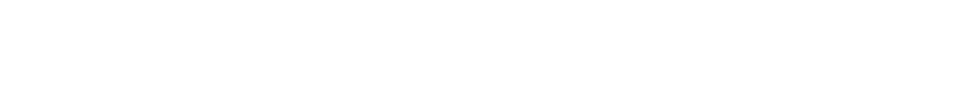
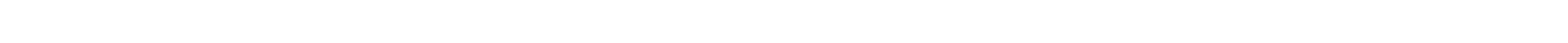
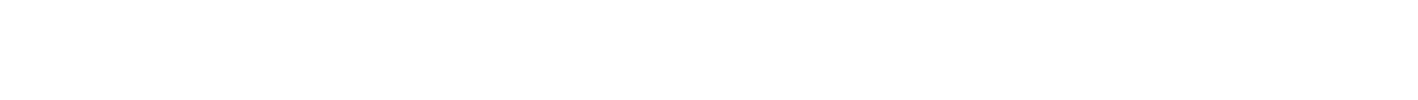
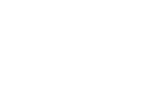
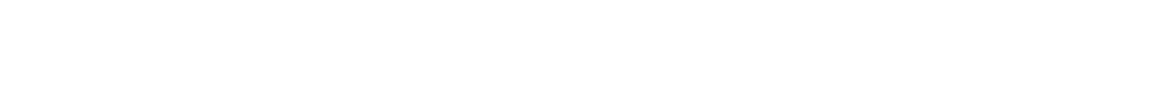
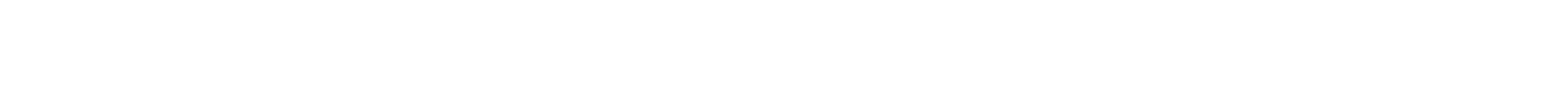
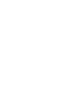
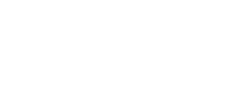
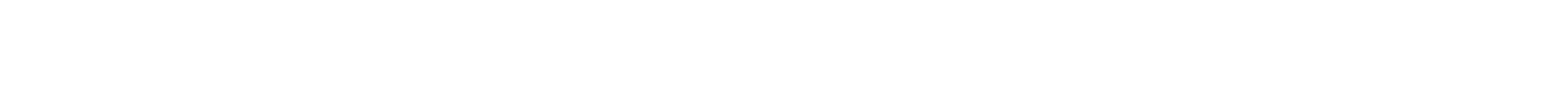
*L'un de ces defis majeurs est la prob/ematique de /'eau, qui ne cesse de se comp!exifier du fait de la secheresse, de !'impact du changement c!imatique et de la croissance nature/le de la demande. Cette situation est ega!ement imputable au retard accuse dans la realisation de certains projets programmes dans le cadre de la po!itique de /'eau* ».

**Extrait du Discours de Sa Majeste Le Roi, que Dieu L'assiste, du 29 juillet 2024, a !'occasion de la Fete du Trone.**









### PREAMBULE

Le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 s'inscrit dans un contexte international peu porteur, caracterise par une croissance economique, certes positive, mais qui demeure

fragile et perturbee. Bien que des signes de reprise soient observes, l'economie mondiale, dont la croissance serait maintenue a 3,2% en 2024 et 2025, peine a retrouver une veritable vigueur, freinee notamment par des tensions geopolitiques persistantes qui mettent a rude

epreuve la stabilite dans plusieurs regions du monde et qui suscitent de fortes perturbations sur les marches des matieres premieres.

Dans cette conjoncture particuliere et faisant le choix d'une diversification des liens de cooperation et de partenariat avec plusieurs acteurs cles du systeme mondialise, le Maroc a fait preuve d'une resilience remarquable et d'une vitalite renforcee de son systeme productif national, portees par une strategie de modernisation economique generalisee, fondee sur des chantiers structurants et des reformes sectorielles audacieuses susceptibles de jeter les bases d'une croissance economique durable et de mieux affirmer le positionnement de notre pays sur les chaTnes de valeur mondiales.

Cet elan reformateur, confirme par les avancees manifestes realisees par le Maroc, sera davantage impulse a travers la mise en reuvre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, dont les orientations s'appuient pleinement sur les Hautes Orientations Royales

contenues dans les Discours prononces par Sa Majeste le Roi a !'occasion de la Fete du Trone le 29 juillet 2024 et a !'occasion de l'ouverture de la iere session de la 4eme annee legislative de

la 77eme legislature en date du 11 octobre 2024. Ce projet de Loi de Finances met ainsi particulierement l'accent sur les atouts a capitaliser et les insuffisances a combler pour mener a bien les differentes reformes engagees par notre pays et ancrer sa resilience economique, tout en renfor<;:ant sa capacite a faire face de maniere souple et rapide aux chocs externes eventuels, et ce, a l'aune des recommandations du Nouveau Modele de

Developpement et des engagements contenus dans le programme gouvernemental pour la periode 2021-2026.

De surcroTt, le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 intervient a un moment memorable de l'histoire du Maroc et particulierement significatif, marquant le 25eme anniversaire de l'intronisation de Sa Majeste le Roi, que Dieu l'Assiste. Cet evenement

qui revet une importance capitale constitue une occasion privilegiee de mettre en avant les realisations et les progres accomplis au cours des deux dernieres decennies, sous !'Impulsion et la Direction Eclairees de Sa Majeste le Roi, et qui ont favorise indeniablement la transformation du paysage economique et social du pays et fa<;:onne sa trajectoire de developpement.

Le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 reaffirme ainsi !'engagement du Gouvernement a poursuivre son action et a multiplier ses efforts, de maniere soutenue, en faveur d'un schema porteur d'une croissance plus forte et d'un developpement inclusif et

plus equitable, conformement a la Vision Eclairee de Sa Majeste le Roi. Ces efforts sont clairement illustres a travers le bilan a mi-mandat dresse par le Gouvernement pour la periode 2021-2024, et qui met en lumiere des avancees notables et des realisations concretes dans plusieurs domaines, tels que la protection sociale, l'acces a une education de

qualite, la promotion de l'emploi et la dynamisation des investissements. Ce bilan demontre

non seulement la determination du Gouvernement a relever les defis actuels, mais aussi sa capacite a mettre en reuvre des politiques efficaces favorisant une amelioration tangible des conditions de vie des citoyens et un avenir prometteur pour notre pays.

Dans cette dynamique, le septieme recensement general de la population et de !'habitat a ete lance en septembre 2024. Cette operation constitue une initiative strategique essentielle qui permettra, sur la base d'une evolution demographique et socio-economique nationale actualisee et precise, de cibler les besoins des citoyens, d'anticiper leur evolution future et d'orienter de maniere optimale, les politiques publiques appropriees.

Par ailleurs, le contexte de preparation du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 est egalement marque par !'organisation du Maroc de la Coupe d'Afrique des Nations de Football 2025 et sa candidature a !'organisation de la Coupe du Monde de Football 2030.

L'accueil de ces deux manifestations sportives majeures reflete non seulement le statut du Royaume en tant que pole de stabilite et de dynamisme economique, mais constitue egalement une opportunite strategique qui place le Maroc au creur de la scene mondiale comme une destination privilegiee, contribuant ainsi a renforcer son attractivite en termes

d'investissements, a stimuler sa croissance economique et a promouvoir son image, sa culture et son patrimoine historique.

Partant de ce contexte, le Gouvernement est resolument engage, au titre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, a poursuivre les efforts entrepris en matiere de renforcement des piliers de l'Etat social, notamment la mise en reuvre harmonieuse et efficace du Chantier

Royal de la generalisation de la protection sociale. Pour cela, le Gouvernement a consenti des efforts considerables qui se sont traduits par une generalisation de !'Assurance Maladie Obligatoire de base. Dans la poursuite de cette dynamique, le Gouvernement continuera la mise en reuvre progressive du Programme de l'Aide Sociale Directe, lance en decembre 2023, tout en veillant sur !'acceleration du dispositif de ciblage direct des populations

defavorisees, a travers une mise en reuvre efficiente du Registre Social Unifie.

Le parachevement de ce Chantier Royal sera couronne, a partir de l'annee 2025, par la generalisation de la protection sociale en son sens large, a travers la mise en reuvre du

cadre legislatif et reglementaire permettant l'elargissement de la base des adherents aux regimes de retraite et la generalisation de l'lndemnite pour Perte d'Emploi au profit de toute personne exer<;:ant un emploi stable.

En outre, pour garantir la reussite de ce grand Chantier Royal, le Gouvernement s'engage a poursuivre la refonte du systeme national de sante, visant a fournir des services de sante de qualite aux citoyens a travers la rehabilitation de l'offre de soins, la valorisation et le renforcement des ressources humaines, ainsi que la mise en place d'un systeme

d'information integre. Concernant le volet de la gouvernance de ce systeme, le Gouvernement s'attellera a mettre en place les Groupements Sanitaires Territoriaux, la Haute Autorite de Sante, l'Agence Marocaine des Medicaments et des Produits de Sante et l'Agence Marocaine du Sang et de ses Derives.

Par ailleurs, en tant que pilier essentiel pour !'edification d'un Etat social, la reforme du systeme educatif constitue une priorite majeure du Gouvernement afin de garantir une scolarisation inclusive et un apprentissage de qualite. S'agissant du secteur de l'enseignement superieur, les actions prevues au titre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 s'inscrivent dans la continuite de la mise en reuvre du Plan National d'Acceleration de la Transformation de l'Ecosysteme de l'Enseignement Superieur, de la

Recherche Scientifique et de !'Innovation «Pacte ESRI 2030», et ce, en repondant aux besoins des secteurs prioritaires en matiere de formation des competences et en reuvrant pour la creation de nouvelles filieres dans des domaines prometteurs. Dans le meme sillage, la poursuite de la mise en reuvre de la feuille de route pour le developpement de la formation professionnelle, permettra aussi de repondre aux besoins du marche du travail et d'ameliorer l'employabilite des jeunes.

Parallelement, dans un contexte marque par la volatilite des cours mondiaux, le Gouvernement veillera sur la poursuite du soutien du pouvoir d'achat des citoyens, s'inscrivant ainsi dans la continuite des mesures deja deployees et celles a l'reuvre visant notamment !'attenuation des incidences socio-economiques de !'inflation, la lutte contre les effets de la secheresse, conjuguees aux engagements pris dans le cadre du dialogue social favorisant, selon une vision durable et credible, la consolidation du processus democratique et le renforcement de la paix sociale. Aussi, et en application des Hautes Instructions Royales, le Gouvernement intensifiera ses efforts pour accelerer la mise en reuvre du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz, et veillera au deploiement rapide du Programme de Rehabilitation des Zones sinistrees par les lnondations dans le Sud-Est du Royaume.

Au niveau de l'investissement, et en application des Hautes Orientations Royales relatives a stimuler !'augmentation de la part de l'investissement prive a deux tiers de l'investissement total a !'horizon 2035, le Gouvernement poursuivra la mise en place de la nouvelle Charte de l'investissement, a l'effet de relever le defi de l'equite territoriale en matiere d'attractivite des investissements et de renforcer le positionnement de notre pays dans les chaTnes de valeur mondiales. Tout en accordant une importance capitale a la creation et a la dynamisation de l'emploi, les actions prevues sur ce volet concernent egalement la creation de l'Observatoire National de l'lnvestissement, la poursuite de la reforme des Centres Regionaux d'lnvestissement et !'amelioration du climat des affaires.

S'appuyant sur cette dynamique, une egale importance sera accordee par le Gouvernement au soutien de l'investissement public et a la poursuite des reformes strategiques et des chantiers d'envergure engages. Une attention particuliere est ainsi accordee a la gestion des ressources hydriques, conformement a la Vision Royale reposant sur un processus anticipatif et proactif d'ajustement de la politique de l'eau au Maroc, dans le but de s'adapter de maniere plus efficace a un contexte climatique de plus en plus complexe. Dans ce cadre, plusieurs mesures strategiques integrees ont ete adoptees, dont notamment la mise en reuvre optimale des differentes composantes du Programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et !'Irrigation 2020-2027 ainsi que !'acceleration de la realisation de la feuille de route de dessalement de l'eau de mer.

La strategie energetique s'erige egalement au centre des chantiers prioritaires du Maroc, en mettant un accent particulier sur la transition vers les energies propres et le developpement des projets lies a la filiere de l'hydrogene vert, et ce, dans le but de valoriser les ressources de notre pays et de repondre aux besoins des investisseurs et des marches internationaux.

Sur un autre volet, le Gouvernement poursuivra la mise en reuvre de la feuille de route strategique du secteur touristique ainsi que celle de la strategie de la transition numerique

«Maroc digital 2030». Un accent specifique sera aussi mis sur la mise en reuvre des projets

d'envergure faisant partie des preparatifs de notre pays pour la Coupe du Monde 2030 de Football, notamment ceux des infrastructures sportives, du ferroviaire, de l'aerien, des routes et autoroutes, du numerique et du tourisme.

Pour accompagner ce processus de developpement des investissements, une priorite cruciale sera donnee, en vertu du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, a la

redynamisation de l'emploi. Dans ce sillage, une feuille de route comportant un plan d'action concret a court, moyen et long termes, sera mise en reuvre. Cette feuille de route activera plusieurs mesures, selon une approche integree et multidimensionnelle, pour soutenir

l'emploi courant l'annee 2025. II s'agit en particulier de la stimulation de la dynamique de l'investissement en s'appuyant sur la poursuite de la mise en reuvre de la Charte de l'investissement et des strategies sectorielles engagees, notamment dans les secteurs a fort

contenu en emploi, tels que !'agriculture, le BTP et le tourisme, parallelement au soutien renforce et approprie aux TPME. Un accent sera egalement mis, aussi bien sur les mesures visant !'optimisation de l'impact des programmes actifs de l'emploi et appuyant le renforcement du dispositif de la formation par apprentissage, que sur celles susceptibles d'attenuer l'effet de la secheresse sur l'emploi rural et de contrer les pertes des emplois agricoles.

A l'appui de ces chantiers strategiques, le Gouvernement poursuivra la mise en place des reformes structurelles en mettant en avant, notamment, la modernisation et le developpement du systeme judiciaire, le renforcement de la Regionalisation Avancee ainsi que la mise en reuvre de la feuille de route contenant les orientations strategiques de la Politique Actionnariale de l'Etat enclenchees dans le cadre de la reforme des Etablissements et Entreprises Publics. Par ailleurs, et afin de pouvoir degager les marges budgetaires necessaires pour garantir un financement durable de ces chantiers d'envergure, tout en

preservant la dynamique de l'investissement public, le Gouvernement veillera a maintenir les

finances publiques sur une trajectoire soutenable. Ce processus impliquera, la reforme de la Loi Organique relative a la loi de Finances, !'amelioration de la gestion du portefeuille public, et la poursuite de la mise en reuvre de la loi-cadre portant reforme fiscale.

Sur la base de ce qui precede, l'economie nationale continuerait d'afficher une resilience remarquable en 2024, malgre la secheresse particulierement severe observee depuis 2007. Les activites non agricoles devraient soutenir cette dynamique, permettant a l'economie de

croltre a un rythme quasi-similaire a celui de 2023. Ainsi, l'economie nationale devrait enregistrer une croissance de 3,3% en 2024, grace a une augmentation de la valeur ajoutee non agricole de 3,7% apres 3,5% en 2023, compensant partiellement la contre-performance du secteur agricole dont la valeur ajoutee devrait se contracter de 1,8%.

Aussi, a la date du 27 septembre 2024, les Avoirs Officiels de Reserve se sont etablis a pres de 367,5 milliards de dirhams, couvrant ainsi 5 mois et demi d'importations de biens et services, soit une progression de 3,4% par rapport a la meme date de l'annee 2023. Cette tendance est particulierement soutenue par la hausse de 3,9% des transferts de fonds effectues par les Marocains Residant a l'Etranger qui se sont etablis a fin aoOt 2024 a 80,96

milliards de dirhams contre 77,96 milliards de dirhams durant la meme periode de l'annee d'avant, outre le dynamisme avere des recettes des IDE qu'a pu drainer notre pays au terme

des huit premiers mois de l'annee en cours et qui se sont elevees a plus de 25,4 milliards de

dirhams, en accroissement de pres de 14%, ainsi que !'augmentation de 6,7% des recettes

voyage qui se sont situees a 76,4 milliards de dirhams au titre de la meme periode contre 71,63 milliards de dirhams a fin aout 2023.

Le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 constitue ainsi une traduction des priorites gouvernementales, compte tenu du cadre de reference adopte et des elements du contexte national et international. Les orientations generales de ce Projet de Loi de Finances reposent, en effet, sur les quatre axes suivants :

 La poursuite du renforcement des piliers de l'Etat social ;

 La consolidation de la dynamique de l'investissement et de la creation d'emplois ;  La poursuite de la mise en ceuvre des reformes structurelles ;

 La preservation de la soutenabilite des finances publiques.

A travers la concretisation des priorites susmentionnees, la croissance economique devrait se situer a **4,6%** en 2025, favorisant un redressement du deficit budgetaire previsionnel de 0,5 point du PIB par rapport a l'annee 2024, pour se situer a **3,5%** du PIB au titre de l'annee 2025. Ceci, tout en se basant sur un ensemble d'hypotheses portant sur l'environnement

national et sur des elements d'incertitude qui pesent encore sur !'evolution de la conjoncture chez nos principaux partenaires commerciaux compte tenu de leurs repercussions sur la dynamique de l'activite economique nationale. Ces hypotheses fixent, notamment, la production cerealiere a environ 70 millions de quintaux et le cours moyen du gaz butane a

500 dollars US la tonne.

## Titre I CADRE DE REFERENCE ET ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2025

### CADRE DE REFERENCE

Le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 est elabore sur la base des Hautes Orientations Royales, contenues dans le Discours prononce par Sa Majeste le Roi a !'occasion

de la Fete du Trone le 29 juillet 2024 et le Discours Royal adresse au Parlement a !'occasion de l'ouverture de la 7ere session de la 4eme annee legislative de la 17eme legislature en date du

11 octobre 2024.

Ce Projet de Loi de Finances s'appuie, egalement, sur les engagements contenus dans le programme du Gouvernement pour la periode 2021-2026, visant a asseoir les bases d'une relance economique saine, conforme aux ambitions du Nouveau Modele de Developpement.

Une attention particuliere sera accordee a travers ce projet, a la concretisation des engagements du Gouvernement, pris sous !'Impulsion de Sa Majeste le Roi, pour le

renforcement de l'efficacite de la politique de l'eau, la poursuite de la mise en reuvre du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz et la mise en reuvre du Programme de Rehabilitation des Zones sinistrees

par les lnondations dans le Sud-Est du Royaume.

* + 1. *Les Hautes Orientations Roya/es*

Dans son Discours du 29 juillet 2024 prononce a !'occasion du 25eme anniversaire de la Fete du Trone, Sa Majeste le Roi a mis l'accent sur plusieurs axes prioritaires, portes notamment par l'imperatif du renforcement de l'efficacite de la politique de l'eau, dont la problematique constitue l'un des defis majeurs auxquels notre pays est confronte, et qui ne cesse de se complexifier du fait de la secheresse, de l'impact du changement climatique et de la croissance naturelle de la demande. II s'agit des principales Orientations suivantes :

 Prendre les mesures urgentes et novatrices necessaires, conformement aux Directives donnees par Sa Majeste le Roi aux autorites competentes, afin de prevenir la penurie d'eau, surtout en milieu rural, et ce, suite aux six annees consecutives de secheresse, rendant la situation hydrique plus precaire et plus complexe;

 Mettre en reuvre, de fac;:on optimale, les differentes composantes du Programme National

pour l'Approvisionnement en Eau Potable et !'Irrigation 2020-2027, ayant largement contribue a attenuer la gravite de la situation hydrique;

 Mettre a jour de maniere continue les leviers de la politique nationale de l'eau, tout en veillant sur la definition d'un objectif strategique visant a garantir l'acces a l'eau potable a

tous les citoyens et a couvrir 80% au moins des besoins d'irrigation sur tout le territoire national ;

 Parachever le programme de construction des barrages, en donnant la priorite aux projets programmes dans les regions connaissant d'importantes precipitations;

 Accelerer la realisation des grands projets de transfert d'eau entre les bassins hydrauliques, en assurant la connexion entre le bassin de Oued Laou-Larache et Loukous

et celui de Oued Oum Er-Rbia, en passant par les bassins Oued Sebou et Bouregreg. Ces projets permettront !'exploitation d'un milliard de m3 d'eau qui se perdaient dans la mer et garantiront une repartition spatiale equilibree des ressources hydriques nationales ;

Accelerer la realisation des stations de dessalement de l'eau de mer, selon le programme arrete a cet effet, pour produire de l'eau, et ce, en vue d'assurer la mobilisation annuelle de plus de 1,7 milliard de m3. Ainsi, a !'horizon 2030, le Maroc pourra, moyennant ces stations, couvrir plus de la moitie de ses besoins en eau potable et irriguer d'importantes superficies agricoles dans l'objectif de renforcer les fondamentaux de sa securite alimentaire (le cas de la station de dessalement de Casablanca, le plus grand projet du genre en Afrique et la 2eme installation au monde qui sera alimentee a 100% en energie propre);



Accelerer la realisation du projet d'interconnexion electrique visant a acheminer l'energie renouvelable a partir des provinces du Sud vers le Centre et le Nord du Royaume afin d'alimenter les stations de dessalement par l'energie propre. A cet egard, Sa Majeste le Roi a appele a:



* Developper une industrie nationale de dessalement de l'eau ;
* Creer des filieres de formation d'ingenieurs et de techniciens specialises;
* Encourager la constitution d'entreprises nationales specialisees dans la realisation et l'entretien des stations de dessalement.

 Preserver l'eau en appelant les autorites competentes a plus de fermete dans la protection du domaine public hydraulique, operationnaliser la police de l'eau, et lutter contre le phenomene d'exploitation abusive et de pompage anarchique des eaux;

 Renforcer la coordination et la coherence entre la politique hydrique et la politique agricole, surtout pendant les periodes de penurie, et veiller a la generalisation de

!'irrigation goutte-a-goutte. Dans le meme cadre, Sa Majeste le Roi a donne ses Hautes Directives pour !'elaboration d'un programme plus ambitieux de traitement et de reutilisation des eaux pour couvrir les besoins des secteurs de !'irrigation, de l'industrie et d'autres activites ;

 Encourager !'innovation dans le domaine de gestion de l'eau et mettre a profit les nouvelles technologies y afferentes.

Un accent particulier a ete mis sur les provinces du Sud. A ce titre, Sa Majeste le Roi a rappele que les stations de dessalement realisees ont contribue a insuffler une forte impulsion au developpement socio-economique de la region. Aussi, Sa Majeste le Roi a donne ses Hautes Orientations vers !'extension de la station de Dakhla et le relevement futur de la capacite de production des autres stations en exploitant le grand potentiel en energies propres que recelent ces provinces afin de satisfaire les besoins des populations et repondre aux exigences des secteurs productifs comme !'agriculture, l'industrie et bien d'autres filieres.

Dans Son Discours adresse au Parlement, le 11 octobre 2024, a !'occasion de l'ouverture de la 1ere session de la 4eme annee legislative de la 11eme legislature, Sa Majeste le Roi a mis l'accent sur les derniers developpements de l'affaire du Sahara Marocain, en reaffirmant Sa Ferme Intention de sortir de l'approche purement reactive en faveur d'une logique de prise d'initiative, de fermete et de proactivite.

Ainsi, Sa Majeste le Roi s'est felicite de la position de la Republique Franc;:aise qui soutient la souverainete du Maroc sur !'ensemble du territoire du Sahara et appui !'Initiative d'autonomie dans le cadre de l'integrite territoriale marocaine. Cette evolution vient appuyer les efforts deployes dans le cadre des Nations Unies pour asseoir les fondements d'un processus

politique devant conduire a un reglement definitif de cette question dans le cadre de la

souverainete marocaine.

De surcroit, Sa Majeste le Roi a salue les initiatives des pays qui traitent, economiquement et sous forme d'investissements, avec les Provinces du Sud du Royaume comme partie integrante du territoire national et qui placent aussi le Sahara marocain au creur des initiatives continentales strategiques lancees par Sa Majeste le Roi, comme le projet du gazoduc Maree-Nigeria et le Processus des Etats Atlantiques Africains, ainsi que !'Initiative

engagee pour favoriser l'acces des pays du Sahel a l'Ocean Atlantique.

Sa Majeste le Roi a saisi, egalement, cette occasion pour affirmer que la prochaine etape exige de tous un surcroit de mobilisation et de vigilance pour conforter durablement la position de notre pays. Aussi, ii a appele a plus de coordination entre les deux Chambres du

Parlement a ce sujet, en mettant !'accent sur le role agissant de la diplomatie partisane et

parlementaire pour recueillir davantage de reconnaissances en faveur de la Marocanite du Sahara, tout en saluant les efforts deployes par la diplomatie nationale, les differentes institutions concernees, les forces vives de la Nation et par tous les Marocains au patriotisme

sincere et authentique, a l'interieur du pays comme a l'etranger.

* + 1. *Le bi/an du programme du Gouvernement pour la periode 2021-2024*

Le Gouvernement s'est engage sur une voie prometteuse, sous l'Egide de Sa Majeste le Roi, dans !'ambition de garantir l'essor d'une economie diversifiee, competitive et durablement resiliente, et d'elargir davantage, via des mesures concretes, les perspectives de sa trajectoire de developpement. Ainsi, les principales realisations se presentent comme suit :

 Sur le plan social, les actions deployees par le Gouvernement ont concerne principalement :

* + - * Les Aides Sociales Directes (ASD)

A fin septembre 2024, plus de 3,9 millions de menages beneficient d'une aide financiere de l'Etat. Ce dispositif s'appuie sur le Registre Social Unifie (RSU) et sur la plateforme dediee a cet effet «[www.asd.ma](http://www.asd.ma/)», regroupant toutes les aides sociales directes a destination des

families avec ou sans enfants en age de scolarite;

* + - * Le soutien au pouvoir d'achat des families

Le Gouvernement a conclu avec les partenaires economiques et sociaux, en sus des accords sectoriels relatifs aux secteurs de la Sante, de l'Enseignement Superieur et de !'Education Nationale, deux accords historiques, et ce, dans le cadre du dialogue social central au titre des annees 2022 et 2024. A ce titre, plus de 1,6 million de fonctionnaires, de salaries et de retraites relevant des secteurs public et prive ont beneficie de la revision de l'imp6t sur le revenu au titre de l'annee 2022, en plus d'une augmentation, avec effet retroactif, de 5% des pensions des retraites. En outre, plus de 1,128 million de fonctionnaires du secteur public ont beneficie d'une augmentation de salaires au titre des annees 2023 et 2024. Les salaries du

secteur prive ont beneficie egalement d'une augmentation de leurs salaires a travers la

revision du SMIG et du SMAG.

Aussi, une nouvelle revision de l'imp6t sur le revenu au profit de 2,123 millions de fonctionnaires, salaries et retraites, est prevue a partir de l'annee 2025.

Par ailleurs, le Gouvernement a mis en reuvre des mesures pour contrer la hausse des prix de l'electricite et du gaz, mobilisant ainsi un budget de 62,45 milliards de dirhams au titre de la periode 2022 a fin aout 2024. En outre, le Gouvernement a octroye des aides financieres directes aux agriculteurs et aux professionnels du transport;

* + - * **Le programme d'aide au logement**

Le Gouvernement a mis en reuvre le Programme Royal visant a soutenir directement

!'acquisition par les families de logement principal. Ce programme comprend une aide dont le montant s'eleve a 100.000 dirhams pour un logement au prix de vente inferieur ou egal a

300.000 dirhams, et a 70.000 dirhams pour !'acquisition d'un logement entre 300.000 dirhams et 700.000 dirhams.

Depuis son lancement au debut de l'exercice en cours et jusqu'a fin septembre 2024, ce dispositif a permis l'acces de 24.238 personnes (dont 45% sont des femmes), au logement avec un montant d'aides distribuees de 1.971,52 millions de dirhams;

* + - * La generalisation de I'Assurance Maladie Obligatoire (AMO)

En application des Hautes Orientations Royales, le Gouvernement a consenti depuis l'annee 2021, des efforts considerables qui se sont traduits par !'adoption de !'ensemble des textes juridiques necessaires au deploiement des regimes de l'AMO de base dedies aux personnes ne pouvant s'acquitter des droits de cotisations «AMO-Tadamon», aux independants et aux travailleurs non-salaries «AMO-TNS», ainsi qu'aux personnes capables de s'acquitter des droits de cotisation et n'exer<;ant aucune activite remuneree ou non remuneree

«AMO-Achamil», permettant ainsi d'etendre la couverture medicale de base a 22 millions de beneficiaires supplementaires.

Au titre du regime «AMO Tadamon», l'Etat prend integralement en charge les cotisations de plus de 4 millions de menages (11,3 millions de beneficiaires), avec un budget annuel de 8,5 milliards de dirhams. De plus, et afin de reduire la part des depenses de sante AMO au profit de ces beneficiaires, l'Etat prend en charge le ticket moderateur avec un budget annuel d'un milliard de dirhams, et ce, pour les prestations dispensees dans les structures de soins publiques;

* + - * La lutte contre les deserts medicaux a travers une approche de proximite

Afin d'ameliorer l'offre de soins de proximite, le Gouvernement a lance un programme ambitieux de mise a niveau de 1.400 etablissements de soins de sante primaire dont 872 deja livres. De plus, depuis juillet 2022, un accord-cadre reorganise la formation dans le secteur de la sante, avec des leviers concrets pour augmenter le nombre de personnels formes pour atteindre 177.000 professionnels a !'horizon 2030, soit l'objectif de 45 professionnels de sante pour 10.000 habitants d'ici 2030;

* + - * **Une nouvelle gouvernance sanitaire**

Dans le cadre de la consecration de la regionalisation avancee, les Groupements Sanitaires Territoriaux sont desormais au creur d'une gestion decentralisee de la politique de l'Etat en matiere de sante. En outre, la creation de la Haute Autorite de la Sante vise l'instauration d'une gouvernance sanitaire efficace;

* + - * **La valorisation des ressources humaines du secteur de la sante**

Le Gouvernement s'est attele a une revalorisation des salaires qui a concerne !'ensemble des professionnels de la sante, atteignant jusqu'a +3.800 dirhams nets par mois;

* + - * **L'amelioration de la qualite des apprentissages**

Lance a la rentree scolaire 2023-2024 par le Gouvernement afin de consolider les apprentissages, le projet des «ecoles pionnieres», a pour objectif d'ameliorer la qualite de l'enseignement a travers une serie d'initiatives pedagogiques et organisationnelles en adoptant des approches et des methodes pedagogiques efficaces. II s'agit principalement de l'enseignement selon le niveau approprie «TaRL», en tant qu'approche curative, et de l'enseignement explicite comme approche preventive qui repose sur des pratiques d'enseignement structurees et directes, ou l'enseignant joue un role actif dans la transmission des connaissances avec une mesure continue de l'apprentissage et une focalisation sur les apprentissages de base. Ce projet vise le renforcement de l'autonomie de l'etablissement scolaire a travers la mise a disposition de ressources financieres pour la mise en reuvre du Projet d'Etablissement lntegre.

Ainsi, sur la base des resultats positifs enregistres, ce modele sera progressivement generalise en passant de 626 ecoles primaires au titre de la rentree scolaire 2023-2024 a environ 2.626 ecoles primaires et 232 colleges au titre de l'annee scolaire 2024-2025.

* + - * **La reduction des inegalites scolaires au niveau territorial**

A la rentree scolaire 2023-2024, pres de 80% des enfants ages entre 4 et 6 ans ont frequente le prescolaire, 4.700 nouvelles classes ont ete ouvertes et 6.000 educateurs specialises dans la petite enfance ont ete recrutes.

De meme, le nombre d'eleves beneficiaires du transport scolaire est passe de 442.604 eleves en 2021 a 638.693 a la rentree scolaire 2024-2025;

* + - * **L'adoption d'un nouveau statut pour les enseignants**

A fin 2023, le Gouvernement a conclu un accord avec les 5 syndicats les plus representatifs, qui a ete couronne par la mise en place d'un nouveau statut unifie et la revalorisation generale des salaires des fonctionnaires du Ministere de !'Education Nationale et des Academies Regionales d'Education et de Formation (AREF) avec une augmentation minimale de 1.500 dirhams par mois ;

* + - * **Un pacte ambitieux pour l'Enseignement superieur et la Recherche scientifique**

Le Gouvernement a lance le «Pacte ESRI 2030» pour moderniser l'ecosysteme de l'Enseignement Superieur et de la Recherche au Maroc, en visant !'excellence et !'innovation. Ce pacte renove la pedagogie, encourage les passerelles et les parcours d'excellence au sein de l'universite, et ameliore la gouvernance, notamment au niveau territorial.

D'autre part, le dialogue social avec les enseignants de l'enseignement superieur s'est conclu par !'adoption, en octobre 2022, d'un accord prevoyant la revision de leur statut, la mise en place de passerelles pour les enseignants-chercheurs, la prise en compte de !'experience professionnelle prealable a l'entree dans la fonction publique, et une augmentation de

3.000 dirhams nets par mois;

* L'adoption de programmes novateurs pour relancer l'emploi post-pandemie

**Covid-19**

Le Gouvernement a mis en reuvre le programme «Awrach» qui a genere, au titre de ses deux editions, 224.371 offres d'emploi immediates, pour une enveloppe de 4,5 milliards de dirhams ouverts au titre des lois de finances des annees 2022 et 2023, avec pres de 71% de non diplomes et 35% de femmes.

 Sur le **plan economique,** les efforts du Gouvernement ont ete focalises, notamment sur:

* La consolidation des equilibres macro-economiques

Les equilibres macro-economiques ont fait preuve d'une resilience notable, et ce, malgre la succession des annees de secheresse. Ainsi, le taux de croissance, est passe de 1,5% en 2022

a 3,4% en 2023. Sur la periode 2024-2026, les projections tablent sur une poursuite du

dynamisme de l'activite economique nationale pour situer la croissance annuelle moyenne a

4%.

Par ailleurs, le Gouvernement, a veille a la maltrise de la trajectoire du deficit budgetaire qui est passe de 5,5% en 2021 et 5,4% en 2022 a 4,3% du PIB en 2023.

Aussi, le Gouvernement a mis en place des mesures ayant permis la reduction du taux d'inflation, qui est passe d'un pie de 10,1% en fevrier 2023 a 3,6% en novembre de la meme annee, avant de le ramener a 1,7% en ao0t 2024.

* L'appui a certains secteurs prioritaires, notamment :
  + Le programme d'appui au profit des agriculteurs et des eleveurs, pour la saison 2022-2023, pour un montant de 10 milliards de dirhams, principalement a travers, la

distribution de 9 millions de Qx de fourrages, la protection sanitaire du cheptel,

!'irrigation d'appoint des arbres dans les zones Bour et !'acceleration de l'indemnisation au titre de !'assurance agricole;

* + Le nouveau programme pour la lutte centre les effets de la secheresse pour la saison 2023-2024, pour un montant de 10 milliards de dirhams, a travers la

distribution de fourrages et l'appui aux agriculteurs via des subventions directes aux cultures marakheres (tomates, oignons et pommes de terre);

* + Le soutien au secteur du tourisme pour une enveloppe de 2 milliards de dirhams en 2022, dont la moitie a permis de soutenir les investissements dans pres de 800 etablissements hoteliers. Le reste ayant ete destine au versement d'indemnites pour pres de 40.000 travailleurs du secteur et aux efforts de promotion et de

developpement de la desserte aerienne.

En plus, une nouvelle feuille de route du secteur du tourisme 2023-2026 a ete lancee et mise en reuvre avec un budget de 6,1 milliards de dirhams. Cette feuille de route est axee principalement sur la diversification de l'offre touristique, le renforcement de la promotion touristique, le developpement des ressources humaines et l'accompagnement de l'entrepreneuriat dans le secteur.

Dans le meme sillage de la mise en reuvre de la feuille de route susmentionnee, et dans l'objectif de repositionner le tourisme marocain sur la scene internationale, le programme «CAP HOSPITALITY» a ete lance afin de moderniser le pare hotelier et d'offrir une hospitalite de classe mondiale. A travers ce programme, l'Etat couvre

l'integralite des inten ts de credits, soutenant ainsi les projets de renovation, d'extension et d'acquisition d'h6tels;

* La promotion de l'investissement prive et la poursuite des efforts en faveur de l'investissement public, notamment a travers :
  + Les incitations pour favoriser l'investissement productif a travers la nouvelle Charte de l'investissement, accordant des primes pouvant atteindre jusqu'a 30% du

montant de l'investissement primable, en fonction notamment des primes territoriales, des primes sectorielles, des emplois crees et du taux d'integration locale. Aussi, le Gouvernement a reuvre pour l'operationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'investissement et pour la reforme du secteur des EEP en tant que locomotives de l'investissement prive;

* + L'acceleration de l'effort d'investissement public en passant de 245 milliards de dirhams en 2022 a 335 milliards en 2024.

### ORIENTATIONS GENERALES

Conformement aux Hautes Orientations Royales et dans le cadre de la mise en reuvre des priorites du programme gouvernemental pour la periode 2021-2026, le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 se fixe les priorites suivantes :

 La poursuite du renforcement des piliers de l'Etat social, a travers :

* La poursuite de la generalisation de !'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) ;
* La poursuite de la mise en reuvre du chantier de refonte du systeme national de sante a travers la mise a niveau de l'offre de soins, la valorisation et le renforcement des ressources humaines, le renforcement de la gouvernance du systeme national de sante et la mise en place d'un systeme d'information integre;
* La poursuite de la mise en reuvre effective du regime de l'Aide Sociale Directe, notamment a travers l'operationnalisation de l'Agence Nationale d'Aide Sociale, en vue de perenniser les impacts sociaux et economiques envisages par ce Chantier Royal ;
* L'achevement des composantes du Chantier Royal de generalisation de la protection sociale, a travers l'elargissement de !'affiliation aux regimes de retraite ainsi que la generalisation de l'lndemnite pour Perte d'Emploi pour les personnes ayant un emploi stable ;
* L'acceleration de la mise en reuvre du systeme de ciblage. A ce niveau, le Gouvernement poursuivra ses efforts quant a !'amelioration de l'efficacite de ce systeme, tout en simplifiant les procedures d'acces au regime de l'Aide Sociale Directe;
* La poursuite de la mise en reuvre de la «Feuille de route 2022-2026 pour une ecole **publique de qualite pour tous»,** en s'appuyant sur les Hautes Directives Royales et sur les dispositions de la loi-cadre n°51-17 relative au systeme d'education, de formation et de recherche scientifique, et ce, a travers notamment la generalisation et !'amelioration du prescolaire en tant qu'intrant cle pour assurer une ecole de qualite, le renforcement de l'offre scolaire, l'elargissement du modele des «ecoles pionnieres» au titre de l'annee scolaire 2024-2025, ainsi que la mise en place d'un laboratoire numerique afin de doter le systeme educatif de ressources numeriques necessaires pour enrichir et diversifier les moyens pedagogiques ;
* La poursuite de la mise en oouvre du Plan National d'Acceleration de la **Transformation de l'Ecosysteme de l'Enseignement Superieur, de la Recherche** Scientifique et de !'Innovation «PACTE ESRI 2030». Ce plan repose sur une reforme pedagogique globale et integree, puis sur un alignement de la recherche scientifique

aux priorites nationales et aux exigences du marche du travail, ainsi que sur un systeme d'innovation efficace et un nouveau mode de gouvernance alliant flexibilite et efficacite;

* La poursuite de la mise en oouvre de la feuille de route pour le developpement de la formation professionnelle, a travers la finalisation des Cites des Metiers et des Competences et le lancement des cursus dans plusieurs d'entre elles, en revisant toutes

les filieres de formation, parallelement au renforcement de leurs ressources. Les instituts de formation seront egalement renforces par la creation d'autres etablissements dispensant des formations dans les metiers strategiques, tels que les secteurs de !'automobile, de l'aeronautique, des energies renouvelables, du transport et de la logistique;

* La poursuite du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz, en continuant d'apporter un soutien direct pour le relogement des populations affectees et la rehabilitation des infrastructures

endommagees, tout en oouvrant a la valorisation et au developpement de ces zones;

* **La mise en oouvre du Programme de Rehabilitation des Zones sinistrees par les lnondations dans le Sud-Est du Royaume,** en application des Hautes Instructions Royales, en vue de repondre de maniere rapide et efficace aux besoins de la population sinistree ;
* **La preservation du pouvoir d'achat des citoyens,** a travers le maintien du soutien aux produits et services de base, notamment le gaz butane, le sucre et la farine nationale du ble tendre, ainsi que la poursuite de la mise en oouvre des mesures fiscales et

douanieres a dimension sociale;

* **La consolidation du Programme de Reduction des Disparites Territoriales et Sociales,** qui a realise d'importantes avancees au niveau de 1.243 collectivites territoriales, au profit d'une population rurale totale estimee a 14 millions d'habitants;
* **La poursuite de la mise en oouvre du nouveau Programme d'Aide au Logement,** qui cible environ 110.000 menages par an, principalement les menages a revenus faibles et moyens, y compris les Marocains Residant a l'Etranger;
* La poursuite de la mise en oouvre des differents programmes de la 3eme phase de

!'Initiative Nationale pour le Developpement Humain, en particulier des projets visant

!'amelioration des revenus et !'inclusion economique des jeunes, !'impulsion du capital humain des generations montantes et l'accompagnement des personnes en situation de precarite;

* La mise en oouvre des initiatives prevues par le programme gouvernemental relatives a l'autonomisation economique et politique des femmes, a la protection et

la prise en charge des femmes victimes de violence, ainsi que la poursuite des mesures visant a garantir aux personnes en situation de handicap leurs droits

fondamentaux en matiere d'education, de soins de sante, de formation professionnelle, d'emploi et d'acces aux activites sportives, culturelles et de loisirs ;

* La **poursuite de la mise en reuvre des engagements du programme gouvernemental relatifs aux Marocains du Monde,** conformement aux Hautes

Directives Royales, a travers des programmes et projets visant a ameliorer leurs conditions de vie et defendre leurs droits culturels, educatifs et sociaux. Le Gouvernement fournira egalement une assistance juridique pour simplifier les procedures, et traiter les plaintes, tout en mobilisant et en encourageant les

investissements, les competences et les associations des Marocains du Monde.

La consolidation de la dynamique de l'investissement et de la creation d'emplois :



* La priorisation de la promotion de l'emploi, a travers la mise en reuvre d'une feuille de route incluant des plans d'actions pour les cinq et dix prochaines annees, avec des mesures concretes qui seront mises en reuvre courant l'annee 2025, visant notamment,

a soutenir l'emploi en milieu rural, a restructurer les programmes actifs de l'emploi, et a

accompagner les tres petites, petites et moyennes entreprises, en accordant une importance particuliere au soutien de l'activite economique des femmes et leur acces au marche du travail ;

* La poursuite de l'effort d'investissement de l'Etat et du soutien a l'investissement prive, conformement aux Hautes Orientations Royales qui visent a augmenter la part de l'investissement prive a deux tiers de l'investissement total a !'horizon de 2035, contre un tiers actuellement, a travers notamment :
  + La poursuite de la mise en reuvre de la nouvelle Charte de l'lnvestissement, via

!'elaboration des textes reglementaires regissant les operations d'investissement, ainsi que la mise en place des mecanismes de gouvernance et de suivi du systeme d'investissement, notamment la creation de l'Observatoire National de l'lnvestissement;

* + La poursuite de la reforme des Centres Regionaux d'lnvestissement, visant a

accroTtre leur efficacite et a leur permettre la supervision de !'ensemble des operations d'investissement, en tant que principaux interlocuteurs des investisseurs au niveau regional ;

* + La poursuite de la mise en reuvre des mesures inscrites dans la feuille de route strategique 2023-2026 pour !'amelioration du climat des affaires, en plus des progres realises dans ce domaine, notamment par !'amelioration du systeme de

passation des marches publics, la reduction des delais de paiement, la creation des

entreprises par voie electronique, la simplification et la numerisation de plus de 45% des procedures administratives liees a l'investissement, ainsi que la mise en reuvre de la reforme fiscale ;

* + La preparation des grands evenements sportifs a venir, notamment la Coupe du Monde de Football 2030. Dans ce cadre, de grands projets seront lances dans les secteurs du ferroviaire, de !'aviation, de l'energie, de l'eau, du tourisme, de

!'agriculture et des transports urbains.

* La poursuite de la mise en reuvre des grands chantiers d'envergure et d'une nouvelle generation de strategies sectorielles :
  + **L'acceleration de la mise en reuvre du Programme National pour**

I' Approvisionnement en Eau Potable et !'Irrigation 2020-2027, a travers le parachevement du programme de construction des barrages, ainsi que !'acceleration

de la realisation des grands projets de transfert d'eau entre les bassins hydrauliques;

* + L'acceleration de la realisation des stations de dessalement de l'eau de mer. En application des Hautes Orientations Royales, les efforts seront axes sur le developpement d'une industrie nationale dediee au dessalement de l'eau, impulsee

par la creation de filieres de formation d'ingenieurs et de techniciens specialises, et

!'encouragement de la creation d'entreprises nationales specialisees dans la realisation et l'entretien des stations de dessalement, tout en incitant a !'innovation et en mettant a profit les nouvelles technologies dans le domaine de gestion de l'eau. Ceci parallelement a la mise en place d'un programme plus ambitieux de traitement et de reutilisation des eaux.

Sur le meme volet, etant donne que la production d'eau via les usines de dessalement requiert la mise en place des projets d'energies renouvelables y afferents, le Gouvernement s'engage a accelerer la realisation du projet d'interconnexion electrique visant a acheminer l'energie renouvelable a partir des provinces du Sud vers le Centre et le Nord ;

* + La poursuite de la mise en reuvre de la strategie «Generation Green» 2020-2030 pour valoriser les realisations du secteur agricole et renforcer sa resilience face au changement climatique. Cette strategie encourage !'irrigation de complement, afin d'ameliorer la productivite agricole et d'augmenter la production cerealiere, en plus

du lancement de projets d'agriculture solidaire de nouvelle generation, en particulier dans les regions montagneuses et les zones rurales des oasis ;

* + La poursuite de la mise en reuvre de la Strategie Nationale de l'Efficacite energetique a !'horizon 2030 et !'acceleration de la transition energetique.

L'objectif etant d'augmenter la contribution des energies renouvelables a plus de 52% de la capacite electrique installee d'ici 2030. A fin 2023, la capacite totale generee par les energies renouvelables a deja depasse 40% du mix energetique electrique. Le Gouvernement s'attelle, egalement, au lancement de nouvelles filieres energetiques,

en mettant particulierement !'accent sur le developpement de l'Hydrogene Vert. Par ailleurs, des efforts sont deployes pour accroTtre !'utilisation du gaz nature! dans la production d'energie dans le but de reduire la dependance aux produits petroliers et aux combustibles solides. En outre, des etudes detaillees se poursuivent concernant le projet du gazoduc Nigeria-Maroc, visant a favoriser le developpement de la region Atlantique et a offrir des capacites energetiques competitives aces pays;

* + La poursuite de la mise en reuvre de la feuille de route strategique du secteur touristique 2023-2026 : le Gouvernement veillera a mettre en reuvre les divers projets et programmes contenus dans cette strategie, notamment en matiere de promotion, de formation et de renforcement de l'offre touristique;
  + La mise en reuvre de la strategie «Maroc Digital 2030» : cette strategie s'articule autour de deux principaux piliers, a savoir la digitalisation des services publics et

!'impulsion d'une nouvelle dynamique dans l'economie numerique. L'objectif est de mettre au point des solutions numeriques marocaines et decreer de la valeur ajoutee et des postes d'emploi.

 **La poursuite de la mise en reuvre des reformes structurelles** :

* **La poursuite de** la **reforme du systeme judiciaire** : le Gouvernement poursuivra la

modernisation et le developpement du systeme judiciaire, parallelement a la mise en reuvre progressive du projet de transformation numerique de !'administration judiciaire et sa modernisation. Par ailleurs, une attention particuliere sera accordee a la mise en reuvre des Hautes Orientations Royales relatives a la poursuite de la generalisation des

tribunaux de la famille dans le Royaume tout en les dotant des moyens necessaires pour mener a bien leurs missions;

* La poursuite de la mise en reuvre de la reforme des EEP, et la consolidation du role de I'Agence Nationale de la Gest ion Strategique des Participations de l'Etat et de

Suivi des Performances des Etablissements et Entreprises Publics : le Gouvernement veillera a !'amelioration de la performance de la Politique Actionnariale de l'Etat en mettant en reuvre ses orientations strategiques, visant a consacrer le secteur des EEP comme levier strategique pour la consolidation de la souverainete nationale et a faire

de ce secteur un pilier pour la dynamisation de l'investissement prive;

* L'acceleration de la modernisation de I'Administration et le renforcement de la Regionalisation Avancee : le Gouvernement vise a accelerer le rythme de mise en reuvre des chantiers de modernisation de !'Administration pour en faire un levier de

developpement et renforcer la complementarite entre l'Etat et les collectivites territoriales, a travers la poursuite de l'octroi de dotations budgetaires a hauteur de 10 milliards de dirhams au profit des regions ainsi que leur accompagnement pour la preparation de la deuxieme generation de Programmes de Developpement Regional pour la periode 2022-2027;

* **La deconcentration administrative** : le Gouvernement veillera au suivi de la mise en reuvre du plan legislatif et reglementaire de ce chantier, notamment la publication de projets de decrets sur la creation et !'organisation des representations administratives regionales. Des travaux seront egalement entrepris pour accelerer le transfert des

decisions relatives a l'investissement aux services deconcentres, reviser !'organisation

des structures des services centraux et deconcentres, et mettre a jour et valider les schemas directeurs de la deconcentration administrative;

* **La poursuite de la mise en reuvre de la feuille de route 2022-2025 relative au**

caractere officiel de la langue Amazighe, qui vise a promouvoir le caractere officiel de cette langue et son utilisation dans toutes les spheres de la vie publique.

La preservation de la soutenabilite des finances publiques :



Le Gouvernement veillera a maintenir les finances publiques sur une trajectoire soutenable afin de pouvoir degager les marges financieres necessaires pour poursuivre les differents chantiers de developpement, tout en preservant la dynamique de l'investissement public, levier essentiel pour la consolidation des piliers de l'Etat social. Ainsi, dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, le Gouvernement mettra en reuvre une serie de reformes, dont notamment :

* Le projet de reforme de la Loi Organique relative a la loi de Finances visant, entre autres, !'adoption d'une nouvelle regle budgetaire basee sur un objectif d'endettement a moyen terme, l'elargissement du champ d'application de la loi organique pour inclure

les etablissements publics a caractere non marchand, et la rationalisation de la gestion

des ressources affectees en vue d'assurer des recettes supplementaires au budget de l'Etat;

* **La rationalisation des depenses publiques et le renforcement des ressources de l'Etat,** notamment a travers, !'amelioration de la gestion du portefeuille public, la poursuite de la reforme des EEP et le renforcement de la dynamisation des investissements publics et prives. Parallelement, le Gouvernement veillera a la poursuite

de la reforme fiscale visant a mettre en place un systeme fiscal stable qui offre une vision claire aux investisseurs et a !'ensemble des acteurs;

* La reduction progressive du deficit budgetaire, le Gouvernement veillera en 2025, et au titre des annees posterieures, a maTtriser la trajectoire du deficit budgetaire sur le moyen terme et a le reduire progressivement a 4% du PIB en 2024, 3,5% en 2025 et 3% en 2026, tout en maintenant le niveau d'endettement en dessous de 69% du PIB a

!'horizon 2026.

## Titre II - DONNEES CHIFFREES

Les donnees chiffrees du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, comparativement a

celles de la loi de finances de l'annee 2024, se presentent comme suit :

### STRUCTURE DU BUDGET DE L'ETAT

Le montant total des charges s'etablit a 721 317 657 000 dirhams en 2025 contre

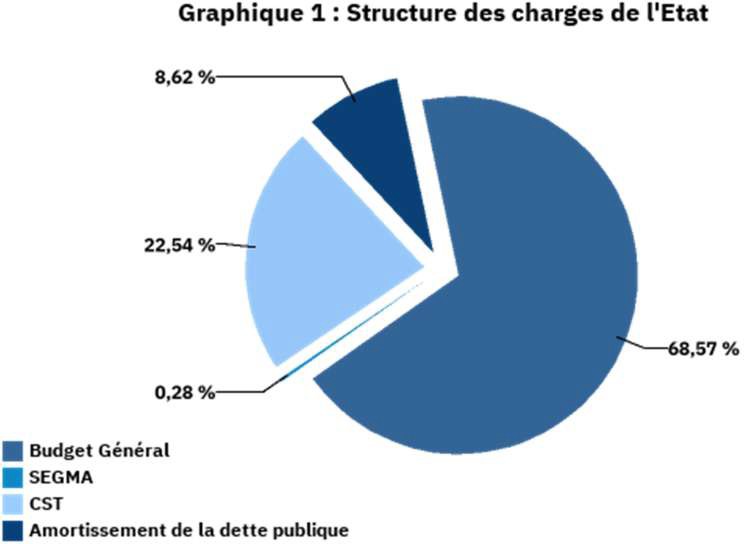
638 298 179 000 dirhams en 2024 soit une augmentation de 13,01 %. II se repartit comme suit:

 494 603139 000 dirhams pour le budget general (hors amortissement de la dette publique a moyen et long termes) ;

 2 016 497 000 dirhams pour les Services de l'Etat Geres de Maniere Autonome (SEGMA);  162 549 021 000 dirhams pour les Comptes Speciaux du Tresor (CST) ;

 62 149 000 000 dirhams pour l'amortissement de la dette publique a moyen et long

termes.



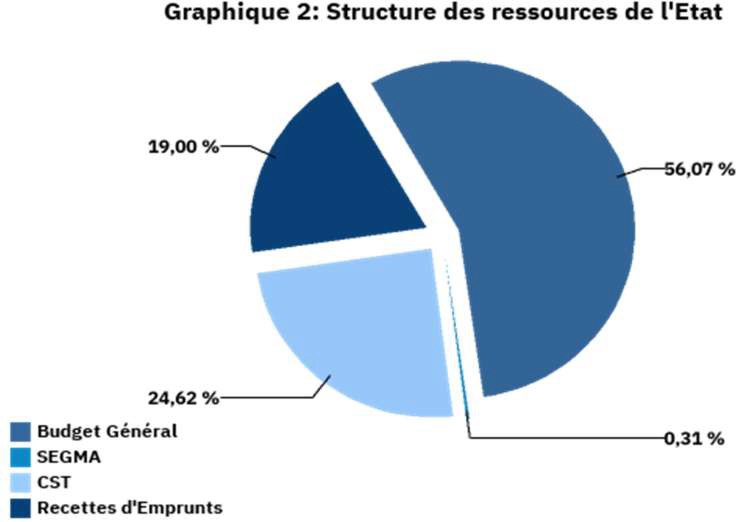
Le montant total des ressources s'eleve a 657 802 945 000 dirhams en 2025 contre

574 552 394 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 14,49 %. II se repartit comme suit:

 368840 710 000 dirhams pour le budget general (hors produits des emprunts a moyen et long termes) ;

 2 016 497 000 dirhams pour les Services de l'Etat Geres de Maniere Autonome;  161 945 738 000 dirhams pour les Comptes Speciaux du Tresor;

 125 000 000 000 dirhams pour les recettes d'emprunts a moyen et long termes.



II ressort des chiffres ci-dessus :

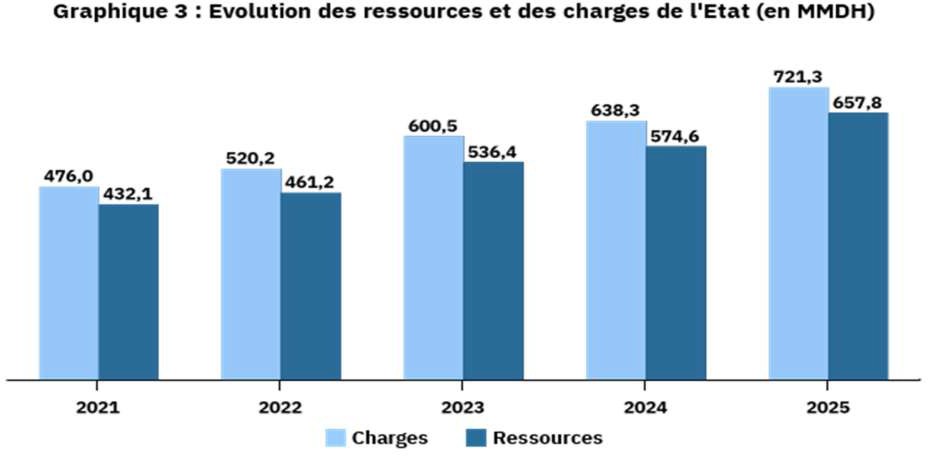
 Le solde du budget de l'Etat (hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette publique a moyen et long termes) pour l'annee 2025 est de - 126 365 712 000

dirhams contre - 124 755 932 000 dirhams en 2024;

 Les besoins residuels de financement du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 s'elevent a 63 514 712 000 dirhams contre 63 745 785 000 dirhams en 2024, soit une

diminution de 0,36 %.

Le graphique ci-apres illustre !'evolution pluriannuelle des ressources et des charges de l'Etat:



La ventilation des charges et des ressources du tableau d'equilibre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 se presente comme suit :

#### DEPENSES

*11.2.* 7 *Depenses du budget general (hors amortissement de la dette publique*

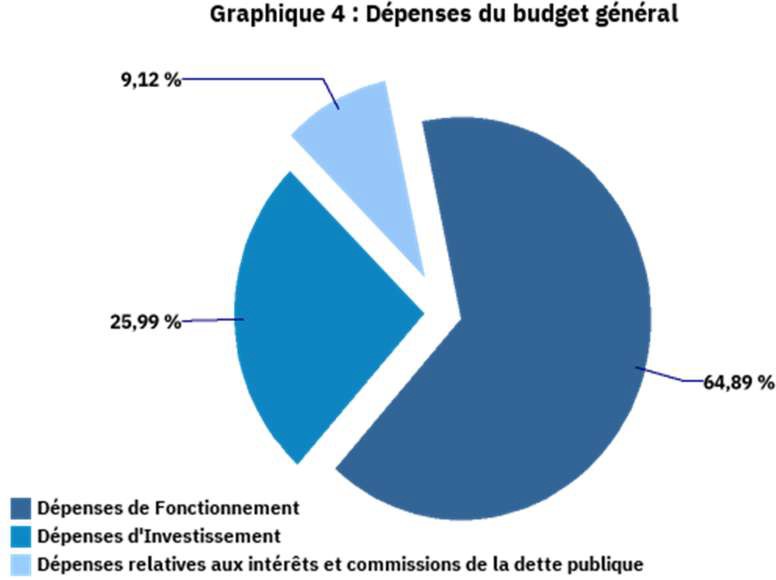
***a moyen et long termes)***

Les depenses du budget general sont reparties comme suit :

**(En dirhams)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Depenses de Fonctionnement** | **320 971147 000** |
| **Depenses d'lnvestissement** | **128 526 358 000** |
| **Depenses relatives aux interets et commissions de la dette publique** | **45 105 634 000** |
|  |  |

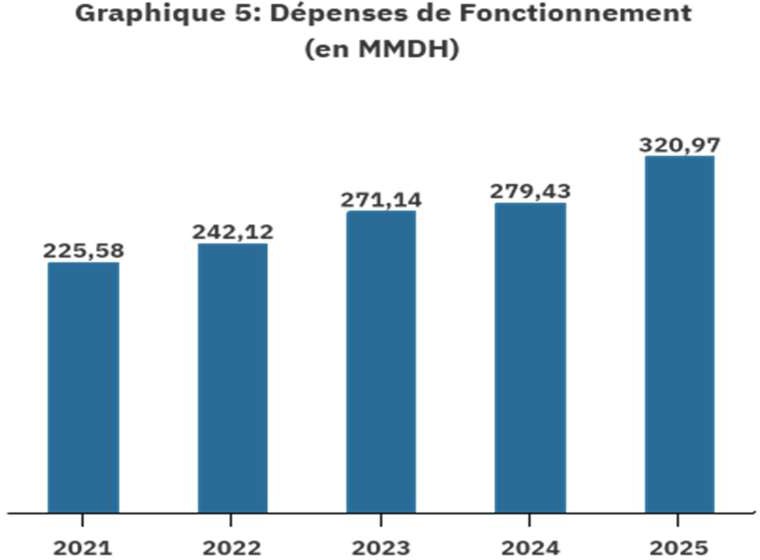
Le graphique suivant illustre la structure des depenses du budget general :



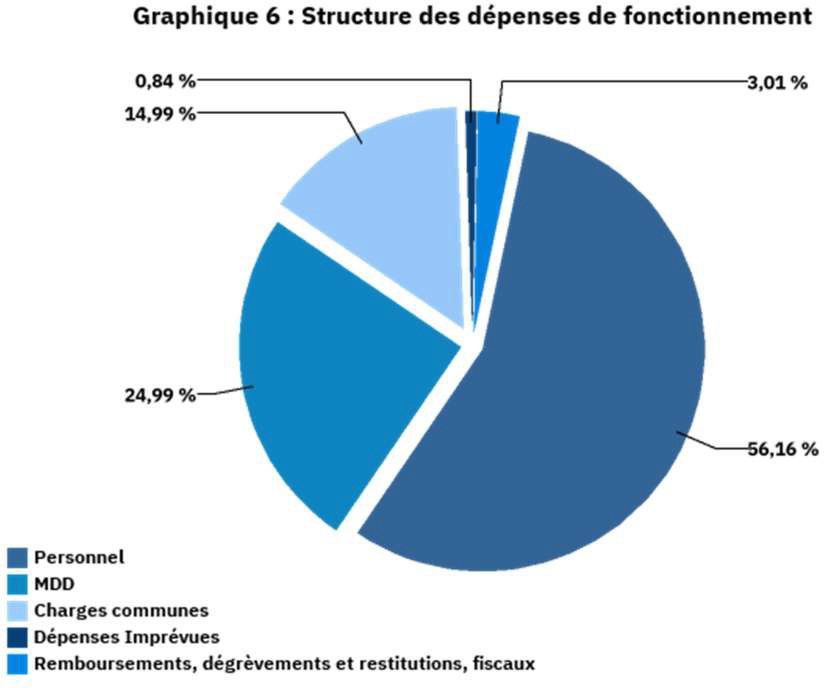
* + - 1. ***Depenses de fonctionnement***

Le montant des credits ouverts au titre des depenses de fonctionnement s'etablit a

320 971147 000 dirhams pour l'annee 2025 contre 279 426 731 000 dirhams pour l'annee 2024, soit une augmentation de 14,87 %.



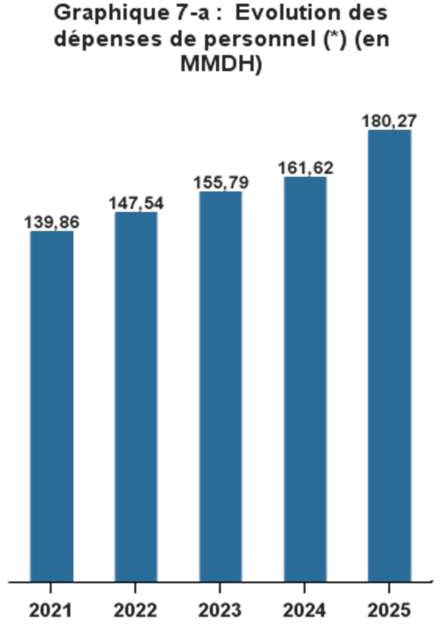
Le graphique suivant illustre la structure des depenses de fonctionnement :



 **Depenses de personnel** :

Les depenses de personnel pour l'annee 2025 s'elevent a 180 270 681 000 dirhams (dont 24,09 milliards de dirhams des cotisations de l'Etat au titre de la prevoyance sociale et de la retraite), contre 161 623 345 000 dirhams pour l'annee 2024, soit une augmentation de

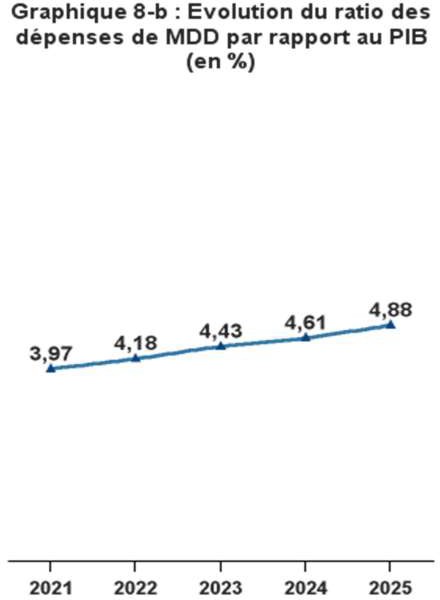
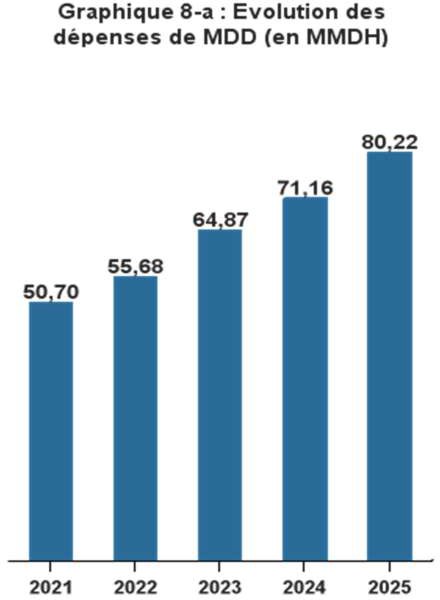
11,54 %.



(\*) Compte tenu des cotisations de l'Etat au titre de la prevoyance sociale et de la retraite.

 **Depenses de materiel et depenses diverses** :

Le montant des credits ouverts au titre des depenses de materiel et depenses diverses pour l'annee 2025 s'eleve a 80 220 124 000 dirhams contre 71158 286 000 dirhams pour l'annee 2024 soit une augmentation de 12,73 %.



 **Charges communes-Fonctionnement** :

Le montant des credits prevus en 2025 au titre des charges communes-fonctionnement s'eleve a 48 112 000 000 dirhams contre 34 820 000 000 dirhams pour l'annee 2024, soit

une augmentation de 13 292 000 000 dirhams ou 38,17 %.

Ces credits sont destines a couvrir, essentiellement, la charge de compensation, certaines depenses liees aux regimes de retraite et a la prevoyance sociale, les allocations, rentes et pensions diverses ainsi que la contribution au financement du Chantier de generalisation de la protection sociale.



 Depenses imprevues et dotations provisionnelles :

Le montant des credits ouverts au titre de ce chapitre pour l'annee 2025 s'eleve a

2 700 000 000 dirhams.

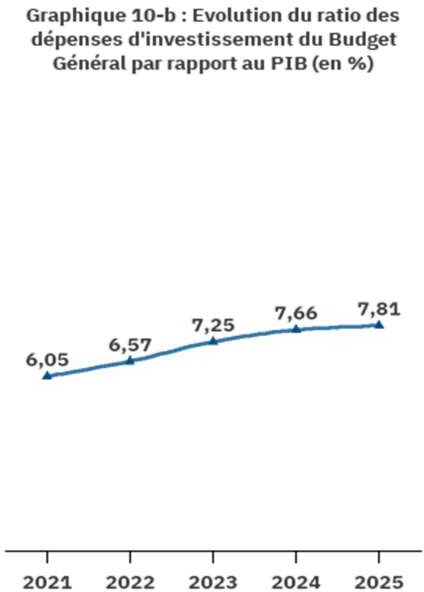
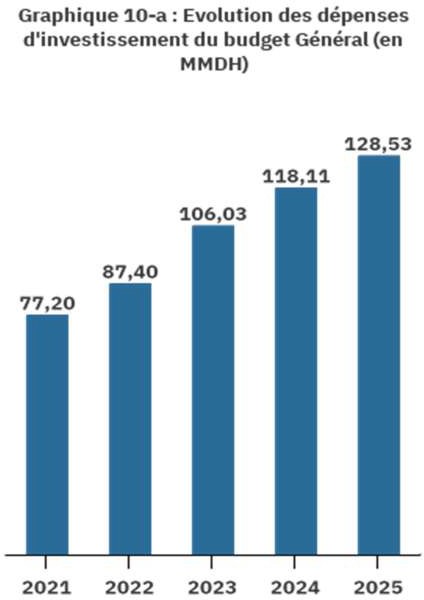
Ces credits couvrent notamment les depenses exceptionnelles et les depenses imprevues pouvant apparaTtre en cours d'annee.

 Depenses relatives aux remboursements, degrevements et restitutions, fiscaux :

Le montant des credits ouverts au titre des depenses relatives aux remboursements, degrevements et restitutions, fiscaux pour l'annee 2025, s'eleve a 9 668 342 000 dirhams.

* + - 1. ***Depenses d,investissement***

Le montant des credits de paiement prevus au titre des depenses d'investissement pour l'annee 2025 s'eleve a 128,53 milliards de dirhams contre 118,11 milliards de dirhams en 2024, soit une augmentation de 8,82 %.



Aces credits de paiement s'ajoutent :

 Les credits d'engagement ouverts au titre de l'annee budgetaire 2025 et suivants pour un montant s'elevant a 71,01 milliards de dirhams;

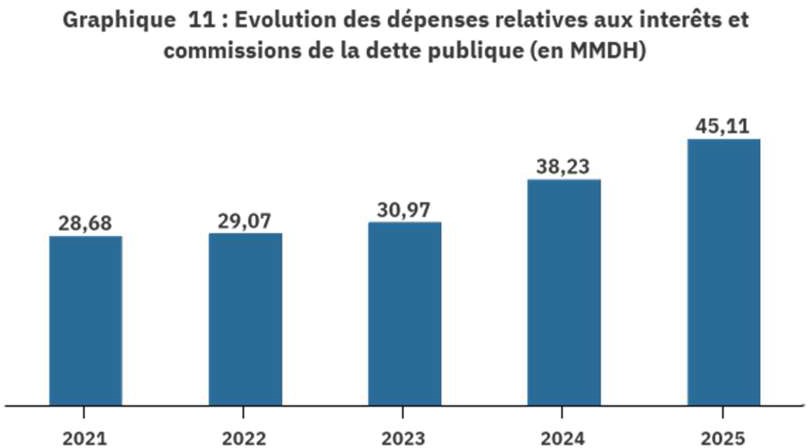
 Les credits de report correspondant aux credits engages dans le cadre de la loi de finances de l'annee 2024 mais non ordonnances au 31 decembre 2024, pour un montant

estime a 12 milliards de dirhams.

Le montant total des credits mis a la disposition des administrations au titre des depenses d'investissement s'eleve ainsi a 211,54 milliards de dirhams.

***11.2.7.3 Depenses relatives aux interets et commissions de la dette publique***

Les credits inscrits au titre des inten:?ts et commissions de la dette publique pour l'annee 2025 s'elevent a 45 105 634 000 dirhams contre 38 229 380 000 dirhams pour l'annee 2024.



 Dette exterieure :

Les charges de la dette exterieure au titre des interets et commissions pour l'annee 2025 s'elevent a 11 049 000 000 dirhams.

 Dette interieure :

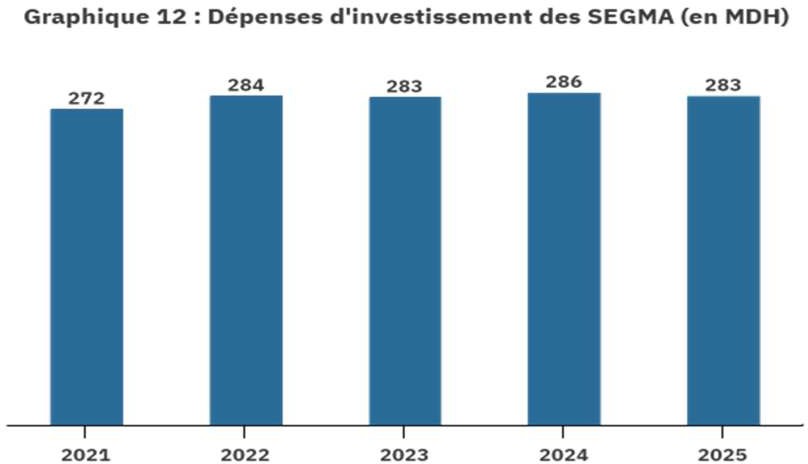
Les charges de la dette interieure au titre des interets et commissions pour l'annee 2025 s'elevent a 34 056 634 000 dirhams.

* + 1. *Depenses des Services de JJEtat Geres de Maniere Autonome*

Les depenses previsionnelles des services de l'Etat geres de maniere autonome pour l'annee 2025 s'etablissent a 2 016 497 000 dirhams. Elles se presentent comme suit :

**(En dirhams)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Depenses d'exploitation** | **1 733** | **044** | **000** |
| **Depenses d'investissement** | **283** | **453** | **000** |
|  |  | | |



* + 1. *Depenses des Comptes Speciaux du Tresor*

Les previsions des charges des Comptes Speciaux du Tresor, pour l'annee 2025 et leur evolution par rapport a l'annee 2024 se presentent conformement au tableau ci-apres :

**(En dirhams)**

**Comptes**

**Plafond des**

**Plafond des**

**Charges LF 2024 Charges PLF 2025**

**Variation en%**

**11- Comptes d'affectation speciale**

I

126

491 832 000 I

809126 000 I

-I

-I

150

956 802 000 I

**19,341**

**12- Comptes d'adhesion aux organismes internationaux** I

791

**13- Comptes d'operations monetaires**

**14- Comptes de financement**

I**5- Comptes de depenses sur dotations Total**

I

I I

10

800

500

000 I

719 000 I

-I

-I

**-2,15**

10

800

500

000 I

**138 101 458 000**

**162 549 021 000**

**17,70**

* + 1. *Depenses relatives aux amortissements de la dette publique a moyen* et long termes

Les credits inscrits en 2025 au titre des amortissements de la dette publique s'elevent a

62 149 000 000 dirhams contre 62 399 853 000 dirhams pour l'annee 2024. lls se repartissent comme suit :

 8 467 000 000 dirhams au titre de la dette exterieure;

 53 682 000 000 dirhams au titre de la dette interieure.

#### RECETTES

*11.3.* 7 *Recettes du budget general (hors produits des emprunts a* mo *yen et* long termes)

Le montant des recettes ordinaires du budget general s'etablit a 368 840 710 000 dirhams en 2025 contre 311 324 574 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 18,47 %.

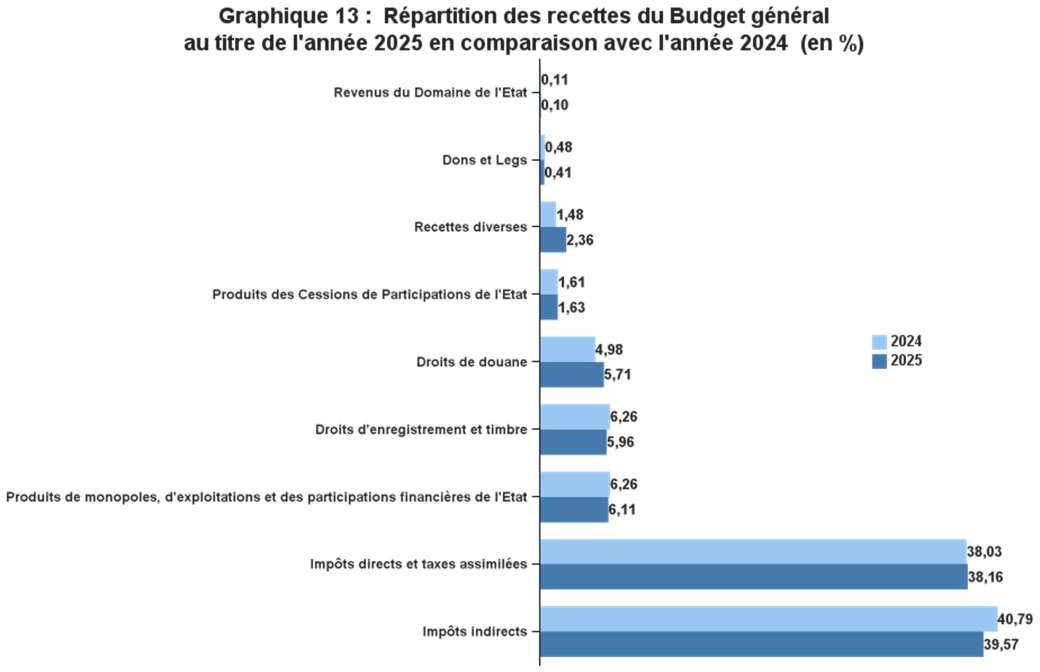
Le tableau ci-apres recapitule !'evolution des recettes ordinaires du budget general par grandes categories :

**(En dirhams)**

**1**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Designation** | **Loi de Finances 2024 (1)** | **Projet de Loi de Finances 2025 (2)** | **Variation% (2-1)/1** |
| **1** - **lmpots directs et taxes assimilees** | **118 402 868 000** | **140 735 176 000** | **18,86** |
| **2** - **lmpots indirects** | **126 985 591 000** | **145 953 705 000** | **14,94** |
| **3** - **Droits de douane** | **15 512 062 000** | **21 050 417 000** | **35,70** |
| **4** - **Droits d'enregistrement et timbre** | **19 495 160 000** | **21 979 673 000** | **12,74** |
| **5** - **Revenus du Domaine de l'Etat** | **354 500 000** | **354 500 000** | **0** |
| **6** - **Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financieres de l'Etat** | **19 480 000 000** | **22 550 311 000** | **15,76** |
| **7** - **Dons et Legs** | **1500 000 000** | **1500000 000** | **0** |
| **8** - **Produits des Cessions de Participations de l'Etat** | **5 000 000 000** | **6 000 000 000** | **20,00** |
| **9** - **Recettes diverses** | **4 594 393000** | **8 716 928 000** | **89,73** |
| **Total** | **311 324 574 000** I | **368 840 710 000** | I **18,47** |

Ainsi, les imp6ts indirects constituent le premier poste des recettes du budget general (39,57 %) suivi par les imp6ts directs et taxes assimilees (38,16 %), les produits des monopoles (6,11 %), les droits d'enregistrement et de timbre (5,96 %), les droits de douane (5,71 %), les recettes diverses (2,36 %), les produits de cession des participations de l'Etat (1,63 %), les dons et legs (0,41 %) et les produits et revenus du domaine (0,10 %), comme le montre le graphique suivant :



* + - 1. ***lmpots directs et taxes assimilees***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Le produit de l'imp6t sur le revenu s'eleve a 61 010 686 000  52 881 550 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 15,37 % . | dirhams | contre |
| Le produit de l'imp6t sur les societes s'eleve a 74 156 857 000  61 067 656 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 21,43 %. | dirhams | contre |

* + - 1. ***lmpots indirects***

Les postes les plus importants de ces imp6ts connaissent les evolutions ci-apres :

 Le produit de la TVA a l'interieur prise en charge par la Direction Generale des lmp6ts s'eleve a 44 870 682 000 dirhams contre 37 431 049 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 19,88 % ;

 Le produit de la TVA collectee par !'Administration des Douanes et lmp6ts Indirects (a l'interieur et a !'importation) s'eleve a 64 066 372 000 dirhams contre 57 516 400 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 11,39 % ;

 Les recettes de la TIC sur les produits energetiques s'elevent a 19 560 027 000 dirhams contre 16 737 023 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 16,87 % ;

 Les recettes de la TIC sur les tabacs manufactures s'elevent a 13 700 020 000 dirhams contre 12 500 020 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 9,60 % .

* + - 1. ***Droits de douane***

 Les recettes des droits d'importation s'elevent a 21 050 217 000 dirhams contre

15 511 862 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 35,70 %.

***11.3.7.4 Droits d,enregistrement et de timbre***

Les variations des previsions, entre 2024 et 2025, concernent principalement :

 Les droits sur les mutations dont les recettes s'elevent a 12 770 163 000 dirhams contre 11126 090 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 14,78 % ;

 La taxe speciale annuelle sur les vehicules dont les recettes s'elevent a 3 223 163 000 dirhams contre 3 201 952 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 0,66 % ;

 La taxe sur les contrats d'assurances dont le produit s'eleve a 1 563 030 000 dirhams contre 1 438 269 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 8,67 % ;

 Le timbre sur les documents automobiles dont les recettes s'elevent a 1 791 905 000 dirhams contre 1 618 478 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 10,72 %.

***11.3.7.5 Revenus du domaine de rEtat***

Le produit des Domaines de l'Etat au titre de l'annee 2025 s'eleve globalement a

354 500 000 dirhams dont:

 Les revenus des immeubles domaniaux s'elevent a 300 000 000 dirhams;

 Les produits de vente de meubles, epaves et materiel reforme s'elevent a 47 000 000 dirhams;

 Le produit des ventes d'immeubles domaniaux ruraux s'eleve a 5 000 000 dirhams.

***11.3.* 7.*6 Produits de monopoles, d,exploitations et des participations financieres de rEtat***

Les principales recettes prevues a ce titre en 2025 sont les suivantes :

 Les dividendes a provenir de !'Office Cherifien des Phosphates (OCP) pour un montant de 7 500 000 000 dirhams;

 Les produits a provenir de I'Agence Nationale de la Conservation Fonciere, du Cadastre et de la Cartographie s'elevent a 6 000 000 000 dirhams;

 Les produits a provenir de Bank AI-Maghrib s'etablissent a 3 000 000 000 dirhams;  Les dividendes a provenir de Barid AI-Maghrib se montent a 250 000 000 dirhams;

 Les produits a provenir de l'Agence Nationale de Reglementation des Telecommunications (ANRT) s'etablissent a 100 000 000 dirhams.

***11.3.* 7.7 *Produits des cessions de participations de rEtat***

Les produits de cession des participations de l'Etat s'elevent a 6 000 000 000 dirhams au titre de l'annee 2025.

***11.3.7.B Recettes diverses***

Les recettes diverses passent de 4 594 393 000 dirhams en 2024 a 8 716 928 000 dirhams en 2025, soit une augmentation de 89,73 %.

* + 1. *Recettes des Services de rEtat Geres de Maniere Autonome*

Les ressources previsionnelles des services de l'Etat geres de maniere autonome pour l'annee 2025 s'etablissent a 2 016 497 000 dirhams.

* + 1. *Recettes des Comptes Speciaux du Tresor*

Les previsions des ressources des Comptes Speciaux du Tresor, pour l'annee 2025 et leur evolution par rapport a l'annee 2024 se presentent comme suit :

**(En dirharns)**

I

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cornptes** | **Ressources CST LF 2024** | | | **Ressources CST PLF 2025** | | | **Variation en%** |
| **1- Cornptes d'affectation speciale** | 126 841 832 000 | |  | 150 981 | 581 | 000 | I **19,03** |
| **12- Cornptes d'adhesion aux organisrnes internationaux** | -I | | | -I | | |  |
| **13- Cornptes d'operations rnonetaires** | 100 | 000 000 |  | 150 | 000 | 000 | I **50,00** |
| **14- Cornptes de financernent** | 43 | 078 000 |  | 13 | 657 | 000 | I **-68,30** |
| **5- Cornptes de depenses sur dotations** | 10 800 | 500 000 |  | 10 800 | 500 | 000 | I |
| **Total** | **137 785** | **410 000** |  | **161 945** | **738** | **000** | **17,53** |

I

* + 1. *Recettes d-'emprunt a moyen et long termes*

Le montant des recettes d'emprunt a moyen et long termes s'etablit a 125 000 000 000 dirhams en 2025 contre 123 410 000 000 dirhams en 2024, soit une augmentation de 1,29 %.

lls se repartissent comme suit :

 Les previsions de recettes au titre des emprunts interieurs passent de 53 410 000 000 dirhams en 2024 a 65 000 000 000 dirhams en 2025, soit une augmentation de 21,70 % ;

 Les previsions de recettes au titre des emprunts exterieurs passent de 70 000 000 000 dirhams en 2024 a 60 000 000 000 dirhams en 2025, soit une diminution de 14,29 %.

### VOLUME GLOBAL DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Pour l'annee 2025, l'effort d'investissement global du secteur public, s'eleve a 340 milliards de dirhams. Cette enveloppe est ventilee comme suit:

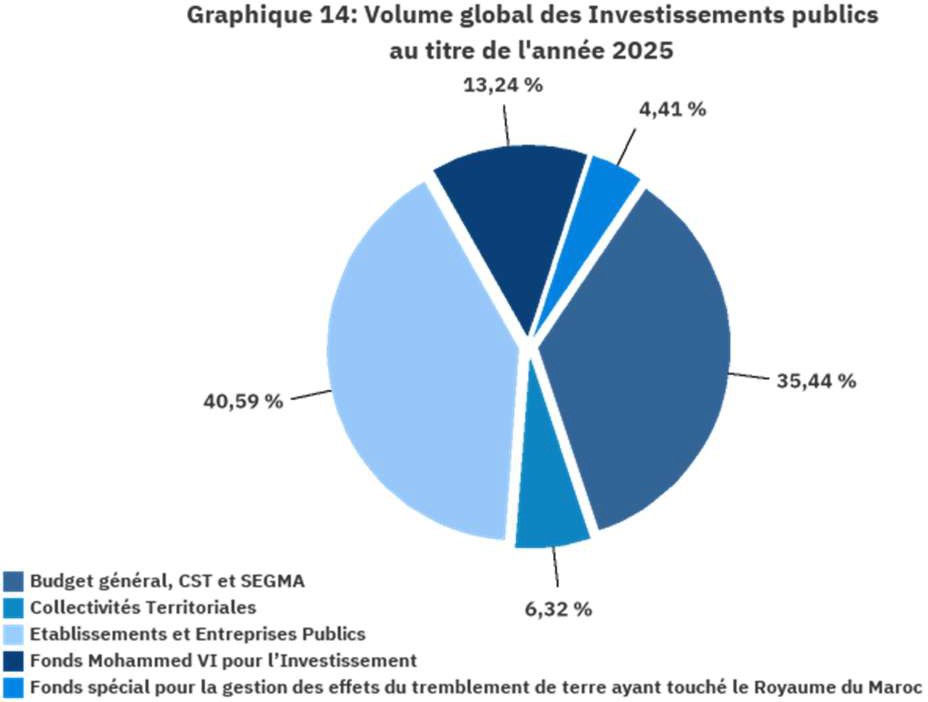
 Les Etablissements et Entreprises Publics : 138 milliards de dirhams ;

 Le budget general, les comptes speciaux du Tresor et les services d'Etat geres de maniere autonome, en neutralisant les transferts du budget general vers les Etablissements et Entreprises Publics, les CST et les SEGMA 120,5 milliards de dirhams ;

 Le Fonds Mohammed VI pour l'lnvestissement 45 milliards de dirhams ;  Les Collectivites Territoriales : 21,5 milliards de dirhams ;

 Le Fonds Special pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touche le Royaume du Maroc : 15 milliards de dirhams.

Le graphique suivant illustre la structure du volume global des investissements publics :



 **Etablissements et Entreprises Publics** :

Les programmes d'investissement des Etablissements et Entreprises Publics s'elevent globalement, pour l'annee 2025, a **138 milliards de dirhams,** couvrant principalement les

secteurs suivants : l'energie, les telecommunications, !'habitat, !'agriculture, l'electricite, l'eau potable, les phosphates et leurs derives, les autoroutes et les transports aeriens, maritimes et ferroviaires.

La consistance de ces programmes est detaillee dans le rapport sur les Etablissements et Entreprises Publics accompagnant le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025.

 **Comptes Speciaux du Tresor:**

Les programmes d'investissement finances dans le cadre des Comptes Speciaux du Tresor portent principalement sur le renforcement du reseau routier national, le soutien d'actions relevant des secteurs de !'agriculture, des eaux et forets, de l'audio-visuel, de !'habitat, de la justice, de la culture, des sports et le financement de programmes socio-educatifs. Les details correspondants sont exposes dans le rapport sur les CST accompagnant le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025.

 **Collectivites Territoriales** :

Les budgets d'investissement des Collectivites Territoriales sont consacres principalement a

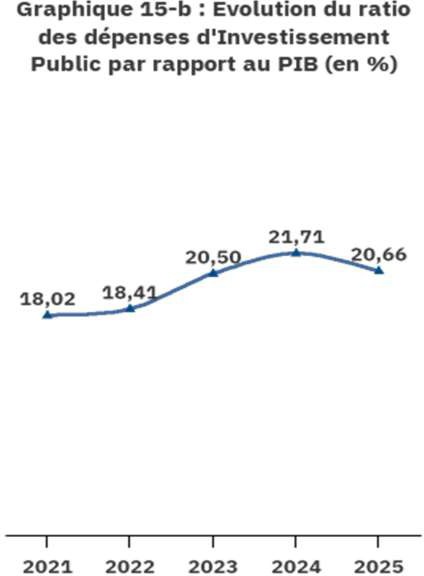
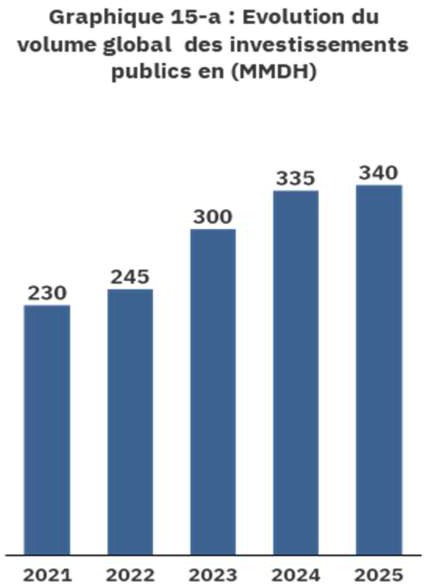
la mise en place des infrastructures destinees a ameliorer les conditions de vie des populations. Les efforts seront concentres sur !'extension et le renforcement des reseaux de

voirie et d'assainissement, les constructions d'infrastructures culturelles, sportives et de loisirs, de marches et d'edifices publics ainsi que les amenagements de jardins et d'espaces verts. Les depenses y afferentes s'elevent globalement a pres 21,5 milliards de dirhams.

 Services de l'Etat Geres de Maniere Autonome :

Les programmes d'investissement relevant des SEGMA s'elevent a pres de 283,45 millions de dirhams. Les details correspondants sont exposes dans le rapport sur les SEGMA accompagnant le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025.

Le graphique ci-apres illustre !'evolution pluriannuelle du volume global des investissements publics:



## Titre Ill: PROGRAMMES D'ACTION

### LA POURSUITE DU RENFORCEMENT DES PILIERS DE L'ETAT SOCIAL

Conformement aux Hautes Orientations Royales ainsi qu'aux recommandations du rapport general sur le Nouveau Modele de Developpement, le Gouvernement s'attellera a la mise en

ceuvre des differents chantiers de reformes prioritaires visant la resorption des deficits sociaux, et !'amelioration du bien-etre des citoyennes et citoyens, en !'occurrence, la generalisation de la protection sociale, la reforme des systemes de sante et d'education ainsi que la reduction des disparites sociales et territoriales.

De meme, le Gouvernement s'investit activement dans la reussite du developpement du systeme de l'enseignement superieur, de la recherche scientifique et de !'innovation, ainsi que dans la mise en ceuvre de la feuille de route pour le developpement de la formation professionnelle, qui jouent un role primordial dans la qualification des jeunes pour leur insertion professionnelle et sociale, et ce, afin de promouvoir le capital humain et la societe du savoir.

Par ailleurs, le Gouvernement continuera a renforcer les mesures de lutte contre les impacts de la conjoncture nationale et internationale sur le pouvoir d'achat, notamment a travers le

soutien des prix de certains produits de base et des couts de production de l'electricite. Aussi, le Gouvernement continuera les efforts contribuant a la maitrise de !'inflation des produits alimentaires et a la lutte contre les effets de la secheresse.

De surcrolt, et suite aux Hautes Instructions Royales, le Gouvernement mettra en ceuvre le Programme de Rehabilitation des Zones sinistrees par les lnondations dans le Sud-Est du Royaume et poursuivra egalement, la mise en ceuvre du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz.

Aussi, le Gouvernement est determine a poursuivre la mise en ceuvre des engagements issus du dialogue social et a poursuivre les mesures de soutien au logement ainsi que les autres politiques sociales.

*Ill.* 7. 7. *Generalisation de la protection sociale*

Conformement aux Hautes Orientations Royales, le Gouvernement a consenti des efforts considerables qui se sont traduits par !'adoption des textes legislatifs et reglementaires

necessaires a la generalisation de !'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) en un temps

record, permettant ainsi d'etendre la couverture medicale de base a 22 millions de beneficiaires supplementaires.

Dans la meme dynamique, le Gouvernement a precede, depuis decembre 2023, au deploiement progressif du regime de l'Aide Sociale Directe en vue de cibler les six premiers deciles de la population qui ne beneficient pas d'allocations familiales (pres de 4 millions de menages, soit 60% de la population), et ce, en s'appuyant sur le dispositif de ciblage des beneficiaires des programmes d'appui social.

Parallelement, le Gouvernement reuvre a mettre en place les prerequis necessaires au parachevement de la mise en reuvre de ce Chantier Royal, a travers l'elargissement de la base des adherents aux regimes de retraite et la generalisation de l'lndemnite pour Perte

d'Emploi au profit de toute personne ayant un emploi stable, et ce, tout en respectant le calendrier prevu par la loi-cadre n°09-21 relative a la protection sociale.

***Ill.* 7. 7. 7. *Generalisation de la protection sociale : bi/an des realisations Ill.* 7. 7. 7. 7. *Generalisation de PAssurance Maladie Obligatoire de base***

Dans le but de generaliser !'Assurance Maladie Obligatoire de base (AMO), des efforts considerables ont ete deployes, aussi bien sur le plan juridique que sur les plans du financement et de la gouvernance. Ces efforts ont debouche sur !'adoption de la quasi­ totalite des textes juridiques necessaires au deploiement des regimes de l'AMO de base dedies aux personnes ne pouvant s'acquitter des droits de cotisations «AMO-Tadamon», aux independants et aux Travailleurs Non-Salaries «AMO-TNS», ainsi qu'aux personnes capables de s'acquitter des droits de cotisation et n'exen;:ant aucune activite remuneree ou non remuneree «AMO-Achamil».

 Etat d'avancement de la generalisation de I'Assurance Maladie Obligatoire de base

L'annee 2023 a ete marquee par la poursuite du parachevement de !'arsenal juridique relatif a l'AMO, d'une part avec !'adoption du decret d'application de la loi n°60-22 relative au regime de l'AMO-Achamil, qui constituait un prealable pour son entree en vigueur. Et d'autre part, avec !'adoption du 27eme decret d'application de la loi n°98-15 relative au regime «AMO­

TNS», permettant !'adhesion de la categorie des «Preposes religieux charges» audit regime.

En termes d'effectifs, en plus de 11,3 millions de beneficiaires du regime «AMO-Tadamon» a fin aout 2024, les regimes «AMO-TNS» et «AMO-Achamil» ont donne la possibilite, a pres de 11 millions d'individus, d'adherer a l'AMO.

S'agissant des cotisations des beneficiaires versees par l'Etat a la CNSS au titre du regime

«AMO-Tadamon», celles-ci totalisent 15,51 milliards de dirhams a fin septembre 2024, dont 665 millions de dirhams pour decembre 2022, 8,14 milliards de dirhams pour l'exercice 2023 et 6,7 milliards de dirhams pour les trois premiers trimestres de l'annee 2024. De plus, et afin

de reduire la part des depenses de sante AMO au profit de ces beneficiaires, l'Etat prend en charge le ticket moderateur avec un budget annuel d'un milliard de dirhams, et ce, pour les prestations dispensees dans les structures de soins publiques.

 Mesures entreprises pour renforcer l'effectivite du droit a I' AMO

Afin de renforcer l'effectivite du droit a l'AMO pour tous les travailleurs non-salaries

«AMO-TNS», le Gouvernement a mis en reuvre plusieurs mesures visant a renforcer

!'adhesion au regime «AMO-TNS» et a assurer la regularite dans le paiement des cotisations dues a la CNSS, qui sont des prealables pour beneficier de l'effectivite du droit a la

couverture medicale de base. II s'agit essentiellement de :

* La priorisation du classement selon les regimes de !'auto-entrepreneur ou de la Contribution Professionnelle Unique (CPU), pour tous les TNS exen;:ant une seule activite, classes simultanement au titre de la categorie professionnelle liee a l'activite ou

a la profession reellement exercee et egalement a l'un de ces deux regimes, et ce, en

application des dispositions de !'article 5 de la loi n°98-15 telle qu'elle a ete modifiee et completee par la loi n°46-23;

* Le paiement d'une seule cotisation pour les TNS abstraction faite du nombre d'activites exercees conformement a !'article 22 de la loi n°98-15 telle qu'elle a ete

modifiee et completee par la loi n°46-23, afin d'eviter aux TNS concernes le paiement de plusieurs cotisations;

* **L'instauration de l'amnistie** en vertu de la loi n°4l-23, permettant d'annuler toutes les

creances dues a la CNSS au titre du regime «AMO-TNS», incluant cotisations, penalites de retard et frais de poursuite, pour les immatricules ayant au moins trois mois d'impayes pour la periode anterieure au mois de decembre 2023.

En ce qui concerne le regime «AMO-Achamil», et afin de garantir la continuite des prestations pour les personnes qui etaient eligibles au regime «AMO-Tadamon» a fin

novembre 2023 et ayant par la suite bascule vers le premier regime, le Gouvernement a annule, a travers la loi n°21-24 amendant la loi n°60-22, la periode de stage de trois mois, tout en autorisant la CNSS a leur rembourser les frais engages depuis ler janvier 2024 avec

effet retroactif.

Par ailleurs, dans le but de renforcer la gouvernance des differents regimes de l'AMO conformement aux Hautes Orientations Royales et en application des dispositions de la loi-cadre n°09-21 relative a la protection sociale, les bases d'un modele de gouvernance

conciliant entre l'imperatif de l'accessibilite a des prestations de qualite et la necessite de la preservation de la perennite financiere de ces regimes sont en cours de preparation.

***lll.1.1.7.2. Regime de /'Aide Sociale Directe***

Apres la generalisation reussie de l'AMO, le Gouvernement a lance, en decembre 2023, le regime de l'Aide Sociale Directe (ASD) au profit des menages en situation de pauvrete et de vulnerabilite qui ne beneficient pas des regimes d'allocations familiales selon la reglementation en vigueur. Ce programme ambitionne de couvrir pres de 4 millions de menages, soit pres de 60% de la population non couverte par l'un des regimes d'allocations familiales, et environ 6 millions d'enfants de moins de 21 ans. A cet effet, I'ASD necessitera la mobilisation d'une enveloppe budgetaire de plus de 25 milliards de dirhams au titre de l'annee 2024, 26,5 milliards de dirhams pour l'annee 2025 et 29 milliards de dirhams des l'annee 2026.

 Regime de l'Aide Sociale Directe: de la conception a la mise en ceuvre

Lors de Son Discours a !'occasion de l'ouverture de la 1ere session de la 3eme annee legislative de la 11eme legislature, le 13 octobre 2023, Sa Majeste le Roi a appele le Gouvernement a

operationnaliser le regime de l'ASD des decembre 2023. Ce regime cible les families necessiteuses ayant des enfants de moins de 21 ans, avec une attention particuliere aux enfants scolarises, aux enfants en situation de handicap et aux orphelins du cote paternel,

ainsi qu'aux nouveau-nes. II cible, egalement, les families en situation de pauvrete et de vulnerabilite, sans enfants en age de scolarite, plus particulierement les menages ayant a charge des personnes agees.

Le lancement du regime de l'ASD a necessite la mobilisation d'efforts considerables en termes de preparation technique, de mobilisation du financement, d'elaboration et d'adoption de !'arsenal legislatif et reglementaire y afferent, ainsi que la mise en ceuvre d'un schema de gouvernance adapte aux particularites de ce regime.

A cet effet, deux lois et quatre decrets d'application ont ete publies, ii s'agit de :

* La loi n°58-23 relative au regime de l'ASD, qui precise les composantes de ce regime, ses populations cibles, les conditions pour en beneficier ainsi que le mode de sa gouvernance;
* La loi n°59-23 portant creation de l'Agence Nationale de l'Aide Sociale CANAS), comme etablissement public ayant pour mission principale la gestion du regime de l'ASD. Elle determine le champ d'intervention de cette Agence, ses missions, ses attributions, la composition de ses organes de gestion et de son fonctionnement, ainsi que les

ressources mises a sa disposition ;

* Le decret n°2-23-1067 pris pour !'application de la loi n°58-23 relative au regime de l'ASD, qui identifie les beneficiaires du regime, la procedure pour en beneficier, les modalites de recours et les modalites de paiement des aides et leurs montants;
* Le decret n°2-23-1068 fixant le seuil pour beneficier du regime de l'ASD;
* Le decret n°2-23-1069 pris pour !'application de la loi n°59-23 portant creation de l'ANAS, qui fixe l'autorite de tutelle de l'Agence et la composition de son Conseil d'Administration;
* Le decret n°2-24-706 completant l'annexe du decret n°2-23-1067 precite, qui prevoit une aide supplementaire destinee aux families ayant des enfants scolarises dans les

cycles de l'enseignement public primaire, secondaire collegial et secondaire qualifiant. Cette aide est versee une seule fois par an, au mois de septembre, a !'occasion de chaque rentree scolaire.

Dans le meme sillage, le Gouvernement s'attelle a la finalisation du projet de decret relatif a l'operationnalisation de l'aide speciale destinee aux enfants orphelins et enfants abandonnes places dans les etablissements de protection sociale objet de !'article 16 de la loi n°58-23 relative au regime de I'ASD.

 **Composantes du regime de l'ASD**

Conformement aux dispositions de la loi n°58-23, les menages en situation de pauvrete et de vulnerabilite cibles peuvent beneficier, selon les cas, des aides suivantes :

* Aides de protection contre les risques lies a l'enfance : destinees aux menages ayant des enfants de moins de 21 ans a concurrence de six enfants. Cette prestation comprend:
  + Une aide mensuelle ajustee en fonction de l'age de l'enfant et de sa scolarisation.

Dans ce cadre, ii convient de preciser que l'aide de la rentree scolaire est versee, aux menages eligibles, une seule fois par an, au mois de septembre, a !'occasion de la rentree scolaire ;

* + Une aide complementaire en cas de handicap ou d'orphelinat du cote paternel ;
  + Une prime de naissance pour la premiere et la deuxieme naissance.
* **Aide forfaitaire** : accordee aux menages n'ayant pas d'enfants ou ayant des enfants de plus de 21 ans. Cette prestation vise notamment le soutien de leur pouvoir d'achat et la lutte contre la precarite et les risques lies a la vieillesse ;
* Aide speciale : accordee aux enfants orphelins et enfants abandonnes places dans les etablissements de protection sociale.

Par ailleurs, les menages eligibles peuvent beneficier des prestations dont le montant varie selon les caracteristiques du menage mais qui ne peut etre inferieur a 500 dirhams.

 Etat d'avancement de la mise en reuvre du regime de l'ASD

Depuis le lancement du regime de l'ASD en decembre 2023 et jusqu'a septembre 2024, le portail dedie a la reception des demandes de benefice dudit regime [«www.asd.ma»](http://www.asd.ma/) a re<;:u plus de 4,9 millions de demandes, dont pres de 60% au titre des aides de protection contre les risques lies a l'enfance. L'effectif des beneficiaires au titre du mois de septembre 2024 s'eleve a plus de 3,9 millions de menages.

Ainsi, depuis le lancement de ce regime en decembre 2023 et jusqu'a septembre 2024, le Gouvernement a alloue plus de 22 milliards de dirhams pour le paiement des prestations aux beneficiaires, dont 20,46 milliards de dirhams au titre de l'annee 2024.

 Perspectives pour l'annee 2025

Afin d'accroitre les externalites positives du regime de l'ASD, le Gouvernement lancera la reflexion pour la mise en place des mesures d'accompagnement adossees a ce regime ainsi que sur le volet relatif a la gouvernance a la lumiere de la nouvelle Agence Nationale de l'Aide Sociale.

Aussi, le Gouvernement est determine a mettre en place les prerequis necessaires a l'elargissement de la base des adherents aux regimes de retraite au profit de toute personne exer<;:ant un emploi stable et l'operationnalisation de l'lndemnite pour Perte d'Emploi selon le calendrier fixe par la loi-cadre n°09-21 relative a la protection sociale.

***Ill.* 7.*7.2. Mesures d'accompagnement de la generalisation de la protection sociale***

***111.1.1.2.1. Developpement des systemes d'identification et de ciblage pour la protection sociale***

Dans le but d'assurer un appui social efficient et regulier aux personnes eligibles aux differents programmes de la protection sociale, l'annee 2024 a ete marquee par

!'acceleration de l'enr6Iement des populations concernees au RNP et au RSU, sur !'ensemble du territoire national. Ce processus est regi par la loi n°72-18 relative au dispositif de ciblage des beneficiaires des programmes d'appui social et portant creation de l'Agence Nationale des Registres, en vue d'une mise en reuvre efficiente des programmes de la protection sociale, notamment, le regime «AMO Tadamon», le regime de l'ASD et les bourses universitaires «MINHATY».

Dans ce cadre, des efforts considerables ont ete consentis afin de reussir le deploiement universe! du dispositif RNP/RSU. II s'agit en particulier de la montee en charge de plus de 1.630 Centres de Services aux Citoyens, ainsi que la mise en reuvre de campagnes de communication pour la sensibilisation des populations concernees quant a !'inscription au RSU.

A cet effet, et jusqu'a fin septembre 2024, plus de 5,2 millions de menages ont ete inscrits au RSU, soit !'equivalent de pres de 18,9 millions d'individus au niveau national, repartis comme suit:

 Par milieu de residence, 56% des menages inscrits sont issus du milieu rural, soit plus de 2,9 millions de menages, ou !'equivalent de 10,5 millions d'individus. Par repartition regionale, cinq regions concentrent 67,3% des inscrits au RSU au niveau national, ii s'agit des regions de Marrakech-Safi (15,5%), Casablanca-Settat (15,3%), Fes-Meknes (14,8%), Rabat-Sale Kenitra (12,1%) et Tanger-Tetouan-AI Hoceima (9,6%) ;

 Selon l'age des enfants, 7,5 millions d'enfants ayant moins de 21 ans se sont enr6Ies au RSU, dont 4,4 millions en milieu rural ;

 Par composition de menage, 1,9 million de menages sans enfants de moins de 21 ans se sont enr6Ies au RSU, dont 56,1% en milieu rural.

***Ill.* 7.*7.2.2. Financement de la protection sociale***

En application des dispositions de la loi-cadre n°09-21 relative a la protection sociale, le Gouvernement est engage a mobiliser les ressources financieres requises pour la concretisation de ce Chantier Royal principalement a travers :

 Le redeploiement des credits alloues a certains programmes en vigueur et !'optimisation de l'action sociale de l'Etat;

 La diversification des sources de financement via !'affectation du produit de certaines ressources fiscales au financement de ce Chantier.

*Ill.7.2. Refonte du systeme national de sante*

Au cours de ces dernieres annees, le Maroc a reuvre pour asseoir les bases d'une transformation profonde du systeme national de sante. Cette refonte constitue une priorite strategique pour la reussite du Chantier Royal de la generalisation de la protection sociale, notamment la mise en place d'une couverture sanitaire universelle.

C'est dans ce sillage que la loi-cadre n°06-22 relative au systeme national de sante a ete promulguee en decembre 2022, pour la refonte du systeme national de sante selon une approche reposant sur quatre piliers fondamentaux. Le bilan des realisations au titre de l'annee 2024 selon lesdits piliers, se presente comme suit:

***Ill.1.2.* 7. *Valorisation et renforcement des ressources humaines***

Une attention particuliere a ete accordee au volet de la valorisation des ressources humaines, a travers la promulgation de la loi n°09-22 relative a la fonction sanitaire. Les principales actions entreprises dans ce cadre ont porte sur :

 La regularisation de la situation administrative de plus de 23.000 professionnels de la sante dans diverses specialites;

 L'augmentation du nombre de personnes formees dans les facultes de medecine, de pharmacie et de medecine dentaire, les lnstituts Superieurs des Professions lnfirmieres et Techniques de Sante, et au sein des lnstituts de Formation Professionnelle dans le domaine de la Sante, et ce, dans la perspective d'atteindre la densite recommandee par

!'Organisation Mondiale de la Sante (OMS), soit 45 professionnels de sante pour 10.000 habitants d'ici 2030;

 La creation de la fonction sanitaire par la loi n°09-22 visant a valoriser le capital humain exer<;:ant dans le secteur public et a assurer la complementarite avec le secteur prive en

matiere d'exercice de la profession medicale;

 L'ouverture aux competences etrangeres et !'encouragement des competences marocaines residant a l'etranger a revenir exercer dans leur pays.

De meme, plusieurs decrets d'application dedies a la gestion des ressources humaines sont en cours de validation et d'approbation, notamment en ce qui concerne l'operationnalisation des Groupements Sanitaires Territoriaux (GST).

***Ill.7.2.2. Mise a niveau de roffre de soins***

Les efforts deployes dans le cadre de ce pilier ont ete marques par le lancement d'un programme pour la mise a niveau des etablissements de soins de sante primaire et du renforcement du reseau hospitalier:

 La mise a niveau des etablissements de soins de sante primaire (ESSP) : ce programme porte sur pres de 1.400 etablissements, repartis sur trois tranches, relevant de

toutes les regions du Royaume, dont les deux tiers sont situes en milieu rural et dans les zones eloignees. Le Gouvernement a reussi a rehabiliter 872 centres de sante, en plus de 524 centres (3eme tranche) dont les travaux seront acheves avant fin avril 2025.

 **Le renforcement du reseau hospitalier** : dans le cadre de la mise en reuvre du programme d'extension et de mise a niveau de l'offre hospitaliere, l'annee 2024 a connu

!'inauguration du Centre Hospitalier Zemmouri de Kenitra, du Centre Hospitalier Mohammed VI dans la province d'AI Hoceima et des h6pitaux de proximite a Figuig,

Talsint et Ahfir. Par ailleurs, l'achevement des travaux du CHU d'Agadir, des h6pitaux de proximite a Midar de Nador, a Tarfaya et a Boumalen Dades ainsi que du Centre Hospitalier Provincial a Tinghir est prevu avant la fin de l'annee 2024.

En outre, les travaux de construction du CHU de Laayoune sont presque acheves, et ceux de l'h6pital lbn Sina a Rabat avancent a un rythme soutenu, tandis que les travaux de construction de trois nouveaux CHU a Errachidia, Beni Mellal et Guelmim sont en phase de

lancement.

***Ill.7.2.3. Renforcement de la gouvernance du systeme national de sante***

Les principales actions realisees ont concerne la poursuite et la finalisation de !'arsenal juridique regissant la creation des instances de gestion et de gouvernance, visant le renforcement des mecanismes de regulation de l'action des acteurs, la consolidation de la

gouvernance hospitaliere et la planification territoriale de l'offre sanitaire a tous les niveaux.

II s'agit, particulierement, de:

 La creation de la Haute Autorite de la Sante par la loi n°07-22 en tant qu'instance strategique independante, ayant pour principales missions la regulation de !'assurance maladie obligatoire et !'accreditation des etablissements de sante;

La creation des Groupements Sanitaires Territoriaux **(**GST) par la loi n°08-22 en tant



qu'etablissements publics autonomes regroupant !'ensemble des etablissements publics de sante au niveau de chaque region, qui seront charges de la mise en reuvre de la politique de sante au niveau regional, de !'elaboration et de la mise en reuvre du Programme Medical Regional, de l'instauration de !'obligation du respect du parcours de soins, de !'elaboration de la carte sanitaire regionale et du renforcement des mecanismes de cooperation entre les secteurs public et prive;

 La creation de l'Agence Marocaine des Medicaments et des Produits de Sante par la loi n°10-22, qui aura pour mission de coordonner le developpement de la politique pharmaceutique nationale et d'assurer l'encadrement technique du secteur;

 La creation de I'Agence Marocaine du Sang et de ses Derives par la loi n°11-22, qui aura pour mission d'elaborer et de mettre en ceuvre la strategie nationale visant a fournir le sang et ses derives, a autoriser la creation des stocks de sang, et a veiller au respect des normes de vigilance lors de la collecte du sang aupres des donneurs.

II convient de rappeler que dans le cadre de la mise en ceuvre des lois relatives au systeme national de sante, ii a ete procede a la publication des decrets suivants :

* Le decret n°2-23-1055 pris pour !'application de la loi n°10-22 relative a la creation de l'Agence Marocaine du Medicament et des Produits de Sante;
* Le decret n°2-23-1056 pris pour !'application de la loi n°ll-22 relative a la creation de l'Agence Marocaine du Sang et de ses Derives;
* Le decret n°2-24-646 relatif aux comites regionaux mixtes pour la coordination de la formation appliquee dans les professions de sante;
* Le decret n°2-24-687 relatif aux superviseurs et encadrants de stages au sein des etablissements de sante relevant des Groupements Sanitaires Territoriaux.

De meme, le Conseil du Gouvernement a adopte le projet de decret n°2-23-1054 fixant les modalites d'application des dispositions de la loi n°08-22 relative a la creation des Groupements Sanitaires Territoriaux.

Par ailleurs, ii sied de signaler qu'il a ete procede en date du 5 septembre 2024, a la publication au bulletin officiel de la loi organique n°30-24 modifiant et completant la loi organique relative a la nomination aux fonctions superieures, en vertu des dispositions de

ladite loi, les instances precitees ont ete ajoutees a la liste des etablissements publics strategiques dont les responsables sont nommes, apres deliberation en Conseil des Ministres.

***Ill.7.2.4. Mise en place d,un systeme d,information (SI) integre***

Les principales actions realisees dans le cadre de la digitalisation du systeme de sante portent sur :

 La finalisation de la generalisation du Systeme d'lnformation Hospitalier (SIH) integre au niveau de !'ensemble des h6pitaux du Royaume, y compris les ESSP et le deploiement du materiel informatique (avec internet);

 La conception en cours du modele de deploiement des solutions du Dossier Medical Partage et de la Feuille de Soins Electronique dans les etablissements de sante et les cabinets medicaux.

***Ill.7.2.5. Perspectives pour rannee 2025***

Dans le cadre de la poursuite du chantier de refonte du systeme national de sante, l'annee 2025 connaltra la mise en ceuvre des principales actions suivantes :

 La poursuite de la realisation des projets objet de Conventions signees devant Sa Majeste le Roi;

 La poursuite des travaux de construction et d'equipement des nouveaux CHU, ainsi que des actions accompagnant le deploiement du systeme d'information integre;

 La poursuite de la mise en reuvre du programme de mise a niveau des infrastructures et des equipements sanitaires, en vue de moderniser les equipements du reseau hospitalier y compris les urgences et l'achevement de la 3eme tranche du programme de rehabilitation des ESSP;

 La poursuite du chantier de construction du nouvel h6pital lbn Sina a Rabat ainsi que l'achevement et l'equipement du CHU de Laayoune;

 Le demarrage des travaux de construction des CHU de Beni Mellal, d'Errachidia et de Guelmim;

 Le lancement de la reconstruction du Centre Hospitalier Provincial de Taounate;

 La rehabilitation des lnstituts Superieurs des Professions lnfirmieres et Techniques de Sante;

 La poursuite du programme de rehabilitation des ESSP touches par le seisme, relevant des six provinces et prefecture affectees (Al Haouz, Chichaoua, Marrakech, Taroudant, Ouarzazate et Azilal).

*Ill.7.3. Refonte du systeme de /-'education et de /-'enseignement : prealable* incontournable pour le renforcement du capital humain

***Ill.7.3.* 7. *Poursuite de la reforme du systeme educatif: pour une scolarisation inclusive et un apprentissage de qualite***

La feuille de route 2022-2026 pour une ecole publique de qualite pour tous tire son referentiel des Hautes Instructions Royales, de la Vision strategique 2015-2030, de la loi­ cadre n°51-17 relative au systeme d'education, de formation et de recherche scientifique et

du Nouveau Modele de Developpement. Cette feuille de route, portee par le programme gouvernemental, vise a instituer un nouveau modele de reference a !'horizon 2026, qui priorise l'impact sur les eleves et propose des solutions et des mesures pratiques pour

ameliorer la qualite de l'ecole publique.

Les principales realisations enregistrees au titre de l'annee 2024 peuvent etre resumees comme suit:

 **Axe eleve:**

* Pour la rentree scolaire 2023-2024, pres de 80% des enfants ages entre 4 et 6 ans frequentent **le prescolaire,** 4.700 nouvelles classes ont ete ouvertes et 6.000 educatrices et educateurs specialises dans la petite enfance ont ete recrutes. Aussi, plus de 7.100 educatrices et educateurs ont ete formees, avec un volume horaire de la

formation de base qui est passe de 400 heures a 950 heures, elargissant ainsi la base

de la formation continue. Le taux de prescolarisation dans le public a augmente de 11% au titre de l'annee scolaire 2022-2023. Ainsi, 89% des classes du prescolaire sont gerees par des associations nationales contre 11% gerees par des associations locales. Au

niveau du milieu rural, la scolarisation des enfants a presque triple en dix ans, progressant de 33,1% a 91,4%;

* **Le renforcement de l'appui pedagogique** a travers, la poursuite du deploiement de la methode TaRL (Enseignement selon le niveau approprie), afin d'ameliorer les apprentissages de base ;
* Le lancement en 2023-2024 d'un **programme national de soutien scolaire** parallelement a une revision des horaires, des programmes et des examens, dont le nombre de beneficiaires depasse 2 millions d'eleves ;
* Pour ce qui est de **l'appui social,** le nombre de beneficiaires des internats et de la restauration scolaire a atteint respectivement 147.778 et 114.879 beneficiaires au titre de l'annee scolaire 2024-2025;
* L'operationnalisation de la nouvelle formule de !'Initiative Royale «un million de cartables» a travers le versement de sommes supplementaires aux families

beneficiaires du regime des aides sociales directes, a hauteur de 200 dirhams pour les eleves du primaire et du college et 300 dirhams pour les eleves du secondaire

qualifiant, avec plus de 3 millions d'eleves beneficiaires ;

* Concernant le transport scolaire et grace a la mobilisation des collectivites territoriales, le nombre d'eleves beneficiaires du transport scolaire est de l'ordre de 638.693 eleves a la rentree 2024-2025;
* L'adoption du modele des **«etablissements pionniers»** afin d'ameliorer le processus d'apprentissage aux niveaux primaire et collegial en adoptant une methodologie multidimensionnelle. Ce programme structurant est base sur une serie d'initiatives cles visant a ameliorer la qualite de !'education notamment a travers :

- L'adoption d'approches et de methodes pedagogiques efficaces, principalement l'approche de l'enseignement selon le niveau approprie de TaRL en tant qu'approche curative pour le soutien educatif, et preventive par un enseignement efficace;

L'amelioration des conditions d'accueil dans les etablissements d'enseignement (rehabilitation, proprete, gardiennage, etc.);

L'equipement des etablissements scolaires en materiel numerique et ressources pedagogiques afin de faciliter les conditions de travail du personnel educatif et administratif;

La mise a la disposition de l'etablissement scolaire des ressources financieres pour la mise en ceuvre du Projet d'Etablissement lntegre et le renforcement de son autonomie;

La formation et la certification de l'equipe pedagogique; Le suivi rapproche au sein de la classe.

Le modele des «etablissements pionniers» a permis une nouvelle dynamique dans le primaire, dont la phase pilote durant l'annee scolaire 2023-2024 a concerne 626 ecoles primaires publiques, au benefice d'environ 320.000 eleves et 10.500 enseignants.

L'evaluation initiale de l'impact du programme de soutien et de remediation dans les ecoles pionnieres a revele que la majorite des eleves, du deuxieme au sixieme niveau de l'enseignement primaire, presentent des taux de maitrise dans les competences evaluees, quadruplant pour les mathematiques, doublant pour l'arabe et triplant pour le franc;:ais.

**Axe enseignant** :



* L'instauration, dans le cadre de la valorisation du metier de l'enseignant, de la formation initiale de base sur trois annees en Cycle de Licence d'Education (CLE), en plus d'une annee de qualification professionnelle au sein du Centre Regional des Metiers de

!'Education et de la Formation, et d'une annee de stage remuneree;

* La conclusion, en date du 26 decembre 2023, d'un accord entre le Gouvernement et les cinq syndicats les plus representatifs, ayant donne lieu a un statut particulier unifie et motivant regissant a la fois les fonctionnaires du Ministere et ceux des Academies Regionales d'Education et de Formation, et a !'amelioration des conditions materielles desdits fonctionnaires a travers une augmentation generale mensuelle nette des salaires statutaires de 1.500 dirhams ;
* Le renforcement du personnel a travers le recrutement de 16.000 cadres y compris les cadres d'appui pedagogique et administratif.

Axe etablissement :



* La creation de 189 etablissements dont 10 ecoles communautaires et de 15 internats au titre de la rentree scolaire 2024-2025, la rehabilitation de 2.500 etablissements scolaires ainsi que l'equipement de plus de 13.000 salles en materiel informatique;
* La mise en place du Projet d'Etablissement lntegre (PEI) comme etant un instrument operationnel simplifie et digitalise pour la transformation des etablissements, et favoriser l'atteinte des criteres de qualite du label, et ce, en respectant les 12 engagements de la feuille de route de la reforme de !'education. Les credits mis a la disposition des etablissements pour leur projet integre ont ete renforces pour atteindre jusqu'a 50.000 dirhams par an et par etablissement pour le primaire et 100.000 dirhams par an et par etablissement pour le secondaire;
* La digitalisation du processus d'apprentissage a travers le renforcement de

!'infrastructure digitale des etablissements scolaires, notamment la maintenance et la connectivite a !'Internet;

* La mise en place d'un laboratoire numerique (DIGITAL LAB), a travers une convention signee, le 02 fevrier 2024 entre, les ministeres de !'Education Nationale, du Prescolaire et des Sports, de la Transition numerique et de la Reforme de !'Administration, de l'Economie et des Finances, ainsi que la Caisse de depot et de gestion (CDG), et ce, afin de contribuer a !'amelioration de la qualite des apprentissages, au renforcement de l'efficacite des etablissements d'enseignement ainsi qu'a l'enrichissement et a la diversification des moyens pour creer une dynamique dans le paysage educatif;
* La mise en ceuvre d'une serie de mesures urgentes pour assurer la continuite de

!'education dans les zones touchees par le seisme d' Al Haouz, notamment a tr avers le transfert des eleves, la fourniture de tentes scolaires et d'unites educatives prefabriquees, le soutien psychologique et pedagogique, ainsi que la distribution de cartables et de fournitures scolaires ;

* Le lancement d'un programme de rehabilitation et de reconstruction de 1.730 etablissements educatifs affectes par le seisme y compris des annexes scolaires, en plus de 216 etablissements pris en charge par les AREF. Ces etablissements, repartis

en trois categories, comptent 258 etablissements qui necessitent une reconstruction totale, 688 qui requierent une rehabilitation ou une reconstruction partielle et 784 ayant uniquement besoin d'une rehabilitation. Les travaux de la 1ere tranche portant sur 221 etablissements ont demarre en juin 2024, dont 170 etablissements deja livres a la rentree scolaire 2024-2025;

* Le renforcement des ecoles de la deuxieme chance afin d'equiper les decrocheurs de competences recherchees sur le marche du travail, y compris celles non techniques, en complement aux mesures preventives.

Ainsi, les efforts seront poursuivis pour le financement du plan d'action de l'annee 2025 qui porte, notamment, sur :

 **Axe eleve:**

* L'acceleration de la mise en ceuvre du programme de generalisation du prescolaire, a travers la construction et l'equipement de nouvelles salles de classes ainsi que la rehabilitation des salles existantes ;
* La poursuite de la mise en ceuvre du modele des «ecoles pionnieres» con<;:u selon une approche multidimensionnelle afin d'ameliorer la qualite des apprentissages de base, de reduire la deperdition scolaire et d'assurer l'epanouissement des eleves. Sur la base des resultats positifs enregistres, ce modele sera progressivement generalise en passant de 626 a environ 2.626 ecoles primaires et 232 colleges au titre de l'annee scolaire 2024- 2025. Ainsi, d'autres mesures sont prevues pour resorber les ecarts de connaissances notamment, la tenue des cours de rattrapage de 4 a 8 semaines et l'accompagnement individuel des eleves en difficulte tout au long de l'annee scolaire;
* La poursuite des efforts en matiere d'appui social, notamment a travers !'amelioration de la qualite des prestations.

**Axe enseignant** :



* Le renforcement des ressources humaines, a travers le recrutement de 14.000 enseignants et de 2.000 cadres d'appui administratif, pedagogique et social ;
* La poursuite des efforts en matiere de formation initiale des etudiants du CLE en vue de faire de ce cycle un parcours d'excellence et la principale voie de recrutement des futurs enseignants, en versant une indemnite de 1.000 dirhams par mois pour les etudiants adherant a des activites pedagogiques.

Axe etablissement :



* La mise en ceuvre d'un modele simplifie et digitalise du PEI comme instrument operationnel pour la transformation des etablissements;
* Le renforcement des activites parascolaires artistiques et culturelles, a travers les centres d'epanouissement en partenariat avec les associations actives;
* Le renforcement de l'offre scolaire, a travers notamment, la construction de nouveaux etablissements scolaires et !'extension des etablissements existants;
* La poursuite du programme de rehabilitation des etablissements scolaires, notamment par le remplacement des salles en prefabrique.

***Ill.7.3.2. Enseignement Superieur Recherche scientifique et Innovation : pour une excellence academique et une impulsion de la recherche scientifique***

Conformement aux Hautes Orientations Royales visant a ameliorer les politiques et programmes adoptes et a garantir un service de qualite au profit des jeunes, le Gouvernement continue la mise en reuvre du Plan National d'Acceleration de la Transformation de l'Ecosysteme de l'Enseignement Superieur, de la Recherche Scientifique et de !'Innovation «PACTE ESRI 2030», axe sur !'excellence et !'innovation. Ce pacte vise a moderniser la pedagogie, a promouvoir les passerelles et les parcours d'excellence au sein des etablissements universitaires, ainsi qu'a ameliorer la gouvernance, notamment a l'echelle territoriale.

Par ailleurs, l'action du Gouvernement, au titre de l'annee universitaire 2023-2024, a ete marquee par le deploiement operationnel de plusieurs chantiers prioritaires du «PACTE ESRI 2030» a savoir :

 Le lancement et la mise en reuvre d'une reforme pedagogique complete et integree, notamment a travers :

* La revision des cahiers des charges pedagogiques nationaux des filieres de licence, de master et de licence en education, et le changement de l'intitule des dipl6mes nationaux des etablissements universitaires ;
* L'optimisation des parcours de formation, !'introduction des modules de power-skills et la certification en langues etrangeres ;
* Le renforcement des programmes de mobilite nationale et internationale ainsi que

!'introduction du systeme de credits;

* L'adoption conformement au nouveau cadre pedagogique de 926 filieres de licence dans des domaines vitaux adaptes aux besoins de l'environnement socio-economique;
* Le lancement de 63 centres d'excellence, proposant 113 filieres d'excellence, afin d'ameliorer l'attractivite des etablissements universitaires a acces ouvert.

 La professionnalisation de l'offre de formation et son adaptation aux besoins socio­ economiques a travers la poursuite de la mise en reuvre des trois programmes suivants :

* Le programme de formation des enseignants des cycles primaire et secondaire a l'horizon 2025, lance en juillet 2022, avec !'inscription de 20.272 nouveaux etudiants au titre de l'annee de formation 2023-2024 et la poursuite des travaux de construction et

d'equipement de 6 Ecoles Superieures de !'Education et de la Formation situees a

Kenitra, Oujda, Agadir, Berrechid, El Jadida et Beni Mellal ;

* Le programme de renforcement de la densite du personnel de sante a !'horizon **2030,** lance en juillet 2022, au titre duquel le nombre d'etudiants nouveaux inscrits a atteint 5.266 au titre de l'annee universitaire 2023-2024. Ainsi, et afin de promouvoir l'equite territoriale, les travaux de construction des facultes de medecine et de

pharmacie a Errachidia et Beni Mellal ont ete lances en 2023, tandis que le lancement

des travaux de construction d'une troisieme faculte a Guelmim est prevu pour fin 2024 ;

* **Le programme de renforcement des talents digitaux** a **!'horizon 2027,** qui vise le renforcement de la capacite de formation en numerique au niveau des universites

publiques marocaines a travers !'augmentation du nombre des inscrits et des dipl6mes pour la periode 2023-2027 et !'adaptation des offres de formation aux besoins du marche de l'emploi et aux demandes des investisseurs. Au titre de l'annee universitaire 2023-2024, le nombre des nouveaux inscrits s'eleve a 21.338 etudiants.

**L'amelioration de l'employabilite des dipl6mes,** a travers notamment :



* Le renforcement des competences des etudiants grace a la creation des centres «Code 212» qui offrent aux etudiants l'opportunite d'acquerir des competences exceptionnelles dans les domaines numeriques avec la possibilite d'obtenir des certificats accredites. A noter que 3 centres sont deja operationnels au niveau des universites lbn Tofail a Kenitra, Abdelmalek Essaadi a Tetouan et lbn Zohr a Agadir;
* L'extension du reseau de centres de carriere professionnelle a travers la mise en place et l'equipement de 5 centres de developpement des competences professionnelles dans les universites Hassan II de Casablanca, Chouaib Doukkali a El Jadida, Moulay Ismail a Meknes, Sultan Moulay Slimane a Beni Mellal et Mohammed Premier a Oujda.

 **Le renforcement des activites d'appui social aux etudiants** a travers :

* La mise en reuvre d'un nouveau decret d'octroi des bourses dans le cadre de

!'amelioration des mecanismes de ciblage des categories beneficiant des programmes sociaux, en mettant a profit les possibilites offertes par le RSU ;

* Le relevement des capacites d'accueil des cites universitaires d'environ 18%, en passant de 50.400 lits a pres de 59.400 lits entre les annees universitaires 2020-2021 et **2023-2024;**
* L'augmentation du nombre de repas servis de 44% au titre de l'annee universitaire 2023-2024 pour atteindre 15 millions de repas servis contre 10,43 millions de repas servis au titre de l'annee universitaire 2021-2022.

L'amelioration du systeme de recherche scientifique et de !'innovation a travers :



* Le lancement du programme de formation de 1.000 doctorants-moniteurs de nouvelle generation, dedies a la recherche scientifique et impliques dans l'encadrement pedagogique, en contrepartie d'une retribution mensuelle nette de 7.000 dirhams;
* La signature de la convention constitutive de l'lnstitut National Thematique de Recherche Scientifique en Eau a Agadir sous forme d'un Groupement d'lnteret Public.

 **L'excellence en matiere de performance et de gouvernance,** a travers la mise en reuvre de plusieurs mesures, notamment :

* Le renforcement des capacites et des competences du corps enseignant, administratif et technique de !'administration centrale et des universites, notamment a travers

!'organisation de sessions de formation continue et la promotion de la mobilite internationale des enseignants et du personnel administratif;

* La digitalisation des services administratifs au sein du Ministere de l'Enseignement Superieur, de la Recherche Scientifique et de !'Innovation, et des universites, et ce, a travers la mise en place des services et des plateformes numeriques, ainsi que le developpement de !'infrastructure et de la securite informatique.

La rentree universitaire 2024-2025, sera marquee notamment par:

* La poursuite de la formation des competences humaines en reponse aux besoins des secteurs socio-economiques, en particulier dans les chantiers lies au programme de renforcement de la densite du personnel de sante, a !'horizon 2030, au programme de

formation des enseignants des cycles primaire et secondaire a !'horizon 2025 et au programme de renforcement des talents digitaux a !'horizon 2027;

* L'accroissement de l'effectif des nouveaux etudiants inscrits au niveau des universites publiques de 5,3% en passant de 297.887 nouveaux inscrits au titre de la rentree universitaire 2023-2024 a 313.578 nouveaux inscrits en 2024-2025, pour atteindre un

effectif global de 1,15 million d'etudiants inscrits au niveau des universites publiques au titre de la rentree universitaire 2024-2025 ;

* L'augmentation de la capacite d'accueil des etablissements universitaires a travers la creation de 16.151 nouvelles places pedagogiques au titre de l'annee universitaire 2024-2025, ainsi que l'equipement des nouveaux etablissements universitaires a savoir l'Ecole Nationale de !'Intelligence Artificielle et du Digital a Berkane et l'Ecole Nationale

Superieure de !'Intelligence Artificielle et Sciences des Donnees a Taroudant;

* La poursuite de la creation de nouveaux parcours d'excellence a partir du BAC+2, dans les etablissements universitaires a acces ouvert, avec la creation de 19 nouveaux centres d'excellence, portant ainsi le nombre total des centres d'excellence a

83 centres, lesquels affichent une forte attractivite avec !'inscription de

15.000 etudiants dans 186 parcours d'excellence;

* La generalisation des centres du «Code 212» au sein des universites avec l'ouverture prevue de 6 centres a l'universite Hassan II de Casablanca, l'universite Mohammed

Premier de Oujda, l'universite Cadi Ayyad de Marrakech, l'universite Hassan I de Settat, l'universite Moulay Ismail de Meknes et l'universite Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal;

* Le renforcement des capacites linguistiques des etudiants a travers l'accroissement des effectifs des beneficiaires de ce programme en passant de 500.000 beneficiaires au titre de l'annee universitaire 2023-2024 a 700.000 en 2024-2025;
* La poursuite de la mise en place de 4 lnstituts Nationals Thematiques de Recherche Scientifique (INTR) en !'occurrence l'INTR Physique des Materiaux, l'INTR Intelligence Artificielle, l'INTR des Sciences Humaines et Sociales, et l'INTR Biotechnologies medicales, alimentaires et environnementales, en vue de federer l'effort national de recherche dans les domaines prioritaires et d'optimiser les ressources et les moyens dedies;
* La poursuite de la mise en ceuvre du programme de formation doctorants-moniteurs de nouvelle generation, dedies a la recherche scientifique et impliques dans l'encadrement

pedagogique pour un effectif de 1.000 doctorants au titre de l'annee universitaire 2024-2025;

* La creation d'un systeme d'innovation efficace pour soutenir la competitivite et l'attractivite des secteurs productifs, notamment a travers, la creation de trois nouvelles

cites d'innovation ;

* Le renforcement des activites d'appui social aux etudiants, a travers le relevement des capacites d'accueil des cites universitaires pour atteindre 60.118 lits, !'augmentation du nombre des repas servis a 15,5 millions de repas ainsi que !'adoption d'une approche axee sur le ciblage des beneficiaires des bourses de premier cycle, en s'appuyant sur le

RSU.

*Ill.7.4. Developpement de la Formation Professionnelle*

Dans le cadre de l'operationnalisation de la feuille de route pour le developpement de la formation professionnelle, presentee devant Sa Majeste le Roi, le 4 avril 2019, le Gouvernement s'est engage dans une serie d'initiatives, visant la modernisation du systeme de formation professionnelle afin de repondre aux besoins du marche du travail et d'ameliorer l'employabilite des jeunes.

A cet egard, les principales priorites gouvernementales en la matiere se declinent comme suit:

 **La realisation du programme des Cites des Metiers et des Competences (CMC)**

Depuis le lancement par Sa Majeste le Roi, des travaux de construction de la CMC d'Agadir en fevrier 2020, l'avancement de ce programme se presente comme suit :

* 8 Cites achevees, dont 6 deja operationnelles dans les regions de Souss-Massa, Laayoune-Sakia El Hamra, !'Oriental, Rabat-Sale-Kenitra, Tanger-Tetouan-AI Hoceima et Beni Mellal-Khenifra, une septieme en instance d'ouverture cette annee dans la region de Casablanca-Settat, et la huitieme en phase finale d'equipement a Dakhla-Oued Ed Dahab, ce qui permettra d'augmenter l'offre de formation a plus de 22.000 places pedagogiques au cours de cette annee;
* 4 Cites seront achevees au cours de l'annee 2025 dans les regions de Marrakech-Safi, Fes-Meknes, Guelmim-Oued Noun et Draa-Tafilalet.

 Les autres axes de la feuille de route pour le developpement de la formation

**professionnelle**

L'OFPPT poursuivra au cours de l'annee de formation 2024-2025, la mise en reuvre des autres axes de la feuille de route pour le developpement de la formation professionnelle portant sur :

* La mise a niveau integree du dispositif de formation : dans le cadre de !'actualisation de l'offre de formation, un referentiel par filiere a ete mis en place definissant les standards en matiere d'espaces pedagogiques, d'equipements et de profils des formateurs a recruter. Aussi, cette annee scolaire sera marquee par la poursuite de la

mise a niveau des etablissements de formation a travers la realisation de 24 projets d'extension, 14 projets d'amenagement et 14 projets d'internats;

* Le renouvellement de l'offre de formation a travers le deploiement de 205 filieres de formation initiale nouvelles ou restructurees sur les 276 filieres existantes et de 113 filieres de formation qualifiante nouvelles ou restructurees sur 138 filieres, en introduisant notamment la formation qualifiante de courte duree. Cette creation/restructuration des filieres se fait en synergie avec le programme CMC;
* **La professionnalisation des jeunes travailleurs** a travers la mise en place d'un repertoire des formations qualifiantes flexibles et agiles qui atteindra, a terme

430 filieres qualifiantes dont 260 formations qualifiantes de courte duree. L'objectif etant de repondre aux besoins actuels et futurs des entreprises et permettant la reconversion et la montee en competences des jeunes issus de l'informel ou en recherche d'emploi ;

* La mise en place d'un systeme d'orientation integre. Ce chantier s'articule autour du renforcement du nouveau systeme d'orientation «MY Way» et de la mise en place des centres d'orientation professionnelle au sein des etablissements de formation qui sont des espaces standardises, dument equipes et dedies a l'accompagnement des jeunes.

 **Renforcement du Partenariat Public-Prive**

Le mode de gouvernance en Partenariat Public-Prive (PPP) dans la formation professionnelle optimise la qualite de l'enseignement et l'adequation avec les besoins du marche, comme en temoignent les instituts de formation a gestion deleguee deja operationnels dans des secteurs cles tels que !'automobile, l'aeronautique, les energies renouvelables, le transport et la logistique, ainsi que le textile et l'habillement.

Dans la meme lancee, d'autres instituts de formation a gestion deleguee seront mis en place. II s'agit en !'occurrence de l'institut de formation aux metiers de l'industrie Pharmaceutique a Casablanca, de l'institut de formation a l'entrepreneuriat et au middle management a Casablanca et de l'institut de formation dans les metiers de l'eau, de l'assainissement, et de l'environnement a Fes.

 **Formation Professionnelle par Apprentissage**

Ce mode de formation, regi par la loi n°12-oo portant institution et organisation de l'apprentissage et le decret n°2-00-1017, se caracterise par une immersion professionnelle d'au moins 80% de sa duree totale, completee par un minimum de 10% de formation generale et technologique dans un Centre de Formation par Apprentissage (CFA).

La duree de la formation par apprentissage varie d'une a deux annees, en fonction des specificites et des qualifications associees aux divers metiers faisant l'objet de la formation. Dans ce cadre et en guise de remuneration, conformement a !'article 8 de la loi n°12-00, le chef d'entreprise verse a l'apprenti une allocation mensuelle fixee qui peut etre inferieure au salaire minimum pratique dans le secteur dans lequel l'apprenti est forme.

L'effectif des apprentis de l'annee 2023-2024 a atteint 30.696 stagiaires, dont 17.183 de jeunes femmes, soit une quote-part de 56%. Le secteur de l'artisanat represente le principal secteur de formation avec 39% des effectifs de la formation par apprentissage, suivi du secteur de !'automobile (23%) et du secteur de !'agriculture (15%).

 **La contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires des Etablissements Prives de Formation Professionnelle (EFPP)**

Pour ce volet, la contribution de l'Etat consiste a verser directement aux EFPPs accredites un montant equivalent a un tiers des frais de formation professionnelle initiale supportes par les menages. Cette contribution est plafonnee a 4.000 dirhams par stagiaire et par annee de formation, sur une periode de deux ans.

Pour l'annee scolaire 2023-2024, le nombre des beneficiaires de ce dispositif a atteint

4.341 avec une prevision de 5.000 beneficiaires en 2024-2025. D'autre part, le nombre des

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

etablissements de formation professionnelle pnves a atteint 1.356 etablissements dont 424 accredites en 2023-2024 contre 1.288 etablissements dont 419 accredites en 2022-2023.

* + 1. *Soutien au pouvoir d,achat des citoyens*

Le Gouvernement s'engage a poursuivre le soutien du pouvoir d'achat des citoyens, a travers, d'une part, une serie de mesures de lutte contre les impacts de la conjoncture nationale et internationale sur le pouvoir d'achat, et d'autre part, la mise en reuvre des conclusions du dialogue social central et sectoriel.

*Ill.1.5.1. Poursuite des mesures de Jutte contre /es impacts de la conjoncture* nationale et internationale sur le pouvoir d,achat

Les principales mesures entreprises dans ce cadre se presentent comme suit:

 Soutien des prix de certains produits de base : dans le cadre de !'engagement fort du Gouvernement de poursuivre le soutien du pouvoir d'achat des citoyens, une enveloppe de 16,536 milliards de dirhams est programmee, au titre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, pour le maintien du soutien des prix du gaz butane, du sucre et de la farine nationale du ble tendre.

Le rapport sur la compensation, accompagnant le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, presente la situation detaillee des marches nationaux et internationaux des produits subventionnes, leurs impacts sur !'evolution des determinants de la subvention, et enonce la situation des depenses de la compensation ;

 Soutien des coats de production de l'electricite : en vue de parer a la repercussion de

!'augmentation du coat de l'electricite sur le prix de vente, l'Etat a accorde a l'ONEE des dotations budgetaires de 5 milliards de dirhams en 2022, de 4 milliards de dirhams en 2023 et de 4 milliards en 2024, et ce, suite a la signature d'un protocole d'accord

Etat-ONEE en vue de mettre en place les mesures de soutien necessaires.

Dans le meme sillage, ledit protocole d'accord prevoit une dotation supplementaire s'elevant a 4 milliards de dirhams au titre de l'annee 2025. Le deblocage effectif de cette dotation reste tributaire de !'evaluation de la situation financiere de l'ONEE qui pourrait se

redresser, notamment a travers la reforme globale du marche de l'electricite;

 Maitrise de !'inflation des produits alimentaires et lutte contre les effets de la secheresse : la hausse des prix des produits alimentaires ressentie depuis 2022 est due,

principalement, a !'augmentation des prix des intrants agricoles et aux effets de la

secheresse ayant particulierement marque les deux dernieres campagnes. Pour pallier cette inflation, une batterie de mesures a ete adoptee pour maitriser le coat de revient de ces produits alimentaires. A cet egard, et conformement aux Hautes Instructions Royales, le Gouvernement a procede a la mobilisation de 20 milliards de dirhams au titre des

campagnes agricoles 2022-2023 et 2023-2024.

Dans la meme optique, et suite a la succession des annees de secheresse aigues qu'a connu notre pays, le Gouvernement a mis en place, pour la campagne agricole 2024-2025, un ensemble de mesures urgentes pour la preservation de l'approvisionnement, continu et

suffisant, du marche national en produits agricoles, a des prix soutenus, ainsi que la

protection du capital animal et !'assurance de sa reconstitution. Elles concernent principalement :

* L'exoneration de la TVA a !'importation et la suspension des droits d'importation appliquees aux animaux vivants des especes bovine, ovine, caprine et camelide, a certaines viandes rouges ainsi qu'au riz cargo et a l'huile d'olive;
* La poursuite des mesures relatives au soutien des prix de l'orge et des aliments composes ainsi que des semences et des engrais;
* La poursuite de la mise en reuvre des autres mecanismes, deja entrepris, permettant de garantir l'equilibre escompte des filieres animales et vegetales.

*111.1.5.2. Dialogue social: outil de regulation des relations de travail et de* valorisation du capital humain

Traduisant la volonte pour consolider la justice sociale, le Gouvernement a conclu plusieurs accords avec les partenaires economiques et sociaux dans le cadre du dialogue social central et sectoriel.

 Dialogue social central : avancee remarquable pour la consolidation de la paix sociale

**(accord du 29 avril 2024)**

* **Mesures portant sur !'amelioration du revenu** :
  + **Secteur public** : augmentation mensuelle nette de 1.000 dirhams, en 2 tranches

er juillet 2024 ert juillet 2025) des remunerations des personnels de l'Etat, civils et

militaires, des collectivites territoriales et des etablissements publics qui n'ont pas beneficie de revision de salaires;

* + **Secteur prive** : augmentation du SMIG de 10% applicable en deux tranches (5% au

r janvier 2025 et 5% au 7er janvier 2026) et augmentation du SMAG de 10% applicable en deux tranches (5% aur avril 2025 et 5 % au 7er avril 2026).

II convient de preciser que le Gouvernement prevoit egalement, suite a cet accord, une revision de l'lmp6t sur le Revenu a compter dur janvier 2025.

* **Autres mesures** :
  + La reforme des systemes de retraite;
  + L'elaboration du projet de loi organique n°97-15 relative aux conditions et aux modalites de l'exercice du droit a la greve;
  + La refonte de la legislation du travail par la revision progressive de certaines dispositions du Code du travail.

 Dialogue social sectoriel de !'Education Nationale : Accords du 14 janvier 2023, du 10 et 26 decembre 2023

Le Gouvernement a conclu ces accords, avec les syndicats de !'Education Nationale les plus representatifs. Lesdits accords s'articulent autour des principaux points suivants :

* La mise en place d'un nouveau statut particulier unifie et motivant regissant a la fois les fonctionnaires du Ministere et ceux des Academies Regionales d'Education et de Formation (AREF);
* La creation d'un grade supplementaire (Hors Echelle) et l'octroi d'annees de bonification au profit du personnel dont le parcours professionnel s'arrete a l'echelle 11;

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

* L'amelioration de la situation materielle de !'ensemble du personnel a travers une augmentation generale mensuelle nette des salaires statutaires de 1.500 dirhams en

deux tranches er janvier 2024 ert janvier 2025) ;

* La revalorisation et !'institution de certaines indemnites complementaires au profit de quelques categories du personnel du Ministere.

 Dialogue social sectoriel de la Sante : accord du 23 juillet 2024

Le Gouvernement et les syndicats du secteur ont conclu un accord qui prevoit les principales mesures suivantes :

* L'augmentation mensuelle nette de 500 et 200 dirhams au profit respectivement des infirmiers et des cadres administratifs, a compter du 1er juillet 2025, et ce, en sus de

!'augmentation de 1.000 dirhams decidee dans le cadre de l'accord du 29 avril 2024 du dialogue social central ;

* L'acceleration de la publication du decret portant institution d'une indemnite de fonction au profit des professionnels de la Sante charges de la supervision et de l'encadrement des stagiaires ;
* La revision de l'indemnite de garde et des indemnites d'astreinte pour les professionnels de la Sante;
* L'extension de l'octroi de l'indemnite de risque aux enseignants-chercheurs exer<;:ant au Ministere de la Sante et de la Protection Sociale.

Tenant compte des autres accords etablis dans le cadre du dialogue social au titre de la periode 2022-2024, le cout annuel global de !'ensemble des mesures convenues s'eleverait a pres de 45 milliards de dirhams a !'horizon 2026.

* + 1. *Poursuite de la mise en uvre du Programme de Reconstruction et de* Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d AI Haouz

Conformement aux Hautes Instructions Royales formulees en riposte aux degats du seisme ayant secoue le Royaume du Maroc, le Gouvernement a procede a la conception et a la mise en reuvre du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones

sinistrees par le Seisme d'AI Haouz. Ceci etant le fruit de la conjonction des efforts deployes par toutes les parties prenantes, procedant d'une logique basee sur l'ecoute des populations sinistrees dans le dessein de leur apporter des solutions appropriees observant les specificites environnementales et patrimoniales, ainsi que les traditions et modes de vie

propres a chaque region. Une enveloppe previsionnelle de 120 milliards de dirhams sur un

horizon temporel de 5 ans (2024-2028) est dediee a ce programme qui concerne six provinces et prefecture impactees par le seisme, au profit d'une population cible d'environ 4,2 millions d'habitants. Ce programme s'articule autour de deux piliers :

 Pilier 1 : Reconstruction et confortement des logements totalement ou partiellement detruits et reconstruction des infrastructures impactees par le seisme

Le Gouvernement prevoit la mobilisation d'une enveloppe de 22 milliards de dirhams destinee, notamment, a la reconstruction/confortement d'environ 60.000 logements detruits

totalement ou partiellement et la reconstruction des infrastructures impactees par le seisme d'AI Haouz. Ce pilier se decline en deux sous-composantes qui se presentent comme suit:

* Soutien et relogement des populations sinistrees :

A ce titre, une convention a ete conclue entre l'Etat et la Caisse Nationale de Retraites et

d'Assurances (CNRA) pour la gestion mandatee des Aides directes de l'Etat dans le cadre du Programme d'urgence de rehabilitation et d'aide a la reconstruction des logements detruits au niveau des zones sinistrees en vue de proceder a l'octroi des :

* + Aides d'urgence mensuelles aux menages (2.500 dirhams par mois) ;
  + Aides directes a la reconstruction ou a !'acquisition au profit des menages dont le logement est totalement effondre (140.000 dirhams) ;
  + Aides directes au confortement des maisons inhabitables en l'etat au profit des menages dont le logement est partiellement effondre (80.000 dirhams).

Dans le meme sillage, et en depit de la cloture du mecanisme des aides d'urgence mensuelles prevu pour une duree maximale de 12 mois, la Commission lnterministerielle chargee du deploiement du Programme d'urgence de rehabilitation et d'aide a la reconstruction des logements detruits au niveau des zones sinistrees, a acte lors de sa 12eme reunion tenue le

02 octobre 2024, en application des Hautes Instructions Royales, la prorogation de l'octroi desdites aides d'urgence mensuelles pour une duree supplementaire de 5 mois au profit des families dont les habitations ont ete effondrees partiellement ou totalement.

* Rehabilitation et reconstruction des infrastructures impactees :

En application des resolutions issues des reunions de la Commission lnterministerielle, le Gouvernement a veille a assurer les financements necessaires aux projets d'urgence pilotes par les departements ministeriels concernes a partir des disponibilites du Fonds special pour

la gestion des effets du tremblement de terre ayant touche le Royaume du Maroc.

 Pilier 2 : Definition d'un Plan lntegre de Developpement des Provinces sinistrees pour une enveloppe estimative de 98 milliards de dirhams

Cet axe a pour vocation d'amorcer des projets visant a agir en profondeur sur les structures economiques et sociales au niveau des zones impactees. Les secteurs cibles concernent notamment, la mise a niveau des douars, l'equipement et eau, l'amenagement du territoire,

!'education, la sante, la jeunesse, le tourisme et !'agriculture. II prevoit egalement la mise en place au niveau de chaque region d'une plateforme de stockage de reserves de premiere necessite en vue de contrecarrer les effets nefastes des catastrophes naturelles.

 Gouvernance du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz

L'Agence de Developpement du Haut Atlas (ADHA), creee en vertu du decret-loi

n°2-23-870, approuve par la loi n°57-23, s'est vue assignee, entre autres missions, la realisation de !'ensemble des composantes du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz, notamment les projets de rehabilitation et de reconstruction des zones sinistrees et ceux visant le developpement

economique et social des zones concernees.

Le decret-loi precite prevoit, egalement, la conclusion d'un contrat-programme Etat-ADHA fixant notamment les composantes dudit programme, ses objectifs, les modalites de son financement et l'echeancier des projets a realiser sur un horizon de cinq annees.

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

Par ailleurs, et en attendant l'operationnalisation effective de l'Agence, l'Etat et les EEP concernes veillent a la mise en reuvre des actions d'urgence actees par la Commission lnterministerielle chargee du deploiement du Programme d'urgence de rehabilitation et

d'aide a la reconstruction des logements detruits au niveau des zones sinistrees. A cet egard,

ii sied de mentionner que ladite Commission lnterministerielle a tenu regulierement 12 reunions, la derniere en date est celle du 02 octobre 2024.

 Bilan des realisations du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d' Al Haouz

* Les Aides directes de l'Etat dans le cadre du Programme d'urgence de rehabilitation et d'aide a la reconstruction des logements detruits au niveau des zones sinistrees : les deblocages operes par l'Etat totalisent jusqu'au 7er octobre 2024,

une somme de 4,1 milliards de dirhams. Les statistiques des beneficiaires de !'operation de versement des aides directes aux families sinistrees, au 30 septembre 2024, se presentent comme suit :

* + Aides d'urgence mensuelles (2.500 dirhams) : l'effectif des beneficiaires est de 63.766 et le montant total de l'aide mensuelle versee est de 1.774,93 millions de dirhams;
  + Aides directes a la reconstruction (140.000 dirhams) : l'effectif des beneficiaires

s'eleve a 5.661 avec un montant total de 237,78 millions de dirhams verse au titre des 4 tranches;

* + Aides directes a la rehabilitation (80.000 dirhams) : l'effectif des beneficiaires s'eleve a 51.938 avec un montant total de 1.775 millions de dirhams verse au titre des

4 tranches.

* Financement des actions d'urgence pilotees par les departements ministeriels concernes a partir des disponibilites du Fonds special pour la gestion des effets du

tremblement de terre ayant touche le Royaume du Maroc : le traitement des requetes de financement emanant des departements ministeriels investis du portage d'actions urgentes, notamment celles decoulant des resolutions des reunions de la

Commission lnterministerielle chargee du deploiement dudit Programme, s'est traduit par la mobilisation, jusqu'au r octobre 2024, d'une enveloppe globale de

4,84 milliards de dirhams.

* + 1. *Mise en c:euvre du Programme de Rehabilitation des Zones sinistrees* par /es lnondations dans le Sud-Est du Royaume

En application des Hautes Instructions Royales, et dans l'esprit d'engagement et de responsabilite qui fonde l'action du Gouvernement et son attachement a la proximite et a

l'ecoute permanente des besoins de la population, le Gouvernement a lance le Programme de Rehabilitation des Zones sinistrees par les lnondations dans le Sud-Est du Royaume.

A cet egard, et conformement aux Hautes Directives Royales, le Gouvernement a mobilise

tous les moyens humains et logistiques pour repondre de maniere rapide et efficace aux besoins de la population sinistree, et a mis a contribution les differents departements ministeriels concernes afin d'assurer la bonne mise en reuvre de ce programme. Ainsi, un soutien et un accompagnement seront mis en place pour la reconstruction et la rehabilitation

des edifices et habitations sinistres. A ce titre, des aides financieres directes seront

accordees pour la rehabilitation de 1.121 habitations, dont 269 habitations detruites totalement et 852 partiellement. Le montant de ces aides sera de 80.000 dirhams pour le financement des travaux de rehabilitation des habitations effondrees partiellement et

140.000 dirhams pour les habitations effondrees totalement.

Ce programme comprend egalement des volets relatifs a la rehabilitation de !'infrastructure routiere, des reseaux de telecommunications, de distribution d'electricite et d'eau potable, et des reseaux d'assainissement.

Le programme prevoit, par ailleurs, de soutenir les activites agricoles dans les zones sinistrees, notamment a travers la refection des ouvrages de petite et moyenne hydraulique et le soutien aux eleveurs qui ont perdu leurs troupeaux suite aux inondations, afin de permettre une reconstitution du cheptel dans ces regions.

Le budget previsionnel global alloue a la mise en reuvre de ce programme est d'environ 2,5 milliards de dirhams.

* + 1. *Poursuite de la mise en reuvre du Programme de Reduction des* Disparites Territoriales et Socia/es en milieu rural

Depuis le demarrage du Programme de Reduction des Disparites Territoriales et Sociales en milieu rural «PRDTS» en 2017 et jusqu'a 2023, plus de 45,74 milliards de dirhams ont ete mobilises pour la mise en reuvre des plans d'actions y afferents, soit 92% de l'enveloppe previsionnelle globale du Programme, dont pres de 18,93 milliards de dirhams mis en place aupres des sous-ordonnateurs concernes par le Fonds de Developpement Rural et des Zones de Montagnes «FDRZM». Ainsi, les engagements de depenses cumules a fin juin 2024 ont depasse les 44,26 milliards de dirhams, soit 97% des credits mobilises et qui se poursuivent selon l'etat d'avancement des projets. Ainsi, les principales realisations par secteur se resument comme suit :

 Routes et pistes rurales : l'achevement des travaux de construction et d'amenagement de routes et pistes sur 20.812 km ainsi que des travaux au niveau de 196 ouvrages d'art;

 **Education** : l'achevement des travaux au niveau de 3.218 operations de construction, reconstruction ou extension d'infrastructures scolaires et de 713 operations d'entretien, la rehabilitation d'infrastructures scolaires ainsi que la realisation de 194 operations d'equipement des etablissements scolaires;

 **Sante** : l'achevement des travaux au niveau de 524 operations de construction, reconstruction ou extension d'infrastructures de sante et au niveau de 397 operations d'entretien et rehabilitation d'infrastructures de sante, ainsi que la realisation de 736 operations d'equipement des etablissements de sante et !'acquisition de 816 ambulances et unites mobiles;

 Adduction de l'Eau Potable

* + - * Le lancement de 734 systemes d'Adduction d'Eau Potable dont 683 acheves;
      * L'engagement de 38.403 operations de branchements individuels, mixtes et par bornes fontaines, dont 30.722 achevees;
      * L'extension du reseau d'eau potable sur environ 1.092 Km.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

 Electricite : l'achevement des travaux d'electrification pour 1.117 villages et !'extension du reseau electrique sur environ 1.127 Km.

Par ailleurs, une enquete sur les effets et les premiers impacts du programme aupres de la population beneficiaire, couvrant environ 1.093 communes en milieu rural et 73 centres ruraux et communes periurbaines, a fait ressortir, par secteur, les constatations suivantes :

 **Electrification rurale** : le raccordement des douars a l'electricite a permis !'amelioration des conditions de scolarisation en raison de !'augmentation de la duree de scolarisation

dans les etablissements scolaires et a domicile. II a, egalement, contribue au developpement des activites generatrices de revenus et a !'amelioration des conditions de

securite et de surete ;

 Approvisionnement en eau potable : les operations realisees ont permis de reduire de 81% la distance parcourue pour la collecte de l'eau et de 82% la duree d'approvisionnement en eau ;

 **Sante** : les projets realises ont permis d'ameliorer l'accessibilite et la qualite des services de sante de 98%, avec une diminution significative du taux de mortalite a la naissance de 59% au niveau des communes ciblees;

 **Education** : les resultats de l'enquete ont montre un taux de scolarisation de 60% pour les filles dans les zones ciblees, soit une augmentation de 15% par rapport a 2017, en plus de la reduction du temps pour arriver aux etablissements scolaires de 16%;

 **Routes, pistes rurales et ouvrages d'art** : les projets realises ont permis !'amelioration de l'acces aux services sociaux de base et de l'acces aux marches, le developpement des activites economiques locales ainsi que la reduction de la duree du trajet passe en transports. L'usage des voitures et le transport en commun constituent 84% des moyens de transport utilises dans les zones cibles.

L'enquete a egalement permis de suivre les premiers effets positifs dans la valorisation du potentiel economique des zones rurales et montagneuses. Ainsi, les projets de routes rurales

et d'electrification ont permis a 27% des beneficiaires de developper des activites

economiques non agricoles permettant la creation de 202.500 opportunites d'emplois directs et indirects.

* + 1. *Promotion de ,,offre en /ogements et garantie d,un cadre de vie* decent

Hisse au rang de priorite strategique, l'acces au logement a toujours beneficie d'un interet particulier au sein des programmes gouvernementaux. Dans ce cadre, plusieurs mesures et programmes ont ete mis en place au fil des annees avec pour objectif d'une part, d'assurer une production en logements repondant aux besoins et capacites des differentes couches sociales et d'autre part, d'eradiquer toutes les formes d'habitat insalubre afin d'ameliorer le cadre d'habitabilite des menages et offrir les conditions d'un habitat decent.

Les resultats de ces interventions ont ete probants puisqu'ils ont abouti a la reduction du deficit en logements de 1.240.000 unites en 2002 a pres de 278.000 unites a fin 2023, ainsi que !'amelioration des conditions de vie de plus de 1,5 million d'habitants.

Par ailleurs, le defi de repondre a une demande en logements de plus en plus forte, induite par !'urbanisation accrue que connalt le pays, a incite le Gouvernement a mettre en place un

nouveau programme d'aide au logement ayant pour objectif de renforcer davantage la capacite des menages a acceder a ce droit. D'autre part, le Gouvernement s'attelle a la conception d'interventions visant a accelerer la resorption du reliquat des poches d'habitat insalubre.

 Favoriser l'acces au logement

En consecration de la Haute Sollicitude de Sa Majeste le Roi pour favoriser l'acces des citoyens a un logement decent, le nouveau programme d'aide au logement, s'etalant sur la periode 2024-2028, a ete presente lors de la seance de travail consacree au secteur de

!'habitat et de l'urbanisme presidee par Sa Majeste le Roi en octobre 2023. Ce nouveau programme a pour objectifs de:

* Garantir le droit a un logement decent conformement a la Constitution ;
* Renforcer la solvabilite et la capacite financiere des citoyens pour favoriser l'acces au logement;
* Maintenir l'elan et le dynamisme du secteur de l'immobilier.

A travers ce programme, le Gouvernement a renouvele son approche d'aide pour l'acces au logement. En effet, la nouvelle approche consiste a renforcer le pouvoir d'achat des menages, a travers une aide financiere directe, creant ainsi une rupture avec l'ancienne logique de soutien au secteur basee exclusivement sur les exonerations fiscales accordees aux promoteurs immobiliers, dont l'impact tant economique que social est difficile a apprecier.

Depuis son lancement au debut de l'exercice en cours et jusqu'a fin septembre 2024, le nouveau dispositif d'aide au logement a permis l'acces de 24.238 personnes (dont 45% sont des femmes), au logement avec un montant d'aides distribuees de 1.971,52 millions de dirhams reparti ainsi :

* Un montant de 916,20 millions de dirhams au profit de 9.162 beneficiaires des logements dont le prix de vente est inferieur ou egal a 300.000 dirhams TTC;
* Un montant de 1.055,32 millions de dirhams au profit de 15.076 beneficiaires des logements dont le prix de vente est superieur a 300.000 et inferieur ou egal a 700.000 dirhams TTC.

A noter que 66% des aides versees concernent les deux regions de Fes-Meknes et de Casablanca-Settat.

En 2025, le Gouvernement a programme les credits necessaires pour accompagner la montee en charge attendue du dispositif suite a !'augmentation observee des mises en chantier en 2024 qui pourraient constituer des unites pretes a la commercialisation a partir de l'exercice 2025.

 Resorber !'habitat insalubre et ameliorer les conditions de vie des habitants

* Programme «Villes Sans Bidonvilles»

Depuis son lancement, et a fin juin 2024, le programme «Villes Sans Bidonvilles» (VSB) a permis la declaration de 61 villes sans bidonvilles et le traitement des situations de

347.277 menages, ce qui represente 74% de l'objectif escompte. Ce programme qui a coute

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

jusqu'a present pres de 45,7 milliards de dirhams, a beneficie d'un financement de l'Etat a hauteur de 11,9 milliards de dirhams soit 26% du cout total.

Aussi, le Gouvernement est determine a poursuivre ces efforts en entamant un programme visant a traiter le reliquat des bidonvilles au niveau national sur une periode de 5 ans. En effet, en prenant en compte les actualisations effectuees sur le nombre des menages concernes, ce sont pres de 120.000 menages qui devraient beneficier d'un relogement dans des unites sociales a 250.000 dirhams ou des unites a 300.000 dirhams dans le cadre du nouveau dispositif d'aide au logement, et ce, dans le cadre d'appels a manifestation d'interet des promoteurs immobiliers.

A cet egard, le Chef du Gouvernement a diffuse la circulaire n°7/2024 en date du 3 juillet 2024 fixant les modalites de financement des unites de relogement par l'Etat ainsi que les beneficiaires.

* Programme de traitement des constructions mena<;:ant ruine

Depuis le recensement des constructions mena<;:ant ruine lance en 2012, ayant identifie 43.697 batisses, le Gouvernement a entrepris plusieurs programmes qui ont permis de traiter

18.324 batisses a fin 2023, et ce, avec un cout global de 8,11 milliards de dirhams et une contribution de l'Etat de 2,28 milliards de dirhams.

 Contribuer a la cohesion sociale et urbaine

Depuis le lancement du programme de la politique de la ville, des conventions de partenariat ont ete conclues en collaboration avec les partenaires concernes. Ces conventions ont permis la realisation de nombreux projets avec une contribution de l'Etat qui s'eleve a 16,22 milliards de dirhams.

Les principales realisations des interventions de l'Etat dans le cadre de ce programme se presentent comme suit :

* La mise a niveau urbaine au sein de 869 quartiers non reglementaires et sous equipes;
* La revalorisation et la rehabilitation de 16 tissus anciens;
* L'amenagement de 111 places publiques et des espaces verts;
* La participation a la realisation de 156 equipements de proximite (terrains de proximite, centre culture!, salle polyvalente, etc.) ;
* L'amenagement de 404 arteres principales, dont notamment les entrees de villes, les rocades, les boulevards et les traversees (amenagement des routes, travaux d'assainissement, travaux d'eclairage public, amenagement et extension des espaces pietons et des coulees vertes).
  + 1. *Bi/an de la mise en uvre de la me phase de , initiative Nationale* pour le Developpement Humain

Le bilan de la mise en ceuvre de la 3eme phase de !'Initiative Nationale pour le Developpement Humain (INDH), pour la periode 2021-2023, ainsi que les realisations jusqu'a fin avril 2024, se declinent, par programme, comme suit :

 **Programme de rattrapage des deficits en infrastructures et services de base dans les**

territoires sous equipes :

Au cours de la periode 2021-2023, 1.576 projets ont ete realises dans le cadre dudit programme, avec une enveloppe budgetaire globale d'environ 2,11 milliards de dirhams, dont une contribution de l'INDH de l'ordre de 1,87 milliard de dirhams. En termes d'investissement, le secteur de desenclavement routier represente a lui seul 39% du budget global alloue, suivi par les secteurs de !'education (20%), de !'adduction en eau potable (19%), de !'electrification rurale (15%) et de la sante (7%).

Pour la mise en reuvre du plan d'action au titre de l'annee 2024, 1.701 projets ont ete valides par les Comites Prefectoraux/Provinciaux de Developpement Humain (CPDH) de l'INDH, jusqu'a fin mai 2024, pour un montant global de 614,12 millions de dirhams. En termes d'investissement, le desenclavement routier represente 62,52% des credits alloues, suivi par les projets d'acces a l'eau potable (24,30%) et !'electrification rurale (13,18%).

 **Programme d'Accompagnement des Personnes en Situation de Precarite:**

Dans le cadre de la mise en reuvre de ce programme, 4.064 projets/actions ont ete programmes au titre de la periode 2021-2023 avec un budget total de pres de 3.007 millions de dirhams, dont la contribution de l'INDH s'eleve a 1.787,69 millions de dirhams.

Les projets de construction et d'equipement des centres d'accueil beneficient de 56% des investissements, suivis par les subventions de fonctionnement des centres d'accueil (29%), la mise a niveau de ces centres (13%), et pres de 2% reparti entre les enquetes, les etudes et les formations.

Au titre de l'annee 2024, une enveloppe budgetaire de l'ordre de 502 millions de dirhams, a ete allouee aux prefectures et provinces pour la programmation par les organes de gouvernance de l'INDH.

 **Programme d'Amelioration du Revenu et d'lnclusion Economique des Jeunes:**

Ce programme a permis la realisation de 15.090 projets pour un coat global de 3,67 milliards de dirhams, dont une contribution de l'INDH de 2,53 milliards de dirhams, ayant beneficie a plus de 385.000 personnes sur l'echelle nationale. Les principales realisations se presentent comme suit:

* **Axe «amelioration du revenu»** (2021-2023) : 67 etudes de diagnostic des chaTnes de valeur ont ete realisees dans le cadre de cet axe. Ces etudes ont permis d'identifier les chaTnes de valeurs porteuses d'opportunites de croissance et d'emplois pour les jeunes. Dans ce sens, 3.855 projets ont ete valides pour un montant total de 1,45 milliard de dirhams, dont une contribution de l'INDH de 784 millions de dirhams.

Cinq regions s'accaparent plus de 63% des realisations. II s'agit des regions de Beni Mellal-Khenifra (16%), Casablanca-Settat (12%), Marrakech-Safi (12%), Tanger-Tetouan­

AI Hoceima (12%) et !'Oriental (11%).

* **Axe «appui** a **l'entrepreneuriat»** : 10.836 projets ont ete realises (dont 23% sont portes par des femmes) pour un investissement de 1,7 milliard de dirhams, avec une participation de l'INDH de l'ordre de 1,3 milliard de dirhams (y compris le coat d'accompagnement de 138 millions de dirhams).

Par ailleurs, le nombre des jeunes accompagnes a atteint 42.400 (31.695 en pre-creation et 10.705 en post-creation) dans toutes les regions du Royaume.

Cinq regions s'accaparent plus de 70% des realisations. II s'agit des regions de Fes-Meknes (18%), Casablanca-Settat (16%), Rabat-Sale-Kenitra (13%), Marrakech-Safi

(12%) et Tanger-Tetouan-AI Hoceima (11%).

* Axe «aide a l'employabilite des jeunes» : 197 actions ont ete initiees au niveau de 51

prefectures/provinces sur la periode 2021-2023. Le budget global s'eleve a 131 millions de dirhams, dont une contribution de l'INDH de 94 millions de dirhams. Ces actions ont concerne la formation technique et comportementale (soft-skills) des jeunes, ainsi que l'accompagnement a !'insertion dans le but d'ameliorer leur employabilite. Par ailleurs, le

nombre des jeunes accompagnes a atteint 16.151 jeunes formes, 5.702 inseres en emploi et 4.506 maintenus en emploi sur une periode d'un a trois mois.

Quatre regions s'accaparent plus de 77% des realisations. II s'agit des regions de Casablanca-Settat (34%), Fes-Meknes (25%), Rabat-Sale-Kenitra (11%) et !'Oriental (7%).

Au titre de l'exercice 2024, l'enveloppe budgetaire previsionnelle pour l'accompagnement des populations cibles de ce programme s'eleve a 700 millions de dirhams.

 Programme d'lmpulsion du Capital Humain des Generations Montantes :

Au titre de l'exercice 2024, l'enveloppe budgetaire dediee a la mise en reuvre de ce programme est de 1,2 milliard de dirhams, et ce, pour la mise en reuvre des 3 axes suivants :

* Axe «Sante et nutrition de la mere et de l'enfant» : la periode 2021-2023 a connu la mobilisation d'une enveloppe budgetaire de l'ordre de 566 millions de dirhams pour

!'execution de 1.165 projets et actions. Les interventions au titre de l'annee 2024, concernent principalement, la construction, l'equipement et l'appui au fonctionnement des Dar Al Oumouma, !'acquisition des ambulances, !'extension du Dispositif de Sante

Communautaire au niveau des ca"fdats selon le besoin exprime au niveau des regions prioritaires, l'appui a !'organisation des caravanes medicales et des campagnes de sensibilisation base sur les approches de changement de comportement. L'enveloppe

budgetaire prevue pour cet axe s'eleve a environ 281 millions de dirhams.

* **Axe «Soutien a la generalisation du prescolaire en milieu rural»** : dans le cadre de la mise en reuvre du plan d'action de l'annee 2024, les prefectures et provinces ont ete orientees pour poursuivre les efforts de generalisation du prescolaire en milieu rural. De plus, la planification de nouvelles creations devra etre realisee conjointement avec les services deconcentres du Ministere de !'Education Nationale, du Prescolaire et des Sports.

Au titre des plans d'actions de la periode 2021-2023, plus de 6.800 unites de prescolaire ont ete programmees, moyennant une enveloppe budgetaire de pres de 2,5 milliards de dirhams couvrant les couts de construction/amenagement, d'equipement ainsi que les depenses de fonctionnement. Ainsi, au terme de 2023, plus de 5.250 unites de prescolaire (5.670 salles) ont ete mises en service.

Globalement, sur la periode 2019-2023, l'INDH a depasse l'objectif initial de creation de nouvelles unites prescolaires etabli a plus de 10.100 unites (11.100 salles) dont

8.500 unites ouvertes. Les credits budgetaires mobilises pour la creation et le fonctionnement de ces unites ont atteint 3,7 milliards de dirhams.

* Axe «Appui a !'education et a l'epanouissement de l'enfant» : le plan d'action 2024 s'inscrit dans la poursuite des efforts inities, portant sur !'amelioration de l'acces a

!'education et du niveau des apprentissages a travers les axes d'intervention suivants :

* + L'appui aux structures d'hebergement Dar Talib(a) ;
  + L'appui au transport scolaire en milieu rural ;
  + Le soutien scolaire gratuit et adapte en langue fran<;:aise et en mathematiques ;
  + Le renforcement de l'epanouissement et des activites parascolaires ;
  + La promotion de la sante scolaire.

L'enveloppe budgetaire previsionnelle pour la mise en reuvre de ces interventions s'eleve a 372 millions de dirhams.

*Ill.* 7. 77. *Renforcement de regalite et appui aux programmes dedies a la* famille, aux personnes agees et aux personnes en situation de handicap

La poursuite de !'implementation des mesures au profit du renforcement de l'egalite et de l'appui aux programmes dedies a la famille, aux personnes agees et aux personnes en situation de handicap, a ete couronnee, durant l'annee 2024, par les principales actions suivantes:

 **Egalite**

II s'agit de la poursuite du processus de validation du 3eme Plan Gouvernemental pour l'Egalite (PGE Ill), qui a pour vision la concretisation de l'egalite entre les femmes et les hommes a !'horizon de 2026. L'effectivite de l'egalite passera par la promotion des droits des femmes et des filles, l'autonomisation economique et le leadership entrepreneurial feminin, la lutte contre les violences, les discriminations et les stereotypes ainsi que le soutien de l'environnement familial et social.

Le PGE Ill s'articule autour de trois axes strategiques a savoir «Autonomisation et leadership», «Protection et bien etre» et «Droits et valeurs». A ces trois axes s'ajoute un axe transversal «Dispositifs de mise en reuvre, de pilotage et de gouvernance et de territorialisation du PGE Ill» remplissant un role de soutien en faveur des actions amener par les 3 axes precites.

 **Protection et promotion de la Famille,** a travers :

* **La realisation d'enquetes** sur le plan quantitatif aupres des families marocaines dans 5 regions (Casablanca-Settat, Fes-Meknes, Souss-Massa, Beni Mellal-Khenifra et Tanger­ Tetouan-AI Hoceima), et sur le plan qualitatif avec des entretiens individuels et des focus groupes pour approfondir les recherches sur les besoins des families marocaines et la determination des axes strategiques et des priorites de la politique familiale sociale en appui aux droits. Ces enquetes seront finalisees avec les differents secteurs et institutions concernes ;
* La creation des espaces Gissr Al Ossra sous forme de guichet unique d'accompagnement des families et des personnes en situation de precarite;
* La promotion des services de mediation familiale a travers l'appui a la mise en place de 27 centres de mediation familiale, et ce, dans le cadre de l'appel a projet des

associations.

**Promotion des droits des personnes agees,** notamment via :



* Le suivi et l'accompagnement de 53 projets des etablissements de protection sociale pour personnes agees avec un montant depassant 16,37 millions de dirhams, au profit de 5.199 personnes agees, dans le cadre des conventions de partenariat signees avec les associations ;
* L'appui a la mise en place de 40 clubs de jour pour personnes agees et l'appui a la mise en place de 7 clubs de jour pour les personnes agees et les retraites en situation de vulnerabilite dans le cadre du partenariat avec l'Entraide Nationale.

**Protection de l'Enfance**



* L'elaboration du Programme National de mise en CEuvre de la Politique Publique lntegree de Protection de l'Enfance (PNMO II) 2023-2026;
* La signature en date du 27 mai 2024, du protocole territorial de prise en charge des enfants en situation de vulnerabilite, en partenariat avec la Presidence du Ministere Public et avec le soutien de l'UNICEF;
* La generalisation des Comites Provinciaux de Protection de l'Enfance (CPPE) dans toutes les provinces en coordination avec le Ministere de l'lnterieur (81 CPPE crees);
* La creation des Centres d'Accompagnement de Protection de l'Enfance (CAPE) (83 CAPE mises en place) et l'appui a la creation des Unites de Protection de l'Enfance

CUPE) dans les provinces (41 UPE mises en place) ;

 **Promotion des droits des personnes en situation de handicap (PSH)**

* L'adoption du decret n°2-22-1075 relatif a l'octroi de la carte des personnes en situation de handicap par le Conseil du Gouvernement du 9 mai 2024;
* La poursuite de !'elaboration et du deploiement du systeme d'information d'octroi de la carte du handicap.
* Le suivi de la mise en reuvre des projets des accessibilites physiques avec les 22 collectivites territoriales adherentes au programme national <<Villes accessibles», et l'elargissement de partenariat en accessibilite avec 5 nouvelles collectivites territoriales (Laayoune, Smara, Errachidia, Tarfaya et Settat).

Les principales actions programmees pour l'annee 2025, se presentent comme suit :

 **Egalite**

* L'elaboration et la mise en place d'un plan de communication au niveau territorial du PGE Ill et la mise en place d'une plateforme digitale intersectorielle pour le suivi de la mise en reuvre des mesures afferentes au programme;
* L'appui aux associations pour la territorialisation du PGE Ill et pour le renforcement des capacites des femmes afin d'acceder a la sphere publique et politique;
* La mise en place d'un centre pilote GISSR pour la prevention des comportements agressifs et pour la rehabilitation des auteurs de violences.

Protection et promotion de la Famille



* L'accompagnement a la mise en place des creches sociales en partenariat avec les ONG et les collectivites territoriales ;
* L'elaboration et la mise en ceuvre d'une strategie axee sur la sensibilisation, la diffusion et la communication en lien avec le Code de la Famille tout en misant sur le developpement d'outils dedies aux families.

 **Promotion des droits des personnes agees**

* La mise a niveau et la rehabilitation des etablissements de protection sociale des personnes agees pour se conformer a la loi n°65-15 relative aux etablissements de

protection sociale et ses textes d'application, et ce, a travers l'amenagement et l'equipement des infrastructures physiques et numeriques;

* L'appui aux initiatives territoriales en partenariat avec les communes et les regions, pour renforcer la participation des personnes agees et promouvoir le concept <<Villes amies des personnes agees» ;
* L'elaboration et la mise en ceuvre d'un programme de formation digitalise au profit des gestionnaires et prestataires de services des etablissements de protection sociale des personnes agees.

**Protection de l'Enfance**



* L'appui aux Comites Provinciaux de Protection de l'Enfance pour !'elaboration des diagnostics et des plans d'actions provinciaux ;
* La formation des acteurs impliques dans les Dispositifs Territoriaux lntegres de Protection de l'Enfance (DTIPE) dans le domaine de la protection de l'enfance;
* L'organisation de campagnes de sensibilisation pour la lutte contre la violence a l'egard des enfants et la promotion de leurs droits ;
* L'appui pour la mise en place de creches sociales gratuites dediees aux enfants issus de families en situation de vulnerabilite.

**Promotion des droits des Personnes en Situation de Handicap**



* L'appui aux collectivites territoriales nouvellement adherentes au programme de

!'amelioration des accessibilites;

* La mise en place d'un systeme d'information pour !'evaluation de !'handicap;
* La mise en place et le deploiement d'un programme de formation au profit des instances d'evaluation de !'handicap;
* La mise a niveau, a titre pilote, de !'infrastructure technique et technologique des centres d'evaluation au niveau des provinces;
* La production de la carte du handicap et le suivi de !'operation de sa delivrance ainsi que la sensibilisation des differentes parties prenantes y compris les personnes en situation de handicap et leurs families sur cette operation.

*Ill.1.12. Accompagnement des Marocains du Monde*

La strategie nationale dediee aux Marocains du Monde s'inscrit dans le cadre de la Vision portee par le Discours Royal a !'occasion du 69eme anniversaire de la Revolution du Roi et du Peuple en date du 20 aout 2022, qui a prone les axes essentiels pour une gestion efficace

des affaires des Marocains du Monde et la consecration de leur attachement a leur identite marocaine ainsi qu'au renforcement de leur role dans le developpement de leur mere Patrie. Ladite strategie s'articule autour de trois axes principaux :

 La preservation de l'identite marocaine des Marocains Residant a l'Etranger (MRE) ;  La protection de leurs droits et interets ;

 La contribution des Marocains du monde au developpement de leur pays d'origine. Les realisations de l'annee 2024 portent essentiellement sur :

 Au niveau du renforcement identitaire :

* La participation de plus d'une centaine de competences et d'investisseurs MRE, en provenance de differents pays d'accueil, aux festivites marquant le 25emeanniversaire de l'intronisation de Sa Majeste le Roi ;
* L'organisation de la 15eme edition de l'universite d'ete au profit de 300 jeunes MRE, ages entre 18 et 25 ans, en provenance de 31 pays d'accueil, et ce, du 06 au 14 juillet 2024 a

Tanger;

* L'organisation de plusieurs initiatives, en partenariat avec les institutions des pays d'accueil, a savoir: la Maison des cultures Maroco-Flamande «DARNA» a Bruxelles et la Fondation des Trois Cultures de la Mediterranee a Seville, et ce, en sus des activites organisees par le centre culture! marocain «Dar Al Maghrib» a Montreal ;
* Dans le cadre des accords intergouvernementaux conclus dans le domaine educatif entre le Maroc et certains pays d'accueil (France, Belgique et Espagne), 70.000 eleves MRE beneficient chaque annee du programme de l'enseignement de la langue arabe et de la culture marocaine, porte par la Fondation Hassan II pour les MRE;
* Le programme d'accompagnement et d'assistance sociale au profit des MRE en situation de detresse a connu le deploiement de plusieurs actions dont notamment :
  + L'octroi de 422 bourses universitaires au profit des etudiants MRE issus de families demunies;
  + La prise en charge du rapatriement de 15 marocains en situation de detresse, en provenance du Soudan, de la Tha'flande et de !'Arabie Saoudite;
  + La prise en charge du rapatriement de 95 depouilles de MRE demunis et depourvus d'une assurance couvrant cette operation, avec un budget estimatif de 3,69 millions de dirhams.

Au niveau de la mobilisation des competences :



* La mise en place du dispositif de mobilisation des competences et d'accompagnement des porteurs de projets MRE lance courant 2024;
* Le lancement de la nouvelle version du programme «FINCOME» (Forum International des Competences Marocaines a l'Etranger), courant 2024;
* Le lancement de la nouvelle version du Fonds d'Appui aux lnvestissements des Marocains du Monde «MDM Invest» et d'un nouveau produit de financement «MDM Tamwil»;
* La mise en place d'un plan de communication integre en faveur des competences et des porteurs de projets MRE dans les pays d'accueil, afin de leur presenter les produits et dispositifs qui leur sont dedies;
* La poursuite des programmes visant a faciliter !'integration des migrants, dans le cadre des projets de partenariat avec les differents acteurs nationaux et internationaux.

Au niveau du pilotage et de la gouvernance :



* La preparation de la reunion annuelle de la Commission Ministerielle des Affaires des MRE et des Affaires de la Migration et le suivi de la mise en ceuvre des precedentes recommandations de ladite Commission, notamment celles relatives a la protection sociale des MRE, la reduction du cout des transferts de fonds et la creation d'une

plateforme pour le renforcement identitaire;

* La revision du projet de performance et du texte de creation du Fonds special de soutien a l'action culturelle et sociale au profit des MRE et des affaires de la Migration.

Au titre de l'annee 2025, ii est envisage :

* La poursuite de la mise en ceuvre des Hautes Instructions Royales et des recommandations des travaux de la Commission ministerielle precitee;
* **Au niveau du renforcement identitaire** : !'organisation des universites culturelles pour les jeunes MRE et l'accompagnement d'une serie de programmes et d'activites culturelles et educatives, en partenariat avec plusieurs institutions et associations ;
* Sur le plan de la mobilisation des competences et de l'accompagnement des porteurs de projets MRE : le lancement du dispositif digital et sa declinaison en application mobile, ainsi que la nouvelle version du Fonds «MDM Invest»;
* La contribution a !'Operation «Marhaba 2025» et a la celebration de la Journee nationale des MRE en 2025.
  + 1. *Promotion de la culture et des medias*

 **Promotion de la culture**

Conformement aux Hautes Directives Royales et conscient du role important du secteur de la culture comme pilier du renforcement de l'identite nationale, le Gouvernement a mis en ceuvre un programme ambitieux mettant en avant la protection et le renforcement du patrimoine et de !'infrastructure culturels et l'instauration des fondements d'une industrie culturelle et creative nationale. Ainsi, l'exercice 2024 a ete marque principalement par:

* La poursuite de la realisation des grands projets objet de Conventions signees devant Sa Majeste le Roi et des conventions de partenariat (programme de developpement urbain de la ville d'Agadir 2020-2024, rehabilitation de l'lnstitut National des Sciences de l'Archeologie et du Patrimoine, realisation du Pole Culture! de Fes, programme de

mise a niveau et de valorisation de l'ancienne Medina de Tanger 2020-2024, etc.) ;

* Le lancement de la construction d'un centre de protection et de valorisation du site de Sijelmassa et d'un centre d'interpretation du patrimoine archeologique de JBEL IRHOUD a El Youssoufia ;
* Le lancement de la restauration et de la conservation des Thermes Romains au site archeologique de Chellah et la poursuite de la restauration de la Kasbah de Temara ;
* La poursuite des etudes et des travaux de restauration, de rehabilitation et de valorisation des monuments et des sites historiques touches par le seisme d'AI Haouz;
* La poursuite du programme de soutien des projets culturels portes par les associations culturelles ;
* L'organisation d'evenements culturels et artistiques dans le cadre du programme

«Marrakech, Capitale de la culture dans le monde islamique» de l'ICESCO;

* La celebration a Tanger de la Journee Mondiale du Jazz «Jazz Day» suite a sa selection par l'UNESCO ;
* La poursuite des programmes d'appui et de soutien finances par le Fonds National pour l'Action Culturelle (FNAC) a travers:
  + La mise en place de la protection sociale pour les artistes;
  + L'appui aux domaines de la Musique et des Arts, !'organisation des festivals internationaux et nationaux et la promotion du domaine des Arts plastiques;
  + Le soutien aux domaines du livre et de !'edition et au domaine du Theatre et la poursuite du projet Theatre Move (60 pieces);
  + L'organisation de la 29eme edition du Salon International de !'Edition et du Livre (SIEL) et des salons regionaux ainsi que !'organisation de plusieurs prix dans le domaine;
  + L'achevement de la realisation du programme de 150 salles de cinema.

L'annee 2025 connaitra la mise en ceuvre des principaux programmes suivants :

* La poursuite de la realisation des grands projets de restauration, de rehabilitation, d'entretien et de sauvegarde des monuments historiques ainsi que !'installation et

l'entretien des etablissements a caractere culture! et artistique qui font l'objet de

Conventions signees devant Sa Majeste le Roi et de conventions de partenariat ;

* La poursuite de la mise en ceuvre du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz;
* La poursuite de la valorisation du site de Sijelmassa ;
* L'organisation de manifestations culturelles (festivals) nationales et internationales dans les domaines du theatre, de la musique et de la litterature;
* Le maintien des programmes d'appui et de soutien aux differents domaines culturels et artistiques finances par le FNAC;
* L'organisation de la 3oemeedition du SIEL pour l'annee 2025 et des salons regionaux ;
* L'achevement et l'equipement de nouveaux etablissements et centres culturels.

Soutien du secteur de la presse et des medias



* Projets phares realises au cours de l'annee 2024 :

Une enveloppe de 65,6 millions de dirhams a ete mobilisee, durant l'annee 2024, en faveur du soutien du secteur de la presse nationale. Cette annee a ete marquee notamment par la realisation des actions suivantes :

* + L'acquisition de 86,3 % du capital de Medil Radio par la SNRT : conformement au decret n°2-23-679 du 16 fevrier 2024, pour un montant de 327,93 millions de dirhams;
  + L'organisation de la premiere edition du «Morocco Gaming Expo» a Rabat, avec un budget de 35 millions de dirhams. Ce salon vise a promouvoir l'industrie du jeu video au Maroc et plus particulierement «Rabat Gaming City»;
  + La poursuite de la mise en place d'une zone specialisee dans le Gaming au niveau de la prefecture de Rabat. A cet effet, une 3eme tranche de l'enveloppe de 40 millions de dirhams, a ete versee a la Societe Rabat Region Amenagements, conformement aux

engagements conventionnels pris avec les acteurs institutionnels.

* Projets phares prevus pour l'annee 2025 :

La dynamique susvisee sera poursuivie au titre de l'annee 2025 par le lancement de multiples projets structurants, notamment :

* + Le projet de zone specialisee dans le gaming a Rabat d'un montant initial de 360 millions de dirhams, et visant a creer un ecosysteme complet dedie a l'industrie du jeu video a Rabat ;
  + L'organisation de la 2emeedition du salon international du Gaming a Rabat;
  + Le projet de restructuration du pole public visant a moderniser en profondeur les medias publics ;
  + L'organisation de la premiere edition du Salon des Medias, avec un budget annuel de 20 millions de dirhams, ce salon international annuel reunira les professionnels et les acteurs mediatiques du monde entier et favorisera les echanges, !'innovation et la cooperation dans l'industrie des medias;
  + L'organisation d'une campagne de communication internationale visant a

promouvoir l'image du Maroc a travers des chaines de television etrangeres.

* + 1. *Poursuite de la mise en uvre des autres politiques sociales*

***Ill.* 7.*74.* 7. *Promotion de rEconomie Sociale et Solidaire***

Le bilan des realisations au titre de l'annee 2024 se caracterise principalement par:

 L'organisation du salon regional de l'Economie Sociale et Solidaire de Tanger-Tetouan-AI Hoceima a Tetouan du 31 mai au 9 juin 2024 et la programmation de la tenue de la 3eme edition du Salon Regional de l'Economie Sociale et Solidaire dans plusieurs regions, dont

notamment, Fes-Meknes, Sous-Massa, Marrakech-Safi et Dakhla-Oued Ed Dahab;

 La programmation de !'organisation des Marches Itinerants de l'Economie Sociale et Solidaire dans plusieurs regions, dont notamment, Souss-Massa, Guelmim-Oued Noun et Tanger-Tetouan-AI Hoceima ;

 Le suivi de !'execution et !'evaluation des projets, objet de la convention de partenariat avec la Faculte des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Casablanca, relatifs a

l'Observatoire et l'lncubateur dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire, au niveau de la Region de Casablanca-Settat;

 La preparation de !'organisation d'un seminaire national de concertation autour du projet de la loi-cadre relative a l'Economie Sociale et Solidaire et le lancement de l'appel d'offres relatif aux projets des textes d'application y afferents;

 L'accompagnement, le suivi et !'evaluation des 107 projets d'associations beneficiaires de subventions dans le cadre du programme «MOAZARA IV» reparties sur les 12 regions du Royaume, et le lancement de l'Appel a Projet relatif au Programme «MOAZARA V» pour le

cofinancement d'environ 150 projets;

 Le suivi de la mise en reuvre de la convention de partenariat relative a la «Rehabilitation et la Creation de l'lncubateur Bensouda» (complexe multidisciplinaire dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire) ;

 Le suivi de la mise en place d'une plateforme de l'Economie Sociale et Solidaire pour la valorisation et la commercialisation des produits locaux a Azilal ;

 Le suivi de la realisation de l'Etude concernant la restructuration et le renforcement du cadre juridique et reglementaire de l'Economie Sociale et Solidaire en partenariat avec l'Agence Fran<;:aise de Developpement;

 La preparation et le lancement de l'appel d'offres relatif a l'etude du projet de realisation des Poles Territoriaux de l'Economie Sociale et Solidaire.

Dans le meme sillage, les efforts a deployer durant l'annee 2025 portent principalement sur:

 Appui aux associations et mise en reseau des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, a travers le lancement de la 6eme edition du programme «MOAZARA» pour la participation au financement des projets de developpement au profit des organisations de

l'Economie Sociale et Solidaire;

 **Conventions et partenariat**

* L'organisation de salons regionaux et des Marches Itinerants de l'Economie Sociale et Solidaire dans plusieurs regions du Royaume, notamment, Laayoune-Sakia-EI Hamra,

!'Oriental et Fes-Meknes ainsi qu'un salon provincial a Khenifra ;

* L'accompagnement des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire en partenariat avec l'Agence Espagnole pour la Cooperation Internationale et au Developpement dans plusieurs regions dont notamment Souss-Massa, Tanger-Tetouan-AI Hoceima et

!'Oriental, ainsi que la participation au financement de la gestion de l'Observatoire et de la Maison de l'Economie Sociale et Solidaire dans la region de !'Oriental ;

* Le programme de developpement et de promotion de l'Economie Sociale et Solidaire dans les regions de Rabat-Sale-Kenitra et de Casablanca-Settat.

***Ill.* 7.*74.2. Promotion de la jeunesse***

Le Gouvernement vise a promouvoir l'action associative et a developper des partenariats dans les domaines de la Jeunesse, de l'Enfance et des Affaires Feminines. A ce titre, les realisations les plus saillantes de l'annee 2024 se resument comme suit:

 L'achevement du programme de developpement urbain de la ville d'Agadir 2020-2024;  L'ouverture de nouvelles generations de colonies de vacances;

 La construction de 4 Centres de Protection de l'Enfance et l'ouverture de 80 etablissements de jeunesse dans !'ensemble du Royaume;

 Le lancement des actions portant sur la realisation du «programme Volontariat» au profit de 5.161 jeunes ;

 Le lancement des actions visant la realisation du «programme Pass Jeunes» dans la Region pilote de Rabat-Sale-Kenitra et la mise en place des actions necessaires pour la generalisation de ce programme sur tout le territoire national.

Dans la meme lignee, l'annee 2025 sera marquee principalement par:

 Le developpement des infrastructures de la jeunesse a la region de Daraa-Tafilalet;

 La construction des colonies de vacances de Kharzouza, de Toumliline, de Sidi Fares et de Oualidia, et l'amenagement de la colonie de vacances d'Ajdir;

 La requalification des infrastructures de la jeunesse a Casablanca ;

 La construction et l'equipement des Centres de Protection de l'Enfance;  La realisation des centres de jeunesse a Essaouira et a Ounagha ;

 La creation d'un Complexe Socio-sportif de Proximite (CSP) Type «A» a Khemisset

(Lghwalem), d'une maison de jeunes et d'un CSP a Bou Othmane et d'une maison de jeunes a Tafraout/Tiznit ;

 L'amenagement des centres de jeunesse (60 CSP/annee) et l'equipement des espaces de jeunesse dans la region Casablanca-Settat;

 La construction, l'amenagement et l'equipement des maisons de jeunes, des foyers feminins et des creches dans la region de Guelmim-Oued Noun ;

 La creation d'etablissements de jeunesse et d'enfance a Sidi Taibi;

 La construction d'une grande salle de conferences au complexe de Bouznika ;

 La realisation des centres de formation dedies a la jeune fille et la femme, des maisons de jeunes et des colonies de vacances a la region de !'Oriental ;

 La signature de la convention cadre «Maisons de jeunes YouCode» a !'Oriental.

***Ill.* 7.*74.3. Promotion du sport***

Le Gouvernement veille au developpement de la pratique sportive sous ses differentes formes notamment, le sport de masse et le sport de competition (sport de haut niveau).

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

Ainsi, l'annee 2024 a connu la realisation des principales actions suivantes :

 La poursuite de la realisation des projets objet de Conventions signees devant Sa Majeste le Roi;

 La poursuite de la realisation des infrastructures sportives de proximite, dans le cadre de conventions de partenariat, notamment la construction de centres sportifs de proximite, la realisation de terrains sportifs et de centres socio-sportifs et clubs de Bodyboard ainsi que

la construction et l'amenagement de salles omnisports, de piscines (piscine olympique de Rabat au complexe sportif Moulay Abdellah) et l'amenagement et/ou la mise a niveau d'edifices sportifs comme le Stade marocain ;

 L'accompagnement des Federations Royales Marocaines sportives et des associations sportives pour la realisation de leurs plans d'actions;

 La participation aux manifestations sportives nationales et internationales, notamment :

* La qualification de l'equipe nationale de Football homme, moins de 23 ans, aux Jeux Olympiques «Paris 2024» et son obtention de la medaille de bronze;
* La qualification de l'equipe nationale de Football homme au 3eme de finale de la CAN 2023, organisee en Cote d'Ivoire en 2024;
* L'equipe nationale de Futsal a remporte, pour la 3eme fois consecutive, la Coupe d'Afrique des Nations de Futsal 2024 organisee au Maroc et s'est qualifiee en quart de finale de la Coupe du Monde de Futsal en Ouzbekistan.

La mise a niveau des stades de Football dans le cadre de !'organisation du Maroc de la Coupe d'Afrique des Nations de Football 2025 et sa candidature a !'organisation de la



Coupe du Monde de Football 2030. II s'agit de la mise a niveau globale des stades de Marrakech, Agadir, Fes, Rabat, Casablanca et Tanger afin d'ameliorer la qualite de ces infrastructures sportives, en plus de la construction d'un nouveau stade de Football a

Benslimane d'une capacite de 115.000 places :

* **Pour le grand stade de Tanger,** les travaux portent principalement sur la suppression de la piste d'athletisme, la mise en place de la couverture du stade et l'amenagement de deux parkings souterrains aux alentours du stade et de deux terrains d'entrainement;
* Pour le complexe sportif de Rabat : la realisation d'un stade de Football entierement couvert de capacite de 68.403 places reparties sur 6 niveaux avec deux niveaux d'hospitalite;
* Pour les stades de Fes, Casablanca, Marrakech et Agadir : ii s'agit du reamenagement des espaces exterieurs et interieurs, la refection des gradins, des vestiaires et des sanitaires ainsi que la mise a niveau des installations techniques

(eclairages, installations electriques, contr6Ie d'acces, etc.).

Le coot estimatif global de la mise a niveau des 6 stades precites (aux normes CAF et FIFA) et de la construction du futur stade du Grand Casablanca s'eleve a 20 milliards de dirhams.

Pour l'annee 2025, les principaux projets et mesures prevus dans le cadre de ce plan d'actions se presentent comme suit :

 **Sport de haut niveau**

* L'amenagement du terrain municipal de Football de Taza (30 millions de dirhams);
* Le developpement de l'offre sportive des regions de Souss-Massa sur la periode 2024-2027 (40 millions de dirhams) et de Beni Mellal-Khenifra (20 millions de dirhams);
* Le projet de realisation de l'ARENA de Rabat (270 millions de dirhams);
* La mise a niveau de l'athletisme (85 millions de dirhams);
* Le versement au Fonds National du developpement du Sports (FNDS) au titre du developpement du Football (305 millions de dirhams);
* Le programme de preparation des sportifs de haut niveau (40 millions de dirhams).

Sport de masse



* La poursuite de la mise a niveau des stades de Football dans le cadre de !'organisation du Maroc de la Coupe d'Afrique des Nations de Football 2025 et sa candidature a

!'organisation de la Coupe du Monde de Football 2030;

* Le programme de mise a niveau des infrastructures sportives de Football (300 millions de dirhams) et la creation de terrains de proximite de Football dans les prefectures et provinces de la region de Rabat-Sale-Kenitra (70 millions de dirhams) ;
* La creation de 80 terrains de proximite de basketball, volleyball, patinage et petanque dans la region de Rabat-Sale-Kenitra (48 millions de dirhams);
* La creation et le reamenagement des terrains de proximite dans la region de Casablanca-Settat (128,8 millions de dirhams);
* Le developpement de l'offre sportive a Souss-massa et a Guelmim ;
* La mise en place d'infrastructures sportives conformement aux dispositions de la convention d'amenagement de Skhirat-Temara.

***Ill.* 7.*74.4. Reinsertion sociale et economique des detenus***

En application des Hautes Orientations Royales et des dispositions constitutionnelles visant la promotion des droits des detenus et des conditions de vie carcerale et favorisant leur

reinsertion reussie dans la societe, le Gouvernement a mis en place une strategie integrale s'articulant autour de quatre objectifs strategiques, a savoir:

 Humanisation des conditions d'incarceration, a travers :

* La promotion des conditions d'hebergement : pour alleger la congestion des etablissements penitentiaires, mettre a niveau le pare immobilier et ameliorer les

conditions de travail des fonctionnaires dans le milieu carceral, ii est envisage la realisation des prisons locales Arjat 3, Ali Moumen, Ait Melloul 3, Outita, Sefrou et Tanger 3. L'objectif est d'atteindre une superficie habitable moyenne par detenu de 1,77 m2 en 2025 contre 1,74 m2 en 2023 ;

* **L'amelioration de l'alimentation,** a travers la poursuite de !'operation de

!'externalisation de la restauration des detenus;

* **L'appui a la prise en charge sanitaire,** a travers la generalisation des infirmeries et des pharmacies et !'augmentation du taux d'encadrement medical et paramedical ;

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

* La consecration de l'approche droits de l'Homme : en favorisant le renforcement de la capacite fonctionnelle du personnel de la securite et de la surveillance en matiere de respect des droits de l'Homme et de la prevention de la torture.

Promotion des programmes de preparation a la reinsertion, a travers notamment :



* L'amelioration de l'acces a l'enseignement, afin de faire beneficier les detenus des programmes d'enseignement en renforc;:ant les partenariats avec les entites concernees et en encourageant les detenus a prendre part auxdits programmes;
* La facilitation de l'acces a la formation professionnelle, en procedant notamment a, la construction et l'equipement de nouveaux centres de formation professionnelle et au renforcement des outils de contr61e et de suivi de la mise a niveau de la qualite des programmes de formation ;
* **L'appui a l'encadrement religieux et spirituel** notamment a travers, le renforcement des activites de predication et d'orientation religieuse, !'organisation des competitions religieuses et la generalisation des espaces de priere dans tous les etablissements penitentiaires.

Renforcement de la surete et de la securite dans les etablissements penitentiaires :



* Le renforcement des mesures de securite preventive a travers la poursuite de l'equipement des prisons par les installations de surete comme les materiels de detection d'intrusion des produits prohibes, les systemes de radiocommunication et les systemes de videosurveillance;
* La securisation des batiments penitentiaires notamment a travers, la creation des zones de securite grillagees et !'installation des concertinas, la securisation des fenetres et des issues de sortie et la modernisation des reseaux electriques, d'eau et des groupes electrogenes.

**Renforcement des capacites de !'Administration:**



* La promotion et la valorisation du capital humain a travers la conclusion de partenariats pour la mise en place de deux masters relatifs au monde carceral et

!'organisation de plusieurs sessions de formations continues dans divers domaines;

* Le renforcement des mesures de la Gouvernance par le deploiement d'une culture d'equite de genre, d'ethique, de contr61e interne, de coordination et de communication, et la poursuite de la mise en ceuvre de la deconcentration pour une gestion de proximite efficace et efficiente ;
* Le **developpement de** I' **Administration electronique** notamment par !'adoption de la signature electronique des documents, la mise en place d'un systeme d'accueil informatise et la poursuite de la mise a la disposition des detenus des cartes

personnelles biometriques.

***Ill.7.14.5. Soutien aux Anciens Resistants et Anciens Membres de PArmee de Liberation***

Les differentes mesures prises par le Gouvernement au profit des Anciens Resistants et Anciens Membres de l'Armee de Liberation s'articulent autour des deux principaux axes suivants:

**L'amelioration des conditions materielles et sociales de la Famille de la Resistance** et



**de l'Armee de Liberation,** a travers:

* La prise en charge des cotisations au titre de !'assurance medicale de base et complementaire des Anciens Resistants et Anciens Membres de l'Armee de Liberation et leurs ayants droit, dont le nombre d'adherents assures s'eleve a 10.399 adherents pour !'assurance medicale de base et a 17.187 adherents pour !'assurance medicale

complementaire pour un montant annuel de l'ordre de 50 millions de dirhams ;

* L'aide a la creation ou !'extension des cooperatives et a la realisation de projets economiques au profit de 50 beneficiaires en 2024;
* La contribution a !'acquisition de terrains ou de logements pour 14 beneficiaires a fin septembre 2024 ;
* L'octroi de secours au profit de 1.226 anciens resistants necessiteux a fin septembre 2024 ;
* L'aide a la couverture des frais de sepulture octroyee aux veuves d'Anciens Resistants et Anciens Membres de l'Armee de Liberation dont le nombre de beneficiaires a atteint 125 au titre de l'annee 2024;
* L'accompagnement des ayants droit des Anciens Resistants et Anciens Membres de l'Armee de Liberation via des initiatives pour la creation d'entreprises et !'organisation de sessions de formation pour faciliter leur insertion dans les secteurs public et prive.

La preservation de la memoire historique et des gloires de la resistance nationale et la

**diffusion des valeurs de patriotisme et de la culture de la citoyennete active,** a

travers :

* La poursuite du programme de rapatriement de l'etranger des archives nationales de l'ere coloniale (1912-1956) ayant trait a la resistance qui a permis depuis son lancement en 2008 et jusqu'a fin septembre 2024, la recuperation de 4.209.063 documents sur un total de 20.000.000 ;
* La contribution a la construction et a l'equipement de complexes socioculturels de la resistance dans plusieurs provinces du Royaume, en partenariat avec les conseils regionaux, provinciaux et communaux et des differentes agences de developpement, dont le nombre a atteint 104 espaces jusqu'a fin septembre 2024;
* La construction de monuments commemoratifs et l'amenagement des cimetieres de martyrs pour promouvoir les symboles de la resistance nationale;
* L'edition d'ouvrages et de revues traitant de l'histoire de la Resistance Marocaine, dont le nombre d'ouvrages et de revues edites ou en cours d'edition est de 23 documents au titre de l'annee 2024.

### LA CONSOLIDATION DE LA DYNAMIQUE DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA CREATION D'EMPLOIS

Conscient de !'importance cruciale de l'investissement productif, le Gouvernement s'engage a mettre en reuvre les Hautes Orientations Royales afin de positionner le Maroc dans les secteurs prometteurs, createurs d'opportunites d'emploi pour les jeunes et generateurs de

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

sources de financement pour les differents programmes sociaux et de developpement. Ainsi, le Gouvernement poursuivra la mise en reuvre de la feuille de route 2023-2026 pour

!'amelioration du climat des affaires et le deploiement de la nouvelle Charte de l'investissement.

Parallelement, l'operationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'investissement se poursuivra pour encourager les investissements prives, en attirant les financements necessaires au soutien des grands projets structurants et des entreprises operant dans les secteurs prioritaires.

En outre, le Gouvernement consolidera l'investissement public a travers la poursuite des grands chantiers d'infrastructures et des differentes strategies sectorielles.

*111.2.* 7. *Consolidation des dispositifs de soutien a rentreprise et* encouragement de Pinvestissement prive

***111.2.* 7. 7. *Amelioration du climat des affaires***

 **Feuille de route 2023-2026 pour ameliorer l'environnement des affaires**

Suite aux Hautes Orientations Royales et aux principales recommandations du Nouveau Modele de Developpement, le Gouvernement a elabore la feuille de route 2023-2026 pour ameliorer l'environnement des affaires. Cette derniere est basee sur 3 piliers majeurs et un

pilier transversal, a savoir :

* Le 1er pilier vise a ameliorer les conditions structurelles de l'acte d'investir et d'entreprendre;
* Le 2eme pilier vise le renforcement de la competitivite nationale et !'optimisation des couts des facteurs de production ;
* Le 3eme pilier vise le developpement d'un environnement propice a l'entrepreneuriat et

a !'innovation ;

* **Le pilier transversal** vise le renforcement de l'ethique et de l'integrite et la lutte contre la corruption.

Pour accelerer la mise en reuvre de cette feuille de route, le Gouvernement poursuit ses efforts pour mobiliser les travaux du Comite National de !'Environnement des Affaires (CNEA) en vue d'accompagner les mesures en faveur de !'amelioration du climat des affaires en concertation avec tous les partenaires des secteurs public et prive.

De plus, l'annee 2024 a ete caracterisee par la finalisation des arrangements techniques pour la creation de l'Observatoire de l'investissement et !'organisation des tournees pour attirer et diversifier les investisseurs aux niveaux national et international.

 Consolidation de la reforme des Centres Regionaux d'lnvestissement

L'annee 2024 a ete marquee par la poursuite de la reforme relative a l'investissement a travers !'adoption par le Conseil du Gouvernement du 2 mai 2024 du projet de loi n°22-24 modifiant et completant la loi n°47-18 portant reforme des Centres Regionaux d'lnvestissement (CRI) et creation des commissions regionales unifiees d'investissement. Le

projet de cette reforme vise a renforcer le role central des CRI et a etendre leurs

prerogatives, conformement aux Hautes Orientations Royales contenues dans le Discours Royal prononce a !'occasion de l'ouverture de la session parlementaire d'octobre 2022.

Ce projet de loi, en cours d'examen au Parlement, comprend plusieurs nouveautes, dont le renforcement de la gouvernance des CRI, les recours deposes par les investisseurs, le traitement des derogations en matiere d'urbanisme, en plus de l'elargissement des prerogatives des CRI.

* + - 1. *Poursuite de la mise en uvre de la nouvelle Charte de*

***/-'investissement***

Le Gouvernement a adopte une politique proactive visant a hisser l'investissement prive pour atteindre les deux tiers du total des investissements nationaux a !'horizon 2035. Dans ce cadre, le Gouvernement a reussi a mettre en reuvre les Hautes Orientations Royales visant a doter le Maroc d'une nouvelle Charte de l'investissement avec des dispositifs de soutien

innovants couvrant toutes les categories d'investissement.

Aussi, le Gouvernement est en train de finaliser les textes d'application pour la mise en reuvre de ladite Charte, notamment, les dispositifs de soutien specifique lies aux TPME et a

!'encouragement du developpement des entreprises marocaines a !'international.

Par ailleurs, l'annee 2024 a connu la tenue de trois commissions nationales d'investissement (CNI) en janvier, fevrier et juin 2024. Lesdites commissions ont approuve 74 projets de conventions et d'avenants pour un montant d'investissement total d'environ 51,62 milliards de dirhams permettant la creation d'environ 12.938 emplois directs et stables.

En plus, ii y a lieu de signaler que la CNI du mois de fevrier 2024 a attribue le caractere strategique a 5 projets d'investissement supplementaires pour un montant d'investissement total d'environ 115,39 milliards de dirhams et permettant la creation de 14.136 emplois directs et stables avec une predominance des projets relevant du secteur de la mobilite electrique,

soit pres de 93 % des investissements engages, suivi du secteur des energies renouvelables avec pres de 6,9%. En ce qui concerne la creation d'emplois, le secteur de la mobilite electrique se positionne egalement en tant que principal pourvoyeur d'emplois, ciblant la creation de 12.636 emplois directs, representant pres de 90% du total des emplois a creer par lesdits projets strategiques.

L'annee 2024 a ete aussi marquee par la signature de 5 conventions d'investissement, dont notamment la convention Etat/Gotion High Tech, avec un montant d'investissement total de 42,88 milliards de dirhams, 4 conventions concernent le secteur de la mobilite electrique et une convention concerne le secteur automobile. Ces conventions projettent la creation de 5.867 emplois directs et stables.

 **Bilan des trois commissions d'investissement dans le cadre du dispositif de soutien principal**

* **Repartition des investissements par secteur** :
  + Le secteur des mines occupe la 1ereposition, avec plus de 38 milliards de dirhams, soit pres de 73,6% des investissements projetes;
  + Le secteur de l'industrie occupe la 2eme position, avec 8,2 milliards de dirhams, soit pres de 16% des investissements projetes;
  + Le secteur du tourisme et loisirs arrive en 3eme position avec 3,6 milliards de dirhams, soit pres de 7% des investissements projetes.
* **Repartition des investissements par origine du capital** :

La repartition des investissements par origine des fonds fait ressortir que les projets a capitaux marocains representent la majeure partie des investissements projetes avec environ 49,81 milliards de dirhams, soit pres de 96,5%.

* Repartition des investissements par region d'implantation :
  + La repartition des investissements par region d'implantation place la region de Casablanca-Settat en 7ere position avec un montant d'investissement de 29,7 milliards de dirhams, soit 57,5% des investissements projetes;
  + La region de Beni Mellal-Khenifra occupe la 2eme position avec un montant d'investissement de 13,9 milliards de dirhams, soit 27% des investissements projetes;
  + Les projets d'investissement implantes dans la region de Rabat-Sale-Kenitra arrivent en 3eme place avec un montant d'investissement de 2,3 milliards de dirhams, soit pres de 4,5% des investissements projetes, suivis des projets installes dans la region de

Tanger-Tetouan-AI Hoceima avec 2 milliards de dirhams soit 3,8% des investissements projetes.

* + - 1. *Renforcement de la synergie entre Jes secteurs public et prive*

Dans le cadre du parachevement de la reforme des Etablissements et Entreprises Publics visant le renforcement de l'action et de l'efficience du secteur, des chantiers importants ont ete lances privilegiant, entre autres, !'amelioration des delais de paiement et la consolidation du partenariat public-prive.

 Amelioration des delais de paiement :

* + - * + Concernant les Etablissements et Entreprises Publics :

Afin de renforcer les relations entre les entreprises et de reduire les delais de paiement dans le secteur prive, la gestion du nouveau dispositif de sanctions introduit par la loi n°69-21,

entree en vigueur depuis ler juillet 2023, a ete confiee a la Direction Generale des lmp6ts.

Ainsi, le 4eme rapport de l'Observatoire des Delais de Paiements (ODP), publie en juillet 2024, confirme la tendance positive observee dans les delais de paiement du secteur public. Cette amelioration reflete les efforts conjoints de l'Etat, des collectivites territoriales et des EEP.

Ainsi, le delai moyen de paiement des EEP poursuit sa tendance baissiere, atteignant 34,2 jours en juin 2024, soit une baisse de 21,7 jours par rapport a decembre 2018 et de 25,8 jours par rapport au seuil legal fixe a 60 jours.

A fin juin 2024, 103 EEP ont reussi a enregistrer des delais de paiement inferieurs ou egaux a

30 jours (55%) et 64 EEP ont realise des delais de paiement compris entre 31 jours et

60 jours (34%). Toutefois, 21 EEP ont connu une augmentation de leurs delais de paiement qui ont depasse 60 jours (11%).

Sur un autre registre, ii a ete precede a l'elargissement du perimetre des EEP suivis en matiere des delais de paiement a travers !'integration de 32 nouvelles entites.

* Concernant l'Etat et les collectivites territoriales :

Les delais de paiement ont ete ameliores substantiellement, pour !'ensemble des composantes de la commande publique, passant ainsi de 27,6 jours en 2017 a 17,5 jours en

2023. Quant aux delais de paiement relatifs aux marches publics, ils ont ete reduits significativement de 144 jours en 2016 a 42 jours en 2018 puis a 27,1 jours en 2023.

 Developpement des Partenariats Public-Prive :

La loi n°86-12 relative aux contrats de Partenariats Public-Prive (PPP) a ete amendee et completee par la loi n°46-18, dont les textes d'application ont ete publies, a !'exception de l'arrete de pre-qualification des candidats au processus de mise en concurrence lance par

l'Etat ou les EEP, et d'un arrete similaire specifique aux collectivites territoriales qui sont en cours de publication.

La publication de ces arretes permettra d'amorcer les travaux de la Commission Nationale du Partenariat Public-Prive (CNPPP), qui est investie de plusieurs missions d'ordre strategique, parmi lesquelles :

* La definition des orientations generales et de la strategie nationale en matiere de PPP;
* L'elaboration du programme national annuel et/ou pluriannuel des projets eligibles aux contrats de partenariat ;
* L'examen et !'approbation des seuils d'investissement en dessous desquels !'evaluation prealable des projets devient optionnelle.

Dans le meme sillage, des concertations ont ete lancees en vue de mettre en place un projet d'orientation strategique du PPP et un programme de projets PPP a soumettre a validation de la CNPPP lors de sa premiere reunion qui sera programmee des la publication des arretes susvises. Dans ce cadre, une circulaire du Chef du Gouvernement permettant de recenser les

projets PPP sera diffusee des la publication desdits arretes.

* + - 1. *Reforme globale de la commande publique*

La consecration du role des marches publics en tant que cle de vo0te du developpement economique, de creation de valeur ajoutee, d'amelioration du climat des affaires et de renforcement de l'efficacite et de l'efficience de !'execution des depenses, exige une refonte globale de la commande publique. Dans ce cadre, une reforme du cadre juridique regissant la commande publique, ainsi qu'un projet de dematerialisation de la cha1ne comptable et financiere sont en cours de finalisation.

 **Poursuite de la reforme du cadre juridique de la commande publique** :

* + - * + **Elaboration des textes d'application du nouveau decret relatif aux marches publics:**

Dans le cadre du processus de mise en ceuvre du decret n°2-22-431 relatif aux marches publics et dans le meme sillage des reformes des procedures liees a la commande publique,

les textes d'application du decret precite sont en cours d'elaboration. lls portent notamment sur les projets suivants :

Le projet d'arrete fixant les modalites et les conditions relatives a la repercussion de la difference resultant de la fluctuation des prix des marches de fournitures et des marches de services autres que les etudes, ne comportant pas de prix reglementes et

dont le delai d'execution est superieur a six mois;

Les cahiers des prescriptions speciales-types des marches passes par l'Etat, les etablissements publics et les autres personnes morales de droit public;

Les reglements de consultation-types des marches passes par l'Etat, les etablissements publics et les autres personnes morales de droit public.

* + - * + Refonte des cahiers des clauses administratives et generales :

Ace titre, ii a ete precede a la refonte, ou a !'elaboration, selon le cas, des cahiers des clauses administratives et generales relatifs, aux marches de travaux, aux marches de fournitures, aux marches de services, et aux marches d'etudes et de maitrise d'reuvre.

Ces nouveaux cahiers qui s'inscrivent dans le cadre de la reforme globale de la commande publique, visent, entre autres, leur mise en conformite avec les dispositions du decret n°2-22- 431 relatif aux marches publics, la delimitation des roles et des responsabilites des differents acteurs intervenant dans le processus d'execution des marches publics et leur extension a

tous les marches passes pour le compte de l'Etat, des collectivites territoriales, et des EEP.

 **Operationnalisation de l'Observatoire marocain de** la **commande publique** :

L'Observatoire marocain de la commande publique cree en vertu du decret n°2-22-78 du 22 avril 2024 vise a renforcer la transparence de la commande publique et a assurer:

* + - * + La collecte des donnees relatives a la commande publique, ainsi que leur traitement, analyse et publication;
        + La promotion de la concertation et de l'echange d'informations entre les acteurs concernes par la commande publique;
        + La production et la valorisation de !'information comptable, financiere et economique;
        + L'elaboration des indicateurs de suivi de la performance de la commande publique;
        + La contribution a !'analyse de l'impact economique de la commande publique.

 Poursuite de la dematerialisation des procedures de passation de la commande

**publique**

Ce chantier a ete marque par la poursuite de la mise en reuvre des actions citees ci-apres :

* + - * + Le systeme «Acces Comptable» qui a permis, a travers le portail des marches publics, la dematerialisation des echanges entre les acheteurs publics et les comptables, en particulier lors de la preparation des dossiers d'appels d'offres, et ce, pour reduire les delais precedant !'engagement de la commande publique en faveur de l'entreprise;
        + La dematerialisation des garanties pecuniaires, en !'occurrence le cautionnement definitif et la retenue de garantie, en permettant a travers le portail des marches

publics, la gestion de la chaine de demande, de signature, de delivrance desdites garanties ainsi que des mainlevees y afferentes. La mise en reuvre de ce systeme permettra de maitriser les delais du cycle de vie des garanties pecuniaires exigees en matiere de marches publics, renfor<;:ant ainsi la capacite financiere des entreprises et permettant une meilleure gestion des lignes de caution dont elles beneficient aupres des organismes bancaires.

Elle permettra, en outre, d'industrialiser les etapes preparatoires de la soumission aux appels d'offres, en reduisant les delais lies a la gestion des cautionnements provisoires notamment, ceux lies a leur production et a la delivrance des mainlevees y afferentes;

* + - * + La dematerialisation des actes lies au nantissement des marches publics et des documents et pieces exiges en matiere de prestations architecturales;
        + La dematerialisation du systeme de suivi des travaux des commissions d'appels d'offres, qui exige la saisie au fur et a mesure, du deroulement des travaux de ces commissions

et de l'affichage au profit des entreprises soumissionnaires des resultats des travaux relatifs aux seances publiques, afin d'eviter aux entreprises d'eventuels deplacements et de moderniser le dispositif de depouillement des offres re<;:ues;

* + - * + La digitalisation du systeme de suivi de l'acces des TPME, des cooperatives et des auto-entrepreneurs aux marches publics, pour permettre de disposer des donnees sur la structure en nombre et en montant des marches reserves a ces entites dans le cadre de la part de 30% que les maitres d'ouvrage sont tenus de leur reserver.
      1. *Simplification des procedures douanieres et Jutte contre la fraude*

Les principales reformes et actions de modernisation menees en 2024 et les chantiers prevus pour l'annee 2025 se presentent comme suit :

 Fiscalite douaniere et mobilisation de recettes :

Poursuivant le chantier d'harmonisation des textes legislatifs et reglementaires, d'optimisation du processus de recouvrement des recettes douanieres, et d'amelioration de la gestion du contentieux, les actions suivantes ont ete menees :

* + - * + Chantiers, actions et mesures menes en 2024 :

La mise en place de mesures douanieres favorisant les ecosystemes de recyclage des dechets dans le cadre de !'implementation de la fiscalite dite verte;

La poursuite de l'operationnalisation du schema de taxation graduelle de certains produits alimentaires de grande consommation contenant du sucre ajoute;

La poursuite de !'application de la TIC applicable aux cigarettes, etalee sur une duree de cinq ans.

* + - * + Chantiers, actions et mesures prevus en 2025 :

La mise en place d'un dispositif de marquage des produits petroliers, afin de repondre aux enjeux fiscaux lies aux hydrocarbures et de prevenir les diverses formes de fraude ;

Le lancement des travaux d'instauration d'une taxe carbone en vue d'adapter la fiscalite et la reglementation douanieres aux enjeux climatiques;

L'adaptation du cadre juridique relatif aux pierres precieuses et la mise a niveau des metiers de la garantie des metaux precieux;

L'initiation de la reforme de certaines dispositions du code de recouvrement des creances publiques, notamment ceux se rapportant aux frais de recouvrement (Articles 90 et 91).

 **Facilitation, partenariat et accompagnement des projets structurants** :

Face a !'evolution continue de l'activite de dedouanement, !'administration douaniere est appelee a adapter ses procedures pour repondre aux exigences de la chaine logistique

internationale, en les facilitant via la digitalisation et en accompagnant les operateurs economiques dans le cadre d'un partenariat renforce.

* + - * + Chantiers, actions et mesures menes en 2024 :

La simplification des demarches pour les declarants et le renforcement des outils de contr6Ie, a travers notamment, !'optimisation du modele de la declaration en detail et

!'amelioration de la declaration sommaire. De plus, une declaration globale sera mise en reuvre pour permettre aux investisseurs de couvrir leurs operations d'importation par envois fractionnes ;

L'adaptation du cadre procedural du commerce electronique en mettant a jour les procedures de dedouanement des envois postaux et express;

La dematerialisation du reste des formalites douanieres et la poursuite de la dematerialisation des echanges avec les partenaires intervenant dans le circuit de

dedouanement. De plus, la dematerialisation portera sur toutes les demandes et autorisations octroyees ou traitees manuellement, conformement aux dispositions de la loi n°55-19 relative a la simplification des procedures et des formalites

administratives.

* + - * + Chantiers, actions et mesures prevus en 2025 :

La mise en place de nouveaux supports declaratifs adaptes au commerce electronique, en plus de !'adaptation et la revision des principaux supports declaratifs existants;

L'amelioration du programme de categorisation des operateurs economiques moyennant la revision du referentiel de l'audit et l'enrichissement du package des facilites offertes aux operateurs, en plus de !'extension du programme a d'autres organismes partenaires et la signature des accords de reconnaissance mutuelle avec d'autres pays ;

L'accompagnement de la mise en service du nouveau port Nador West Med, et ce, a travers la mise en place d'une organisation et des procedures adaptees au demarrage progressif du port, en concertation avec l'autorite portuaire;

La poursuite de l'accompagnement du port de Tanger-Med dans ses projets d'extension et de modernisation en adaptant !'organisation et les procedures aux objectifs d'evolution du port, notamment la digitalisation de !'ensemble des demarches portuaires et la securisation des circuits de marchandises.

Lutte contre la fraude et contribution a la protection, a la securite et a la preservation de la sante des consommateurs, a travers !'adoption des methodes innovantes de contr6Ie et d'outils technologiques avances.



* + - * + Chantiers, actions et mesures menes en 2024 :

La formalisation du dispositif de renseignement et des procedures du contr6Ie a priori, ainsi que !'amelioration de l'efficacite du systeme de selectivite automatique des contr6Ies ;

La mise en place d'une nouvelle demarche de traitement des declarations, experimentee dans une region pilote, afin d'optimiser les effectifs affectes a la premiere ligne. Elle consiste a centraliser le contr6Ie documentaire de toutes les

declarations en detail, ne comportant pas de risques, au niveau d'une seule structure de tele-contr6Ie au niveau regional ;

Le renforcement de la lutte contre la contrebande, les stupefiants et les substances psychotropes, en dupliquant !'experience de la Brigade Nationale des Douanes au

niveau regional et en renforc;:ant les moyens materiels alloues aux entites en charge du contr6Ie. De plus, ii sera precede a la mise a jour de la cartographie de la contrebande et a !'elaboration de procedures adaptees aux differentes interventions des enqueteurs sur le terrain ;

La mise en oouvre du processus de contr6Ies conjoints avec l'Office des Changes, dont les actions se combinent avec celles du plan national de contr6Ie et des plans regionaux de contr6Ie mis en oouvre par les structures deconcentrees.

* + - * + Chantiers, actions et mesures prevus en 2025 :

L'implementation d'un module de selectivite pour la declaration sommaire, visant a orienter le contr6Ie a priori. De plus, une modification de l'arrete du Ministre des Finances n°1319-77 du 31 octobre 1977 est envisagee pour rendre obligatoire l'annexion du pli cartable a la declaration sommaire;

L'adoption d'une solution de Tracking des ensembles routiers et conteneurs. Ce dispositif vise a renforcer le contr6Ie des operations de transit et a assurer la securite des flux au sein des enceintes portuaires ;

L'utilisation des outils de !'intelligence artificielle pour predire les risques de fraude douaniere notamment par une analyse des enonciations des declarations douanieres et !'interpretation des images du scanner.

Developpement de la cooperation internationale



* + - * + Chantiers, actions et mesures prevus en 2024 :

La contribution a l'operationnalisation de !'Initiative Royale pour le SAHEL;

La poursuite de la mise en oouvre de l'accord portant creation de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf);

L'accompagnement des negociations, en cours, autour du Tarif Exterieur Commun arabe (GZLEA) ;

La poursuite de la mise en oouvre de l'accord commercial preferentiel conclu au sein de !'Organisation de Cooperation lslamique (OCI).

* + - * + Chantiers, actions et mesures prevus en 2025 :

Le lancement du programme de contribution au renforcement des capacites douanieres en Afrique (AfriDouane), avec une adaptation continue de l'offre marocaine aux contextes specifiques de chaque pays et une evaluation reguliere de l'impact du programme;

La presence active au sein de la communaute douaniere mondiale.

 **Gouvernance interne et qualite de service**

Concernant la gouvernance des donnees, un diagnostic sera effectue et une feuille de route sera adoptee visant a securiser et exploiter le patrimoine important des donnees disponibles. Ce projet sera accompagne par la mise en place d'une plateforme Big Data.

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

La demarche du contr6Ie interne sera renouvelee, et axee sur l'approche par les risques et sur le developpement d'outils novateurs pour garantir l'efficience des contr6Ies.

En parallele, les efforts en matiere de communication externe et de partage d'information

seront poursuivis, au meme titre que l'alimentation du portail «IDARATI» par les demarches administratives douanieres dans le cadre de la mise en ceuvre de la loi n°55-19 relative a la

simplification des procedures et des formalites administratives.

* + - 1. *Modernisation de /-'administration fiscale*

Les principales reformes et actions de modernisation menees en 2024, se presentent comme suit:

 Poursuite de la digitalisation et du developpement du systeme d'information, notamment a travers :

* + - * + La prise en charge des dispositions de la loi de finances de l'annee 2024 au niveau du systeme d'information, notamment, celles relatives a la notification electronique des

avis d'imposition, des derniers avis sans frais et des commandements;

* + - * + La dematerialisation de la declaration des delais de paiement et du versement de l'amende pecuniaire relative aux delais de paiement;
        + La mise en service, en coordination avec les partenaires, du module de creation des entreprises en ligne via la plateforme «Direct Entreprise», et ce, pour les tribunaux de commerce de Marrakech, Agadir, Tanger, Fes, Oujda et Casablanca et l'elargissement de cette couverture a d'autres tribunaux a travers le Royaume;
        + La mise en place des regles d'interoperabilite avec les modules de l'assiette, du contr6Ie fiscal et de l'enregistrement des actes;
        + La poursuite de la simplification et de la mise a jour des formulaires fiscaux, des declarations et des etats de paiement.

Promotion de la conformite fiscale, en procedant notamment a :



* + - * + L'amelioration de la gestion de la relance automatique des redevables defaillants;
        + La promotion de la conformite fiscale volontaire basee entre autres sur la relance telephonique, la mise en ceuvre du dispositif de droit a l'erreur institue par la loi de finances de l'annee 2024 et la reduction des litiges par le biais des recours a des

consultations fiscales prealables, aux demandes d'assistance dans la resolution amiable et a la conclusion d'accords prealables en matiere des prix de transfert.

**Consolidation des missions d'assiette et de recouvrement des taxes des collectivites territoriales** pour une gestion optimale des taxes locales et !'amelioration de la qualite des services rendus aux usagers.



**Modernisation des procedures de recouvrement** a travers la diversification des moyens d'information du contribuable via les relances telephoniques des redevables primo defaillants et la simplification de la procedure de proposition de !'admission en non-valeur pour les creances des redevables inscrits dans le registre des entreprises inactives.



**Maitrise des risques lies au metier du recouvrement,** notamment via :



* + - * + La maTtrise du processus d'octroi des mainlevees par la tra<;:abilite et la mise en place des regles de contr6Ie de leur delivrance dematerialisee;
        + La maTtrise du risque de prescription ;
        + La mise en place d'un systeme de surveillance a posteriori des redevables dont les creances sont admises en non-valeur.

Amelioration de la qualite des donnees, notamment a travers :



* + - * + La poursuite du chantier de fiabilisation et d'enrichissement des donnees du registre des contribuables notamment a travers la mise en place du registre des entreprises

inactives;

* + - * + La poursuite du chantier de fiabilisation et d'enrichissement des donnees par la recherche des donnees signaletiques ou patrimoniales aupres des partenaires notamment le Ministere de la Justice et la CNSS.

**Maitrise et modernisation des echanges avec les partenaires** pour la mise en reuvre des dispositions relatives a la retenue a la source sur les remunerations allouees a des tiers pour !'ensemble des operations de la commande publique.



Amelioration de la qualite de service et simplification des procedures, notamment a



travers :

* + - * + Le renforcement de l'echange avec l'Office des Changes, notamment, pour

!'amelioration de la qualite de service rendu au contribuable a travers la suppression de

!'attestation relative a !'exportation de services, delivree par ledit office ;

* + - * + L'amelioration de !'interface «Simpl-TP» relative a la declaration des elements imposables pour permettre de declarer en une seule operation les elements imposables de plusieurs etablissements exploites.

 **Amelioration du dispositif de gouvernance** notamment a travers !'initiation des travaux d'elaboration et d'optimisation des processus de gestion fiscale.

L'annee 2025 connaTtra la programmation des principales actions de modernisation suivantes:

 Poursuite de la digitalisation et du developpement du systeme d'information, notamment a travers :

* + - * + La prise en charge des dispositions de la Loi de Finances pour l'annee 2025 dans le systeme d'information ;
        + L'amelioration du module de l'enregistrement en ligne via «Simpl enregistrement» et la plateforme «Tawtik» et la finalisation du ie' palier du projet Big Data ;
        + La prise en charge du 2eme palier du projet «Direct Entreprise»;
        + L'installation de la plateforme pour la taxation des services numeriques ;
        + La poursuite du projet relatif a la mise en reuvre de la facturation electronique;
        + L'exploitation de !'information interne au profit du recouvrement (donnees de l'enregistrement, releve des deductions, etc.);
        + La dematerialisation de l'echange d'informations avec l'Agence Nationale de la Conservation Fonciere, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) ;

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

* + - * + La trac;:abilite de la procedure de l'envoi de l'avis de redressement dans le cadre des dispositions de !'article 29 du Code de Recouvrement des Creances Publiques.

**Promotion de la conformite fiscale,** notamment a travers :



* + - * + La mise en reuvre de la notification electronique, de la plateforme pour la collecte de la TVA sur les services numeriques et de la facturation electronique;
        + Le renforcement des canaux d'elargissement de l'assiette par voie institutionnelle et

!'amelioration des dispositifs de la securite juridique preventive (consultations fiscales prealables et accords prealables en matiere des prix de transfert) afin de securiser l'investissement, d'ameliorer le climat des affaires et d'assurer la conformite fiscale volontaire.

 Amelioration de la qualite de service et de la relation de confiance avec l'usager a travers la generalisation de la notification par voie electronique et la diversification des moyens d'information des contribuables, en faisant appel aux nouveaux moyens d'information (e-mail, autre adresse obtenue, appel telephonique, SMS, etc.).

 Amelioration de la qualite des donnees a travers les travaux d'assainissement automatise du registre des contribuables et les travaux de realisation du Systeme de Recoupement et d'Analyse de Donnees (SRAD) et l'enrichissement et la mise a jour des referentiels metiers et des regles de contr6Ie de coherence.

 **Amelioration du dispositif de gouvernance** a travers !'industrialisation du dernier avis sans frais et du commandement, !'engagement des notifications et des mesures conservatoires et executoires pour les cotes a fort enjeu et le renforcement de la

collaboration avec les huissiers de justice.

* + - 1. *Facilitation de Pacces au financement*

***lll.2.7.7.7. Strategie Nationale d.,lnclusion Financiere***

Apres l'arrivee a terme de la 7ere phase de la Strategie Nationale d'lnclusion Financiere (SNIF 2019-2023) en 2023, une mission de preparation de la 2eme phase de cette strategie, a ete lancee, pour !'adapter au dynamisme que connait le Maroc grace aux differents chantiers qui ont ete lances, notamment en matiere de generalisation de la protection sociale et de soutien des PME.

 **La mise en reuvre du Fonds de Garantie Microfinance**

Ce Fonds a ete cree dans le cadre de la mise en reuvre de la SNIF et dans le cadre des mesures decidees par le Comite de Veille Economique (CVE) visant !'attenuation des effets de la crise induite par la COVID-19 et ses impacts sur l'activite des Associations de **Microcredit (AMC).**

Ce Fonds, dote de 650 millions de dirhams, a permis de mettre en place un mecanisme de garantie specifique a la microfinance afin de renforcer le financement des Activites Generatrices de Revenus (AGR), tout en ameliorant les conditions financieres appliquees par

les institutions et en augmentant le montant des financements.

A fin 2023, 199.386 microcredits au profit des activites generatrices de revenus ont beneficie de la garantie du Fonds pour un volume global de 1,7 milliard de dirhams et un engagement total de l'Etat de 1,4 milliard de dirhams.

 **Fonds de garantie des financements des Institutions de Microfinance**

Dans le cadre de la mise en uvre dela SNIF et pour attenuer les effets des crises de ces dernieres annees sur l'activite du secteur de la microfinance, le Fonds de garantie appele

«Fonds de Garantie des Financements des Institutions de Microfinance» a ete mis en place et sa gestion a ete confiee a la Societe Nationale de Garantie de Financement des Entreprises

(SNGFE).

Ce Fonds, dote de 120 millions de dirhams, vise a garantir les financements contractes par les Institutions de Microfinance aupres de bailleurs de fonds nationaux dans des conditions leur permettant de preserver leur capacite a servir les populations cibles (citoyens a faible revenu et AGR, etc.).

A fin 2023, quatre prets ont beneficie de la garantie du Fonds pour un volume global de 72,04 millions de dirhams et un engagement total de l'Etat de 57,6 millions de dirhams.

 **Financement de !'agriculture et du monde rural**

Le Groupe Credit Agricole du Maroc (CAM), a pour mission principale le financement de

!'agriculture et des activites de developpement economique et social du monde rural. Ce financement est canalise a travers un dispositif reposant sur trois instruments d'intervention dedies chacun a un segment specifique d'exploitations agricoles :

* Le segment des exploitations agricoles bancables : finance dans le cadre de l'activite commerciale du CAM. A cet effet, l'encours global brut des credits a atteint 108 milliards de dirhams en 2023 dont 54% sont dedies au financement de !'agriculture et de l'agro-industrie ;
* Le segment des petites et moyennes exploitations : finance dans le cadre de la

mission de service public de la banque a travers sa filiale Tamwil El Fellah (TEF). A fin 2023, la production globale des credits de TEF a atteint 4,25 milliards de dirhams, soit une progression annuelle de 11%. Le portefeuille clientele s'est etabli a 102.768 petits agriculteurs, en accroissement de 1,5%. Par ailleurs, la societe TEF a contribue

activement en 2023 au programme «Al Moustatmir Al Quaraoui» (le volume total des credits attribues dans le cadre de ce programme a atteint 82 millions de dirhams pour

1.186 clients ayant presente 1.305 dossiers) ;

* Le segment des micro-exploitations rurales dont les besoins en financement portent sur des petits montants, est finance par la fondation du CAM de microcredit (Fondation ARDI). A fin 2023, les decaissements cumules des credits ont atteint 4,5 milliards de dirhams, en hausse annuelle de 5,7%. Le nombre de clients actifs a atteint 45.513 clients. La repartition de l'encours global des credits fait ressortir 32% respectivement pour le petit commerce et pour les services, 21,5% pour les petites productions animales et vegetales, et 15% pour l'artisanat.

 **Nouvelle offre d'appui au financement au profit des projets promus par des Marocains Residant a l'Etranger**

Dans le cadre de !'amelioration de l'offre d'appui au financement des projets promus par des Marocains Residant a l'Etranger (MRE), une nouvelle offre-produit a ete destinee a cette

categorie en 2023, qui consiste a reviser le produit «MDM INVEST» avec l'assouplissement de ses criteres d'eligibilite et l'elargissement a d'autres secteurs a forte valeur ajoutee, et a

mettre en place un nouveau produit «MDM TAMWIL» pour financer les investissements de creation et de developpement dans les secteurs eligibles.

 Financements au profit des femmes

Concernant le financement de l'egalite de genre, les travaux se poursuivent dans le cadre de

«!'initiative Gender Lens» lancee en partenariat avec «ONU Femmes», «Tamwilcom», le Groupement professionnel des Banques du Maroc et le Ministere de la Solidarite, de

!'Insertion Sociale et de la Famille. Cette initiative a pour objet de renforcer le financement et l'accompagnement des femmes entrepreneures ainsi que les entreprises encourageant l'egalite de genre. Ainsi, de nouvelles offres financieres dediees aux femmes sont en cours de deploiement, ce qui contribuera a la facilitation de l'acces au financement et a l'autonomisation des femmes.

* + - * 1. ***Financement des start-up et des entreprises innovantes*** Les principales actions menees a ce propos se presentent comme suit :  **Le Fonds «lnnov Invest» et les «Business Angel»**

L'annee 2023 a ete marquee par le lancement d'une nouvelle edition du Fonds «lnnov Invest» (FIi), dans le but de corriger les ecarts de marche constates suite a !'evaluation a mi­ parcours de ce programme. Cette nouvelle edition a notamment pour but de selectionner jusqu'a 20 structures d'accompagnement intervenant dans les phases d'ideation, d'incubation ou de pre-acceleration. Egalement, cette edition vise a accompagner et financer 800 start-up sur une periode de cinq ans. Dans ce cadre, 12 structures d'accompagnement ont ete selectionnees dans le but de distribuer une nouvelle generation de l'offre de financement pre-amorc;:age au titre du FIi.

Aussi, une convention de cooperation a ete conclue le 19 decembre 2023 entre la SNGFE et la Societe financiere internationale (SFI) dans l'optique de renforcer le segment acceleration. La mise en ceuvre de cette composante fait suite a la validation des ajustements qui ont notamment permis de lancer une offre de financement, destinee a ce volet, pour consolider les realisations du FIi pour un montant de 40 millions de dirhams. Cette composante, sera mise en ceuvre en partenariat avec la SFI et se deroulera en deux etapes:

**Premiere etape** : la selection d'un accelerateur de reference charge de concevoir et de gerer l'activite d'acceleration au Maroc;

**Deuxieme etape** : la creation d'un Fonds d'amorc;:age dont la strategie d'investissement peut etre generaliste ou sectorielle et cible des start-up operant au Maroc.

Dans la meme dynamique, des efforts seront deployes pour l'accompagnement des investisseurs providentiels pour accentuer leur role dans le financement des start-up, particulierement au cours des premieres phases de leur cycle de vie. Les Business Angels beneficieront dans le cadre de ce projet d'appui technique afin de les accompagner dans la structuration de leurs reseaux et dans le processus de labellisation.

 **Finance durable**

Dans le cadre des efforts pour le developpement du financement durable et en vue de faciliter la mobilisation des financements, notamment du secteur prive pour la realisation des objectifs de developpement durable et ceux lies a la Contribution Determinee au niveau National (CDN), plusieurs actions ont ete menees dont notamment :

Taxonomie financiere verte : les travaux sont en cours, en collaboration avec les partenaires financiers internationaux et les regulateurs du secteur financier pour

!'elaboration d'une taxonomie financiere verte. L'objectif est la creation d'un systeme de classification de ce qui est considere comme «vert» d'un point de vue environnemental;

Strategie financement vert : suite a la publication du rapport sur «le Climat et le Developpement au Maroc» par la Banque mondiale en novembre 2022, des travaux ont ete lances pour la mise en place d'une strategie de la finance climat/verte qui permettra

d'etablir une vision holistique et integree pour le developpement de ce dispositif, d'estimer le potentiel de financement a mobiliser en vue de la realisation des objectifs

lies a la CDN et de renforcer la gestion des risques climatiques dans le secteur financier;

Verdissement du systeme de garantie : des travaux ont ete lances pour le verdissement du systeme national d'appui au financement des entreprises, compose principalement des mecanismes de garantie, et ce, en vue de promouvoir les projets favorables au climat et les projets verts. Ce projet consiste principalement en

!'integration de la dimension environnementale et climatique dans le processus d'octroi de la garantie pour certains projets;

**Verdissement des organismes de placement collectif,** ii s'agit du lancement d'une reflexion autour du verdissement des Organismes de Placement Collectif, notamment les OPCC, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation (FPCT) et les OPCI. L'objectif etant la mise en place eventuellement de Labels verts ou Environnement, Social et

Gouvernance pour ces organismes en vue de contribuer a la mobilisation des capitaux

et au renforcement des investissements dans les activites et projets verts.

* + - * 1. ***Financement des Tres Petites Petites et Moyennes Entreprises***

Sur la periode 2023-2024, de nouveaux produits ont ete mis en place, permettant d'ameliorer la tresorerie des entreprises et d'accompagner les secteurs et les finalites juges strategiques (export, approche genre). Dans la meme optique, des ameliorations ont ete

apportees aux produits existants et visent a favoriser l'entrepreneuriat feminin et les projets

verts.

En 2023, la garantie de la SNGFE est essentiellement portee par l'activite de garantie generique qui concentre 62% du volume des interventions. Les engagements consentis au titre de cette activite se sont chiffres a 21,6 milliards de dirhams, permettant ainsi la mobilisation d'un volume de credits de pres de 39 milliards de dirhams en faveur d'environ 55.700 operations. En ce qui concerne le 1er semestre de l'annee 2024, l'activite de garantie

generique en faveur des TPME a enregistre un volume de credits de 18,4 milliards de dirhams, avec un volume d'engagements de 10,3 milliards de dirhams au titre de plus de 27.820 operations.

La region de Casablanca-Settat vient en tete avec plus de 45% des engagements accordes au titre de l'exercice 2023, suivie des regions de Rabat-Sale-Kenitra (14%), Marrakech-Safi, Fes-Meknes et Tanger-Tetouan-AI Hoceima (8% chacune). La garantie a beneficie aux entreprises operant principalement dans les secteurs du commerce et de la distribution (34%), du BTP (21%) et de l'industrie (20%).

S'agissant de l'activite de cofinancement, elle a pour objet d'appuyer les programmes d'investissement promus essentiellement par les entreprises operant dans l'economie verte, les projets d'entrepreneuriat s'inscrivant dans le cadre du programme «lntelaka», les projets accompagnes par des lignes de microfinance ainsi que les projets en faveur de l'entrepreneuriat feminin «ILAYKI INVEST» et les projets promus par les Marocains du Monde

«MDM Tamwil».

Le Fonds TAMWIL a enregistre durant l'exercice 2023, un volume d'engagements global de 254,6 millions de dirhams, portant sur 10.043 operations de financement. Durant le

r semestre 2024, l'activite de cofinancement a enregistre un volume d'engagements global

de 143,3 millions de dirhams, portant sur 4.404 operations de financement.

* + - * 1. ***Programme lntegre d,Appui au Financement de rEntrepreneuriat***

Le programme lntegre d'Appui au Financement de l'Entrepreneuriat a travers le mecanisme

«lntelaka», lance suite aux Hautes Orientations Royales, ambitionne d'apporter une solution globale a la problematique d'acces au financement notamment des jeunes porteurs de projet et des TPE. Les conventions signees dans ce cadre portent sur 3 axes :

 Le financement de l'entrepreneuriat via la mise en place du CAS «Fonds d'Appui au Financement de l'Entrepreneuriat» (FAFE), dote de 8 milliards de dirhams sur 3 ans dont, une contribution de 3 milliards de dirhams de l'Etat, 2 milliards de dirhams comme ligne de financement accordee par le Fonds Hassan II pour le Developpement Economique et Social et 3 milliards de dirhams du secteur bancaire. La duree fixee pour le deblocage de la ligne de financement du Fonds Hassan II a ete prolongee de 2 annees, a compter du ie' fevrier 2023 ;

 La coordination des actions des differentes parties prenantes de l'ecosysteme entrepreneurial au niveau des regions;

 La promotion de l'acces des populations rurales et des TPE rurales aux services financiers au sens large et plus particulierement au financement de leurs projets.

Le FAFE s'adresse en priorite aux cibles designees par le Discours Royal, a savoir les TPE, les jeunes dipl6mes porteurs de projets et le soutien a l'export. Ceci, tout en continuant de cibler les categories d'entreprises beneficiant deja d'instruments d'appui public.

A fin 2023, le montant des contributions au FAFE s'est eleve a 6,9 milliards de dirhams, reparti comme suit :

* Versement du budget general de l'Etat : 3 milliards de dirhams;
* Contribution complementaire du secteur bancaire : 2,97 milliards de dirhams;
* Ligne de financement du Fonds Hassan II pour le Developpement Economique et Social : 960,9 millions de dirhams.

S'agissant des depenses, un versement de 2,7 milliards de dirhams a ete effectue au profit de Tamwilcom, dont 100 millions de dirhams au titre de la composante accompagnement du programme.

Concernant les realisations dudit programme, les credits garantis accordes dans le cadre de

«lntelaka» depuis son lancement en 2020, ont totalise plus de 10,1 milliards de dirhams a fin septembre 2024, pour un nombre total de credits de 42.897 au profit de plus de 34.130 entreprises, dont 74% en milieu urbain et 26% en milieu rural, et un engagement de

8,1 milliards de dirhams. Par objet de credits, les credits d'investissement representent 93% du volume total contre 7% pour les credits de fonctionnement.

Les financements engages devraient permettre de generer des investissements d'une enveloppe globale d'environ 18 milliards de dirhams et de contribuer, ainsi, a la creation de plus de 125.640 emplois.

* 1. **7.7.5. *Systeme de facilitation dJacces aux financements participatifs***

En ce qui concerne la garantie des financements immobiliers en faveur des particuliers, le nombre total des beneficiaires de !'intervention du Fonds «Damane lskane» s'est etabli a

162 courant 2023, pour un total de financements de 42 millions de dirhams et un engagement de 21 millions de dirhams. Au titre dur semestre de 2024, les engagements

agrees par le Fonds «Damane lskane» ont enregistre un volume de 8 millions de dirhams pour des financements totalisant 15,9 millions de dirhams.

Aussi, et afin d'accompagner le programme d'aide directe au logement dans la realisation de ses objectifs, l'annee 2024 a ete marquee par une nouveaute au titre du Fonds «Damane lskane». En effet, les produits du Fonds permettront aux acquereurs beneficiaires d'acceder au financement bancaire pour couvrir, le cas echeant, le gap entre le prix d'acquisition du logement et l'apport personnel y compris l'aide directe.

A cet egard, le prix du logement eligible a la garantie Fogarim-lskane a ete releve a

300.000 dirhams au lieu de 250.000 dirhams auparavant.

Par ailleurs, l'activite de la fenetre participative de TAMWILCOM «DAAMA TAMWIL» a concerne, au cours de l'annee 2023, quasi exclusivement la garantie des financements accordes aux TPME. Cette activite est portee par le Fonds «Damane Moukawala», permettant de garantir le financement des besoins des entreprises. Au cours de l'exercice 2023, les engagements accordes au titre de ce Fonds ont totalise 319 millions de dirhams, donnant lieu

a un volume de financement de 523 millions de dirhams.

A fin juin 2024, les engagements accordes au titre du Fonds «Damane Moukawala» ont enregistre un volume de 174,8 millions de dirhams, avec un volume de financement de 345,1 millions de dirhams.

***111.2.7.7.6. Diversification et modernisation des instruments dJappui et de financement de reconomie***

Les efforts de diversification des sources de financement et de developpement du marche domestique se poursuivront durant l'annee 2025 a travers notamment:

 Le lancement des travaux preparatoires pour la realisation d'une seconde emission de certificats de Sukuk souverains sur le marche domestique :

Afin d'accompagner le developpement de l'ecosysteme de la finance participative au Maroc, en offrant aux nouveaux arrivants sur ce marche, a savoir les compagnies d'assurances Takaful et les societes de gestion collective de l'epargne participative, des instruments

d'investissement conformes a la Charia et de diversifier les instruments de financement du Tresor et sa base d'investisseurs, des travaux preparatoires ont ete lances pour la realisation d'une seconde emission de certificats de Sukuk. Ces travaux portent notamment sur la selection de l'etablissement gestionnaire qui sera charge de !'arrangement de !'operation et sur la creation et la gestion du fonds qui emettra les certificats de Sukuk envisages.

L'emission en question sera realisee au cours de l'annee 2025 apres l'obtention de l'avis de conformite Charia de la part du Conseil Superieur des Oulemas.

 L'emission d'un Green/Sustainable Bonds :

Dans le cadre de la diversification des instruments de financement, une operation d'emission d'obligations vertes/durables sur le marche financier international est en cours de preparation.

Cette operation permettrait de confirmer la reputation du Maroc comme pays ecologique respectueux de l'environnement et de la biodiversite, d'etablir un benchmark pour les entreprises marocaines souhaitant se financer sur le marche international des Green/Sustainable Bonds et d'elargir et de diversifier la base des investisseurs internationaux en attirant ceux qui integrent les criteres environnementaux et sociaux dans leur strategie d'investissement.

***111.2.1.7.7. Systeme de garantie des Etablissements et Entreprises Publics***

Le Fonds de Garantie destine specifiquement aux EEP (FGEEP) a ete transfere a Tamwilcom (SNGFE) en 2022, suite a l'arrete de la Ministre de l'Economie et des Finances n°849-12. La

SNGFE accorde desormais la garantie sur son compte propre. Le perimetre de la garantie a ete elargi egalement aux societes delegataires de services publics pour les projets et programmes arretes dans un cadre conventionnel avec l'Etat.

Depuis la mise en place de ce nouveau dispositif, les engagements de garantie au titre des financements sur le marche local ont depasse 26 milliards de dirhams a fin 2023, au profit de plusieurs EEP et autres organismes dont l'ONCF, l'ONEE, la RAM, l'ONDA, l'ANP et les

Societes et Regies delegataires de la distribution d'eau et d'electricite.

***111.2.1.7.8. Produits de garantie des prets au logement FOGARIM et le FOGALOGE***

Les realisations des trois premiers trimestres 2024 se presentent comme suit:

 La garantie FOGARIM : destinee aux menages a revenu faible et/ou irregulier, dont les engagements se sont etablis a 685,9 millions de dirhams. Le nombre de beneficiaires est de 7.114 pour un montant de credits mobilises ayant atteint 946 millions de dirhams;

 La garantie FOGALOGE : destinee a la classe moyenne, dont le nombre de prets accordes a atteint 4.097 prets, correspondant a un volume de credits d'environ 1.395,5

millions de dirhams, pour un engagement global de 688,1 millions de dirhams.

A cet egard, l'encours des engagements au titre des produits de garantie des prets au logement FOGARIM et le FOGALOGE s'est etabli a fin juin 2024 a 19,8 milliards de dirhams ventiles a hauteur de 13 milliards de dirhams pour le FOGARIM et 6,8 milliards de dirhams

pour le FOGALOGE.

* + - 1. *Operationnalisation du Fonds Mohammed VI pour f'lnvestissement*

Suite a la nomination du Directeur general et la constitution des organes de gouvernance du Fonds, un appel a manifestation d'interet a ete lance le 8 mai 2023 pour le recrutement des societes de gestion qui se chargeront de la gestion des futurs fonds thematiques et sectoriels a mettre en place. A ce titre, des lettres d'engagement ont ete signees pour une

liste de 17 societes de gestion preselectionnees en vue de la mise en place de fonds thematiques destines a !'agriculture, l'industrie, le tourisme, le transport et logistique en plus de fonds generalistes.

Dans le meme cadre, le Fonds a procede au lancement, en date du 15 avril 2024, de l'appel a manifestation d'interet en vue de selectionner des societes de gestion pour la creation et la gestion de fonds dedies aux start-up.

Par ailleurs, ledit Fonds a procede, le 5 mars 2024, au lancement d'un produit de quasi-fonds propres «CapAccess» dans le cadre de credits bancaires conjoints a destination de PME en partenariat avec la SNGFE et 11 banques partenaires.

* + - 1. *Renforcement des dispositifs de soutien a Pentreprise*
  1. **7.9. 7. *Appui aux Tres Petites Petites et Moyennes Entreprises***

Le Gouvernement a instaure un nouveau dispositif d'appui aux TPME, prone par la loi-cadre n°03-22 formant Charte de l'investissement. Ainsi, l'annee 2024 a ete consacree a la

finalisation des derniers parametres dessinant le contour de ce nouveau dispositif afin d'atteindre les objectifs qui lui sont assignes.

A cet effet, et bien que le cadre contractuel relatif a l'ancien programme d'appui a l'investissement est arrive a terme, les paiements se poursuivront au profit des projets beneficiaires dans le cadre de l'ancien programme en attendant la transition vers le nouveau

dispositif.

Depuis le lancement du programme en juillet 2015 et a fin 2023, le nombre global des projets des TPME accompagnees a atteint 8.394 projets (dont 7.014 projets d'appui a !'assistance technique) pour un budget global de 4.797 millions de dirhams.

Pour ce qui est de l'appui a l'investissement, le nombre des projets retenus a atteint 1.380 projets permettant la mobilisation d'un investissement de 20.792,4 millions de dirhams et la creation de 200.070 emplois directs et indirects.

Sur la periode 2017-2022, le nombre de projets d'investissement acheves des TPME est de

166 projets, la realisation de l'investissement a atteint un niveau de 94%, pour la creation d'emplois directs, le taux de realisation est de 127%.

* + - * 1. ***Developpement de rinfrastructure technologique et de rtnnovation lndustrielle***

Le bilan des realisations au titre de la periode 2023-2024 des principaux projets lances, se presente comme suit :

 Centres Techniques lndustriels

Au titre de l'annee 2023, les Centres Techniques lndustriels (CTI) ont rec;:u 49 demandes de financement pour beneficier du soutien de l'Etat dans le cadre du Fonds d'Appui aux CTI (FACET). Sur ces 49 demandes, 43 accords ont ete delivres, pour un montant d'environ 86,8 millions de dirhams, repartis comme suit :

8 prestations relatives a !'innovation et a !'amelioration technique et technologique;

27 projets de developpement (R&D, etudes techniques, etc.);

4 projets de developpement de normes et certification «produit»;

3 projets de developpement d'une nouvelle activite;

1 projet specifique de partenariat lndustriel/technique/technologique.

Par ailleurs, une nouvelle convention-cadre relative a la mise en reuvre du plan de developpement des CTI a ete signee pour la periode 2023-2026, pour mettre en place un nouveau cadre contractuel et permettre a l'Etat de poursuivre l'accompagnement du

developpement de ces centres et de les aider a se positionner en tant que plateforme technique et technologique au service des entreprises industrielles.

 Soutien a la mise en place des clusters industriels marocains

A fin septembre 2024, 12 clusters industriels ont ete declares operationnels et ont beneficie de l'appui de l'Etat. lls operent dans les secteurs industriels et/ou technologiques, notamment l'aeronautique, l'electronique, les energies renouvelables et le developpement durable, le textile, l'agro-industrie, le secteur de developpement de produits medicaux et biomedicaux, l'hydrogene vert et la valorisation des ressources naturelles.

 Mise en place des Cites de !'Innovation

Ce projet vise a mettre en place une plateforme technologique de haut niveau a l'echelle regionale, composee d'un incubateur/pepiniere pour les start-up innovantes et pour les projets de recherche scientifique et d'innovation, d'un bureau de transfert de technologie et d'un centre de prototypage. A fin septembre 2024, 6 projets de cites de !'innovation ont ete lances en partenariat avec les universites publiques marocaines dans les villes d'Agadir, Marrakech, Fes, Rabat, Settat et Oujda.

 Programme d'appui «Tatwir R&D et Innovation lndustrielle»

Le programme d'appui a !'innovation industrielle, ayant fait l'objet d'une convention signee fin 2022, ambitionne de profiter a 100 projets par an avec une enveloppe budgetaire annuelle de 300 millions de dirhams sur la periode 2023-2025.

A l'issue de la 1ere edition de l'appel a projets relatif audit programme, 75 projets de R&D et

d'innovation industrielle ont ete retenus pour beneficier d'un financement de l'Etat. Le coot global de ces projets s'eleve a 491 millions de dirhams, dont un montant de 188,9 millions de dirhams (soit pres de 40%) a ete octroye par l'Etat sous forme de primes a !'innovation.

Lesdits projets, repartis sur plusieurs regions, concernent des secteurs industriels diversifies et sont portes par 50 entreprises industrielles, dont 10 grandes entreprises, 20 PME et 20 start-up.

La 2eme edition de l'appel a projets au titre de l'annee 2024 a ete lancee pour identifier et selectionner les meilleurs projets de R&D et d'innovation industrielle eligibles a l'appui de

l'Etat.

 Accompagnement a la mise en place d'infrastructures technologiques, notamment a travers la signature en date du 5 juillet 2023 de la convention de partenariat avec la Fondation de Recherche, de Developpement et d'lnnovation en Sciences et lngenierie (FRDISI), pour la mise en place du Centre de Recherche, de Developpement, d'lnnovation et d'lncubation de l'Ecole Superieure de Genie Biomedical et des Techniques de Sante

«SUPTECH SANTE». Conformement a cette convention, la subvention financiere pour ce

projet, d'un montant de 15 millions de dirhams, a ete versee a la FRDISI en 2023.

II est prevu en 2025 de poursuivre le soutien a la mise en place des plateformes technologiques, afin d'apporter le soutien financier et l'accompagnement necessaires a la promotion et a !'emergence de projets de R&D et d'innovation industrielle dans le domaine

de la sante.

* + 1. *Promotion de f'emploi*

Compte tenu de son importance pour la cohesion economique et sociale, en plus d'etre une pierre angulaire dans la construction de l'Etat social, le Gouvernement a place l'emploi au creur de ses priorites pour la seconde moitie de son mandat.

Cette orientation strategique s'est traduite par !'adoption d'une feuille de route dediee a l'emploi basee sur une analyse exhaustive, multidimensionnelle et multisectorielle, abordant plusieurs aspects cruciaux du fonctionnement du marche a travers le prisme de l'offre et de

la demande.

S'appuyant sur ces evaluations approfondies, le Gouvernement s'apprete a deployer un plan d'action avec des mesures concretes et ciblees, dont le lancement est prevu a partir de 2025, en vue d'apporter des solutions structurelles et efficaces aux defis complexes et persistants

du marche du travail.

En effet, la mise en reuvre de la charte de l'investissement et le deploiement des differentes strategies sectorielles, ainsi que les grands chantiers d'infrastructures permettront de donner une grande impulsion a la creation de l'emploi.

En parallele, de nouvelles mesures seront introduites au titre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, en vue d'ameliorer l'efficacite des dispositifs existants de promotion de l'emploi, de preserver l'emploi rural, de soutenir le developpement des Tres petites, Petites et Moyennes Entreprises (TPME) et de promouvoir l'activite feminine. De plus, un accent particulier sera mis sur le renforcement du pilotage et de la gouvernance de ces initiatives pour en assurer le succes et l'impact durable.

Ainsi, une enveloppe additionnelle de pres de 14 milliards de dirhams sera mobilisee au titre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 pour le deploiement des 3 principaux axes de la feuille de route de l'emploi :

 Axe 1 : Stimulation de l'investissement (+12 milliards de dirhams)

II s'agit de stimuler la creation de valeur et sa traduction en emplois a travers la poursuite de la mise en reuvre de la nouvelle charte de l'investissement qui place la creation d'emplois au creur de ses priorites par le biais des mesures incitatives specifiquement con<;:ues pour encourager les investissements generateurs d'emplois stables, particulierement dans les

secteurs a forte valeur ajoutee. En effet, cette charte prevoit des primes plus importantes

pour les projets qui s'engagent a creer un nombre plus significatif d'emplois directs.

Par ailleurs, et en sus du dispositif dedie aux grandes entreprises en vigueur depuis mars 2023, une attention particuliere sera accordee au renforcement de la dynamique et de la

resilience du segment des TPME. Dans cette perspective, le dispositif d'appui aux TPME, prevu par la charte de l'investissement, sera deploye comme levier strategique majeur a partir de 2025.

En effet, ce dispositif serait appele a devenir le canal unique et centralise de l'aide a l'investissement au profit des TPME, integre dans un ecosysteme structure ou chaque acteur aura un role defini. L'objectif etant d'adopter une approche integree visant a rationaliser les interventions, a eviter la dispersion des efforts, et a favoriser un developpement coherent du

tissu des TPME.

Dans un registre parallele, la dynamique de developpement portee par les grands chantiers d'infrastructure particulierement dans les domaines du sport, de !'habitat et de !'agriculture ainsi que les strategies sectorielles notamment en matiere de digital et du tourisme, constituerait une opportunite majeure pour une croissance inclusive et durable riche en emplois.

 Axe 2: Maintien de l'emploi rural (+l milliard de dirhams)

Le maintien de l'emploi rural, face aux mutations profondes du secteur agricole, est considere comme un enjeu crucial necessitant une approche multidimensionnelle. La

conjugaison de la mecanisation croissante, de !'evolution des pratiques culturales et des defis climatiques recurrents remodele significativement le paysage de l'emploi rural, appelant a des reponses innovantes et adaptees.

Dans cette optique, et suite a la succession des annees de secheresse aigues qu'a connues notre pays, le Gouvernement a deploye, pour la campagne agricole 2024-2025, un ensemble de mesures urgentes visant a preserver l'emploi rural et la stabilite socio-economique du secteur agricole. Ces initiatives visent a maintenir la viabilite des exploitations agricoles et de

reconstituer le cheptel national, consideres comme deux sources importantes d'emplois en milieu rural. Parmi ces mesures figurent egalement !'exoneration de la TVA a !'importation et la suspension des droits d'importation appliquees aux animaux vivants des especes bovine, ovine, caprine et camelide, a certaines viandes rouges ainsi qu'au riz cargo et a l'huile d'olive, ainsi que la poursuite du soutien aux prix des intrants agricoles tels que l'orge, les aliments

composes, les semences et les engrais.

 Axe 3 : Amelioration de l'efficience des programmes de promotion de l'emploi

(+l milliard de dirhams)

Afin d'optimiser l'efficacite et !'inclusion des programmes actifs de l'emploi, une serie de mesures sera deployee pour affiner le ciblage des dispositifs existants, pallier leurs dysfonctionnements et ameliorer leur portee a partir de l'annee 2025. II s'agit principalement de l'elargissement des contrats insertion et du programme «TAEHIL» aux non dipl6mes,

offrant ainsi une reponse a un segment de la population jusqu'alors moins touche par les

programmes actifs de l'emploi.

En complement de cette approche inclusive, l'ajustement de certains parametres des deux programmes «Formation-insertion» et «TAEHIL» sera opere a travers notamment la revue de la duree de stage, le plafonnement du nombre de contrats d'insertion par entreprise, ainsi

que !'implication accrue des acteurs publics de formation et les instituts a gestion deleguee dans le cadre du programme «TAEHIL». L'objectif etant de promouvoir une insertion professionnelle a la fois plus rapide et plus perenne.

Dans la continuite de ces efforts, la formation par apprentissage a ete identifiee egalement comme un levier incontournable d'insertion professionnelle a deployer a grande echelle pour combler le fosse grandissant entre les competences academiques et les besoins des entreprises. Pour accroitre son attractivite et son efficacite, l'accent sera mis sur

!'optimisation de sa gouvernance et de ses aspects operationnels. Cela se traduirait par la mise en place de contrats-programmes impliquant tous les acteurs concernes, ainsi qu'une forte mobilisation des instituts a gestion deleguee, de l'OFPPT, des CMC et de l'ANAPEC pour ameliorer !'immersion et !'insertion professionnelle des apprentis.

Ces mesures visent a etendre la portee des programmes actifs de l'emploi, avec pour objectif d'atteindre 217.500 beneficiaires en 2025, tout en augmentant le nombre d'apprentis a

100.000 au titre de la formation par apprentissage.

* + 1. *Poursuite de Peffort de 1 investissement public*
       1. ***Gestion des ressources en eau : un chantier prioritaire pour le Gouvernement***

Le Maroc souffre d'un stress hydrique qui ne cesse de se complexifier du fait de la secheresse, de l'impact du changement climatique et de la croissance naturelle de la demande. Les annees consecutives de secheresse ont profondement affecte les reserves hydriques superficielles et souterraines, rendant la situation hydrique plus precaire et plus complexe.

Le Discours prononce par Sa Majeste le Roi a !'occasion de la Fete du Trone, constitue un appel pour mener une reflexion profonde et novatrice sur la problematique de l'eau. II a fixe les contours d'une politique de l'eau innovante en vue de faire face a la penurie des reserves en eau, ce qui exige d'accorder une attention particuliere a une mise en reuvre appropriee des projets pour resoudre cette problematique. A ce titre, le Gouvernement accorde une importance particuliere a la problematique de la gestion des ressources en eau.

* + - 1. **7. *Mesures d urgence pour la securisation de Palimentation en eau potable***

En complement des mesures d'urgence lancees par le Gouvernement au titre des annees 2020, 2021 et 2022 pour un montant global de 8,72 milliards de dirhams dans le cadre de la securisation de l'alimentation en eau potable des zones les plus deficitaires, de nouvelles mesures d'urgence ont ete lancees en 2023 et 2024. En effet, le Comite du pilotage du Programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et !'Irrigation 2020-2027 (PNAEPI 20-27) tenu le 15 septembre 2023, a adopte un programme d'un cout global de 3,04 milliards de dirhams a raison de 889 millions de dirhams en 2023, de 1,64 milliard de dirhams en 2024, et de 513 millions de dirhams au-dela de 2024. Les principaux projets a realiser dans le cadre de ce programme concernent:

 La securisation de l'alimentation en eau potable du Grand Tanger (Transfert a partir de Oued Al Makhazine) pour un montant de 840 millions de dirhams;

 Le complement du programme de la depollution de Sebou pour un montant de 400 millions de dirhams;

 L'alimentation en eau potable des zones rurales des provinces de Safi, d'EI Youssoufia et d'EI Jadida, a partir des stations de dessalement de l'OCP de Safi et de Jorf Lasfar pour un montant de 669 millions de dirhams ;

 L'alimentation en eau potable en milieu rural par camions-citernes pour un montant de 285 millions de dirhams.

Aussi, suite a la situation critique des barrages, notamment, le barrage d'AI Massira, une convention portant sur la securisation de l'alimentation en eau potable de Casablanca a ete signee fin 2023. Dans ce cadre, deux projets sont en cours de realisation et portent sur:

 Une adduction d'eau potable dessalee entre la station de dessalement de l'OCP a Jorf Lasfar et la ville de Casablanca pour un cout de 1,17 milliard de dirhams;

 Des conduites d'alimentation et de distribution d'eau potable de la zone sud-ouest de Casablanca pour un cout de 171 millions de dirhams.

Egalement, une convention de partenariat pour le financement et la realisation des actions urgentes d'approvisionnement de la population en eau potable, a ete signee en fevrier 2024, pour la mise en reuvre des differentes actions de securisation de l'alimentation en eau potable (AEP) des zones impactees par le deficit hydrique pour un montant global de 3,19 milliards de dirhams. Cette convention vise essentiellement la realisation d'un vaste programme d'acquisition et d'exploitation des stations monoblocs de potabilisation (dessalement et demineralisation) pour un montant de 2,34 milliards de dirhams.

* + - * 1. ***Poursuite de la mise en ceuvre du Programme National pour rApprovisionnement en Eau Potable et rtrrigation (PNAEPI) 2020-2027***

Dans le cadre de la mise en reuvre du Programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et !'Irrigation 2020-2027 (PNAEPI 20-27), plusieurs projets ont ete lances dont les principales realisations se presentent comme suit :

 Developpement de l'offre

**Grands barrages** :

Le Maroc dispose actuellement d'un patrimoine de 154 grands barrages d'une capacite totale de plus de 20,7 milliards de m3 et de 146 petits barrages permettant a notre pays de repondre efficacement aux besoins en eau (potable, industrielle et touristique), d'assurer

!'irrigation a grande echelle, de se proteger contre les inondations et de contribuer a la production de l'energie hydro-electrique. En 2024, deux grands barrages ont ete mis en eau,

ii s'agit du barrage Mdez dans la province de Sefrou et du barrage Fask dans la province de Guelmim. Aussi, l'annee 2024 connaltra l'achevement du barrage Koudiat Borna dans la province de Sidi Kacem et la mise en eau du barrage Ghiss dans la province d'AI Hoceima, ainsi que la poursuite des travaux de 15 autres grands barrages, a savoir:

* Barrages de Sidi Abbou (Taounate), et de Bni Azimane (Driouch) dont l'achevement est prevu en 2025 ;
* Barrages Ait Ziat (Al Haouz), Targa Oumadi (Guercif), Boulaouane (Chichaoua), surelevation du barrage Mokhtar Soussi (Taroudant), Tamri (Agadir), Kheng Grou (Figuig), Sakia El Hamra (Laayoune), et surelevation du barrage Mohamed V

(!'Oriental) dont l'achevement est prevu en 2026;

* Barrages Oued Lakhdar (Azilal) et Taghzirt (Beni Mellal), dont l'achevement est prevu en 2027 ;
* Barrage Ratba (Taounat) dont l'achevement est prevu en 2028;
* Barrages Ribat El Kheir (Sefrou) et surelevation du barrage lmfout (Settat) dont l'achevement est prevu en 2029.

Par ailleurs, ii est prevu, au titre de l'annee 2025, le lancement de la construction de trois grands barrages dans le cadre du PNAEPI 20-27.

lnterconnexion entre systemes hydrauliques :

Une premiere tranche urgente du projet d'interconnexion reliant les bassins de Sebou et de Bouregreg avec un debit de 15 m3/s a ete realisee, pour un cout de 6 milliards de dirhams. Ce

projet vise la securisation de l'approvisionnement en eaux de la zone c6tiere Rabat­ Casablanca.

Suite aux Hautes Instructions Royales contenues dans le Discours prononce a !'occasion du 25eme anniversaire de la Fete du Trone, les etudes sont en cours pour le lancement de la realisation des grands projets de transfert d'eau entre les bassins hydrauliques, en assurant la connexion entre le bassin de Oued Laou-Larache et Loukous et celui de Oued Oum Er-Rbia, en passant par les bassins du Sebou et de Bouregreg.

Ces projets permettront !'exploitation d'un milliard de m3 d'eau qui se perdaient dans la mer et garantiront une repartition spatiale equilibree des ressources hydriques nationales.

Dessalement de l'eau de mer :

Suite aux Hautes Orientations Royales, une feuille de route de dessalement de l'eau de mer a ete elaboree pour assurer la mobilisation de plus de 1,7 milliard de m3/an avec un objectif d'assurer la couverture de plus de la moitie des besoins en eau potable a partir des stations de dessalement et !'irrigation d'importantes superficies agricoles, et ce, a !'horizon 2030.

Cette feuille de route a ete elaboree en tenant compte des aspects energetiques notamment a travers des synergies avec le programme du Maroc en Hydrogene vert et le developpement des energies renouvelables pour les differentes stations deja achevees, celles en cours et celles qui sont programmees.

Dans le meme sillage, le Prince Heritier Moulay El Hassan a donne en date du 10 juin 2024, le coup d'envoi des travaux de realisation de la station de dessalement de l'eau de mer du Grand Casablanca. La mise en service de la premiere phase du projet est prevue fin 2026 avec une capacite de production annuelle de 200 millions de m3 et la deuxieme phase en mi- 2028 pour une capacite additionnelle annuelle de 100 millions de m3.

Petits barrages et lacs collinaires :

Dans le cadre de la mise en ceuvre de la convention signee pour la periode 2022-2024 evaluee a 4,27 milliards de dirhams, les marches de realisation et de rehabilitation de 22 petits barrages ont ete lances pour un montant de 1,38 milliard de dirhams.

Suite aux resolutions du 4eme Comite du pilotage du PNAEPI 20-27, la 2eme partie du programme pluriannuel pour la periode 2025-2027 sera etablie pour un cout de 4,2 milliards de dirhams.

 Gestion de la demande, economie et valorisation de l'eau

Economie d'eau potable industrielle et touristique :

Cet axe du PNAEPI 20-27 comporte les composantes relatives a :

L'augmentation de l'autonomie de reserve en eau potable : plus de 277 projets sont concernes totalisant un investissement de 3,05 milliards de dirhams, dont 105 projets acheves pour un montant de 1,016 milliard de dirhams et 38 projets en cours de realisation pour un montant de 747 millions de dirhams. Le taux d'engagement des projets d'autonomie de stockage s'eleve a 58% et le taux de realisation est de

l'ordre de 45%;

L'amelioration des rendements des installations de distribution d'eau potable : le PNAEPI 20-27 vise a atteindre un rendement de 78% au niveau national. Ce

programme beneficie d'un investissement global de 10,44 milliards de dirhams. Le taux d'execution financiere s'eleve a 39%.

Reconversion a !'irrigation localisee :

Cet axe, qui a pour objectifs principaux, !'attenuation du deficit hydrique, la preservation des ressources en eau et le doublement de la valorisation du m3 d'eau, concerne les deux composantes suivantes :

Modernisation des systemes d'irrigation collectifs : une superficie de 48.000 ha a ete modernisee et les travaux sont en cours sur environ 42.000 ha;

Equipement des exploitations en irrigation localisee : a ce titre, les efforts poursuivis durant le premier semestre de l'annee 2024 ont permis d'atteindre une superficie globale de 250.500 ha equipee en irrigation localisee pour la periode 2020-2024. Cela porte la superficie cumulee equipee en irrigation localisee a

850.000 ha.

Amenagement hydro-agricole :

Pour cet axe, le PNAEPI 20-27 a prevu, principalement, deux projets a savoir:

Projet de sauvegarde de !'irrigation de la plaine du Sa"iss sur 30.000 ha : le

premier semestre de l'annee 2024 a connu, notamment, l'achevement des travaux de realisation du reseau de distribution a l'interieur des secteurs sur 10.440 ha du projet

de la plaine du Sa'fss, la finalisation des etudes d'execution du reseau de distribution sur 20.000 ha et la campagne de souscription des agriculteurs a ce projet sur

20.000 ha;

Projet d'amenagement hydro-agricole de la zone sud-est de la plaine du Gharb sur 30.000 ha : durant le premier semestre de 2024, les etudes techniques (projet d'execution) de !'adduction «Tete Morte» ont ete achevees, tandis que les etudes techniques (projet d'execution) de !'adduction principale «Hricha» sont en cours. De

meme, la preparation du financement de ces ouvrages principaux est en cours de finalisation avec l'Agence Japonaise de Cooperation Internationale (JICA).

 Renforcement de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural

Le PNAEPI 20-27 prevoit le renforcement de l'approvisionnement en eau potable (AEP) en milieu rural, pour un coot global de 28,26 milliards de dirhams. Dans ce sens, l'annee 2024 a ete caracterisee par la poursuite de la mise en ceuvre du programme d'AEP des centres et douars pour la periode 2022-2024, evalue a 4,31 milliards de dirhams. Ainsi, les travaux

concernant 8.753 centres ont ete acheves et ceux portant sur 4.975 douars sont en cours.

Concernant les financements a mobiliser par le budget general de l'Etat, une enveloppe de 1,32 milliard de dirhams est programmee au titre de 2025 au profit de l'AEP rural.

* + - 1. *Poursuite des grands chantiers d infrastructures*

 Infrastructures routieres et autoroutieres

* Demaine routier

Les operations programmees au titre de l'annee 2025 concernent, essentiellement :

* + La poursuite de la realisation des actions urgentes inscrites dans le cadre du Programme d'urgence de rehabilitation et d'aide a la reconstruction des logements

detruits au niveau des zones sinistrees par le seisme d'AI Haouz, notamment la mise a niveau de deux tron<;:ons de la route nationale RN7, reliant «Ouirgane» a «Tlat N'yacoub» dans la province d'AI Haouz sur une longueur de 34 km, et «Tizi N'tasset» a «Tafinghout» dans la province de Taroudant sur une longueur de 30 km. Le cout

global s'eleve a 665,5 millions de dirhams;

* + La poursuite et le lancement des projets d'infrastructures routieres inscrits dans le cadre des contrats-programmes Etat-Regions signes pour une enveloppe globale de 17,13 milliards de dirhams dont un montant de 7,02 milliards de dirhams relatif a la

contribution du Ministere de l'Equipement et de l'Eau. Dans ce cadre, les credits inscrits au titre de l'annee 2025 portent sur un montant global de 480 millions de dirhams en credits de paiement et 3,08 milliards de dirhams en credits d'engagement;

* + La poursuite de la realisation de la connectivite routiere au Nouveau Port Nador West Med (NWM). Les credits programmes en 2025, soit 200 millions de dirhams en credits de paiement et 1,7 milliard de dirhams en credits d'engagement, correspondent a la consolidation des marches relatifs au dedoublement de la RN2 et

l'amenagement de la RN16;

* + La poursuite des travaux touchant !'ensemble des operations de maintenance du reseau routier et ouvrages d'art menac;:ant ruine avec une dotation budgetaire d'environ 2 milliards de dirhams programmee au titre du CAS intitule «Fonds Special

Routier» au titre de l'annee 2025.

* **Demaine autoroutier**

Les operations programmees au titre de l'annee 2025 concernent, notamment :

* + La poursuite de la realisation de l'autoroute Guercif-Nador sur 104 km au titre des connectivites des infrastructures au NWM. Les credits programmes au titre de l'annee 2025, soit 752 millions de dirhams en credits de paiement et 5,8 milliards de dirhams en credits d'engagement, permettront de consolider les marches lances

en 2023 et 2024 ;

* + La poursuite de la realisation des travaux de la section autoroutiere TitMellil­ Berrechid pour un cout estime a 2,5 milliards de dirhams (hors taxes). Le taux d'avancement des travaux a fin aout 2024 est de 40%.
* **Securite routiere**

L'Agence Nationale de la Securite Routiere (NARSA) a poursuivi en 2024 la mise en ceuvre de la Strategie Nationale de la Securite Routiere 2017-2026 visant a reduire le nombre de morts causes par les accidents de la route a !'horizon 2026 a moins de 1.900 et a mettre en place un systeme routier securise. Les principales actions menees dans ce

sens concernent :

* + Le lancement du projet «Safe Autocar» 2024-2026 d'un cout total de 690 millions de dirhams, visant a renouveler le pare du transport public des voyageurs de plus de

15 ans d'age par des vehicules neufs ou d'occasion de moins de 7 ans, et ce, afin

d'ameliorer l'attractivite du transport public des voyageurs interurbain, d'elever la qualite des services offerts aux usagers, de renforcer la securite et d'ameliorer les conditions de travail des conducteurs. Ce projet inclut le renouvellement des vehicules et leur equipement avec des dispositifs de securite routiere et prevoit, egalement, !'acquisition de simulateurs de conduite et d'autocars pour les tests pratiques;

* + Le lancement d'une nouvelle edition du «Programme de prime de renouvellement et

de la prime a la casse des vehicules» suite a l'achevement de celui couvrant la periode 2019-2023;

* + Le lancement, en partenariat avec les collectivites territoriales, d'un ensemble de projets a forte valeur ajoutee, notamment en matiere de securite des pietons;
  + La reforme de l'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire.

Pour l'annee 2025, les actions prevues porteront, notamment, sur la poursuite des principaux chantiers suivants :

* + La poursuite de la mise en ceuvre des programmes «Safe autocar» et «prime de

renouvellement et de la prime a la casse des vehicules», ainsi que la politique de sensibilisation et de communication autour de la securite routiere;

* + L'amelioration de la securite routiere sur les axes routiers accentogenes et strategiques en partenariat avec les differents partenaires (ONCF, protection civile, collectivites territoriales, etc.);
  + La poursuite du programme de la formation des conducteurs professionnels;
  + L'organisation de la 4eme Conference ministerielle mondiale sur la securite routiere prevue en fevrier 2025 a Marrakech.

 Infrastructures portuaires

L'annee 2025 prevoit la poursuite et le demarrage de projets portuaires d'envergure, a

savoir:

* La poursuite de la realisation des travaux du Nouveau Port Dakhla Atlantique avec une enveloppe budgetaire d'environ 13 milliards de dirhams. Les credits programmes au titre de l'annee 2025 portent sur la consolidation des marches pour un montant de 2,16 milliards de dirhams en credits de paiement et 7,27 milliards de dirhams en credits d'engagement ;
* Le lancement, dans le cadre du PDR de la region de Rabat-Sale-Kenitra, du projet de protection du littoral de Sidi Moussa a Sale Clere phase) pour un cout estime a 563,8 millions de dirhams dont un montant de 281,8 millions de dirhams relatif a la

contribution du budget general. Les credits programmes en 2025 portent sur

60 millions de dirhams en credits de paiement et 503 millions de dirhams en credits d'engagement ;

* La poursuite de la realisation du projet d'extension des ouvrages de protection du port de Casablanca pour un cout global estime a 1,183 milliard de dirhams. Les credits inscrits

au titre de l'annee 2025 portent sur la consolidation des marches, soit 158 millions de dirhams en credits de paiement et 269,5 millions de dirhams en credits d'engagement. Par ailleurs, le taux d'avancement des travaux est de 37%.

 **Infrastructures ferroviaires**

Le domaine des Infrastructures ferroviaires, a connu, pour sa part, la programmation au titre de l'annee 2024 des operations suivantes :

* La poursuite des etudes et des acquisitions foncieres preliminaires de la nouvelle LGV reliant Tanger a Agadir en passant par Marrakech, dont le cout global est estime a 1,44 milliard de dirhams, et ce, dans le cadre de la mise en reuvre du plan d'equipement ferroviaire a grande vitesse (LGV);
* L'accompagnement de la candidature du Maree a !'organisation de la Coupe du Monde de Football 2030 : dans ce cadre, l'Etat, en collaboration avec les regions, examine le schema de financement d'un nouveau service de transport urbain et regional par chemin de fer (RER) dans les regions de Casablanca-Settat et Rabat-Sale-Kenitra ;
* La poursuite du financement des etudes et prestations foncieres liees au projet de la connectivite ferroviaire au Port NWM.

Par ailleurs, en 2025, l'ONCF envisage la poursuite des projets d'infrastructures ferroviaires deja lances. Ainsi, afin de renforcer la securite ferroviaire, l'ONCF prevoit egalement de finaliser la mise en reuvre du programme 2019-2025 de securisation du perimetre ferroviaire, incluant la suppression des passages a niveau remplaces par des ouvrages d'art, !'installation de dispositifs de securite, la cloture des perimetres et la construction de ponts pour pietons.

 **Transport aerien**

Le developpement des aeroports nationaux a connu des avancees significatives en 2024 :

* **Aeroport de Rabat-Sale** : les travaux de construction et d'equipement de la nouvelle aerogare et des infrastructures aeroportuaires ont progresse de 65%;
* **Aeroport de Tetouan** : la realisation d'une nouvelle piste au niveau de l'aeroport Sania Ramel et la construction en cours de la nouvelle aerogare;
* **Aeroport d'Al Hoceima** : !'acquisition du foncier necessaire pour !'extension et le developpement de l'aeroport de Cherif Al ldrissi d'AI Hoceima;
* La mise en place d'un nouveau systeme informatique pour traiter les operations aeroportuaires, permettant, in fine, un partage d'informations en temps reel avec les differentes parties prenantes. Grace a ces efforts, l'aeroport Mohammed V a re<;:u trois certifications du Conseil International des Aeroports en mars 2023, meilleur aeroport africain dans sa categorie, aeroport avec les employes les plus devoues et aeroport le plus facile d'acces en Afrique.

Parallelement a ces mesures, le Gouvernement a poursuivi, en 2024, son soutien aux lignes aeriennes nationales, pour contribuer a la promotion des territoires et la valorisation de leur patrimoine culture! et touristique.

 **Transport maritime**

**A** !'occasion du 4geme anniversaire de la Marche Verte, Sa Majeste le Roi a donne ses Hautes Instructions en vue de reflechir a la mise en place d'une flotte de marine marchande en phase avec les besoins maritimes nationaux et regionaux. A cet effet, le Gouvernement prepare, actuellement, une consultation pour elaborer une strategie nationale visant a developper l'activite du transport maritime qui permettrait :

* Le positionnement du Maroc comme pont entre l'Afrique, l'Europe et l'Amerique en offrant des services de transport maritime reguliers entre ses ports et ceux des pays de la cote ouest africaine vers l'Europe et l'Amerique;
* Le developpement de la flotte de la Marine Marchande Marocaine en vue de renforcer la position du Maroc en tant qu'acteur maritime regional et de faciliter le commerce avec les Etats de la cote ouest africaine et les Etats du Sahel ;
* La reduction des coots logistiques lies a l'import et a l'export, ainsi que l'ouverture de nouveaux marches et le renforcement de la competitivite.

Par ailleurs et conformement aux engagements du Maroc en matiere de securite et de sOrete maritimes, le Gouvernement s'attelle a mettre en reuvre les mesures visant a renforcer la securite des navires et a prevenir la pollution maritime, a travers les inspections et les

verifications necessaires, que ce soit pour les navires battant pavilion national ou pour certains navires battant pavilion etranger qui accostent dans les ports marocains. Le meme interet est porte a la surveillance de la navigation commerciale, avec l'equipement du Centre

de surveillance maritime de Tanger de tous les moyens necessaires pour s'acquitter au mieux de sa mission de controle du trafic maritime dans le detroit de Gibraltar.

Aussi, et vu !'importance que revet le processus de transit des Marocains Residant a

l'Etranger, le Gouvernement a veille a fournir une offre suffisante de lignes de transport

maritime, en epaulant les compagnies de transport impliquees dans !'operation Marhaba et en leur accordant les autorisations de transport necessaires.

 Developpement de la logistique

Dans le cadre de la poursuite de la mise en reuvre de la strategie nationale pour le

developpement de la competitivite logistique, plusieurs actions ont ete entreprises en 2024 pour le developpement des zones logistiques a travers le Royaume, notamment:

* La poursuite des travaux d'amenagement de la premiere tranche de la zone logistique

d'Ait Melloul (45 ha) au sud d'Agadir. Le taux d'avancement a fin juin 2024 a atteint 84%;

* La finalisation de !'ensemble des etudes techniques et architecturales afferentes au projet de la zone logistique de Fes «Ras El Ma» (sur une superficie de 32 ha et un coot global de 300 millions de dirhams) et des etudes techniques de l'acces au projet depuis le peage de Fes-Ouest sur environ 3,6 km, en plus de la realisation des travaux

necessaires a !'acquisition du fancier relatif a ce projet;

* La poursuite des travaux d'amenagement du centre routier d'EI Hajeb, qui ont atteint un taux d'avancement d'environ 50% a fin juin 2024;
* Le lancement des appels d'offres relatifs aux etudes techniques et architecturales de la zone logistique de Kenitra;
* La signature de la convention relative au projet de la zone logistique de Beni Mellal (9 ha) et la poursuite des etudes architecturales et techniques ;
* L'initiation des demarches par l'AMDL pour le developpement de la zone logistique d'Ouled Saleh au sud de Casablanca notamment, la signature d'une convention specifique detaillant le montage institutionnel et financier et les echeanciers de

realisation de cette zone ainsi que le lancement des demarches preparatoires pour

!'acquisition du foncier abritant ce projet de zone logistique.

* + - 1. *Accompagnement des strategies sectorielles*
         1. ***Poursuite de la strategie agricole «Generation Green»***

Depuis son lancement par Sa Majeste le Roi en fevrier 2020, la strategie Generation Green a

trace la voie, d'une agriculture plus performante, durable, resiliente face au changement climatique et centree sur !'element humain. Elle s'articule autour de deux piliers majeurs, a savoir la priorisation de !'element humain et la perennisation du developpement agricole.

 Bilan des realisations de la mise en ceuvre de la strategie Generation Green au titre de l'annee 2024 :

Au titre de l'annee 2024, le plan d'action du developpement de !'agriculture a porte, principalement, sur:

Le developpement des filieres de production animales et vegetales a travers :

Le developpement de l'agrobusiness : ii s'agit en !'occurrence de l'achevement des constructions et de la commercialisation en cours des lots au niveau des agropoles de Meknes, Berkane, Tadla, Souss et Loukkos, en plus de l'achevement des travaux de construction du marche de gros de Rabat avec la poursuite des travaux pour les

marches de gros de Tetouan et Dakhla ;

La poursuite des projets d'agriculture solidaire de nouvelle generation : sur les 327 projets solidaires au profit de 202.000 beneficiaires, 237 projets du Plan Maroc Vert ont ete acheves et 43 projets de nouvelle generation sont en cours de

realisation. Les realisations concernent la plantation de 70.000 ha des filieres resilientes, la construction de 36 unites de valorisation, l'amenagement de 309 km de seguias, la creation de 255 points d'eau et l'amenagement de 237 km de pistes. II est

a noter que les projets de !'agriculture solidaire sont orientes vers la plantation des

especes plus resilientes notamment le cactus et le caroubier.

* Le developpement de !'irrigation et l'amenagement de l'espace agricole, notamment

a travers :

* + La modernisation des reseaux collectifs dans les grands perimetres irrigues sur

**une superficie de 110.000 ha** a **!'horizon 2030** : les principaux projets concernent, l'achevement du projet d'Appui au Programme National d'Economie d'Eau en Irrigation -2eme tranche- sur une superficie de 25.760 ha, au niveau des perimetres

irrigues du Loukkos et de Doukkala, l'achevement des travaux du projet de modernisation des systemes d'irrigation dans la plaine du Garet sur une superficie de

13.500 ha dans le perimetre de la Moulouya, ainsi que la poursuite de la realisation des travaux du projet de Resilience et Durabilite de !'Irrigation sur une superficie globale de 20.000 ha dans les perimetres irrigues de Tadla et du Souss-Massa ;

* + La valorisation des eaux mobilisees par les barrages a travers !'extension de

!'irrigation dans les perimetres y associes. Les actions engagees, portent sur la poursuite et l'achevement des projets en cours sur une superficie de pres de

40.000 ha (Sa'fss, Kaddoussa et Moyen Sebou 2eme tranche), ainsi que sur le demarrage du projet d'amenagement hydro-agricole de la zone Sud-Est de la plaine

du Gharb sur une superficie de 30.000 ha et du projet d'amenagement hydro-agricole du perimetre Sidi Mohamed Cherif associe au barrage Oualjet Essoltane sur une superficie de 1.800 ha ;

* + Le developpement du Partenariat Public-Prive en irrigation, a travers la poursuite des travaux du projet de dessalement de l'eau de mer dans la region de Dakhla-Oued

Ed Dahab.

* Le developpement de la formation et de la recherche agronomique a travers :
  + Le renforcement de l'enseignement superieur: notamment via le renforcement et l'amenagement des infrastructures pedagogique, scientifique, sportive et culturelle et la mise a niveau de !'infrastructure digitale et technologique. Ainsi, depuis 2020, le nombre cumule de laureats a atteint 2.496 a fin juillet 2024;
  + Le developpement de la recherche agronomique en grandes cultures : quatre varietes sont inscrites au catalogue officiel des especes et des varietes de plantes

cultivables au Maroc. De meme, l'lnstitut National de la Recherche Agronomique (INRA) a soumis 7 varietes de cereales, legumineuses et oleagineuses annuelles pour inscription au catalogue. En ce qui concerne le transfert de materiel genetique, environ 2 millions de plants de cactus ont ete realises sur une superficie de 7.000 ha.

Les semences de pre-bases cedees a la SONACOS ont atteint 260 Qx. Pour les

souches palmier-dattier, la production a atteint 16.000 souches, dont 10.000 ont ete livrees;

* + La consolidation de la formation professionnelle agricole : depuis 2020 le nombre cumule de laureats a atteint pres de 28.688 a fin juillet 2024 sur un objectif de former

150.000 jeunes a !'horizon de 2030. L'annee 2024 a connu la poursuite des travaux de construction et d'equipement du Centre de Qualification Agricole de Guercif et

d'equipement du Centre de Qualification Agricole de Rhamna. Le taux d'insertion de la formation professionnelle agricole oscille entre 70% et 80% selon les filieres.

* La preservation du Patrimoine Animal et Vegetal et Securite Sanitaire des Aliments:

Concernant la preservation du patrimoine animal, aur semestre 2024, pres de 20,2 millions de tetes ont ete vaccinees contre les maladies animales. De meme, !'operation d'identification et de trac;:abilite du cheptel a permis de recenser 365.621 tetes de bovins et

12.515 tetes de camelins au niveau national, ainsi que 6,3 millions tetes ovines et caprines pour Afd al-Adha 2024. S'agissant de la mise a niveau sanitaire du secteur avicole,

244 nouvelles autorisations ont ete delivrees pour les unites contre 486 cas de suspension ou de retrait.

L'annee 2024 a ete marquee egalement par le renforcement du contr6Ie au niveau des

postes frontaliers avec le contr6Ie de 8.127 bovins reproducteurs, 33.734 bovins d'engraissement, 9.492 bovins destines a l'abattage, 528.751 ovins destines a l'abattage,

447.385 doses de semences, ainsi que 2,5 millions de poussins d'un jour et

711.140 dindonneaux.

En matiere de protection du patrimoine vegetal, l'Office National de Securite Sanitaire des produits Alimentaires (ONSSA) a assure des operations de delivrance des certificats phytosanitaires dans le cadre du contr6Ie a !'exportation, des certificats d'admission dans le cadre du contr6Ie a !'importation, de contr6Ie phytosanitaire de plants et produits vegetaux,

de prospection dans le cadre de la protection phytosanitaire des forets, de certifications de semences, ainsi que des operations de contr6Ie des produits alimentaires.

S'agissant du bilan en termes de contr6Ie des produits alimentaires, l'annee 2024 a connu le contr6Ie de 134.000 tonnes de viandes rouges et de 87.000 tonnes de viandes blanches, ainsi que le contr6Ie sanitaire de 764.000 de tonnes de produits de la peche et de

!'aquaculture. De meme, un total de 3.856 etablissements de restauration collective a ete contr6Ie a juillet 2024.

* La Melkisation des terres collectives :

Afin de mettre en place un cadre incitatif adapte pour la valorisation des terres collectives, un decret a ete adopte definissant les differents types de subventions de l'Etat aux investissements agricoles realises sur les terres collectives dans le cadre de melkisation et de

modernisation des proprietes agricoles, les categories de beneficiaires a savoir, personnes

physiques ou morales, ainsi que les conditions d'eligibilite auxdites incitations. Dans ce cadre, l'arrete conjoint, publie en avril 2024, en application dudit decret, fixe les taux, les montants et les plafonds de ces aides financieres, ainsi que les modalites de depot des demandes pour en beneficier et les modalites de leur octroi.

* **L'entrepreneuriat des jeunes** :

Dans la perspective de faire emerger une nouvelle generation de jeunes entrepreneurs agricoles, la strategie Generation Green a accorde une attention particuliere a l'entrepreneuriat des jeunes dans le monde rural, en formant, depuis le demarrage de sa mise

en reuvre, 9.478 jeunes sur la base de 3.856 projets valides et en tirant profit de la realisation des Centres Regionaux de Jeunes Entrepreneurs Agricoles (CRJEA).

* Contrats-programmes de nouvelle generation entre l'Etat et la profession pour la mise en reuvre de la strategie Generation Green :

Un nombre de 20 contrats-programmes pour le developpement des filieres de productions animales et vegetales (5 filieres animales et 15 filieres vegetales), ont ete conclus entre l'Etat et les professions, dont 19 ont ete signes a !'occasion de la 15emeedition du Salon International de !'Agriculture au Maroc. Concernant la filiere equine, un contrat-programme (sous contrat­

programme «Developpement des races equines Barbe et Arabe-Barbe» et un sous contrat­ programme «Appui a la filiere Tbourida»), a ete signe a !'occasion du salon du cheval en

**2023.**

La mise en reuvre de ces 20 contrats-programmes mobilisera un budget de pres de 111 milliards de dirhams sur 10 annees dont un apport de l'Etat de 53% dont pres de 42,4 milliards de dirhams dans le cadre du Fonds de Developpement Agricole (FDA) et une contribution du secteur prive de l'ordre de 47%.

* + - * 1. ***Developpement de la peche maritime et poursuite du programme de***

***,,Economie Bleue***

 Developpement de la peche maritime

La strategie du Gouvernement vise a aligner le secteur de la peche maritime sur l'economie bleue mondiale. Cette transformation suit deux principes directeurs a savoir, !'adoption d'une approche systemique ainsi que !'encouragement et !'exploitation du plein potentiel des

ecosystemes et des opportunites de synergies entre les parties prenantes.

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

En matiere de production halieutique, la quantite debarquee au titre de l'annee 2023 s'eleve a 1,42 million de tonnes, en legere diminution par rapport a l'annee 2022. Cependant, la valeur de cette production a augmente de 11% par rapport a la meme annee, pour se situer a

15,3 milliards de dirhams.

S'agissant des exportations des produits de la mer, elles ont atteint 29,2 milliards de dirhams en 2023, en hausse de 4% par rapport a l'annee 2022 et de 20% par rapport a l'annee 2021. Pour l'exercice 2025, les principales actions programmees s'articulent autour de:

* La mise en place d'une unite de technologie d'oceanographie operationnelle;
* Le renforcement des campagnes de prospections et la maintenance des navires de recherche;
* La poursuite de l'accompagnement des marins pecheurs victimes de l'attaque du poisson le «grand dauphin» et !'acquisition des sennes tournantes renforcees contre les attaques du «grand dauphin NEGRO» en Mediterranee;
* L'amenagement de l'espace terrestre dedie a !'aquaculture dans la zone de Boutalha­ region de Dakhla-Oued Ed Dahab;
* La mise en place d'un reseau des Aires Marines Protegees;
* La construction d'un point de debarquement amenage pour la peche artisanale au niveau du site de peche Dikki dans la region Tanger-Tetouan-AI Hoceima.

 **Programme de l'Economie Bleue**

Le programme de l'Economie Bleue, beneficiant d'un financement de la Banque mondiale de 350 millions de dollars, met un accent particulier sur la securite alimentaire a travers des pratiques durables. L'une des innovations majeures de ce programme est la creation de

clusters c6tiers dans les regions de Tanger-Tetouan-AI Hoceima et de Souss Massa, visant a

optimiser !'impact economique tout en preservant les ecosystemes marins.

Par ailleurs, la problematique du financement climatique occupe une place centrale dans la strategie du Maroc pour faire face aux defis climatiques, et mobilise !'ensemble des partenaires techniques et financiers. Ainsi, la concretisation du lien etroit entre l'economie bleue et le financement du climat se traduirait par des projets portes essentiellement par la promotion de !'aquaculture durable et !'amelioration des infrastructures portuaires dans une optique ecologique. Le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 mettra en avant ces priorites afin de soutenir la croissance durable tout en preservant les ressources naturelles.

* + - * 1. ***Developpement lndustriel***

En 2022, le tissu industriel marocain a affiche une valeur ajoutee de 212,4 milliards de

dirhams, une production totale de 738,7 milliards de dirhams et un chiffre d'affaires record s'elevant a 801,5 milliards de dirhams, soit le double de celui realise en 2012, tout en garantissant l'offre de 870.759 emplois.

Ainsi, le potentiel de croissance du secteur industriel jouit actuellement d'une confiance accrue des acteurs economiques, se traduisant par !'injection de pres de 34 milliards de dirhams d'investissement.

 **lndustrie automobile**

L'industrie automobile marocaine a renforce son positionnement dans la cha1ne de valeur mondiale de !'automobile, avec une capacite de production annuelle de 700.000 vehicules. Le Maroc est devenu, ainsi, le 2eme pays producteur de voitures en Afrique apres l'Afrique du Sud.

En 2023, le secteur automobile marocain a continue sa croissance remarquable, en realisant une performance de +27,4 % en termes de chiffre d'affaires a l'export par rapport a 2022.

A noter qu'a fin aout 2024, le chiffre d'affaires a l'export a atteint 101,72 milliards de dirhams contre 94,52 milliards de dirhams pour la meme periode de l'annee 2023, soit une croissance de +7,19%. Ainsi, le Maroc s'affirme aujourd'hui comme le 1er exportateur mondial de voitures vers l'Union Europeenne.

* **Projet Stellantis**

Le groupe Stellantis a annonce en novembre 2022 !'extension de son usine de Kenitra pour un investissement de plus de 300 millions d'euros, visant a doubler la capacite de production du site et a installer la plateforme «smart car». Cette capacite additionnelle soutiendra les plans de croissance de l'entreprise dans la region Afrique et Moyen-Orient. L'objectif de Stellantis est d'avoir une capacite de production d'un million de vehicules par an d'ici 2030, tout en atteignant 70 % d'integration locale.

Dans le cadre de l'ecosysteme Stellantis, douze conventions d'investissement capacitaires fournisseurs, operant dans differentes commodites, ont ete signees. Elles portent sur un investissement global de 4 milliards de dirhams et permettront la creation de

3.207 emplois.

* Ecosysteme Renault

L'annee 2023 a ete caracterisee par l'annonce de !'industrialisation de Dacia Jogger a l'usine de Tanger et de Renault Kardian a la SOMACA ainsi que le lancement de Renault Digital Maroc. Ainsi, le volume global des vehicules produits a atteint, a fin decembre 2023, 382.619 vehicules (Usine Tanger: 287.818 et SOMACA : 94.801), soit une augmentation de +9,31% par rapport a l'annee precedente. Aussi, le nombre d'emplois crees a atteint 10.382 emplois directs (Usine Tanger et SOMACA). S'agissant des exportations, Renault Group Maroc a exporte pres de 89,8% de la production de ses deux usines soit 343.652 vehicules.

Aussi a la meme date, Renault a genere un chiffre d'affaires d'un montant de 2,061 milliards d'euros, et a atteint un taux d'integration locale (TIL) de 65,5% depassant ainsi les previsions initiales pour atteindre un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros et un TIL de 65% en 2023.

Dans le cadre de l'ecosysteme Renault, dix conventions d'investissement capacitaires fournisseurs ont ete signees, portant sur un investissement global de 3,33 milliards de dirhams et visant la creation de 3.332 emplois directs, operant dans differentes commodites.

 **lndustrie aeronautique**

Le secteur aeronautique connalt, en 2024, une forte croissance accelerant davantage le rythme de reprise connu en 2023. La dynamique positive a ete demontree par le chiffre d'affaires a l'export realise a fin aout 2024 qui a atteint 17,43 milliards de dirhams (soit

+21,2 % par rapport a la meme periode de l'annee 2023).

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

 Textile et Cuir

A fin decembre 2023, le chiffre d'affaires a l'export du secteur s'est etabli a 46,17 milliards de dirhams contre 43,97 milliards de dirhams sur la meme periode en 2022, soit une augmentation de 5%.

A noter qu'a fin aout 2024, le chiffre d'affaires a l'export a atteint 31,78 milliards de dirhams contre 32,01 milliards de dirhams pour la meme periode de l'annee 2023, soit une baisse de -0,7%.

 Secteur des Industries Agroalimentaires

A fin juin 2024, 475 projets ont ete accompagnes dans le cadre de la banque de projets pour un montant d'investissement previsionnel de pres de 16,8 milliards de dirhams, un potentiel de substitution de 15,7 milliards de dirhams et un potentiel a l'export de 8,9 milliards de dirhams. Ces projets permettront la creation de 52.065 emplois directs et 54.872 emplois indirects.

Les principales realisations du secteur se presentent comme suit:

* L'accompagnement des projets d'investissement dans le cadre de la Banque de projets ;
* La poursuite de la realisation du projet de relance du Centre Technique des Industries Agroalimentaires (CETIA);
* Le suivi de l'etude d'evaluation du contrat-programme pour le developpement du secteur des industries agroalimentaires.
  + - * 1. ***Commerce et Distribution et developpement des exportations***

 **Commerce et Distribution**

Le secteur du commerce interieur represente 10,6% du PIB et genere annuellement environ 156 milliards de dirhams. Cette contribution fait du commerce le quatrieme contributeur le plus important au PIB, apres !'agriculture, la peche et l'industrie.

En termes d'emploi, le commerce est le deuxieme pourvoyeur d'emplois au Maroc, avec pres de 1,6 million de personnes employees, soit environ 15,5% de la population active occupee. En milieu urbain, ce secteur est le premier employeur en fournissant plus de 1,3 million d'emplois.

En vue de stimuler davantage la dynamique economique de ce secteur, plusieurs actions ont ete realisees courant l'annee 2024, dont principalement :

L'organisation d'un evenement pour celebrer les 100 start-up accompagnees via le

«Moroccan Retail Tech Builder». L'objectif de cet evenement est de celebrer les avancees realisees dans le secteur de la Retail Tech au Maroc, tout en engageant une reflexion strategique sur l'avenir de cette industrie essentielle. Cette journee a ete marquee par la signature de deux conventions de partenariat :

La premiere signee avec Mediam Group by Aleph, representant officiel de Google Ads au Maroc, ayant pour objectif de stimuler le commerce electronique et la montee en competences numeriques des commerc;:ants de proximite;

La seconde signee avec l'operateur M2T et le groupe BCP, visant a soutenir et a accelerer le developpement, ainsi que la digitalisation du secteur du commerce au Maroc.

L'organisation de la Journee Nationale du Commen;:ant sous la thematique «Le commerce dans les anciennes Medinas : un levier fondamental pour le developpement economique».

 **Developpement des exportations**

**Programme «TASDIRCOM»**

Ce programme consiste a mettre en place une offre d'accompagnement qui permettra aux entreprises de se positionner sur les marches a haut potentiel et de booster leur competitivite sur le marche mondial. II s'agit du :

**Programme d'appui «GO TO MARKET»**

Au titre de l'annee 2024, ii a ete precede au suivi de l'operationnalisation des business plans de developpement a l'export des 40 entreprises beneficiaires et a leur accompagnement dans le montage des dossiers de reporting a travers la conception d'un modele de suivi des

realisations.

Au titre de l'exercice 2025, ii est prevu de suivre la mise en ceuvre des business plans precites et de faire le bilan des realisations a l'export des entreprises beneficiaires. De meme, une evaluation globale du programme sera envisagee pour mesurer son impact et son retour

sur investissement.

**Programme d'appui aux primo-exportateurs**

Les principales actions engagees au titre de l'annee 2024, concernent :

L'examen des business plans a l'export, elabores par les 100 entreprises retenues et leur adaptation aux specificites sectorielles et aux marches cibles ;

Le suivi de l'operationnalisation des plans de developpement a l'export des 100 entreprises beneficiaires, operant dans differents secteurs tels que, l'agroalimentaire, !'automobile (pieces de rechange), l'electricite-electronique, la chimie-parachimie, les TIC et les services divers;

L'accompagnement sur mesure des entreprises beneficiaires du programme en vue de mesurer les progres realises dans le cadre de leurs projets d'internationalisation, leurs retours d'experience ainsi que les contraintes a la

realisation de leurs business plans a !'export.

Le Gouvernement poursuivra l'operationnalisation de ce programme a travers l'accompagnement de 100 entreprises dans la realisation de leurs business plans a l'export au

titre de l'exercice 2025.

* + - * 1. ***Lancement de la Strategie «Maroc Digital 2030»***

L'agenda numerique du Gouvernement repose dorenavant sur la strategie Maroc Digital 2030 elaboree dans la perspective de batir un ecosysteme digital perenne et pertinent, d'apprecier lucidement les enjeux economiques du digital et d'en cerner les implications societales. II s'aligne aussi sur la volonte du Gouvernement de prendre le virage incontournable de la transformation digitale afin de moderniser !'action publique et de mieux servir le citoyen et l'entreprise.

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

Deux axes majeurs sont definis dans le cadre de cette strategie:

 La digitalisation des services publics afin de mieux servir les citoyens et les

**entreprises (E-Gov)**

Cet axe a pour objectifs essentiels de faciliter l'acces aux services publics, de fluidifier les procedures, de reduire les delais et de simplifier les parcours usagers. II a aussi pour ambition de faire figurer le Maroc, d'ici 2030, au top 50 mondial sur l'EGDI CE-Government Development Index) des Nations Unies qui evalue les niveaux de transformation numerique dans les pays;

 **La dynamisation de l'economie numerique en vue de produire des solutions**

numeriques marocaines et de creer de la valeur et de l'emploi

Cet axe a pour objectif de faire monter en gamme le secteur et de conquerir de nouveaux marches. A ce titre, des mesures de forte portee sont prevues, portant particulierement sur les volets suivants :

* Le developpement d'un vivier de talents de qualite;
* Le positionnement de l'offre nationale sur les filieres a forte valeur ajoutee;
* La mise en place d'un cadre d'incitations favorable au numerique;
* La promotion de la destination Maroc a !'International.

De surcroTt, et dans le cadre de la stimulation de la production de solutions numenques marocaines, la strategie vise a porter le nombre de start-up a 3.000 d'ici 2030 contre environ 380 en 2022. Pour ce faire, des mesures se rapportant a la mise en place d'une «start-up policy», aux plans de financement a envisager, aux mecanismes d'accompagnement et a l'acces aux marches sont prevues.

Et afin de garantir une mise en ceuvre efficace des differentes composantes de la strategie Maroc Digital 2030, trois catalyseurs ont ete cibles a savoir:

 **Les «digital talents»** : l'objectif est l'atteinte de 100.000 nouveaux talents (digital talents) par an a !'horizon 2030 a travers la formation de 45.000 talents par an, la reconversion vers les metiers numeriques au profit de 50.000 personnes par an et !'attraction de 6.000

talents etrangers par an ;

 **Le Cloud** : ii s'agit de disposer d'un cloud souverain et d'un cloud public et d'assurer les offres de services y afferents ;

 La connectivite : la strategie ambitionne, concernant ce catalyseur, d'assurer une couverture elargie, de garantir une meilleure qualite de la connectivite et de stimuler le marche y afferent.

* + - * 1. ***Feuille de route du secteur touristique 2023-2026***

Le secteur du tourisme est pourvoyeur de richesse et d'emploi au Maroc, avec pres de 7,1% du PIB et 500.000 emplois directs en 2019. En depit des repercussions des crises successives recentes, notamment la crise pandemique et le seisme d'AI Haouz, ce secteur a fait preuve d'une forte resilience, renforcee en particulier par !'engagement conjugue du secteur prive et de l'Etat via le programme de relance mis en ceuvre en 2021 ainsi que le programme d'appui special pour la rehabilitation des etablissements d'hebergement touristiques affectes par le seisme.

Ces efforts se sont traduits par une nette reprise des indicateurs du secteur ayant totalise 14,5 millions de touristes en 2023, soit un rebond de 34% par rapport a 2022 et de 12% par rapport a 2019 (annee de reference de l'avant Covid-19). Ces performances ont eu un effet notable sur les recettes touristiques culminant pres de 105 milliards de dirhams en 2023.

Cette tendance haussiere s'est affirmee au cours de l'annee 2024, avec 11,8 millions de touristes et 18,7 millions de nuitees, enregistres au titre de la periode allant de janvier a aout 2024, soit des hausses respectives de 16% et 7% par rapport a la meme periode de l'annee 2023. Parallelement, sur la meme periode de l'annee 2024, les recettes voyages ont atteint 76,4 milliards de dirhams, soit une augmentation de +6,7% en glissement annuel.

Cette dynamique a ete, particulierement, stimulee par la mise en ceuvre de la nouvelle feuille de route de relance du secteur touristique lancee en 2023, avec un budget de 6,14 milliards de dirhams, dont le deploiement est axe, notamment, sur la diversification de l'offre touristique, le renforcement de la promotion touristique, le developpement des ressources humaines et l'accompagnement de l'entrepreneuriat dans le secteur. Ainsi, les principales realisations se presentent comme suit:

 Developpement touristique exclusif et creation de la valeur et de l'emploi (axe pilote par la Societe Marocaine d'lngenierie Touristique SMIT) :

Dans le cadre du deploiement de la feuille de route strategique <<Volet produit touristique», en partenariat notamment avec les collectivites territoriales, l'annee 2024 a ete marquee par:

* La signature de 10 contrats d'application regionaux, la validation de 130 projets de produits touristiques pour les regions, !'engagement de plus d'une trentaine de conventions de partenariat avec les regions d'un investissement de plus de 13 milliards de dirhams et la creation de 8 societes chargees de la gestion de ces projets touristiques ;
* Le renforcement de l'offre d'hebergement a travers des mecanismes de soutien financier pour engager la mise a niveau de l'offre d'hebergement touristique et pour creer une nouvelle capacite touristique;
* La poursuite de l'appui technique et financier aux regions pour l'achevement des programmes de developpement deja engages en terme de l'offre culturelle de plusieurs medinas, des kasbahs au niveau de Ouarzazate et Zagora, de l'offre nature de plusieurs villes, ainsi que de l'offre balneaire principalement au niveau de Agadir.

Pour l'annee 2025, les efforts seront orientes vers !'acceleration du rythme d'execution des chantiers lances afin d'ameliorer l'attractivite des destinations et des produits. II sera procede, egalement, au deploiement des mecanismes de soutien financier mis en place et a la promotion de l'investissement touristique, afin de renforcer la capacite de production en matiere d'offre d'hebergement et d'animation.

 Promotion de la destination Maroc (axe pilote par l'Office National Marocain du Tourisme ONMT)

L'annee 2024 a connu la realisation de plusieurs actions notamment :

* La mise en place de partenariats commerciaux pour le renforcement de l'accessibilite a travers la desserte de nouveaux aeroports et la reprise du trafic aerien a l'aeroport de

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

Beni Mellal en provenance de l'Espagne et de l'ltalie apres !'interruption de ses services due a la pandemie du Covid-19, ainsi que la signature d'un Memorandum d'Entente (MoU) pour sceller des engagements a long terme avec les Partenaires Norwegian-Condor-United ;

* Le lancement d'une etude de marche sur le tourisme interne pour la quantification du potentiel et !'evaluation des investissements necessaires c2eme vague du barometre de la demande internationale);
* La poursuite de la mise en reuvre de la feuille de route du secteur touristique et le renforcement de ses actions a travers 4 grands axes :
  + **Marketing** : plusieurs actions ont ete mises en place notamment !'operation marketing d'influence a !'occasion du Trophee Hassan II de Golf avec un focus sur le

marche americain, la diversification des actions de co-branding et la valorisation des differentes destinations et filieres sur les marches domestiques et etrangers;

* + **Digital** : ii s'agit de la mise a disposition des operateurs touristiques marocains d'une mediatheque riche en images et videos, le renforcement du volet reseaux sociaux a travers notamment, les collaborations avec les createurs de contenu (videos visit

morocco originals), et le lancement d'une campagne media sur le digital en France, Espagne, Portugal, ltalie et en Belgique;

* + **Aerien** : le lancement des routes domestiques avec Ryanair (11 connexions et 9 destinations marocaines) ;
  + **Distribution** :
    - Le lancement des campagnes promotionnelles conjointes avec les principaux acteurs du marche notamment les Tours Operateurs (TO) en Ligne;
    - L'organisation de la convention annuelle du TO Vtours a Taghazout;
    - La mise en place d'un partenariat avec l'Espagne visant a multiplier la vente de sejours au Maroc via les plateformes de Balearia et la realisation d'un plan de communication conjoint en Andalousie;
    - La signature d'un contrat de partenariat Panafricain avec le TO Wakanow, la principale entreprise technologique de voyage en Afrique et Scandinavie (sponsoring de tournois de golf avec finales au Maroc).

Afin de garantir la continuite des efforts deployes pour dynamiser le secteur, l'annee 2025 sera caracterisee par la poursuite de la mise en reuvre des conventions specifiques signees avec les differents partenaires dans le cadre du deploiement de la Feuille de route du Tourisme 2023-2026.

 **Renforcement du capital humain**

Dans le cadre du deploiement de la feuille de route du secteur touristique, une convention de partenariat a ete signee entre l'Etat, l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) et la Confederation Nationale du Tourisme (CNT). Cette convention visant !'harmonisation de l'offre de formation avec les nouvelles ambitions du secteur touristique est concretisee a travers !'initiation des programmes suivants :

* **Projet CAP Excellence-Tourisme** : la fixation de la liste des 12 etablissements de formation professionnelle (EFP) selectionnes pour beneficier de ce programme et la preparation a la mise en reuvre d'un Systeme de Management Qualite;
* **Programme de formation en Middle Managers,** notamment a travers !'identification des besoins en formation en Middle Managers en Tourisme et Hotellerie, la mise en place de cursus de formations qualifiantes avec une expertise interne de l'OFPPT, et

!'elaboration de deux projets de cahiers de charges correspondants aux formations qualifiantes en Management de la Satisfaction Client et en Marketing et Communication Digitale des Produits Touristiques;

* Programme de formation continue d'excellence, notamment via !'identification des sous-secteurs concernes par ce programme, ainsi que le developpement des ressources E-learning relatives aux unites de formation.

 **Programme «Go Siyaha» au profit des TPME**

Dans le cadre du deploiement de la feuille de route du secteur touristique, une convention a ete signee entre l'Etat et Maroc PME, ayant pour objet d'accompagner les entreprises operant dans le secteur en vue de consolider leur competitivite et d'ameliorer leur performance, et ce, a travers un appui a l'investissement et un appui technique. L'objectif est

d'accompagner 1.700 projets a !'horizon 2026.

A fin septembre 2024, le programme «Go Siyaha» a connu la pre-selection de 537 projets. Ainsi, 212 projets ont ete engages avec une contribution de l'Etat de 44 millions de dirhams.

S'agissant du volet «Appui a l'investissement», 183 demandes ont ete preselectionnees dont 58 demandes relatives a l'appui a la croissance verte. Ainsi, 19 projets ont ete soumis au comite public prive dont 12 projets ont ete retenus pour une prime globale de 26 millions de

dirhams.

Pour ce qui est de «!'Assistance technique», 354 projets ont ete preselectionnes dont 23 demandes relatives a l'appui a la croissance verte. Ainsi, 200 actions ont ete engagees avec une contribution de l'Etat de 18 millions de dirhams.

 **Programme «CAP HOSPITALITY»**

Dans le meme sillage de mise en reuvre de la nouvelle feuille de route du secteur touristique, et face a !'ambition de repositionner pleinement le tourisme marocain sur l'echiquier international, d'autres programmes ont ete lances pour repondre a des attentes specifiques.

II s'agit en particulier du programme «CAP HOSPITALITY», considere comme une initiative importante pour moderniser le pare hotelier et offrir une hospitalite de classe mondiale,

prete a accueillir des visiteurs du monde entier lors des grands evenements sportifs

internationaux a venir, tels que la Coupe d'Afrique des Nations de Football 2025 et la Coupe du Monde de Football 2030.

Dans cette perspective, le programme «CAP HOSPITALITY» de mise a niveau generale, touchant !'ensemble des hotels a travers le Royaume, a ete mis en place en partenariat avec

le Fonds Mohammed VI pour l'investissement et les banques marocaines. Ce programme qui represente une opportunite indeniable pour la modernisation des infrastructures hotelieres, prevoit le deploiement d'un mecanisme base sur la mise a disposition des investisseurs et

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

des operateurs du secteur, de prets gratuits allant de 3 millions de dirhams a 100 millions de dirhams, pouvant s'etaler sur une maturite maximale de 10 ans en plus d'un differe de 2 ans.

Pour operationnaliser ce dispositif, une convention specifique a ete signee en juillet 2024, entre l'Etat, le Fonds Mohammed VI pour l'investissement et cinq banques nationales, prevoyant la prise en charge par l'Etat de la totalite des interets relatifs aux credits. Cette offre porte aussi bien sur les projets de renovation et d'extension, que sur !'acquisition d'hotels en arret d'activite et de mise aux normes de securite et d'accessibilite.

* + - * 1. ***Developpement de l'Artisanat***

Le secteur de l'artisanat presente un fort potentiel de developpement et joue un role moteur dans l'economie marocaine, notamment grace au patrimoine culture! riche du Royaume et a la croissance constante de la consommation des menages, et ce, tout en tirant profit des

evenements mondiaux qu'organisera notre pays.

A fin 2023, le secteur de l'artisanat, avec ses deux composantes production et service, a contribue considerablement dans la scene socio-economique du Royaume avec la creation d'environ 2,6 millions postes d'emplois, soit 22% de la population active, la contribution au

PIB a hauteur de 7% et l'atteinte de 1,07 milliard de dirhams d'exportations.

Dans ce sens, et en vue d'accompagner cette montee en puissance, la premiere reunion du Conseil National de l'Artisanat a ete tenue le 16 juillet 2024 en application des dispositions de la loi n°50-17 relative a l'exercice des activites de l'artisanat, durant laquelle ii a ete insiste sur

!'activation de plusieurs leviers notamment, la restructuration du secteur de l'artisanat, l'appui des chambres de l'artisanat, la preservation du patrimoine et le renforcement de la formation professionnelle dans le secteur.

Dans ce cadre, l'annee 2024 a connu la poursuite et l'achevement de plusieurs chantiers lances par le Gouvernement. II s'agit notamment de :

 La poursuite des projets inscrits dans le cadre de Conventions signees devant Sa Majeste le Roi, a travers la mise en reuvre des projets d'infrastructures inclus dans le

cadre des programmes de developpement integre des regions de Laayoune-Sakia EL Hamra et de Guelmim-Oued Noun, et la mise en reuvre des projets d'infrastructures inclus dans le cadre des programmes de mise en valeur des Medinas de Marrakech, Meknes, Essaouira, Sale, Fes (2 programmes), Tanger et Tetouan ;

 La poursuite de la mise en reuvre du programme de normalisation et de certification de la qualite et le depot et le suivi des marques de l'artisanat aux niveaux national et international ainsi que la poursuite des operations de controle des produits culinaires de poterie, des articles chaussants et de la dinanderie;

 La poursuite de la mise en reuvre des dispositions de la loi n°50-17 relative a

l'exercice des activites de l'artisanat a travers l'accompagnement des artisans pour s'inscrire au Registre National de l'Artisanat (RNA), !'amelioration de la plateforme electronique du registre ainsi que le lancement du programme de production et de

delivrance de la nouvelle carte professionnelle de !'Artisan.

Ces efforts seront renforces en 2025 et seront axes, notamment, sur:

 L'appui a la production artisanale a travers la poursuite du deploiement du Chantier Royal relatif a la generalisation de la protection sociale, et la poursuite des operations

d'equipement de nouvelles Dar Sanaa, des actions d'appui aux groupements en matiere premiere et equipements de production ;

 **La poursuite de l'appui aux Chambres de l'Artisanat** notamment a travers la mise en ceuvre du projet de leur refonte juridique et institutionnelle, et leur accompagnement en termes de digitalisation de leurs modes de gestion ;

La poursuite de la mise en ceuvre du programme de normalisation et de certification de la qualite a travers !'elaboration de 20 normes marocaines (produits et services), et des operations de contr6Ie ;



La poursuite des operations de certification au profit des unites de production de l'artisanat et la creation de nouvelles marques, le depot et le suivi des marques de l'artisanat aux niveaux national et international ainsi que la relance du chantier du design au profit des produits de l'artisanat ;



 La poursuite de la realisation des projets d'infrastructures en cours (53 projets) ainsi que les projets inclus dans les programmes de rehabilitation des anciennes medinas;

La realisation de la 1ere tranche du programme regional pour la creation des zones d'activites des metiers de !'automobile integre dans le Programme de Developpement Regional (PDR) de la region de Fes-Meknes 2022-2027 et la contribution aux programmes de rehabilitation et de valorisation des anciennes medinas de Ouezzane, Chefchaouen, Assilah, Larache et Ksar El KabTr;



 **La poursuite de la mise a niveau des competences dans le secteur de l'artisanat**

notamment a travers :

* Le developpement des infrastructures de formation :
  + La creation de nouvelles filieres de l'artisanat de services au niveau de certains etablissements de formation professionnelle (Laayoune, Guelmim, Dakhla, Fes, etc.) ;
  + La realisation de la 2eme tranche du projet de rehabilitation de l'lnstitut Specialise des Arts Traditionnels (ISAT) de Fes et mise a niveau de l'ISAT de Rabat dans le cadre de

!'initiative Allemande INVEST FOR JOBS;

* L'amelioration de l'offre de la formation initiale :
  + Le renforcement de la formation par apprentissage dans les metiers de l'artisanat;
  + La formation de 16.664 jeunes en mode Residentiel dans les Metiers de l'Artisanat sur la periode 2022-2027. L'effectif cumule des jeunes formes au titre des annees de formation 2021-2022 et 2022-2023 a atteint 5.779 et l'effectif previsionnel a former au titre de l'annee de formation 2024-2025 est estime a 3.460;
* L'amelioration de l'offre de la formation continue : la poursuite de la mise en ceuvre du partenariat avec les Chambres de l'Artisanat, la Fondation Mohamed V pour la Solidarite, l'Universite et la societe civile dans l'objectif de realiser

20.000 H/J/formation annuellement a !'horizon 2027, ainsi que la poursuite du

programme d'Alphabetisation Fonctionnelle pluriannuel en partenariat avec l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabetisme (ANLCA);

* La poursuite de la mise en reuvre du programme de la Validation des Acquis de

!'Experience Professionnelle (VAEP) au profit des artisans ;

* La poursuite du Programme National de Preservation des metiers de l'Artisanat a travers la mise en reuvre et l'instauration du Systeme des Tresors des Arts Traditionnels Marocains en partenariat avec l'UNESCO, objet de la convention signee le 28 novembre

2022.

* + - * 1. ***Developpement durable et promotion de PEconomie Verte 111.2.3.3.8.* 7. *Developpement durable et preservation de Penvironnement *** Lutte contre le changement climatique et developpement durable

Conscient de !'importance des enjeux climatiques et de leurs consequences, notamment sur les secheresses consecutives et la penurie d'eau, le Maroc a pris des engagements visant a reduire ses emissions de gaz a effet de serre de 45,5% d'ici 2030. Dans cette perspective, la Strategie Nationale de Developpement Durable (SNDD) vise a garantir la transition vers une economie verte et inclusive a !'horizon 2030. Le projet portant sur la nouvelle strategie a

!'horizon 2035 est en cours de finalisation.

Dans ce cadre, le nouveau programme strategique «Climat-Appui a la Contribution Determinee au niveau National (CDN)», finance par la Banque mondiale a hauteur de 318,7 millions d'euros a ete lance en 2023. Ce programme prevoit des actions immediates,

incluant la necessite d'une approche coordonnee entre les differentes instances gouvernementales, la creation d'un systeme robuste de donnees climatiques pour ameliorer la prise de decision, et la protection indispensable des groupes vulnerables ainsi que des ecosystemes contre les effets du changement climatique.

De plus, le Maroc beneficie d'un soutien financier de l'Agence Fran<;:aise de Developpement (AFD) et de la Banque mondiale pour la mise en place d'un Budget Etiquete Climat (BEC), et l'alignement des engagements inscrits dans le cadre de la CDN en matiere d'adaptation et d'attenuation avec la programmation budgetaire triennale. Ce chantier a pour vocation de servir plusieurs objectifs, dont notamment :

La quantification des ressources publiques affectees aux actions de lutte contre le changement climatique;

L'identification des besoins de financement pour atteindre les objectifs climatiques;

Le soutien d'une prise de decision eclairee en matiere de programmation macro­ budgetaire.

Aussi, dans le cadre de l'accord conclu avec le Fonds Monetaire International (FMI) en 2023, au titre de sa nouvelle facilite pour la resilience et la durabilite (RSF), le Gouvernement

s'engage a prendre des mesures importantes a court et moyen termes en vue d'integrer les

considerations climatiques dans ses politiques economiques et budgetaires et d'introduire, par le biais d'instruments economiques, fiscaux, financiers et legislatifs, des reformes visant a promouvoir des investissements durables, a reduire les emissions de gaz a effet de serre et a

renforcer la resilience au changement climatique.

Au niveau institutionnel, une unite centrale pour le climat a ete creee au sein du Ministere de l'Economie et des Finances (MEF) afin de consolider son action dans ce domaine. Cette unite est chargee d'orienter et d'eclairer la prise de decision dans les programmes et strategies de

l'Etat lies au changement climatique et regroupe !'ensemble des Directions du MEF concernees par les thematiques et les strategies liees au climat, telles que les obligations vertes, la fiscalite environnementale, le verdissement des marches publics et le budget sensible au climat (BSC).

 Programme National d'Assainissement Liquide Mutualise et de Reutilisation des Eaux Usees Traitees (PNAM)

A fin 2023, le taux de raccordement en milieu urbain a atteint 83,5% et le taux d'epuration des eaux usees 57,5% pour un pare total de stations d'epuration qui s'eleve a 168 stations, y compris les 8 emissaires en mer. Au total, le nombre des villes et centres ayant beneficie de projets d'assainissement liquide est de 468 dont 330 communes ou les travaux sont en cours

de realisation ou programmes. S'agissant du volet reutilisation, le volume total des eaux usees epurees reutilisees en 2023 est evalue a environ 37 millions de m3, dont environ 20 millions de m3 de ces eaux alimentent 31 Golfs.

***111.2.3.3.8.2. Strategie Energetique et promotion des Energies Renouvelables***

 Energies renouvelables

Le developpement des energies renouvelables s'inscrit au creur de la strategie energetique nationale qui s'oriente vers une diversification des sources d'approvisionnement en energie, et vise a porter la part des energies vertes a plus de 52% de la puissance electrique totale

installee a !'horizon 2030, et ce, dans l'objectif de reduire la dependance energetique et de renforcer la securite energetique du pays, tout en contribuant a l'appui des investisseurs nationaux et internationaux en garantissant l'acces a l'energie a des couts competitifs. A cet effet, les principales actions accomplies en 2024 se resument comme suit :

* Adaptation du cadre juridique

L'annee 2024 a ete caracterisee par !'adoption par le Conseil du Gouvernement tenu le 12 septembre 2024, des decrets d'application de la loi n°40-19 modifiant et completant la loi n°13-09 relative aux energies renouvelables et de la loi n°82-21 relative a l'autoproduction

d'energie electrique, notamment :

* + Le decret portant application de !'article 16 de loi n°82-21 et de !'article 6 bis de la loi n°40-19 relatif a l'octroi des certificats d'origine prouvant que l'electricite produite

provient des sources renouvelables ;

* + Le decret portant application de !'article 18 de la loi n°82-21 relatif aux compteurs intelligents.

De plus, l'annee 2024 a connu la publication au bulletin officiel du decret fixant le seuil du montant de la contribution des parties ayant saisi l'Autorite Nationale de Regulation de

l'Electricite (ANRE),et ce, en application de !'article 37 de la loi n°48-15 relative a la

regulation du secteur de l'electricite et a la creation de l'ANRE.

* Developpement des energies renouvelables

A fin aout 2024, la capacite installee des energies renouvelables a atteint 5.304 MW, portant ainsi le taux de penetration des energies renouvelables a environ 44,3%, reparti comme suit:

* + Energie eolienne

L'annee 2024, a ete marquee par l'octroi des autorisations d'extension de quatre projets de pares eoliens dans le cadre de la loi n°13-09 modifiee et completee par la loi n°40-19. II s'agit de:

* + - «Aferkat wind Farm» d'une capacite de 80 a 100 MW et d'un investissement d'environ 1,8 milliard de dirhams;
    - «Ghrad Jrad» d'une capacite de 80 a 120 MW et d'un investissement d'environ 1,9 milliard de dirhams;
    - «Jbel Khaladi» d'une capacite de 120 a 160 MW et d'un investissement d'environ 2,5 milliards de dirhams ;
    - «Bir Anzaran II» d'une capacite de 120 a 160 MW et d'un investissement d'environ 2,3 milliards de dirhams.

Ceci est conjugue a l'octroi de l'autorisation d'exploitation pour une mise en service du pare eolien «Afttisat II», d'une capacite de 200 MW et d'un investissement de 3 milliards de dirhams.

De surcroit, dans le cadre du programme eolien integre de 850 MW, la mise en service du projet eolien «Jbel Lahdid» d'une capacite de 270 MW et d'un investissement de 3,26 milliards de dirhams est prevue vers la fin de l'annee 2024.

De meme, les travaux de realisation du projet de pare eolien «Dakhla» destine a alimenter la station de dessalement d'eau de mer a Dakhla d'une capacite de 60 MW avec un

investissement d'environ 900 millions de dirhams, seront egalement poursuivis pour une mise en service prevue vers la fin de l'annee 2024.

De plus, l'annee 2024 a connu la mise en service du projet «Repowring» du pare eolien

«Koudia Al-Bayda» d'une capacite de 100 MW et d'un investissement d'environ 1,46 milliard de dirhams.

* + Energie solaire
    - L'octroi de deux autorisations de realisation de deux pares solaires photovolta"iques, ii s'agit du projet «GPM2» d'une capacite de 35 MW a Tanger et du projet «GPM4», d'une capacite de 33 MW a Fes, pour un investissement de

240 millions de dirhams chacun ;

* + - L'octroi d'une autorisation d'exploitation pour une mise en service du pare solaire photovolta"ique «GPMl» d'une capacite de 30 MW, pour un investissement de 240 millions de dirhams;
    - La poursuite du developpement des projets du programme solaire PV «Noor Atlas» de 290 MW et des projets solaires «Noor Midelt» 1, 2 et 3 d'une capacite de 1.985 MW;
    - La poursuite des travaux de realisation des projets solaires photovolta"iques developpes par le Groupe OCP sur ses sites miniers (Ben Guerir, Khouribga et El Youssoufia), en regime d'autoproduction, d'une capacite globale de 301 MW et pour un investissement de 2,4 milliards de dirhams.
  + Energie hydroelectrique

L'annee 2024 sera marquee par l'achevement des travaux de construction de la Station de Transfert d'Energie par Pompage (STEP) d'Abdelmoumen, avec une capacite de 350 MW et pour un investissement de 3,2 milliards de dirhams, ainsi que le demarrage des essais s'y rapportant, pour une mise en service previsionnelle a fin 2024.

* Offre Maroc de l'Hydrogene Vert

En application des Hautes Directives Royales en matiere d'activation de l'«Offre Maroc de l'Hydrogene Vert», ii a ete precede a la publication de la circulaire n°03/2024 du 11 mars

2024 du Chef du Gouvernement, portant sur la mise en reuvre d'une demarche holistique, transparente et pragmatique donnant toute la visibilite necessaire aux investisseurs.

Ladite circulaire s'adresse aux investisseurs ou consortiums desirant produire dans le Royaume, a echelle industrielle, de l'hydrogene vert et ses derives et s'adressant au marche domestique, a l'export ou les deux a la fois. Ceci, tout en mettant a la disposition des investisseurs un fancier public de l'ordre d'un million d'ha (300.000 ha dans une premiere phase) et en exploitant une infrastructure competitive a planifier, a mutualiser, a developper

et a maintenir. De plus, l'«Offre Maroc» propose des incitations fiscales et douanieres conformement aux conditions definies par la legislation et la reglementation en vigueur.

* Developpement des applications nucleaires

L'annee 2024 a connu la finalisation et la signature du nouveau Programme-Cadre de partenariat technique pour la periode 2024-2029 entre le Maroc et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), et ce, selon les priorites nationales et les strategies sectorielles, notamment dans les domaines de la sOrete nucleaire et radiologique, de

!'agriculture, de la sante, de l'eau, de l'energie et de l'industrie. La mise en reuvre de ce programme a ete concretisee a travers !'execution des projets prevus lors de sa 1ere session durant la periode 2024-2025. Les preparatifs pour la 2eme session, couvrant la periode

2026-2027, sont en cours de realisation.

 **Efficacite energetique**

Les orientations strategiques nationales dans les domaines de l'energie ambitionnent de reduire la facture energetique du pays en realisant une economie d'environ 20% a !'horizon 2030, et ce, en mettant en place plusieurs mesures correctives, curatives et preventives.

Ainsi, dans le cadre de la poursuite du renforcement du cadre juridique relatif a l'efficacite energetique, l'annee 2024 a ete marquee par !'adoption, par le Conseil du Gouvernement du 12 septembre 2024, du decret portant application des articles 1 et 7 de la loi n°47-09 relative

a l'efficacite energetique au sujet des Entreprises de Services Energetiques en plus de la

publication dans le bulletin officiel des arretes ministeriels conjoints entre le Ministere de la Transition Energetique et du Developpement Durable et le Ministere de l'lndustrie et du

Commerce relatifs a la performance energetique minimale et l'etiquetage energetique

obligatoire des appareils de refrigeration, a la performance energetique minimale obligatoire des moteurs electriques et a la performance energetique minimale et l'etiquetage energetique obligatoire des climatiseurs.

 **Electrification rurale**

Depuis son lancement en 1996 jusqu'a fin juillet 2024, les realisations du Programme d'Electrification Rurale Globale (PERG) se presentent comme suit:

* L'electrification par raccordement aux reseaux de 41.922 villages regroupant 2.160.756 foyers;
* L'equipement par kits photovolta'fques individuels de :
  + 51.559 foyers dans 3.663 villages pour la periode 1998-2009;

19.438 foyers dans 900 villages dans le cadre du projet solaire au niveau des Communes dans le cadre du programme INDH pour la periode 2016-2018.

A cet effet, le taux d'electrification rurale a atteint 99,89% avec un budget d'investissement realise de 25,37 milliards de dirhams.

* + - * 1. ***Developpement minier et infrastructure geologique***

Suite au seisme d'AI Haouz survenu au Maroc le 8 septembre 2023 et ayant cause des degats humains et materiels au niveau des six provinces et prefecture touchees, plusieurs actions, visant !'exploration et le discernement du zoning geologique, ont ete menees courant l'annee 2024 dont principalement :

 La realisation de la carte geologique neotectonique et d'alea sismique a l'echelle 1/250.00oemedes zones touchees au niveau de la province d' Al Haouz ;

 La realisation de 8 cartes geologiques a l'echelle 1/50.00oeme dans le domaine du Haut­ Atlas correspondant aux feuilles topographiques regulieres de Souk Lakhmis Dades, Ait Toumert, Toundoute, Ait Tamlil, Agouim, Amarzgane, Tiflit et Skoura dans les provinces de Ouarzazate et d'Azilal.

L'annee 2024 a ete, egalement, marquee par la mise en reuvre de plusieurs chantiers visant

!'adaptation du cadre juridique du secteur minier, notamment a travers !'elaboration du projet d'amendement de la loi n°33-13 relative aux mines et du projet de refonte du statut du personnel des entreprises minieres.

Ces efforts se poursuivront durant l'annee 2025 a travers la mise en reuvre des actions suivantes:

* L'organisation d'une campagne de prospection geophysique par avion, en utilisant des methodes radiometriques, magnetiques et electromagnetiques dans les hautes terres du centre du Maroc pour !'equivalent de 16 cartes a l'echelle de 1/50.00oeme sur une superficie atteignant 10.000 km2 ;
* L'elaboration de trois cartes geologiques a l'echelle 1/50.oooeme dans la boutonniere de Bas-Draa (region de Guelmim-Oued Noun), couvrant une superficie de 1.875 km2.
  + - * 1. ***Preservation des ressources forestieres et Jutte contre la desertification***

La strategie «Forets du Maroc 2020-2030», lancee par Sa Majeste le Roi, s'articule autour de

4 principaux axes lies a, la creation d'un nouveau modele avec une nouvelle approche participative, la modernisation des metiers forestiers, le developpement de la gestion des

espaces forestiers et la refonte institutionnelle. Cette derniere vise a doter le secteur d'un

cadre juridique approprie a travers, notamment, la creation de l'Agence Nationale des Eaux et Forets (ANEF) en vertu de la loi n°52-20.

Au titre de l'exercice 2025, Les principales composantes du programme d'action du secteur des Eaux et Forets se presentent comme suit :

 La protection et la securisation du domaine forestier a travers :

* La poursuite des efforts d'assainissement de la situation fonciere, via les operations d'immatriculation des espaces forestiers et les etudes techniques cadastrales sur

200.000 ha;

* L'ouverture, la rehabilitation et l'entretien des pistes sur environ 430 km, integres dans des projets de reforestation, de regeneration et d'amenagement des bassins-versants.

 L'amenagement et le developpement forestier a travers :

* Le renforcement du programme de reboisement : les travaux de plantations nouvelles (reboisement, regeneration et amelioration sylvo-pastorale) devraient ainsi atteindre une superficie de 70.000 ha ;
* La production de pres de 40 millions plants, ainsi que le regarnissage et l'entretien desdites plantations sur environ 7.000 ha ;
* Les travaux de sylviculture et de conduite des peuplements sur une superficie de

20.000 ha;

* La consolidation des mesures incitatives par le mecanisme de compensation des mises en defens pour !'engagement des populations dans la surveillance des forets sur

85.000 ha et la protection des reboisements par les associations pastorales;

* L'amenagement et la consolidation d'amenagement de 35 forets urbaines et periurbaines.

La lutte contre la desertification et la protection de la nature a travers :



* La correction mecanique (seuils en gabions) d'environ 260.000 m3, ainsi que la fixation et l'entretien d'environ 900 ha de dunes littorales et continentales;
* Le renforcement des precedes de surveillance et d'alerte de premiere intervention, l'amenagement et l'entretien de 45 points d'eau, ainsi que l'ouverture et l'amenagement de 520 km de tranchees pare feu ;
* La gestion et la valorisation de la chasse et de la peche continentales, a travers des operations d'amenagements cynegetiques, !'organisation des chasseurs et des pecheurs, le repeuplement des cours d'eau, des lacs naturels et des retenues de barrages par la production, ainsi que le deversement de 25 millions d'alevins de poissons;
* La conservation et la valorisation de la biodiversite a travers la valorisation du reseau des 10 pares nationaux, dont notamment :

Le Pare National d'lfrane (PNI), ayant fait l'objet d'une convention signee entre l'ANEF et plusieurs partenaires institutionnels pour le developpement de l'ecotourisme au niveau de ce pare avec un montant de 729 millions de dirhams;

- Le Pare National de Toubkal dans le cadre du programme post-seisme d'AI Haouz.

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

### LA POURSUITE DE LA MISE EN <EUVRE DES REFORMES STRUCTURELLES

En reponse aux Hautes Directives Royales, reiterant la necessite de renforcer le dynamisme de l'economie nationale dans le but d'elargir les perspectives de developpement de notre pays, le Gouvernement a defini les priorites en matiere d'acceleration du processus d'emergence et de transformation structurelle dans lequel le Maroc s'est engage avec determination. En effet, depuis plusieurs annees, le Maroc a mis en place un vaste

programme de reformes structurelles visant a transformer en profondeur ses structures

economiques et institutionnelles afin de favoriser une croissance inclusive et durable.

Dans ce cadre, l'action du Gouvernement portera sur la consolidation des bases de la bonne gouvernance, en poursuivant la mise en ceuvre des chantiers de reforme de la justice et des

Etablissements et Entreprises Publics. De meme, le Gouvernement s'attellera a la reforme

des regimes de retraite.

Par ailleurs, en vue de renforcer les fondements d'un developpement territorial equilibre, le Gouvernement renforcera ses efforts pour accelerer le chantier de la Regionalisation Avancee et poursuivre activement la mise en ceuvre de la deconcentration administrative.

Aussi, le Gouvernement s'assurera de mettre en ceuvre tous les chantiers relatifs a la reforme de !'Administration, notamment en matiere de bonne gouvernance, de simplification des procedures et de digitalisation des services, tout en poursuivant les efforts deployes pour la consecration du caractere officiel de la langue Amazighe dans tous les aspects de la vie publique.

* 1. 7. *Reforme de la justice*

Dans le cadre de la poursuite de la reforme du systeme judiciaire, l'annee 2025 sera marquee par la consolidation des acquis de la reforme, le renforcement de l'Etat de droit et la garantie d'une justice independante et favorable a l'attractivite du climat des affaires ainsi que la

poursuite de la generalisation des tribunaux de la famille a l'echelle regionale et leur accompagnement en ressources financieres et humaines. Ce processus est amorce durant l'annee 2024 par les realisations suivantes :

 **Domaine legislatif**

* + - L'approbation par le Conseil du Gouvernement du projet de decret n°2-22-92 fixant les modalites et procedures de creation et d'accompagnement des entreprises par voie electronique, et du projet de decret n°2-23-1119 fixant les modalites d'etablissement de la liste des arbitres ainsi que les conditions d'inscription et de radiation y afferentes;
    - L'elaboration de plusieurs projets de textes juridiques et reglementaires dont, le projet de loi relatif a la profession des experts judiciaires, le projet de loi n°65-23 modifiant le

Dahir du 12 aout 1913 formant Code des Obligations et des Contrats, et le projet de loi n°34-23 approuvant la Convention de La Haye sur l'acces international a la justice du 25 octobre 1980.

 **Domaine penal**

L'elaboration d'un ensemble de mecanismes d'assistance dans le domaine de la justice penale, ainsi que d'autres projets institutionnels prioritaires, qui se presentent comme suit:

* + - La mise a jour du easier Judiciaire;
    - La standardisation des Bureaux des pieces a conviction ;
    - L'elaboration d'un projet de loi creant une Banque Nationale des Empreintes Genetiques, la mise en place d'un projet de code des droits de l'enfant et l'achevement du projet de revision d'un ensemble de dispositions relevant de la legislation penale;
    - La poursuite de la mise en reuvre des dispositions du decret portant creation de la Commission Nationale chargee de !'application des sanctions prevues par les Resolutions du Conseil de Securite des Nations-Unies relatives au terrorisme et a la proliferation des armes.

 Demaine civil

* + - La mise en reuvre des dispositions du decret n°2-23-665 relatif a l'etablissement de la carte judiciaire du Royaume tel qu'il a ete modifie par le decret n°2-24-401 publie le 22 juillet 2024.

En outre, la creation de tribunaux specialises commerciaux et administratifs a ete etendue a la plupart des regions du Royaume, notamment, une Cour d'appel administrative a Fes, un tribunal administratif de premiere instance a Tanger, deux Cours d'appel commerciale et administrative a Tanger, deux tribunaux de premiere instance commerciale et administrative a Beni Mellal, ainsi que deux cours d'appel commerciale et administrative a Agadir;

* + - La creation d'un Espace Bleu au tribunal de premiere instance de Biougra et au tribunal de premiere instance de Jerada ;
    - L'etude et la determination des besoins financiers et logistiques lies a la creation du bureau regional de la Conference de La Haye de droit international prive pour la region de l'Afrique du Nord au Royaume du Maroc;
    - L'accompagnement juridique des projets lies a !'administration electronique, notamment le projet de plateforme de creation electronique d'entreprises et son suivi, le projet de numerisation du registre des cooperatives et le projet de creation d'une plateforme de vente judiciaire aux encheres publiques.

 Demaine de transformation digitale du systeme judiciaire

Les projets realises dans le cadre de la nouvelle feuille de route pour la transformation digitale du systeme judiciaire concernent notamment, !'harmonisation de !'arsenal juridique afin d'accompagner les projets de digitalisation, !'amelioration des prestations numeriques pour !'administration judiciaire et la mise a disposition des citoyens, des justiciables et des

professions juridiques et judiciaires des services de qualite, ainsi que le renforcement de la securite informatique au niveau de !'administration judiciaire et la mise a niveau de

!'infrastructure informatique au niveau de !'administration centrale, des services deconcentres et des juridictions.

Les projets programmes pour l'annee 2025 dans le domaine de la transformation digitale concernent notamment les elements suivants :

* + - Le service electronique Apostille pour les actes judiciaires et parajudiciaires;
    - Le projet de formalisation des parcours, des processus et des procedures administratives et judiciaires;
    - La plateforme digitale des ventes judiciaires aux encheres publiques;
    - L'acquisition et !'activation des licences de la solution de gestion electronique des documents et des registres;
    - Le developpement et la mise en service des sites web des tribunaux.
    1. ***Reforme du secteur des Etablissements et Entreprises Publics***

Le chantier de reforme des EEP a ete erige comme priorite nationale suite aux Hautes Orientations Royales, notamment celles contenues dans le Discours du 29 juillet 2020, appelant a realiser avec diligence une reforme profonde du secteur public, garantir une complementarite et une coherence optimales entre leurs missions respectives et, in fine, rehausser leur efficience economique et sociale. Dans ce sillage, le Gouvernement a defini durant l'annee 2021 un programme ambitieux de restructuration des EEP, ayant trait notamment a la publication de la loi-cadre n°50-21 relative a la reforme des EEP ainsi qu'a la publication de la loi n°82-20 portant creation de l'Agence Nationale de Gestion Strategique des Participations de l'Etat et de Suivi des Performances des Etablissements et Entreprises Publics (ANGSPE).

 Operationnalisation de I'Agence Nationale de Gestion Strategique des Participations

**de l'Etat et de Suivi des Performances des EEP (ANGSPE)**

Apres la tenue de son premier Conseil d'Administration le 12 decembre 2022, marquant l'amorce de son operationnalisation, l'ANGSPE a poursuivi la mise en place de ses organes de gouvernance. Lors de son deuxieme Conseil d'Administration, tenu en date du 28 novembre 2023, la procedure de designation des membres independants au sein du Conseil d'Administration de l'Agence a ete approuvee, conformement a !'article 13 de la loi n°82-20.

Lors du 3eme Conseil d'Administration tenu en date du 3 avril 2024, les comptes de l'exercice 2023 et le budget 2024 ont ete approuves, ainsi que le projet de convention de contr6Ie financier de l'Etat sur l'ANGSPE. De plus, les comites specialises de l'Agence ont ete crees et leurs regles de fonctionnement ont ete adoptees, renfon;:ant ainsi la gouvernance de l'Agence.

Depuis son operationnalisation, l'ANGSPE a defini un plan d'action qui s'articule autour de chantiers prioritaires visant a renforcer la gouvernance, a accompagner les operations de transformation des etablissements publics en societes anonymes (SA), a conduire des restructurations sectorielles, a mettre en ceuvre la consolidation des comptes des EEP de son perimetre conformement aux normes IFRS et a mettre en place un dispositif de pilotage de la performance des EEP.

Ainsi, l'ANGSPE a entame la realisation de plusieurs chantiers prioritaires notamment:

* **La mise en place de la Politique Actionnariale de l'Etat** :

L'article 50 de la loi-cadre n°50-21 relative a la reforme des EEP dispose que l'Etat veille a se doter d'une politique actionnariale traduisant les orientations strategiques et les objectifs

globaux de son actionnariat, son role dans la gouvernance des EEP et la maniere dont ii met en ceuvre cette politique.

Dans ce cadre, la mise en place de la Politique Actionnariale de l'Etat fait partie des chantiers

structurants portes par l'ANGSPE. A cet effet, le Conseil des Ministres preside par Sa Majeste le Roi, tenu ler juin 2024, a approuve les orientations strategiques de la Politique

Actionnariale de l'Etat qui definissent les priorites, les objectifs et les principes directeurs qui guideront la gestion et !'evolution du secteur des EEP. Ces orientations offrent un cadre de reference stable et previsible, clarifiant les attentes de l'Etat en tant qu'actionnaire.

Ainsi, suite a !'approbation de ces orientations, l'Agence s'emploie a !'elaboration du projet de la Politique Actionnariale de l'Etat et de son plan de mise en ceuvre. A cet egard, le Chef du Gouvernement, a preside, en date du 19 septembre 2024, une reunion de !'Instance de Concertation sur la Politique Actionnariale de l'Etat instituee par le decret n°2-22-796. Cette reunion a permis d'emettre un avis favorable sur le projet de Politique Actionnariale de l'Etat

prepare par l'ANGSPE. Dans une prochaine etape, ce projet, sera soumis a l'examen et a la

validation du Conseil de Gouvernement, afin que l'Agence puisse demarrer le deploiement de cette politique actionnariale conformement a la Vision Royale.

* La contribution dans la mise en place des textes legislatifs et reglementaires concernant la reforme :

Dans le cadre de la mise en ceuvre de la loi-cadre n°50-21 et de la loi n°82-20, plusieurs textes legislatifs et reglementaires ont ete adoptes et publies en 2023, tandis que d'autres sont en cours d'elaboration ou d'adoption. En 2023, une loi et quatre decrets ont ete publies au bulletin officiel, ii s'agit de :

* + La loi n°40-22 fixant le nombre d'administrateurs independants ainsi que les conditions et la procedure de leur nomination dans les organes consultatifs des entreprises publiques;
  + Le decret n°2-22-582 du 26 janvier 2023 fixant les conditions et modalites de nomination et de remuneration des membres independants siegeant au sein des organes deliberants des etablissements publics;
  + Le decret n°2-22-796 relatif a la composition et aux modalites de fonctionnement de

!'Instance de Concertation sur la Politique Actionnariale de l'Etat;

* + Le decret n°2-22-581 du 26 janvier 2023 fixant les conditions et les modalites de nomination des representants de l'Etat dans les organes deliberants des Etablissements et Entreprises Publics;
  + Le decret n°2-22-964 du 8 decembre 2022 relatif a la designation des representants de l'Etat au sein du Conseil d'Administration de l'ANGSPE.

En ce qui concerne la revision des procedures regissant les operations de portefeuille et de capital, deux projets de loi et un projet de decret sont en cours d'elaboration :

* + Le projet de loi concernant les conditions et les procedures de creation des entreprises publiques dont la creation ne releve pas du domaine de la loi ;
  + Le projet de loi concernant la reforme de la privatisation et ses textes d'application ;
  + Le projet de decret concernant les avis de l'ANGSPE sur les operations de creation

de filiales ou de sous-filiales ou de prises de participation concernant les EEP de son perimetre.

Par ailleurs, le Ministere de l'Economie et des Finances, en collaboration avec l'ANGSPE, pilote !'elaboration de :

* + Un projet de loi relatif a la reforme du contr61e financier et de la gouvernance des EEP;
  + Un projet de loi relatif a la mise en place de !'Instance Centrale de Liquidation ;
  + Trois projets de decret relatifs aux contrats programmes entre l'Etat et les EEP, au code de bonnes pratiques de gouvernance au sein des EEP et a !'evaluation du domaine public mis a la disposition de ces derniers.
* La transformation des etablissements publics relevant du perimetre de l'ANGSPE

**en SA** : l'Agence accompagne les etablissements exer<;:ant une activite marchande dans leur processus de transformation en societe anonyme (SA). Dans ce cadre, des

dialogues strategiques ont ete menes a !'initiative de I'Agence avec un premier groupe d'etablissements publics qui seront transformes en SA, a savoir : l'ONDA, le FEC,

l'OMPIC, la MAP et l'ONHYM et ont permis d'etablir des feuilles de route specifiques et de disposer de la visibilite necessaire sur les modeles economiques et sur les missions assurees. Ainsi, les projets de loi de transformation en SA du FEC et de la MAP sont en cours de finalisation en vue de leur introduction dans le circuit d'adoption, alors que les projets de loi de transformation en SA de l'OMPIC et de l'ONHYM ont ete mis dans le circuit d'adoption.

Pour les autres etablissements publics concernes, ii a ete procede au lancement d'etudes de repositionnement strategique devant permettre de delimiter le champ d'intervention des futures SA et leurs relations avec leurs ecosystemes respectifs (ONEE, ANP, LOARC, Fonds Hassan II pour le Developpement Economique et Social et ONP).

* L'encadrement de !'evolution du portefeuille des EEP relevant du perimetre de I'ANGSPE : dans l'attente de !'adoption des textes prevus par !'article 9 de la loi n°82-

20 portant creation de l'ANGSPE, l'Agence a mis en place un dispositif regissant le traitement des demandes d'avis d'autorisations des operations de portefeuille et sur le capital, engagees par les EEP relevant de son perimetre.

* La consolidation des comptes de l'Etat actionnaire en normes IFRS: conformement

a !'article 5 de la loi n°82-20, l'ANGSPE a pour mission d'elaborer des etats financiers consolides de l'Etat actionnaire. A cet effet, l'ANGSPE a lance un projet de mise en

place de la consolidation en normes IFRS, structure en quatre phases. En 2023, le referentiel IFRS a ete choisi et un cabinet de conseil a ete selectionne pour accompagner sa mise en reuvre.

L'annee 2024 a ete marquee par le lancement officiel du projet, des formations sur les normes IFRS, des ateliers de recensement des pratiques, et !'identification des entites a

consolider. Un diagnostic detaille a ete realise et un modele de presentation des etats financiers consolides a ete choisi. Les phases de diagnostic et de definition de la strategie de consolidation et des options normatives ont ete cl6turees et la derniere phase du projet est entamee. Cette derniere consiste en la preparation de la collecte

des donnees relatives aux entites a consolider, le chiffrage des impacts et la production des comptes consolides de l'Etat actionnaire.

* **La mise en place du dispositif de pilotage de la performance:** ce dispositif s'inscrit dans le cadre de !'article 5 de la loi n°82-20 qui confere a l'Agence la responsabilite de veiller aux interets patrimoniaux de l'Etat actionnaire, de gerer les participations de l'Etat et d'assurer le suivi et !'evaluation des performances des EEP.

A l'issue de ce projet, des canevas seront mis a la disposition des EEP, en tenant compte de leurs particularites et de leur appartenance sectorielle afin d'alimenter et de produire systematiquement les reportings qui seront periodiquement remontes a l'ANGSPE, qui procedera a une analyse et un suivi detaille du respect, par les EEP, des

objectifs initialement convenus et traduits aux niveaux de leurs business plans.

 **La conduite des operations de restructuration de certains EEP**

Les travaux menes par l'Agence ont permis d'accomplir des etapes significatives dans le cadre de ce chantier ambitieux, notamment dans les secteurs suivants :

* **Le secteur de l'audiovisuel** : la restructuration envisagee vise a consolider les entreprises publiques du secteur en un pole unique et integre. L'objectif principal est de creer un holding audiovisuel public viable et durable et de renforcer la presence dudit secteur sur la scene nationale et internationale, tout en s'adaptant aux avancees technologiques et aux changements dans les habitudes de consommation des contenus audiovisuels;
* Le secteur de l'energie : la contribution de l'Agence consiste a accompagner les chantiers s'inscrivant dans le cadre de la restructuration institutionnelle des EEP operant dans ce secteur (ONEE, MASEN, SRM, etc.);
* Le secteur financier: l'ANGSPE a relance le projet de creation d'un pole financier public. Ce projet est justifie par la necessite de creer des synergies entre les entites concernees, pronees par la loi-cadre n°50-21, notamment en termes de processus, d'optimisation des moyens et des coats et de gestion des risques.

Par ailleurs, l'Agence accompagne plusieurs EEP dans la preparation de leurs projets de restructuration dont en particulier l'ONCF, la SNTL, la RAM et Barid AI-Maghrib.

En outre, un programme global d'operations de restructuration de certains EEP ne relevant pas du perimetre de l'ANGSPE, a ete mis en place et fait ressortir deux categories d'operations :

* Les operations en cours d'execution ou ayant un niveau de maturite avance (secteurs de la sante, de !'assurance maladie, de la distribution et de l'urbanisme);
* Les operations en cours d'evaluations et de concertations (secteurs de !'agriculture, de l'enseignement superieur, de !'habitat, de la logistique et de l'efficacite energetique).

A noter que des concertations ont ete engagees avec les EEP et ont abouti a la mise en place d'un programme d'actions specifiques visant !'amelioration de leur gouvernance, de leur controle financier ainsi que d'autres actions d'appui notamment en matiere de recouvrement des creances. II s'agit notamment des secteurs de !'education, de l'enseignement superieur, du tourisme, de !'agriculture, de !'infrastructure et de l'eau.

* + 1. *Poursuite de la mise en oouvre de la Regionalisation Avancee et de la* Deconcentration Administrative
       1. ***Acceleration de la Regionalisation Avancee***

La regionalisation avancee se trouve au coour des chantiers strategiques majeurs du Maroc et vise a instaurer une dynamique fondee sur un partage des competences et des ressources entre l'Etat et les Collectivites Territoriales. L'objectif etant de promouvoir un

developpement economique et social integre et durable, a travers la consecration de la justice spatiale et de l'equite dans la production et la repartition des richesses.

Ainsi, le processus de la regionalisation avancee est aujourd'hui fort d'un arsenal juridique qui traduit la volonte de doter le Maroc d'une organisation territoriale efficace et efficiente, a meme de liberer les energies des territoires et de repondre aux aspirations des citoyens.

Dans cette perspective, le Gouvernement intensifie ses efforts afin d'accelerer la mise en oouvre de ce chantier, a travers plusieurs mesures qui incluent, notamment :

 **La poursuite de la consolidation des ressources financieres affectees aux Regions**

Depuis l'annee 2021, la loi de finances attribue, annuellement, aux regions un montant global de ressources affectees plafonne a 10 milliards de dirhams.

 **L'accompagnement des Regions pour l'exercice de leurs competences**

Diverses instances ont ete mises en place afin d'accompagner les regions dans

!'appropriation complete de leurs competences propres et partagees, et d'evaluer les actions prioritaires ainsi que les progres realises.

Par consequent, ii a ete convenu, conformement a la feuille de route approuvee prealablement par le Comite de Pilotage Strategique, de mettre en oouvre les mesures suivantes:

* **Un programme de travail prioritaire a court terme,** axe sur la relance economique et l'emploi, qui s'est traduit notamment par:
  + L'elaboration d'une circulaire conjointe sur le soutien aux entreprises, et des guides methodologiques et pratiques relatifs au soutien aux entreprises et a la domiciliation et a !'organisation des zones d'activites economiques;
  + Un projet de decret fixant la procedure de preparation du plan de transport;
  + Un projet de decret relatif au processus de contractualisation entre l'Etat et la region, en plus de diverses conventions specifiques pour l'operationnalisation de certaines competences.
* L'achevement de la mise en oouvre des competences de la region a moyen terme, a

travers :

* + La revision et l'ajustement des textes legislatifs et reglementaires encadrant les competences des regions, ainsi que certains textes relatifs aux competences des departements ministeriels concernes;
  + La conclusion de conventions specifiques avec les autres partenaires afin d'activer certaines competences.

 La mise en reuvre des Programmes de Developpement Regional

La mise en reuvre de la regionalisation avancee se poursuit avec la consolidation de l'approche contractuelle entre l'Etat et les regions pour le deploiement des projets de partenariat issus des Programmes de Developpement Regional (PDR).

Depuis l'entree en vigueur de la loi organique n°lll-14 relative aux regions et ses textes d'application, les regions ont elabore leurs PDR pour financer les projets d'investissement prioritaires dans le cadre des contrats Etat-Regions.

II est a noter que le decret n°2-22-475 fixant la procedure d'elaboration, de suivi, d'actualisation et d'evaluation des Programmes de Developpement Regional a ete publie en novembre 2023. Par ailleurs, un projet de decret regissant la procedure de contractualisation entre l'Etat, les regions et les autres intervenants, dans l'objectif d'ameliorer la coordination et l'efficacite des actions des differents partenaires, est en cours de validation.

 La consolidation du role des Agences Regionales d'Execution des Projets

De par les missions qui leur sont devolues par la loi organique n°lll-14 relative aux regions,

les Agences Regionales d'Execution des Projets **(** AREP) sont chargees de !'execution des

projets et programmes de developpement adoptes par les conseils des regions. Les projets d'investissement executes par les AREP concernent, principalement :

* Les projets afferents au PNAEPI 2020-2027;
* Le programme de reduction des disparites territoriales et sociales en milieu rural ;
* Les operations d'amenagement, de rehabilitation et de construction de pistes et de routes, et les operations de construction et d'amenagement d'h6pitaux et centres de sante;
* Les infrastructures diverses telles que les plateformes industrielles integrees, les centres de formation, les infrastructures culturelles, les agropoles, etc.

 L'amelioration de la gestion des services publics de distribution

Dans le cadre de la reforme du systeme de distribution d'electricite, d'eau potable et d'assainissement, le Dahir n°1-23-53 portant promulgation de la loi n°83-21 relative aux Societes Regionales Multiservices a ete publie en 2023.

En 2024, trois decrets d'application de cette loi ont ete publies. lls concernent :

* La creation progressive de ces societes ;
* La structure du capital initial de ces societes ;
* La procedure d'inventaire et de transfert des biens immobiliers et mobiliers, appartenant a l'ONEE et affectes aux services de distribution d'eau, d'electricite et

d'assainissement liquide, au profit des collectivites concernees lors de la conclusion par ces dernieres d'un contrat de gestion avec la Societe Regionale Multiservices.

* + - 1. ***Deconcentration administrative***

Des la publication du decret n°2-17-618, portant Charte nationale de la deconcentration administrative et du decret n°2-19-40, fixant le schema directeur referentiel de la deconcentration administrative, des efforts sont deployes pour reussir ce chantier

strategique. Ainsi, le bilan de la feuille de route de la deconcentration administrative se presente comme suit :

 L'approbation, au cours de l'annee 2019, de 23 schemas directeurs de la deconcentration administrative pour 22 departements ministeriels et pour le Haut-Commissariat au Plan ;

 La publication de l'arrete du Ministre de l'lnterieur n°2782/19 fixant !'organisation du Secretariat General des Affaires Regionales (SGAR) et la nomination des Secretaires Generaux des Affaires Regionales ;

 L'integration des fonctions de «Chefs des Representations Administratives Regionales Sectorielles» et de «Chefs de Representations Administratives Communes» a la liste des fonctions nommees en Conseil de Gouvernement (modification de la loi organique n°02-12

relative a la nomination aux fonctions superieures) ;

 La diffusion de la circulaire n°17/2020 du Chef de Gouvernement pour activer la feuille de route pour la mise en oeuvre de la deconcentration administrative a travers cinq axes principaux : la revision de !'organisation des departements ministeriels, le renforcement et

la qualification des ressources humaines et financieres des services deconcentres, la clarification des competences a transferer aux services deconcentres soit par la delegation de pouvoir, ou par la delegation de signature, le renforcement des mecanismes de suivi et de gouvernance, et l'accompagnement par un programme national de

formation et de communication ;

 La mise en place d'une commission chargee de preparer une matrice contenant les decisions de gestion des ressources humaines a deleguer ou a transferer aux services deconcentres, le calendrier de leur mise en oeuvre et la liste des textes legislatifs et

reglementaires relatifs a la gestion des ressources humaines a reviser;

 La publication du decret n°2-22-81 du 30 mars 2023 relatif a la delegation de pouvoir et de signature;

 L'elaboration des deux projets de decrets suivants :

* Un projet de decret relatif aux principes et regles d'organisation des administrations de l'Etat et fixant leurs attributions (approuve au Conseil de Gouvernement le 2 mai 2024);
* Un projet de decret relatif aux modalites de nomination des chefs de division et des chefs de service au sein des administrations publiques;

Le transfert de 15 actes relatifs a l'investissement, sur un total de 44, aux services



deconcentres.

Le developpement d'une plateforme numerique pour la gestion et le suivi de la mise en oeuvre des schemas directeurs de la deconcentration administrative;



 L'approbation, par la Commission lnterministerielle de la Deconcentration Administrative, de la configuration finale des representations administratives communes et sectorielles au niveau regional, en date du 19 juin 2023 ;

L'elaboration, par la Commission Technique chargee de la mise en oeuvre de la Charte de la deconcentration administrative, en concertation avec les departements concernes, des projets de decrets portant creation et organisation de trois representations administratives communes au niveau regional.



Prochaines etapes de ce chantier



* La poursuite de la mise en reuvre du cadre legislatif et reglementaire relatif a la deconcentration administrative, notamment la publication des projets de decrets precites;
* L'acceleration du transfert des actes d'investissement aux services deconcentres et de la publication des textes legislatifs et reglementaires y afferents ;
* La revision des structures administratives des services centraux et deconcentres pour les aligner sur les attributions definies dans les schemas directeurs de la deconcentration administrative;
* L'actualisation des schemas directeurs de la deconcentration administrative.
  + 1. *Poursuite de la reforme de PAdministration*

La reforme de !'Administration occupe une place de choix dans l'agenda du Gouvernement, et ce, sous !'impulsion des Hautes Orientations Royales, visant a relever le defi de mise en

place d'une Administration publique moderne, efficace et de proximite. A cet egard, le Gouvernement s'attelle a la modernisation de !'Administration tout en pla<;:ant la digitalisation au creur de cette transformation. A cet effet, la mise en reuvre des actions

favorisant !'emergence d'une Administration numerique, prevues dans le cadre de la Strategie Maroc Digital 2030, sera accompagnee par la poursuite des autres chantiers menes par le Gouvernement dans le cadre de la reforme de !'Administration.

* + - 1. ***Amelioration des services publics et simplification des procedures administratives***

Le Gouvernement a elabore en 2020 la loi n°55-19 relative a la simplification des procedures et des formalites administratives. A cet effet, un dispositif reglementaire d'appui a ete prevu comprenant particulierement :

 Le decret n°2-20-660 du 18 septembre 2020 en application de certaines dispositions de la loi precitee ;

 Le decret n°2-22-141 du 8 mai 2023 portant application de certaines dispositions de la loi precitee concernant les actes administratifs delivres par les collectivites territoriales, leurs groupements et leurs instances ;

 Le decret n°2-22-385 du 8 mai 2023 relatif a la fixation de la liste des decisions administratives necessaires pour la realisation des projets d'investissement dont le delai de traitement des demandes y afferentes ne depasse pas 30 jours.

A ce titre, le Gouvernement a entrepris plusieurs actions pour simplifier les parcours administratifs en ayant particulierement recours a la digitalisation. Cet engagement a ete formalise a travers le lancement de plusieurs portails, notamment, le Portail national des

procedures et des formalites administratives «IDARATI», le Portail national des reclamations

«Chikaya», le Portail de transparence et acces a !'information «Chafafiya», le Portail de geolocalisation des Services Publics, le Portail de l'Emploi Public et le Centre d'Appels et d'Orientation Administrative.

Par ailleurs, afin d'attirer les investissements et de faciliter les parcours s'y rapportant, le Gouvernement a mis en place la plateforme electronique «CRI-INVEST».

* + - 1. ***Mise en muvre de la Charte des services publics***

Dans le cadre de la consecration des principes et regles de bonne gouvernance et de l'accompagnement de la mise en reuvre des dispositions de la loi n°54-19 portant Charte des services publics, ii a ete procede a :

 L'elaboration d'un projet de decret fixant !'organisation, la composition et les modalites de fonctionnement de l'Observatoire National des Services Publics;

 L'elaboration d'un projet de circulaire du Chef du Gouvernement relative au suivi et a la mise en reuvre de ladite Charte;

 L'inventaire des textes legislatifs et reglementaires relatifs aux dispositions de la Charte.

* + - 1. ***Consecration du caractere officiel de la langue Amazighe***

Le Gouvernement s'implique fortement dans !'application de la feuille de route relative a la mise en reuvre du caractere officiel de la langue Amazighe couvrant un certain nombre de mesures relatives a !'Administration, aux services publics, a la justice, a !'education, a la culture et a l'audiovisuel. L'echeancier des versements, dicte par les orientations du programme gouvernemental, au profit du Fonds de la Modernisation de !'Administration Publique, d'Appui a la Transition Numerique et a !'Utilisation de l'Amazighe, prevoit une dotation de 200 millions de dirhams en 2025, soit une enveloppe globale de 1 milliard de dirhams sur la periode 2022-2025.

Force est de signaler qu'en 2024, le nouvel an amazigh (14 janvier) a ete decrete jour ferie au Maroc. De surcro1t, et dans le cadre de !'implication active du Gouvernement dans

!'integration de la langue Amazighe dans les institutions publiques, des conventions ont ete signees afin de doter 19 administrations publiques de 1.684 agents charges d'orienter le public amazighophone. Dans le meme sillage, II est egalement prevu d'introduire la langue Amazighe au niveau de 10 sites web officiels des administrations publiques.

* + 1. *Poursuite de la mise en reuvre des autres grandes reformes*
       1. ***Reforme des regimes de retraite***

Le Gouvernement s'est engage dans un processus de reforme structurelle des regimes de retraite, afin de garantir l'equilibre financier du systeme et sa viabilite a long terme. C'est dans cette optique que les resolutions du dialogue social signe le 29 avril 2024 prevoient le demarrage de la reforme du systeme de retraite a travers une reforme globale qui vise :

 L'instauration d'un systeme de retraite a deux poles (pole public et pole prive). L'architecture du systeme et ses parametres seront determines selon une approche participative ;

 La determination des modalites de transition vers le nouveau systeme avec la preservation des droits acquis des regimes existants jusqu'a la date d'entree en vigueur de la reforme;

 Le renforcement de la gouvernance des regimes de retraite en adequation avec les bonnes pratiques dans ce domaine.

Le detail de cette reforme et les modalites de sa mise en ceuvre seront discutes avec les partenaires sociaux et economiques dans le but de converger vers un scenario de reforme devant etre presente lors du prochain round du dialogue social.

* + - 1. ***Renforcement de la gouvernance securitaire***

Le corps securitaire a entrepris, sous la Conduite Eclairee de Sa Majeste le Roi, des actions structurantes pour renforcer la protection des personnes et des biens, lutter contre le terrorisme et le crime organise, et ameliorer la qualite des services rendus aux citoyens.

Dans ce cadre, ii a ete precede a la modernisation des infrastructures et des equipements a

travers !'acquisition de technologies de pointe necessaires a la production de la nouvelle Carte Nationale d'ldentite Electronique (CNIE 2.0), offrant une utilisation plus simple et securisee pour les citoyens.

Sur le plan de la lutte contre la criminalite et le renforcement du sentiment de securite, la mise en ceuvre du programme periodique de la Strategie de Securite 2022-2026, a ete poursuivie. Cette strategie est axee sur le renforcement des structures de lutte contre la criminalite, le developpement des laboratoires de police scientifique et technique, et

!'utilisation systematique des outils d'instruction penale et d'appui technique dans les enquetes.

Cette strategie accorde egalement une importance particuliere au respect des droits de l'Homme, notamment lors des procedures de garde a vue et de surveillance dans les lieux de detention et vise le renforcement de la coordination entre !'ensemble des corps de securite pour optimiser l'effort securitaire global.

* + - 1. ***Rayonnement diplomatique et renforcement de Paction exterieure du Maroc***

Le Gouvernement s'est employe conformement aux Hautes Instructions Royales, a defendre l'integrite territoriale du Royaume et ses interets supremes a l'echelle internationale, et a

consolider son rayonnement tant aux niveaux bilateral que regional et multilateral.

En 2024, les principales realisations en matiere d'action diplomatique se presentent comme suit:

 Le renforcement de la presence du Royaume dans l'echiquier International, a travers la contribution du Royaume aux Organisations lnternationales;

 L'organisation de plusieurs manifestations internationales, dont notamment, le seminaire ministeriel regional pour l'Afrique du Nord et la 3eme edition du cycle de formation specialisee des observateurs des elections au sein de l'Union Africaine;

 La poursuite des travaux de construction du complexe diplomatique a Manama, de l'Ambassade du Royaume a Abidjan ainsi que la Residence du Royaume a Dakar et le lancement des travaux de construction de nouveaux complexes diplomatiques a Abuja,

Cotonou et Conakry ;

 L'achevement des travaux de renovation et de rehabilitation des batiments abritant les Ambassades du Royaume a Londres, Madrid, Paris et La Haye, ainsi que les Consulats generaux du Royaume a Pantoise et Mantes-la-Jolie;

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

 L'amelioration des prestations fournies a la communaute marocaine a l'etranger a travers la mise a niveau des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires (MDPC), ainsi que la generalisation des systemes de traitement des prestations consulaires «E-visa» et

«E-timbre».

Afin de relever les defis de la politique exterieure et de renforcer l'action diplomatique du Maroc, ii est prevu en 2025 :

 La consolidation de la presence du Royaume au sein des organisations internationales et regionales en faveur de la cause nationale;

 L'organisation des evenements au Maroc et a l'Etranger en vue de promouvoir le «label Maroc»;

 L'elargissement du reseau diplomatique et consulaire a travers l'ouverture de nouvelles missions diplomatiques et postes consulaires;

 Le lancement du projet de construction d'un complexe diplomatique a Kinshasa et la poursuite des travaux de construction des complexes diplomatiques a Abuja, Cotonou et Conakry;

 La poursuite des travaux d'extension de l'Ambassade du Royaume a Dakar, la Residence du Royaume a Berne ainsi que le batiment abritant le service central du Ministere et la finalisation des travaux de construction du complexe diplomatique du Royaume a Manama ainsi que la chancellerie du Royaume a Abidjan ;

 L'amelioration des services rendus aux MRE a travers la mise a niveau de nombreux locaux consulaires pour ameliorer les conditions d'accueil ainsi que la qualite des prestations consulaires.

***11/.3.5.4. Plan d'action national dans le domaine de la democratie et des droits de***

***/'Homme***

L'annee 2024 a ete marquee par le suivi du processus renforce de !'interaction avec le systeme onusien des droits de l'Homme en termes de reporting et monitoring. Ainsi, le processus de preparation d'un plan d'action national pour la mise en reuvre des recommandations decoulant de !'interaction avec ce systeme, a ete declenche. Ce plan fait l'objet depuis octobre 2023 de dissemination avec le systeme des Nations Unies au Maroc, les agences de cooperation internationale et les differentes ambassades accreditees au Maroc.

En matiere d'interaction avec les organes conventionnels, le processus de preparation du 2eme rapport periodique sur la mise en reuvre de la convention internationale de la protection des droits des personnes en situation de handicap a ete lance, en plus du lancement de la preparation de !'interaction avec deux organes conventionnels.

Par ailleurs, l'annee 2024 a ete egalement marquee par !'elaboration et la signature de plusieurs plans d'actions et de travail, dont le plan de travail avec le Programme de Developpement des Nations Unies (PNUD) pour la mise en reuvre des engagements internationaux du Royaume et une feuille de route avec le conseil de l'Europe, l'lnstitut Danois et autres partenaires.

Par ailleurs, l'annee 2025 sera marquee principalement par !'adoption du projet de la vision strategique de la Delegation lnterministerielle aux Droits de l'Homme pour la periode

2025-2030 qui constituera le cadre general de ses plans d'actions pour les annees a venir, a

savoir:

 Le renforcement de la mise en ceuvre des engagements du Royaume dans le domaine des droits de l'Homme;

 L'amelioration de la cooperation et !'interaction avec le systeme onusien des droits de l'Homme;

 Le renforcement des efforts du Royaume en matiere de promotion des connaissances et de !'expertise nationale de la culture des droits de l'Homme;

 La contribution a la capitalisation et la consolidation des acquis nationaux en matiere des droits de l'Homme et leur protection.

* + - 1. ***Strategie de la Societe Civile et renforcement de la Democratie Participative***

***l/1.3.5.5.1. Strategie de la Societe Civile***

Le Gouvernement poursuit son engagement a mettre en ceuvre les axes de la strategie

«Nassij» 2022-2026, et ce, dans l'objectif de batir un tissu associatif moderne, independant, et createur du developpement. Ainsi, l'annee 2024 a ete marquee principalement par:

 L'appui technique a travers !'organisation des formations au profit des associations de la societe civile et le renforcement des capacites des acteurs de la societe civile a travers un plan de formation national et regional ;

 La creation de poles associatifs au niveau regional afin de permettre la transmission du savoir et le partage des experiences;

 La promotion de la solidarite et de la mutualisation des moyens entre les associations par la creation d'espaces communs de travail au niveau local ;

 L'amelioration des services electroniques au profit des associations de la societe civile a

travers la creation d'une plateforme denommee «societe-civile.ma».

Le plan d'action du Gouvernement pour l'annee 2025 portera notamment sur:

 La poursuite de la concretisation du programme de renforcement des capacites de gestion et institutionnelles des associations au niveau des regions du Royaume programmees, ii s'agit de Fes-Meknes, Guelmim-Oued Noun, Casablanca-Settat et Tanger­ Tetouan-AI Hoceima ;

 La creation de poles de competences regionales dans les differentes regions du Royaume;

 La presentation d'une offre de formation au niveau regional traitant des aspects organisationnels des associations et d'autres thematiques transverses ;

 Le rassemblement de !'ensemble des formations sur la plateforme nationale de la formation a distance des associations «Tacharokia.ma» ;

 La creation d'espaces communs de travail pour les associations au niveau des regions de Guelmim-Oued Noun, Casablanca-Settat et Tanger-Tetouan-AI Hoceima dans la perspective d'elargir cette action au reste des regions du Royaume;

I *PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

***l/1.3.5.5.2. Renforcement de la Democratie Participative***

Le Gouvernement s'est engage dans un processus continu de capitalisation des resultats acquis en matiere de renforcement de la democratie participative, en mettant en ceuvre les projets qui s'inscrivent au niveau de l'axe horizontal de la strategie «Nassij» 2022-2026

relatifs a la promotion de la participation citoyenne. Ainsi, l'annee 2024 a ete marquee par

les realisations suivantes :

 L'avancement dans !'elaboration d'un plan de communication sur la participation citoyenne, en mettant en exergue !'importance de !'appropriation de ses mecanismes et de ses pratiques ;

 La poursuite de !'execution du plan de communication dedie aux conditions d'eligibilite des petitions.

L'annee 2025 sera consacree a la realisation des actions suivantes :

 L'elaboration d'un plan de communication national sur les motions et petitions presentees par les citoyens et recevables par les autorites publiques competentes;

 Le lancement de plusieurs campagnes de sensibilisation et de communication au niveau regional autour de !'importance de la participation citoyenne;

 L'initiation, dans le cadre du partenariat avec le programme des Nations Unies pour le developpement, d'un programme regional de renforcement des capacites des associations dans le domaine de la participation citoyenne;

 La poursuite de la mise a jour et de la simplification de !'utilisation de la plateforme nationale de la participation citoyenne «Eparticipation» ;

 La poursuite, en partenariat avec l'Agence Beige de Developpement «ENABEL», de la mise en ceuvre du programme de promotion et d'accompagnement de la societe civile

dans le volet de la democratie participative, et ce, dans le cadre du projet «aide et appui a

la participation citoyenne», finance par l'Union Europeenne;

 La mise a disposition des citoyens et des associations d'outils et de guides pratiques relatifs a la participation citoyenne.

* + - 1. ***Encadrement du champ re/igieux***

La strategie de reforme et de modernisation du champ religieux menee sous la Conduite Eclairee de Sa Majeste le Roi, Commandeur des Croyants, s'articule autour de 3 axes majeurs :

 **Le renforcement de l'encadrement religieux**

* + - * + La formation des imams au sein de l'lnstitut Mohammed VI de formation des imams, morchidines et morchidates, qui accueille des etudiants marocains et etrangers d'une dizaine de pays;
        + La poursuite de l'effort d'amelioration de la situation materielle des preposes religieux;
        + La conclusion d'une convention avec la CNSS, pour la prise en charge de !'assurance maladie obligatoire de base (AMO) des preposes religieux, et ce, conformement aux dispositions du decret n°2-23-562 ;
        + L'octroi des prix et recompenses notamment, le Prix Mohammed VI pour le Adhan et le Tahlil, le prix Mohammed VI de Ahl Al Qoraan et Ahl Al Hadith et le Prix de l'enfant ayant memorise le Saint Coran ;
        + La reorganisation du Conseil Superieur des Oulemas, et ce, conformement aux dispositions du Dahir n°l-23-47 modifiant et completant le Dahir n°l-03-300.

**Le developpement des lieux d'exercice du culte islamique et lieux culturels**



* + - * + La poursuite du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz;
        + La poursuite du programme national de mise a niveau des mosquees menac;:ant ruine a

travers la mise a niveau de 98 mosquees;

* + - * + Le lancement des travaux de restauration de 9 mosquees historiques et l'achevement de restauration de 11 mosquees historiques;
        + Le lancement des travaux de maintenance de la mosquee Mohammed VI a N'Djamena a Tchad et la construction de ses dependances, ainsi que l'amenagement de son exterieur;
        + La poursuite du programme de mise a niveau energetique des mosquees et de leur equipement en materiel de lutte contre les incendies;
        + La poursuite des travaux de construction des complexes cultuels et culturels a Agadir et Errachidia, ainsi que l'lnstitut Mohammed VI des lectures et etudes coraniques.

**L'amelioration de l'offre de la formation et de l'enseignement religieux**



* + - * + La poursuite des travaux de construction d'un etablissement traditionnel a la province de Settat, la maintenance de l'etablissement Lalla Aicha a Sale, ainsi que la construction des services sanitaires a l'etablissement Cheikh Mohammed Elmaate Ben Saleh Charki ;
        + La realisation des etudes preliminaires et architecturales pour la construction de l'etablissement traditionnel a la province de Safi, ainsi que la realisation des etudes relatives a !'extension de plusieurs etablissements traditionnels notamment a Settat,

Ben Ahmed, Laayoune, Essmarra, Guelmim, Zagora, Chtouka Ait Baha et Errachidia;

* + - * + L'amenagement et l'equipement de plusieurs ecoles d'enseignement traditionnel ;
        + La poursuite de l'octroi des bourses d'etudes au profit des eleves et etudiants des ecoles d'enseignement traditionnel, avec 28.000 bourses accordees en 2024;
        + L'augmentation du nombre de beneficiaires du programme de lutte contre l'analphabetisme pour atteindre pres de 165.290 pour le 7er niveau et 89.301 pour le 2eme niveau.

Pour l'annee 2025, les actions prevues concernent principalement ce qui suit :

* + - * + La poursuite du Programme de Reconstruction et de Mise a Niveau Generale des Zones sinistrees par le Seisme d'AI Haouz;
        + La construction de 12 nouvelles mosquees, la mise a niveau de 85 mosquees, la restauration de 12 mosquees historiques et l'equipement de 3.913 mosquees;
        + La poursuite du programme de mise a niveau energetique des mosquees et de leur equipement en materiel de lutte contre les incendies ;
        + La poursuite, au titre de la Convention signee devant Sa Majeste le Roi, du «programme de valorisation des activites economiques et amelioration du cadre de vie dans la medina de Fes»;
        + La poursuite de l'effort d'amelioration de la situation materielle des preposes religieux et l'elargissement des prestations sociales qui leur sont dediees.

### LA PRESERVATION DE LA SOUTENABILITE DES FINANCES PUBLIQUES

Parallelement a !'importance accordee par le Gouvernement a la mise en ceuvre des differentes reformes structurelles et des strategies sectorielles, la preservation de l'equilibre des finances publiques et de leur soutenabilite constitue une preoccupation de premier ordre. Des efforts importants sont ainsi deployes en vue de mobiliser davantage de ressources et d'en assurer la perennite, en adoptant un ensemble de reformes necessaires, qui permettraient de degager des marges financieres, a meme de faire face aux grands defis structurels auxquels l'economie nationale est confrontee, et a financer les differents projets de reforme et de developpement dans lesquels notre pays s'est engage.

La reforme de la Loi Organique relative a la loi de Finances se trouve en tete de ces reformes imperatives. En outre, le Gouvernement poursuivra la mise en ceuvre de la loi-cadre n°69-19 portant reforme fiscale, en adoptant des mesures concretes en vue d'instituer l'equite fiscale et de mettre en place un systeme fiscal stable, simplifie et transparent.

De surcroTt, le Gouvernement ceuvrera a la poursuite de ses efforts pour rationaliser la gestion du portefeuille public, via la mise en ceuvre des dispositions de la loi-cadre n°50-21 relative a la reforme des Etablissements et Entreprises Publics, pour plus de complementarite et de synergie entre leurs missions et pour un meilleur rendement economique et social.

Dans ce sillage, le Gouvernement veillera, a poursuivre la reduction progressive du deficit budgetaire, afin d'inscrire les finances publiques sur une trajectoire de reduction du niveau d'endettement, de renforcer l'equilibre financier et de retablir les marges budgetaires necessaires a la poursuite des differents chantiers de developpement.

* 1. 7. *Consolidation des reformes liees aux Finances Publiques*

***111.4.* 7. 7. *Projet de reforme de la Loi Organique relative a la Joi de Finances***

Le deploiement de la Loi Organique n°130-13 relative a la loi de Finances (LOF) a fait etat d'avancees importantes notamment en matiere de renforcement de la discipline budgetaire, d'amelioration de la transparence des finances publiques, d'impregnation de la culture de performance et de renforcement du role du Parlement dans le debat budgetaire.

Ces avancees ont ete saluees par les partenaires techniques et financiers, notamment au niveau de la derniere evaluation de la performance du systeme de gestion des finances publiques selon le cadre PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability). Le rapport d'evaluation publie en septembre 2024 met en evidence les efforts consequents consentis

par le Maroc dans le domaine de la gestion des finances publiques ainsi que !'evolution significative des realisations accomplies en la matiere.

En depit des resultats prometteurs tires de !'application de la LOF, la veille juridique et le suivi de son appropriation ont rendu necessaire !'introduction de certains amendements, afin d'integrer les ajustements et les ameliorations requis et d'ancrer certaines bonnes pratiques internationales en matiere de gestion des finances publiques.

Dans ce sens, le projet d'amendement de la LOF s'articule autour de 3 principaux axes a

savoir:

 Axe 1 : Elargissement du champ d'application de la LOF aux Etablissements Publics

**non marchands**

Les operations des budgets de ces etablissements seront prevues, autorisees, executees et contr6Iees dans les memes conditions que les operations du budget general, notamment en matiere d'application :

* Des regles financieres et budgetaires : ces regles englobent notamment la prevision des ressources et des charges par la loi de finances tout en adoptant le caractere evaluatif des budgets ;
* De l'approche de performance axee sur les resultats, notamment a travers !'adoption de la nomenclature programmatique, ainsi que la concordance entre les programmes desdits etablissements et les programmes de rattachement relevant des departements de tutelle;
* Des regles comptables, incluant la tenue d'une comptabilite budgetaire, en plus d'une comptabilite generale.

Axe 2 : Renforcement de la soutenabilite des Finances Publiques, a travers :



* L'encadrement et la rationalisation des recettes affectees en vue d'etendre le perimetre de l'autorisation parlementaire et de generer des ressources supplementaires pour le budget general. Dans ce cadre, le plafond des recettes affectees sera fixe par la loi de finances et tout excedent realise sur le plafond autorise sera verse au budget general ;
* L'introduction d'une nouvelle regle budgetaire, ancree sur un objectif d'endettement a moyen terme, en vue d'orienter la trajectoire de la programmation budgetaire triennale (PBT);
* L'introduction d'une clause derogatoire a la regle d'or relative a l'endettement issue de

!'article 20 de l'actuelle LOF, a travers la mise en place des dispositions conditionnant

!'activation de cette derogation a un contexte economique et social exceptionnel ;

* Le renforcement de certains principes et regles budgetaires, a savoir la consecration de

!'application des reserves de precautions, et la fixation par voie reglementaire des criteres de selection des projets d'investissement public.

Axe 3 : Renforcement du role du Parlement notamment dans !'elaboration et



!'execution des Lois de Finances, par:

* La clarification du processus et des modalites d'examen et d'approbation de la Loi de Finances Rectificative (LFR), a travers notamment l'encadrement des conditions de recours a ladite loi, la reduction du delai d'examen et de vote, la consecration de la

competence exclusive des commissions parlementaires en charge des finances dans le processus d'examen et du vote ainsi que l'encadrement de la nature des amendements a presenter par rapport a son contenu ;

* L'introduction de nouvelles dispositions relatives a la Loi de Reglement, a savoir la reduction, de maniere progressive, du delai de son depot et l'encadrement du delai de vote par le Parlement ;
* L'enrichissement des documents accompagnant le Projet de Loi de Finances de l'annee, par une note sur le cadre budgetaire a moyen terme;
* Le renforcement de la demarche de performance a travers la presentation, aux commissions parlementaires concernees, des rapports de performance se rapportant a

l'exercice precedent, en accompagnement des projets de budget des departements ministeriels;

* La consecration de la dematerialisation du processus de depot, saisine et transmission des documents pour la preparation et la presentation des lois de finances.

Ainsi, la LOF continuera de servir de cadre robuste pour une gestion financiere publique moderne, orientee vers la performance et l'efficacite, tout en s'adaptant aux exigences evolutives et aux bonnes pratiques internationales.

***111.4. 7.2. Poursuite de la mise en muvre de la Joi-cadre n°69-79 portant reforme fiscale***

Apres les reformes introduites en matiere de l'lmpot sur les Societes (IS) en 2023 et en matiere de la Taxe sur la Valeur Ajoutee (TVA) en 2024, selon une approche progressive a

!'horizon 2026, le processus de la reforme fiscale sera poursuivi en 2025 par la reforme de l'lmpot sur le Revenu (IR), conformement aux orientations de la loi-cadre n°69-19 portant reforme fiscale et des engagements du Gouvernement dans le cadre du dialogue social.

Ainsi, les principales reformes fiscales introduites par les lois de finances 2022, 2023 et 2024 s'articulent autour des axes suivants :

 **La poursuite de la reforme de la Taxe sur la Valeur Ajoutee (TVA)**

La loi de finances de l'annee 2024 a introduit la reforme de la TV A, selon une demarche progressive sur une periode de trois ans (2024, 2025 et 2026). Cette reforme vise trois objectifs :

* **Un objectif d'ordre social,** afin de soutenir le pouvoir d'achat des menages et d'attenuer l'impact de !'inflation, a travers la generalisation de !'exoneration de la TVA a

certains produits de base de large consommation ;

* Un objectif de neutralite economique, afin d'assurer la neutralite de la TVA et de reduire l'effet du butoir sur les entreprises, et ce, en alignant progressivement les taux de la TVA (7%, 10%, 14% et 20%) pour les limiter a !'horizon 2026 a deux taux normaux

(20% et 10%);

* Un objectif d'equite fiscale, en vue de faciliter !'integration du secteur informel, de rationaliser les incitations fiscales et de clarifier et d'harmoniser les dispositions du texte fiscal.

D'autres mesures fiscales ont ete prevues pour la lutte contre la fraude fiscale et !'integration de l'informel, notamment :

* + La mise en place d'un nouveau dispositif de retenue a la source en matiere de TVA;
  + L'institution de !'obligation de presenter des garanties pour beneficier de

!'exoneration de la TVA sur les biens d'investissement, avec la reinstauration de

!'obligation de conservation de ces biens pendant cinq ans;

* + L'instauration des formalites reglementaires pour le benefice de !'exoneration du materiel agricole;
  + La creation d'un nouveau regime d'auto-liquidation de la TVA;
  + L'elargissement du champ d'application de la TVA pour apprehender les prestations de services fournies a distance de maniere dematerialisee par des non-residents;
  + L'institution du principe de la solidarite en cas d'infraction aux obligations de declaration et/ou de paiement en matiere de TV A.

Concernant les mesures d'harmonisation et de clarification des regles d'assiette, plusieurs actions ont ete retenues dont notamment :

* + La reduction du seuil fixe pour la conclusion des conventions d'investissement eligibles a !'exoneration de la TVA sur les biens d'investissement;
  + La revision de la sanction applicable en cas de depot hors delai d'une declaration creditrice ;
  + La clarification du delai de forclusion lie a l'exercice du droit a deduction ;
  + L'exoneration de la TVA a l'interieur des redevances et droits de licence dont la valeur est incluse dans la base d'imposition de la TVA a !'importation ;
  + L'extension de !'exoneration de la TVA aux prestations de services liees aux equipements et materiels militaires acquis par les organes charges de la defense nationale, de la securite et du maintien de l'ordre public;
  + L'elargissement du champ d'application de !'exoneration de la TVA aux cooperatives.

 **Reforme de l'lmp6t sur les Societes (IS)**

La reforme de l'IS entamee en 2022, vise les objectifs suivants :

* La convergence progressive des taux d'IS proportionnels vers un taux unifie fixe a 20%

a !'horizon de 2026, afin de reduire la pression fiscale sur les petites et moyennes

entreprises et renforcer leur competitivite ;

* L'amelioration de la contribution des grandes societes realisant un benefice net egal ou superieur a 100 millions de dirhams, en convergeant progressivement vers un taux unifie fixe a 35% a !'horizon de 2026, avec !'application d'un taux de 40% pour les

etablissements de credit et organismes assimiles, Bank AI-Maghrib, la CDG et les entreprises d'assurances et de reassurance ;

* La reduction progressive, sur une periode de quatre ans (2023-2026), du taux de la retenue a la source sur les produits des actions, les parts sociales et les revenus

assimiles de 15% a 10%, afin d'attenuer l'impact de !'augmentation des taux d'IS pour certaines societes ;

* La baisse des taux de la cotisation minimale, en ramenant le taux normal de 0,50% a 0,25% et en reduisant le taux applique aux operations effectuees par les entreprises commerciales au titre des ventes portant sur les produits de base de 0,25% a 0,15%.

Reforme de l'lmp6t sur le Revenu (IR)



Plusieurs mesures ont ete introduites par les lois de finances precedentes dans le cadre de la reforme progressive de l'IR, a savoir:

* L'allegement de la charge fiscale des titulaires de revenus salariaux et assimiles, des retraites et des artistes ;
* L'encouragement a la creation des postes d'emploi notamment a travers la prorogation jusqu'au 31 decembre 2026 de !'exoneration de l'IR des employes nouvellement recrutes et des salaries a !'occasion de leur premier recrutement, et ce, pendant les trente-six

(36) premiers mois a compter de la date dudit recrutement et la prorogation de

!'exoneration de l'IR au titre du salaire mensuel brut plafonne a 10.000 dirhams verse par les entreprises creees durant la periode allant dur janvier 2015 au 31 decembre 2026,

dans la limite de 10 salaries. Cet avantage est accorde, pour une periode de 24 mois;

* L'accompagnement du Chantier de la generalisation de la protection sociale en prevoyant la deductibilite des cotisations sociales des professionnels, des travailleurs independants et des personnes non-salariees;
* L'application du principe de !'imposition du revenu global des personnes physiques selon un bareme progressif avec !'amelioration du mode d'imposition et de recouvrement de certaines categories de revenus;
* La clarification de certains regimes d'imposition en matiere d'IR.

 Autres mesures introduites pour la mise en ceuvre des objectifs de la lei-cadre n°69- 19 portant reforme fiscale

* + La rationalisation des incitations fiscales, conformement aux normes internationales de bonne gouvernance fiscale et aux accords et conventions conclus a cet effet,

notamment en ce qui concerne:

* + - Les avantages prevus en matiere de l'IR applique aux salaries des banques et assurances ayant le statut Casablanca Finance City (CFC) ;
    - Le regime des Organismes de Placement Collectif lmmobilier (OPCI) ;
    - Les incitations fiscales prevues en faveur des entreprises financieres installees dans les Zones d'Acceleration lndustrielle (ZAI) et !'exoneration de l'imp6t retenu a la

source au titre des dividendes verses par les societes ayant le statut CFC et les societes installees dans les ZAI.

* + L'integration du secteur informel et la lutte contre la fraude et !'evasion fiscale, notamment a travers :
    - L'adaptation et !'amelioration du regime de la Contribution Professionnelle Unique (CPU) et du regime de l'autoentrepreneur appliques aux activites de proximite, afin de mettre en place un cadre fiscal simplifie permettant d'accelerer !'integration du secteur informel ;
    - L'accompagnement des entreprises en difficulte, a travers la regularisation de la situation fiscale des entreprises «inactives» ou ne realisant aucun chiffre d'affaires ;
    - La revision de la procedure d'examen de !'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques;
    - Le renforcement des garanties et droits des contribuables, la valorisation des instances de recours fiscal et la consolidation de leur independance;
    - Le renforcement de la collaboration en matiere d'echange d'informations entre

!'administration fiscale et les autres administrations et organismes publics.

* + L'application au titre des annees 2022, 2023, 2024 et 2025, de la contribution sociale de solidarite sur les benefices et les revenus;
  + La promotion de l'investissement productif, a travers !'institution d'une mesure transitoire, au titre des annees 2022 a 2025, visant l'incitation au reinvestissement du montant global du produit de cession des elements de l'actif immobilise.

Les mesures fiscales proposees dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 concernent principalement :

 Reforme de l'lmp6t sur le Revenu CIR)

Cette reforme est proposee afin d'honorer !'engagement du Gouvernement prevu par l'accord d'avril 2024, dans le cadre du dialogue social, pour !'amelioration des revenus des fonctionnaires et des salaries.

Cet engagement se rapporte a la revision de l'imp6t a partir du 1er janvier 2025, a travers plusieurs mesures specifiques visant !'amelioration du revenu de la classe moyenne

notamment des fonctionnaires et des salaries. Cette revision sera operee a travers le

reamenagement du bareme de calcul de l'IR, comme suit :

* + Le relevement de la premiere tranche du bareme relative au revenu net exonere de

30.000 dirhams a 40.000 dirhams, ce qui entrainera !'exoneration des revenus inferieurs a 6.000 dirhams par mois;

* + La revision des autres tranches du bareme afin de les elargir pour reduire les taux appliques aux revenus de la classe moyenne, ce qui lui permettra de beneficier d'une reduction de ces taux d'environ 50% du taux en vigueur;
  + La reduction du taux marginal du bareme precite de 38% a 37%.

Parallelement au reamenagement du bareme de l'IR precite, le montant annuel de la reduction au titre des charges de famille sera releve de 360 dirhams a 500 dirhams par personne a charge.

 Renforcement des actions d'integration du secteur informel et de la lutte contre la fraude fiscale

Dans le cadre de la poursuite des actions prises depuis 2022 pour !'integration du secteur informel dans l'economie structuree et la lutte contre la fraude fiscale, des mesures seront prises dans le cadre du Projet de Loi Finances pour l'annee 2025 pour renforcer le cadre juridique et institutionnel mis en place, et ce, afin d'assurer l'equite fiscale et la mobilisation

du plein potentiel fiscal, en veillant a l'incitation a la conformite fiscale volontaire et a la transparence des declarations des contribuables.

***111.4.7.3. Consolidation de la gouvernance et de la transparence du portefeuil/e public***

Les principaux chantiers menes pour la valorisation du portefeuille public portent sur:

 **Projet de reforme du dispositif de gouvernance et de contr6Ie financier de l'Etat sur les EEP**

La loi-cadre n°50-21 relative a la reforme des etablissements et entreprises publics prevoit dans son article 39, de mettre en place un nouveau dispositif de contr6Ie qui aura pour finalite :

* L'instauration d'un contr6Ie financier axe, principalement, sur !'appreciation des performances, !'evaluation du dispositif de gouvernance et la prevention des risques;
* Le renforcement de la responsabilite des organes de gestion ;
* La generalisation progressive du contr6Ie financier de l'Etat a !'ensemble des EEP;
* La suppression progressive du contr6Ie prealable pour les etablissements publics exer<;:ant une activite marchande.

Le projet, en cours de finalisation, s'appuie sur cinq grandes inflexions, a savoir, le renforcement de la maitrise du portefeuille public, l'ancrage des bonnes pratiques de gouvernance, la generalisation progressive du contr6Ie financier, la modulation du contr6Ie et sa dynamisation ainsi que le renforcement de la transparence et de la reddition des comptes.

 **Code marocain des bonnes pratiques de gouvernance des EEP**

Ce chantier a debouche sur une version du projet de Code qui a ete soumise au processus de consultation publique en juillet 2023, par la Commission Nationale de Gouvernance d'Entreprise (CNGE). Les recommandations formulees a !'issue de cette consultation publique, ont ete prises en compte et validees conformement aux orientations du Chef du

Gouvernement. La mouture finale dudit projet de Code et le projet de decret y afferent ont ete soumis au SGG, et ce, en application des dispositions de !'article 38 de la loi-cadre n°50-

21 relative a la reforme des EEP.

Les concertations sont en cours avec le SGG en vue de finaliser le Code et le publier en 2024, en precisant qu'un plan d'action a ete mis en place et sera deploye, apres la publication du decret portant approbation dudit Code. Ce plan d'action sera mis en ceuvre avec comme principaux objectifs d'ameliorer !'image des EEP aupres du public, de positionner ces entites en tant qu'acteurs cles dotes d'une gouvernance exemplaire et de favoriser leur contribution

a la creation de valeur.

 Amelioration de la gouvernance des EEP relevant du perimetre de l'ANGSPE

Conformement a la legislation regissant la reforme des EEP et a ses textes d'application, l'ANGSPE a mis en place une feuille de route visant a ameliorer et professionnaliser la

gouvernance des EEP relevant de son perimetre.

Suite a la publication des textes relatifs a la designation d'administrateurs et de membres independants dans les EEP, I' Agence a elabore et diffuse, aupres des EEP de son perimetre,

une procedure de designation des membres et administrateurs independants, en cours d'adoption et de deploiement par de nombreux EEP. L'ANGSPE procede egalement a une evaluation des compositions des organes de gouvernance des EEP afin d'identifier les besoins effectifs en competences complementaires.

L'ANGSPE vise la nomination d'un ou plusieurs administrateurs independants dans les 34 entreprises publiques a participation directe de l'Etat. Le nombre d'EEP ayant entame ou programme !'adoption de la procedure, s'eleve a 24 soit un taux de pres de 71% de l'objectif. A cet egard, et dans la continuite des actions entreprises, l'ANGSPE envisage:

* L'accompagnement et l'incitation des entreprises publiques dans leurs demarches pour introduire au moins un administrateur independant avant fin 2024;
* L'etablissement et la diffusion d'un guide qui precise les criteres de preselection avec des modeles de descriptif de profil et de grille de notation ;
* La mise en place d'une CVtheque regroupant notamment les CV des candidats potentiels transmis a l'ANGSPE pour accord;
* La contribution a la conception de la base de donnees des administrateurs independants en cours de mise en place par le Ministere de l'Economie et des Finances.

Les prochaines etapes pour ameliorer la gouvernance des EEP comprennent, outre

!'acceleration de !'introduction d'administrateurs independants :

* L'evaluation et la revue des organes de gouvernance de certains EEP et la poursuite de la generalisation de la mise en place de comites specialises et de leurs chartes;
* La poursuite de la digitalisation des organes de gouvernance et de la formation des administrateurs de l'Agence appeles a sieger dans les organes de gouvernance des EEP;
* La contractualisation a travers la conclusion de contrats de performance entre les organes deliberants des EEP et leurs dirigeants.

 Poursuite de l'accompagnement du processus de contractualisation entre l'Etat et les

**EEP**

II a ete procede en 2023, a !'evaluation et au suivi du bilan retrospectif du contrat­ programme Etat-RADEEMA (2020-2022), a la signature d'un nouveau contrat-programme ainsi qu'a !'evaluation et au suivi du contrat-programme Etat-CMR (2022-2024).

De meme, des reunions ont ete tenues pour le suivi du protocole d'accord Etat-ONCF signe en 2019 pour examiner l'etat d'avancement des dispositions prevues par ledit protocole, et ce, en prevision de la mise en place d'un nouveau contrat-programme. II en est de meme pour le protocole d'accord Etat-ONEE 2023-2027 et le contrat-programme Etat-RAM 2023- 2037.

Concernant les nouveaux projets de contrats-programmes, plusieurs projets se trouvent dans leurs phases de cadrage ou d'initiation notamment avec l'ONCF, l'ADM, l'Entraide Nationale, l'lnstitut National de la Recherche Agronomique, la SNTL et le Groupe Barid Al- Maghrib.

De meme, plusieurs dialogues sont menes avec les EEP a caractere strategique visant la delimitation de leurs relations contractuelles avec l'Etat, notamment, en matiere de mise en ceuvre des politiques publiques et des strategies sectorielles ainsi que la revue des modeles economiques de certains d'entre eux. II s'agit notamment des dialogues menes depuis 2022 avec la Societe Nationale des Transports et de la Logistique, le Groupe Banque AI-Maghrib et le Holding Al Omrane.

Sur le plan reglementaire et pour accompagner les EEP dans le processus de contractualisation, les travaux de deploiement de la loi-cadre precitee se poursuivent pour !'adoption du projet de decret fixant les modalites et les conditions dans lesquelles les contrats-programmes doivent etre conclus entre l'Etat et les EEP. Ledit projet de decret a ete finalise en concertation avec le SGG dans la perspective de son adoption en Conseil de Gouvernement.

II convient de signaler que ledit projet prevoit la publication par arrete du MEF d'un nouveau guide methodologique de la contractualisation accompagne de modeles-types de contrats.

Ce guide doit clarifier, notamment :

* Les contrats de performance a conclure entre les dirigeants des EEP et leurs organes deliberants ;
* Les contrats d'objectifs internes entre le management et les personnes occupant des postes de responsabilite au sein de l'EEP;
* Les obligations de services publics ayant pour objectif d'arreter les modalites de financement des activites confiees a l'EEP en !'absence de ressources dediees;
* L'exercice d'un reporting adapte a l'activite de l'EEP concerne, et ce, dans le cadre d'une demarche visant une contribution accrue des EEP aux engagements pris par le Royaume en matiere de transition verte, de developpement durable, notamment, a

travers la Contribution Determinee au niveau National (CDN) telle que revue et actualisee.

*111.4.2. Redressement de f'equilibre budgetaire*

Conscient de la necessite d'assurer la viabilite des finances publiques, qui constitue un prealable indispensable a la mise en ceuvre reussie des grandes reformes et chantiers strategiques, le Gouvernement est determine a faire du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025, une etape decisive dans le processus de retablissement de la trajectoire des

finances publiques a moyen terme. Les efforts consentis a cet effet, ont ete salues par les differentes institutions financieres internationales, confirmant ainsi leur confiance dans les perspectives d'avenir de la politique economique et financiere du pays.

En effet, l'equilibre des finances publiques a fait preuve d'une resilience notable face a un contexte marque par la succession de plusieurs crises, ayant impose !'engagement de

certaines depenses revetant un caractere urgent et necessaire. II s'agit, en particulier, du recours a l'ouverture des credits supplementaires au profit du budget general d'un montant de 14 milliards de dirhams, par decret du Chef du Gouvernement n°2-24-468 du ier juin 2024,

a l'effet de soutenir la situation financiere de certains etablissements publics suite a la hausse des prix, et de prendre en charge la premiere tranche de l'impact financier lie aux revalorisations salariales accordees par le Gouvernement dans le cadre du dialogue social

central.

Dans cette perspective, le deficit budgetaire en 2024 devrait se reduire pour atteindre 4% du PIB, marquant ainsi une nette amelioration de pres de 0,3 point du PIB par rapport a 2023, ou ii s'elevait a 4,3 % du PIB, et ce, grace au comportement performant des recettes fiscales.

Dans ce contexte, le Gouvernement reuvrera en 2025 a la rationalisation des depenses publiques, d'une part, et au renforcement de la mobilisation des ressources de l'Etat, d'autre part, notamment a travers la poursuite de la reforme fiscale, le developpement des financements innovants, !'optimisation de la gestion du portefeuille public et la

concretisation de la reforme des EEP, conformement aux orientations strategiques de la Politique Actionnariale de l'Etat. Cela, tout en envisageant les mesures necessaires pour renforcer le dynamisme des investissements publics et prives.

***111.4.2.* 7 *Maitrise des depenses***

Dans la continuite des actions entreprises pour la maTtrise des depenses de l'Etat, la note d'orientation generale du Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025 a instaure un ensemble de mesures d'economie et de rationalisation, prevues au titre du Budget General, des budgets des SEGMA et des CST et des budgets des etablissements publics. Ces mesures s'articulent autour des axes suivants :

 **La maitrise des depenses du personnel** en les limitant aux besoins necessaires, pour garantir la mise en reuvre des chantiers de reformes engagees et offrir aux citoyens des

services dans les meilleures conditions, notamment a travers !'utilisation optimale des

ressources humaines disponibles, moyennant le recours a la formation et la repartition equitable des effectifs aux niveaux central et regional.

 La rationalisation des depenses de fonctionnement, a travers :

* La rationalisation de !'utilisation de l'eau, la reduction de la consommation d'electricite en veillant a !'utilisation des energies renouvelables et la rationalisation des depenses

relatives aux telecommunications;

* La non-accumulation des arrieres tout en priorisant leur apurement, notamment ceux relatifs aux redevances d'eau et d'electricite;
* La reduction au maximum des depenses relatives au transport et aux deplacements a

l'interieur et a l'exterieur du Royaume, des frais de reception, d'h6tellerie et d'organisation de ceremonies, des conferences et des seminaires ainsi que des

depenses liees aux etudes.

L'amelioration de l'efficacite des investissements publics conformement aux orientations suivantes :



* Prioriser la programmation des projets faisant l'objet de Hautes Instructions Royales, ou ceux s'inscrivant dans le cadre des Conventions signees devant Sa Majeste le Roi, ou celles conclues avec les institutions internationales et les pays donateurs, tout en

veillant a !'acceleration du rythme d'execution des projets en cours de realisation ;

* Veiller a la regularisation prealable de la situation juridique du foncier, avant la programmation de tout nouveau projet, et ce, en respectant les dispositions legislatives et reglementaires relatives a !'expropriation pour cause d'utilite publique;

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

* Reduire au maximum les depenses d'acquisition des vehicules, de construction et d'amenagement des locaux administratifs.

 L'application des mesures susmentionnees au niveau des budgets des SEGMA, des CST et des Etablissements publics et la veille a la rationalisation des subventions qui leur sont programmees, en accordant la priorite dans la programmation de leurs budgets, a la couverture des depenses de personnel et au financement des projets relatifs

a la mise en reuvre des priorites fixees ci-dessus, et ce, dans le cadre de l'equilibre avec leurs ressources propres.

***111.4.2.2. Mobilisation des recettes***

L'effort du Gouvernement sera poursuivi a travers la mobilisation des recettes fiscales et douanieres, la rentabilisation du patrimoine prive de l'Etat et le renforcement de l'efficacite du portefeuille public.

***111.4.2.2.* 7. *Recouvrement des recettes fisca/es***

A fin septembre 2024, les recettes fiscales se sont chiffrees a pres de 224,088 milliards de dirhams, contre 200,184 milliards de dirhams au titre de la meme periode de l'annee 2023, en hausse de 23,904 milliards de dirhams (soit 11,9%) permettant ainsi un taux de realisation a

hauteur de 82,8% au cours des neuf premiers mois de l'annee 2024.

***111.4.2.2.2. Rentabilisation du portefeuille et amelioration des recettes domaniales***

II s'agit des revenus issus des locations sous ses differentes formes (agricoles, urbaines et suburbaines) et des ventes, imputes sur le budget general d'une part, et des produits generes par les ventes immobilieres et les versements des services de l'Etat pour des besoins en equipements publics imputes sur le Fonds de Remploi Domanial, d'autre part.

Au titre de la loi de finances de l'annee 2024, l'objectif assigne en matiere de produits et revenus domaniaux s'etablit a 1,86 milliard de dirhams. A cet effet, le dispositif mis en reuvre consiste a recenser et identifier les niches potentielles de recettes et a assurer le suivi et la

coordination en matiere de recouvrement des creances domaniales.

Au titre dur semestre de l'annee 2024, le recouvrement de recettes s'eleve a 1,368 milliard de dirhams (soit un taux de realisation de l'objectif cible de l'ordre de 74%).

Le detail sur les efforts de gestion du domaine prive de l'Etat est presente dans le rapport sur le foncier public mobilise pour l'investissement, accompagnant le Projet de Loi de Finances pour l'annee 2025.

*111.4.3. Redressement des equilibres exterieurs*

A fin aout 2024, la situation des echanges exterieurs a ete caracterisee par une hausse du

deficit commercial de 3,2% pour atteindre 196,85 milliards de dirhams. Cette evolution s'explique par la hausse des exportations de 5,5%, conjointement a la hausse des importations de 4,6%. Ainsi, le taux de couverture a gagne 0,6 point pour s'etablir a 60% contre 59,4% a fin aout 2023.

En effet, les exportations ont enregistre une hausse de 5,5% s'etablissant ainsi a 295,09 milliards de dirhams, a fin aout 2024, contre 279,67 milliards de dirhams un an auparavant. Cette augmentation concerne, principalement, le secteur de !'automobile, celui des phosphates et derives ainsi que l'aeronautique.

De leur cote, et sur la meme periode, les importations ont atteint 491,95 milliards de dirhams contre 470,46 milliards de dirhams, soit une hausse de 4,6%. Cette hausse est attribuee, essentiellement, a !'augmentation des produits finis d'equipement, des demi-produits et des

produits finis de consommation.

Au titre des huit premiers mois de l'annee 2024, les transferts de fonds effectues par les Marocains Residant a l'Etranger s'etablissent a 80,96 milliards de dirhams contre 77,96 milliards de dirhams durant la meme periode de l'annee precedente, affichant une

hausse de 3,9%.

De leur part, les recettes voyages ont atteint 76,4 milliards de dirhams a fin aout 2024 contre 71,63 milliards de dirhams a fin aout 2023.

Par ailleurs, le flux net des lnvestissements Directs a l'Etranger (IDE) est passe de 9,81 milliards de dirhams a fin aout 2023 a 15,21 milliards de dirhams a fin aout 2024, soit une hausse de 5,4 milliards de dirhams.

Compte tenu de !'ensemble de ces evolutions, les Avoirs Officiels de Reserve se sont etablis a pres de 367,5 milliards de dirhams a la date du 27 septembre 2024, couvrant ainsi 5 mois et demi d'importations de biens et services, soit une progression de 3,4% par rapport a la meme date de l'annee 2023.

* + 1. **7. *Dynamisation des exportations des produits manufactures***

Les exportations marocaines des produits manufactures ont poursuivi leur dynamisme avec une augmentation de +2,1% en 2023 pour atteindre pres de 325 milliards de dirhams, apres avoir enregistre une forte reprise de +32,5% et +28,8% en 2022 et 2021 respectivement.

Ce resultat est attribuable a la politique d'ouverture du Maroc au commerce mondial et a la mise en place de strategies sectorielles et de reformes structurelles de grande envergure, qui ont permis de renforcer l'attractivite de l'economie et de developper plusieurs metiers

mondiaux du Maroc, favorisant ainsi une integration graduelle dans les chaines de valeur mondiales et une montee vers des segments a plus forte valeur ajoutee.

Entre 2018 et 2023, les exportations du secteur automobile ont enregistre une hausse annuelle moyenne de 14,1%, atteignant 148,2 milliards de dirhams, et le nombre de voitures exportees vers le reste du monde a atteint pres de 515.000 unites en 2023 contre 355.872 unites en 2018. De meme, les exportations de l'aeronautique et de l'electronique/electrique ont connu une croissance annuelle moyenne de 8,7% et 17,1% respectivement.

Au niveau des indicateurs de competitivite, notre pays a pu renforcer sa presence sur le marche mondial de produits manufactures a moyenne et haute technologie, dont les parts dans le total de ses exportations manufacturieres se sont etablies respectivement a 58,1% et

9% en 2023, contre 50,6% et 7,4% en 2018.

Par ailleurs, la part absolue du Maroc sur le marche mondial a connu une augmentation remarquable, passant de 0,15% en 2018 a 0,18% en 2023. Cette dynamique s'est accompagnee de !'extension continue de l'offre exportable marocaine a de nouveaux

marches en Afrique, en Amerique et en Asie. En effet, le nombre de marches d'exportation a augmente de 4,2% entre 2018 et 2023, passant de 190 a 198 marches en 2023.

* + - 1. ***Promotion des lnvestissements Directs Etrangers***

Les perspectives pour les lnvestissements Directs Etrangers (IDE) au Maroc sont tres

prometteuses, comme en temoigne leur progression de +13,9% au titre des huit premiers mois de l'annee 2024. Le Gouvernement reuvre a la poursuite des reformes structurelles et des politiques sectorielles afin de dynamiser les flux d'investissements selon les principaux

axes suivants :

 La poursuite de l'operationnalisation de la nouvelle Charte de l'investissement;

 L'amelioration continue du climat des affaires et le renforcement de la competitivite economique nationale a travers la mise en reuvre de la feuille de route 2023-2026 ;

 La creation d'un environnement favorable aux initiatives entrepreneuriales et a

!'innovation a travers la promotion des start-up et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et !'encouragement des investissements dans les projets lies a la competitivite logistique, aux energies renouvelables et a l'hydrogene vert;

 La poursuite de la mise en reuvre du Fonds Mohammed VI pour l'investissement.

* + - 1. ***Mobilisation des financements exterieurs***

Eu egard a la confiance qu'il a su instaurer aupres de ses partenaires techniques et financiers, le Maroc a reussi, en 2024, a mobiliser les ressources necessaires au financement de

nombreux projets et programmes prioritaires. Ces financements visent a accompagner les reformes structurelles et sectorielles en cours, notamment dans les domaines de la protection sociale, de la sante, du capital humain, de la transition verte, de la gestion des

ressources en eau et du developpement rural integre.

 **Partenariat strategique avec la Banque mondiale**

En 2024, deux nouvelles operations, d'un montant global estime a pres de 550 millions de dollars US, sont en cours de finalisation :

* + - * + Programme d'appui a la gestion des dechets menagers (200 millions de dollars US);
        + Programme d'amelioration de la competitivite du systeme logistique ferroviaire et des services aux passagers dans la region de Casablanca-Settat (350 millions de dollars **US).**

Pour 2025, six nouvelles operations sont en phase d'identification, couvrant divers secteurs, notamment la protection sociale, la gestion des risques de catastrophes naturelles, le systeme judiciaire, les systemes agroalimentaires et la croissance verte.

 **Partenariat strategique avec la Banque Africaine de Developpement (BAD)**

En 2024, plusieurs accords de financement ont ete signes avec la BAD, dont :

* + - * + Programme Axe sur les Resultats pour !'Amelioration de la Competitivite Territoriale au Maroc (220 millions de dollars US);
        + Projet autoroutier Guercif-Nador, finance a hauteur de 200 millions d'euros par la BAD et de 46 millions d'euros par le Fonds Africa Growing Together;
        + Programme d' Appui a la Transformation pour une Universite Marocaine Digitale, Entrepreneuriale et Inclusive (UM4.0) (120 millions d'euros) ;
        + Programme d'Appui au Developpement lnclusif et Durable des Zones Forestieres (PADIDZOF) (84 millions d'euros).

Un autre accord est en cours de negociation, ii s'agit du programme d'lnclusion Economique par l'Emploi et la Formation (109,3 millions d'euros).

 **Partenariat strategique avec l'Union Europeenne**

En 2024, deux grands projets sont prevus :

* + - * + Programme integre de reconstruction et de mise a niveau des zones sinistrees (2024- 2028), finance a hauteur de 190 millions d'euros, pour reparer les degats causes par le seisme d' Al Haouz ;
        + Programme «Economie Verte» (88 millions d'euros), visant a promouvoir la transition vers une economie circulaire et decarbonee.

En 2025, un nouveau programme de 150 millions d'euros sera signe dans le cadre de la Strategie Nationale de l'lmmigration et de l'Asile, en continuite avec le «Programme d'appui

budgetaire a la politique migratoire».

 **Partenariat strategique avec la Banque europeenne d'investissement (BEi)**

Un accord-cadre d'un milliard d'euros est conclu en 2024, afin de financer la reconstruction des regions touchees par le seisme d'AI Haouz, avec une attention particuliere portee aux infrastructures educatives, routieres et sanitaires.

 **Partenariat strategique avec la Republique Federale d'Allemagne (KFW)**

Une enveloppe de 529 millions d'euros a ete allouee pour soutenir plusieurs programmes, parmi lesquels :

* + - * + Programme de protection sociale, promotion de la cohesion sociale et de l'emploi pour les jeunes (150 millions d'euros de pret et 2 millions d'euros de don) ;
        + Programme de soutien a la reconstruction post-seisme (100 millions d'euros de pret);
        + Programme National d'Assainissement Mutualise en Milieu Rural (100 millions d'euros de pret et 1,1 million d'euros de don) ;
        + Programme d'Appui aux politiques climatiques-Phase I (100 millions d'euros de pret et 2 millions d'euros de don).

 **Partenariat strategique avec l'Agence Fran<:aise de Developpement (AFD)**

Pour l'annee 2024, plusieurs accords sont programmes, dont :

* + - * + Programme d'Appui a la generalisation de la protection sociale, 2eme phase (100 millions d'euros de pret et 3 millions d'euros de don) ;
        + Programme d'autonomisation economique des femmes (50 millions d'euros).

 **Partenariat strategique avec la JICA**

Au cours de l'annee 2024, un accord de financement a ete signe au titre du Programme de Politique de Developpement pour la Couverture Sanitaire Universelle avec un montant de 185 millions de dollars US, dans le cadre du Plan Sante au Maroc a !'horizon 2025;

II est egalement prevu de signer, avant fin 2024, un autre accord pour financer la 1ere et la 2eme phase du projet d'amenagement hydro-agricole de la zone Sud-Est de la plaine du Gharb pour un montant de 3 milliards de dirhams.

 Partenariat strategique avec la Banque islamique de developpement (BID)

Un projet d'autoroute reliant Guercif a Nador a ete signe. Ce projet, d'un montant total de 698,1 millions d'euros, est cofinance par la BID (187,84 millions d'euros), la BAD (236,12 millions d'euros) et le Gouvernement (274,13 millions d'euros).

 Partenariat strategique avec le Fonds Monetaire International (FMI)

Par ailleurs, !'engagement du Maroc en faveur de la stabilite macroeconomique et sa capacite a repondre efficacement aux chocs externes, ont ete reaffirmes par le FMI dans le cadre de !'evaluation au titre de !'article IV et la revue, en mars 2024, de l'accord au titre de

la ligne de credit modulable (LCM), d'un montant d'environ 5 milliards de dollars US.

De meme, conscient de !'importance des enjeux lies au changement climatique et aux catastrophes naturelles, le Maroc a conclu, en septembre 2023, avec le FMI un accord au titre de la Facilite pour la Resilience et la Durabilite (RSF) d'un montant de 1,3 milliard de dollars US. La premiere revue, achevee en mars 2024, a ete couronnee par le decaissement de la 1ere

tranche d'un montant de 330 millions de dollars US suite a la realisation de 4 mesures de

reformes.

## Titre IV • DISPOSITIONS PROPOSEES DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2025

Les dispositions contenues dans le projet de loi de finances pour l'annee budgetaire 2025 portent sur des mesures fiscales et diverses.

##### DISPOSITIONS D'ORDRE FISCAL A-DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS

* 1. Habilitation et ratification

**1-1- Habilitation**

En vertu des dispositions des articles 5 et 183 du code des douanes et imp6ts indirects

(CDII), approuve par le dahir portant loin° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), tel qu'il a ete modifie et complete, les quotites tarifaires et les autres droits et taxes per<;:us a

!'importation ou a !'exportation, ainsi que les taxes interieures de consommation, a !'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutee, peuvent, conformement aux dispositions de !'article 70 de la

Constitution, etre modifies ou suspendus par le gouvernement, en vertu d'une habilitation legislative.

Dans ce cadre, le paragraphe I de !'article 2 du projet de loi de finances pour l'annee 2025 prevoit l'habilitation du gouvernement de prendre durant l'annee 2025, des mesures visant

a:

 modifier ou suspendre par decrets, a !'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutee, les quotites tarifaires et les autres droits et taxes per<;:us a !'importation et a !'exportation ainsi que les taxes interieures de consommation ; et

 modifier ou completer, egalement par decrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, beneficiant de !'exoneration du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

1-2- Ratification

Les decrets pris en vertu de l'habilitation visee ci-dessus, doivent etre soumis a la ratification du parlement a !'expiration du delai fixe par la loi d'habilitation.

Aussi, le paragraphe II de !'article 2 du projet de loi de finances pour l'annee budgetaire 2025 vise-t-il la ratification des decrets ci-apres, pris par application de !'article 2 de la loi de finances pour l'annee 2024 :

 Decret n° 2-24-064 du 13 rejeb 1445 (25 janvier 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux bovins domestiques ;

 Decret n° 2-24-961 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux bovins domestiques.

Par decret n° 2-22-818 du 22 rabii I 1444 (19 octobre 2022), ii a ete precede a la suspension, durant la periode allant du 21 octobre 2022 au 31 decembre 2023, du droit d'importation

applique aux bovins domestiques d'un poids minimum de 550 kg et ce, dans la limite d'un contingent de 200.000 tetes.

Cet avantage a ete elargi par decret n° 2-23-47 du 05 rejeb 1444 (27 janvier 2023), a partir du 30 janvier 2023, a !'ensemble des bovins domestiques et ce, independamment de leurs poids.

Dans le meme cadre, et afin d'assurer la continuite d'approvisionnement du marche local en viandes rouges, ii a ete juge opportun de suspendre la perception du droit d'importation applique aux bovins domestiques, du *29* janvier au 31 decembre 2024 et dans la limite d'un contingent de 100.000 tetes.

Cependant, et eu egard a la persistance de la hausse des prix des viandes rouges et des conditions climatiques difficiles, ii a ete constate que le contingent de 100.000 tetes susvise n'est pas suffisant pour couvrir la demande du marche en viandes rouges.

Afin de pallier cette situation, ii a ete juge necessaire d'augmenter ce contingent a 120 000 tetes.

 Decret n° 2-24-960 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable a l'huile d'olive de qualite vierge et **extra vierge.**

Malgre les avancees realisees en matiere de developpement de la filiere de l'huile d'olive, les prix de l'huile d'olive ont connu ces dernieres annees une hausse continue en raison de la secheresse et du stress hydrique que connait le pays.

Devant cette situation, et pour assurer un approvisionnement normal du marche national en cette denree, ii a ete estime opportun de suspendre la perception du droit d'importation applique a l'huile d'olive de qualite vierge et extra vierge, jusqu'au 31 decembre 2024 et dans

la limite d'un contingent de 10.000 tonnes.

 Decret n° 2-24-962 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la

**perception du droit d'importation applicable aux ovins domestiques .**

Les derniers mois ont ete caracterises par une perturbation des chaInes d'approvisionnement internationales ainsi que par la secheresse aigue qu'a connue le Maroc, induisant ainsi une forte augmentation des cours internationaux des aliments de betail et une baisse des disponibilites de ces aliments au niveau local et par consequent, une baisse de la disponibilite des ovins domestiques.

Devant cette situation, et pour assurer la reconstitution du cheptel national et un approvisionnement normal du marche national en ovins domestiques, ii a ete juge utile de suspendre la perception du droit d'importation applicable a ces animaux, jusqu'au 31 decembre 2024 et dans la limite d'un contingent de 100.000 tetes.

 Decret n° 2-24-963 du 14 rabii II 1446 (18 octobre 2024) portant suspension de la **perception du droit d'importation applicable aux viandes et abats des animaux des** especes bovine, ovine, caprine et camelide**.**

Face a !'augmentation des prix des viandes rouges ces derniers mois, et dans le but d'assurer un approvisionnement normal du marche national en viandes bovines, ii a ete procede a la

suspension de la perception du droit d'importation applique aux bovins domestiques. Toutefois, cette mesure n'a pas permis de limiter la hausse des prix des viandes rouges vu le

rencherissement des cours internationaux et la persistance des conditions climatiques difficiles et de leurs repercussions.

A cet effet et afin d'assurer l'approvisionnement continu du marche local en viandes, ii a ete estime necessaire de suspendre la perception du droit d'importation applique aux viandes et abats des animaux des especes bovine, ovine, caprine et camelide, jusqu'au 31 decembre 2024 et dans la limite d'un contingent de 20.000 tonnes.

* 1. Code des douanes et impots indirects (CDII)

**2-1- lnstauration de !'obligation du paiement electronique des droits et taxes douaniers, ainsi que les amendes et autres montants dus (article 95-1°)**

Dans le cadre des efforts visant a dematerialiser les procedures douanieres, le code des douanes et imp6ts indirects prevoit la possibilite pour les operateurs economiques de payer les droits et taxes, par procede electronique, en raison de ses avantages pour

!'administration et pour les operateurs economiques.

Ainsi, !'utilisation de ce procede pour payer les droits et taxes jusqu'a fin 2023, a atteint 94% pour le recouvrement de !'ensemble des recettes douanieres.

Cependant, certains operateurs economiques ne recourent pas au paiement par procede electronique malgre leur capacite a le faire et nonobstant toutes les campagnes de sensibilisation menees a cet egard.

Ainsi, en vue d'inciter ces operateurs economiques a utiliser les procedes electroniques pour le paiement des droits et taxes, ii est propose de modifier !'article 95 du code des douanes et imp6ts indirects afin de stipuler que les droits et taxes douaniers, ainsi que les amendes et autres montants dus, doivent etre paye par procede electronique, a l'instar de ce qui est prevu par le code general des imp6ts.

Compte tenu du caractere particulier de certaines operations douanieres ou de certains operateurs en matiere douaniere, ii est propose d'exclure dans ledit article 95-1° de

!'obligation de paiement par procede electronique certains cas.

2-2- Soutien de la realisation et de !'exploitation du projet strategique portant sur le Gazoduc Africain Atlantique Nigeria- Maroc (article 164-1°)

Cette proposition vise a completer !'article 164-1° du code des douanes et imp6ts indirects pour y prevoir !'exoneration du droit d'importation en faveur des biens d'equipement, materiels et outillages importes dans le cadre de ce projet, ainsi que des parties, pieces detachees et accessoires destines a ces biens d'equipement, materiels et outillages, y compris les droits et taxes additionnels en matiere de defense commerciale.

2-3- Exoneration des biens, materiels et marchandises importes par ou pour le compte des Representations de la Federation Internationale de Football Association (FIFA) au Maroc, creees conformement aux textes legislatifs et reglementaire en vigueur, conformement a l'objet defini dans ses statuts

**(article 164-1°)**

Cette proposition vise a completer !'article 164-1° du code des douanes et imp6ts indirects pour y prevoir !'exoneration des droits et taxes, y compris les droits et taxes additionnels en

matiere de defense commerciale, en faveur des importations des biens, materiels et marchandises importes par ou pour le compte des Representations de la Federation Internationale de Football Association (FIFA) au Maroc.

2-4- lnstauration de la taxe interieure de consommation sur les substituts nicotiniques sans tabac et les cigarettes electroniques jetables (article 182)

Cette mesure s'inscrit dans le cadre des recommandations de l'OMS portant sur la taxation des produits alternatifs de tabac et suite aux propositions recurrentes emanant des parlementaires pour instaurer une taxe interieure de consommation sur les produits de nicotine sans tabac dits "sachets nicotiniques ou SNUS" ainsi que les cigarettes electroniques jetables.

2-5- lnstauration d'un nouveau delit douanier relatif a la detention sans justification des scelles douaniers, leur fourniture ou leur utilisation en infraction aux dispositions de Particle 40 bis du code des douanes (Articles 281 et 282 bis) :

 **Article 281** : L'amendement de cet article vise a creer un nouveau delit douanier de deuxieme classe relatif a la detention des scelles douaniers sans justification leur

fourniture ou leur utilisation en infraction aux dispositions de !'article 40 bis du code des douanes*.*

En effet, !'experience a montre que des personnes utilisent indument des scelles declares voles ou perdus, pour l'acheminement des unites de transport, soit vers les MEAD et les ZAI soit vers les enceintes douanieres.

 **Article 282 bis** : Cette proposition d'amendement vise a reprimer le nouveau delit douanier de deuxieme classe prevu par !'article 281 ci-dessus relatif a la detention des scelles douaniers sans justification, leur fourniture ou leur utilisation en infraction aux

dispositions de !'article 40 bis du code des douanes, d'une amende egale a deux fois la valeur des marchandises ou du moyen de transport objet de fraude.

2-6- Allegement des sanctions applicables aux delits douaniers (article 279 quater et 282 bis)

Actuellement, les delits douaniers sont punis, entre autres:

 d'une amende egale a deux fois la valeur des marchandises de fraude pour les delits de

re classe;

 d'une amende egale a **deux** fois la valeur des marchandises objet de fraude pour les delits de 2emeclasse visees aux 8° et 9° de !'article 281 du code des douanes.

L'experience a montre que !'application de ce dispositif presente un impact contraignant aussi bien pour !'administration que pour les redevables pour les raisons suivantes :

* L'entrave du reglement a !'amiable des dossiers contentieux de l'espece du fait du caractere exorbitant des montants des amendes transactionnelles calculees sur la base des amendes prevues par les articles 279 quater et 282 bis ;
* L'accumulation des arrieres du reste a recouvres (RAR) des montants des amendes et condamnations pecuniaires objets de jugements definitifs lies, souvent, aux affaires de trafic des stupefiants, de contrebande et de change, ce qui reflete une image fictive du RAR du fait du caractere irrecouvrable de ces montants du fait, entre autres, de

l'insolvabilite des creanciers et de !'intervention de !'administration dans toutes les affaires de trafic des stupefiants (import, export, detention et presence dans les MEAD et entrep6ts des stupefiants).

Aussi, afin d'encourager le reglement a !'amiable des dossiers contentieux et d'alleger la base des RAR des creances dont le recouvrement est faible, ii est propose d'alleger le dispositif repressif relatif aux delits douaniers en ramenant :

* l'amende prevue par !'article 279 quater de deux fois a une fois la valeur des marchandises de fraude;
* l'amende prevue par !'article 282 bis 2°-b) de deux fois a une fois la valeur des marchandises objet de fraude.

2-7- Consecration de l'Etat de droit et de la transparence des procedures (95 bis ajoute)

Le code des douanes et imp6ts indirects prevoit les dispositions regissant le paiement, la garantie ainsi que les regles relatives a la prescription des droits et taxes douaniers, sans

pour autant prevoir, expressement, un dispositif relatif au remboursement des droits et taxes indument per<;:ues en cas de rectification ou d'annulation de la declaration en detail, lequel s'effectue actuellement conformement aux dispositions legislatives et reglementaires en vigueur.

Ainsi, dans le cadre de la consecration de l'Etat de droit et de la transparence des procedures et en vue d'affermir les garanties des contribuables et afin de s'aligner sur les meilleures pratiques et standards internationaux, ii est propose de completer le code des douanes et imp6ts indirects par !'insertion d'un nouveau dispositif prevoyant le remboursement des droits et taxes indument acquittes en cas de rectification ou d'annulation de la declaration en detail*.*

* 1. Tarif des droits de douane

**3-1- Reduction de la quotite du droit d'importation de 30% a 2,5% applicable au fil en laiton, moyennant specialisation du produit dans le tarif douanier**

Actuellement, le niveau bas a l'echelle internationale des prix du fil en laiton, utilise comme intrant pour la fabrication des outils de decoupe et moules d'injection qui permettent de fabriquer les serrures et les articles de quincaillerie, est de nature a impacter positivement le

coot de production de ces serrures.

Toutefois, !'application d'un droit d'importation au taux de 30% sur cet intrant rencherit son prix d'acquisition et augmente, par consequent, le coot de production des articles finis.

A cet effet et dans le but de soutenir le secteur de fabrication des serrures et quincaillerie national et laiton et d'ameliorer la competitivite des produits locaux offerts sur le marche

national, ii est propose de reduire le droit d'importation applicable au fil en laiton utilise comme intrant de 30% a 2,5%.

3-2- Baisse de la quotite du DI de 30% a 17,5% applicable a l'amidon de ma"is modifie

L'amidon de mars modifie constitue un intrant essentiel pour l'industrie agroalimentaire,

notamment, la production des yaourts. Cependant, !'application d'un droit d'importation au taux de 30% sur cette matiere premiere augmente le prix des produits finis.

A cet effet, et dans le but de soutenir la production locale de ces yaourts, ii est propose de reduire la quotite du droit d'importation de 30% a 17,5% applicable a l'amidon de ma'fs modifie.

3-3- Baisse de la quotite du DI de 30% a 2,5% applicable aux intrants utilises dans la fabrication des pompes, moyennant leur specialisation dans le tarif douanier

A present, les pompes immergees en acier inoxydable sont soumises au droit d'importation au taux de 2,5%, tandis que les intrants utilises dans la fabrication de ces pompes sont soumis au taux de 30%. Cette distorsion tarifaire se repercute negativement sur le cout de

production des pompes au niveau national et nuit a la competitivite du secteur,

principalement face a celles importees en exoneration du droit d'importation dans le cadre des accords de libre-echange.

Ainsi, et afin de pallier cette distorsion tarifaire et de promouvoir la competitivite nationale de ces pompes, ii est propose precitee, a travers la reduction du DI applicable aux intrants utilises dans la production des pompes de 30% a 2,5%.

3-4- Reduction du taux du DI de 30% a 10% pour la tole blanche utilisee pour la fabrication de tableaux blanc magnetiques, moyennant sa specialisation dans le tarif douanier

La filiere industrielle nationale de fabrication de certains articles scolaires et bureautiques dont les tableaux blancs magnetiques, demeure confrontee a des difficultes, liees d'une part, au cout eleve d'acquisition de la tole blanche soumise a un droit d'importation au taux de 30%, et d'autre part, a !'importation des produits finis beneficiant de !'exoneration du droit

d'importation dans le cadre des accords de libre-echange.

Ainsi, dans le but de developper la fabrication nationale des tableaux blancs magnetiques pour ecoliers, ii est propose de reduire le doit d'importation applique a la tole blanche de 30% a 10%.

3-5- Reduction du taux du DI de 17,5% a 2,5% pour les onduleurs solaires, moyennant leur specialisation dans le tarif douanier

Dans le cadre du developpement technologique du secteur des energies renouvelables, ii est propose de reduire de 17,5% a 2,5% applique aux onduleurs solaires hybrides destines a l'energie solaire photovolta'fque.

Cette mesure, permettrait la reduction du cout d'acquisition de ces onduleurs solaires hybrides, essentiels dans les installations des systemes photovolta'fque, combinant les fonctionnalites des onduleurs solaires classiques avec des capacites supplementaires de gestion des batteries et de connexion au reseau.

3-6- Augmentation du droit d'importation de 2,5% a 10% applique sur la fibre synthetique discontinue de polyptere d'un titre superieur OU egal a 3,78 decitex et inferieur a 22,22 decitex

Dans le but de developper le secteur de production de la fibre de polyester discontinue de rembourrage a partir des dechets de bouteilles en PET, ii est propose d'augmenter le DI de

2,5% a 10% applique sur la fibre synthetique discontinue de polyptere d'un titre superieur ou egal a 3,78 decitex et inferieur a 22,22 decitex.

3-7- Reamenagement du chapitre 30 relatif aux produits pharmaceutiques

Dans le cadre de l'accompagnement des strategies nationales en matiere de promotion de l'industrie pharmaceutique et de la facilitation de l'acces des citoyens a ces produits, !'article

4 de la loi de finances pour l'annee budgetaire 2023 a prevu une restructuration du chapitre

30 de la nomenclature tarifaire, de concert avec les autres partenaires concernes, visant la revision des quotites du droit d'importation appliquees a certains produits pharmaceutiques finis par rapport a ceux appliques aux intrants servant a leur fabrication.

Concretement, cette restructuration tarifaire s'est materialisee par !'application de quotites du droit d'importation allant de 2,5% a 40% selon que le produit concerne soit totalement importe (2,5%), qu'il fasse l'objet de production locale exclusive (40%) ou qu'il soit a la fois importe et produit localement (10% ou 17,5%).

A present et dans le cadre de la continuite de ces travaux, ii est propose la revision du taux du droit d'importation applique a certains medicaments par le biais du reamenagement des notes complementaires du chapitre 30 du tarif des droits d'importation a inserer au niveau

du PLF 2025.

3-8- Augmentation du droit d'importation de 10% a 17,5% applique sur les graisses et huiles vegetales en emballage inferieur ou egale a 20 kg.

Afin d'aligner le taux de droit d'importation applique aux graisses vegetales, en emballages d'un contenu net inferieur ou egal a 20 kg, au taux de DI applique aux graisses vegetales, en emballages d'un contenu net superieur a 20 kg, ii est propose d'augmenter le taux du droit d'importation applique aux graisses vegetales en emballages d'un contenu net inferieur ou egal a 20 kg de 10% a 17,5%.

* 1. Taxes interieures de consommation

**4-1-lnstauration de la taxe interieure de consommation sur les substituts nicotiniques sans tabac**

L'evolution constante de l'industrie des tabacs manufactures et le changement des habitudes de consommation, a amene les operateurs du secteur a concevoir et mettre sur le marche de nouvelles categories de produits alternatifs aux cigarettes conventionnelles brulees lors de la

consommation.

Les produits de nicotine sans tabac concernes par la mesure, se presentent sous forme de sachets constitues d'un melange de nicotine, d'herbes vegetales et d'ar6mes, destines a

!'absorption de la nicotine par voie orale.

Conformement aux recommandations de l'OMS et en s'inspirant des meilleures pratiques a

!'international, la mesure a pour objectif d'instaurer une taxe interieure de consommation sur les nouveaux produits de nicotine sans tabac et ce, afin d'en limiter la consommation, notamment chez les jeunes consommateurs.

Le taux propose au titre de la taxe interieure de consommation est de 220 dh/l000g corresponds a celui en vigueur applique aux produits similaires.

4-2-lnstauration de la taxe interieure de consommation sur les cigarettes electroniques jetables

Les recherches et les etudes cliniques menees par !'Organisation Mondiale de la Sante (OMS) indiquent que les cigarettes electroniques ne sont pas denuees de danger sur la sante des consommateurs, notamment chez la categorie des jeunes. Aussi, conformement aux recommandations de l'OMS et en s'inspirant des meilleures pratiques a !'international, la

mesure a pour objectif d'instaurer une taxe interieure de consommation sur les cigarettes electroniques jetables.

Le taux propose au titre de la taxe interieure de consommation est de 50 dhs/unite.

4-3- Suppression de !'exoneration de la TIC sur les houilles et le fuel oils lourd utilises pour la production de l'energie electrique et augmentation des quotites de la TIC applicables a certains produits petroliers et bitumes

Pour la concretisation de la strategie nationale visant la protection de l'environnement,

!'attenuation et !'adaptation des changements climatiques, le Maroc s'est engage dans la mise en reuvre d'un plan de reformes qui permettra de susciter des investissements dans les

energies renouvelables, a accroitre son efficacite energetique et a renforcer sa resilience face

aux catastrophes naturelles.

La concretisation de ces objectifs, est tributaire notamment, de la mise en reuvre d'une batterie de mesures et de reformes fiscales adaptees, qui s'inscrivent dans le cadre des engagements du gouvernement du Maroc pour la resilience et la durabilite et ce, afin d'encourager l'usage des energies propres, par !'elimination progressive des depenses fiscales brunes existantes.

Ainsi, la mesure proposee vise a :

 La suppression de !'exoneration de la TIC sur les houilles et le fuel oils lourd utilises pour la production de l'energie electrique; et

 L'augmentation.des quotites de la taxe interieure de consommation applicables aux houilles, au fioul oils lourd, aux bitumes et aux huiles lubrifiantes et autres, comme suit:

* Pour les houilles : de 6,48 a 10 dhs/l00kg a **12,48 dhs/l00kg;**
* Pour le fioul oils lourd : de 18,24 a 24,24 dhs/l00kg;
* Pour les bitumes : de 45 a 51 dhs/l00kg; et
* Pour les huiles lubrifiantes et autres : de 228 a 234 dhs/l00kg.

4-4- Etendre !'application du marquage fiscal a d'autres produits

La prescription du marquage fiscal a ete operee depuis l'annee 2010 pour les produits soumis a la taxe interieure de consommation notamment, les boissons alcoolisees ou non et des tabacs manufactures.

Ce dispositif de contr6Ie a ete mis en place afin de mieux contr6Ier les importations, lutter contre l'informel et proteger la production nationale.

Compte tenu des preoccupations d'ordre sanitaire et fiscal, et conformement aux recommandation de l'OMS qui preconise !'application d'une reglementation sur les produits

dits de substitution des tabacs manufactures ii est propose d'etendre !'obligation du marquage fiscal aux produits connexes de tabac, les liquides pour cigarettes electroniques, les substituts nicotiniques sans tabac et les cigarettes electroniques jetables, par l'amendement de !'article 10 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 09 octobre 1977 tel que modifie et complete.

Par ailleurs et afin de permettre aux operateurs concernes de se conformer a cette obligation, ii est propose d'instaurer la mesure a compter du ler Janvier 2026.

4-5- Institution d'une infraction pour le non marquage du gasoil et supercarburant lors de la mise a la consommation

En application des dispositions de la Loi de Finances n° 55-23 pour l'annee budgetaire 2024,

!'obligation du marquage fiscal a ete etendue aux produits petroliers, notamment, le gasoil et le supercarburant et ce, par l'ajout de !'article 42 bis du dahir portant loi n° 1-77-340 du 9 octobre 1977 tel que modifie et complete.

En prevision de la mise en place de cette obligation prevue a compter du ler janvier 2025, ii est propose d'instituer d'une infraction pour le non-respect de cette exigence reglementaire prevue au niveau de !'article 42 bis suscite par l'amendement des dispositions de !'article 56 du dahir portant loi n°1-77-340 du 09 octobre 1977 tel que modifie et complete.

* 1. Suspension de la perception du droit d'importation applique a certains animaux et produits agricoles

Durant ces dernieres annees, une hausse continue des prix de certains produits alimentaires a ete enregistree en relation, notamment, avec la secheresse qui a induit un deficit hydrique severe et par consequent, une hausse des couts de production et une rarete des produits.

A cet effet, et dans le but d'assurer un approvisionnement normal du marche national a des prix convenables, ii est propose de suspendre la perception du droit d'importation applique aux animaux vivants des especes bovine, ovine, caprine et camelide, aux velles reproductrices et genisses, aux viandes et abats des animaux des especes bovine, ovine, caprine et camelide, frakhes ou refrigeres ou congelees, au riz cargo ainsi qu'a l'huile d'olive de qualite vierge et extra vierge et ce, du ler janvier au 31 decembre 2025 et dans la limite d'un contingent quantitatif.

* 1. Baisse du taux de taxe sur les bois importes de 12% a 6% pour les produits relevant du chapitre 94 du tarif des droits d'importation

Actuellement, la taxe sur les bois importes s'applique au taux de 12% sur les produits en bois relevant du chapitre 44 ainsi qu'aux meubles en bois relevant du chapitre 94 du tarif des droits d'importation.

Toutefois, ii a ete constate que cette taxe etant ad-valorem, s'applique a la valeur globale des meubles concernes, meme si le bois contenu dans ces produits ne represente qu'une faible part de leur valeur, rencherissant ainsi leurs couts d'acquisition par les consommateurs.

Ainsi et dans le but de reduire le prix des meubles en bois, ii est propose de reduire a 6% le taux de la taxe sur les bois importes appliquee au meubles relevant du chapitre 94 du tarif des droits d'importation.

##### B. IMPOTS, TAXES ET DIVERSES MESURES FISCALES

Dans le cadre des reformes structurelles menees pour assurer le financement des politiques publiques et stimuler la croissance, le Gouvernement poursuit le processus de mise en reuvre de la loi-cadre n° 69-19 portant reforme fiscale ayant trace la feuille de route de la politique

fiscale de l'Etat, conformement aux recommandations des assises nationales de la fiscalite tenues le 03 et 04 mai 2019 a Skhirat.

Cette loi-cadre constitue la seule reference qui encadre la politique fiscale de l'Etat, afin de garantir sa convergence avec les autres politiques publiques, de renforcer les droits et la securite juridique des contribuables et afin d'instaurer un systeme fiscal simple et efficace.

Apres la reforme de l'imp6t sur les societes (IS) et de la taxe sur la valeur ajoutee (TVA) en

vertu des lois de finances 2022, 2023 et 2024, le projet de loi de finances pour l'annee budgetaire 2025 a priorise a la reforme de l'imp6t sur le revenu (IR), en application des

recommandations de la loi-cadre n° 69-19 precitee et des engagements du Gouvernement pris dans le cadre du dialogue social.

Par ailleurs, ce projet de loi de finances prevoit egalement d'autres mesures fiscales visant notamment a :

 renforcer les dispositifs de lutte contre la fraude fiscale et !'integration de l'informel ;  clarifier certaines dispositions en matiere des droits d'enregistrement;

 la rationalisation et la simplification des regles d'assiette et de recouvrement de la parafiscalite, en integrant dans le CGI la taxe speciale sur le ciment.

Les principales mesures fiscales proposees dans le cadre de ce projet de loi de finances de l'annee budgetaire 2025 se presentent comme suit :

1. MESURES SPECIFIQUES A L'IMPOT SUR LE REVENU
   1. **Reamenagement du bareme progressif de l'impot sur le revenu**

La reforme de l'imp6t sur le revenu (IR) s'inscrit dans le cadre de la continuite de la mise en reuvre de la loi-cadre n° 69-19 portant reforme fiscale visant, notamment, la baisse de la pression fiscale sur les contribuables au fur et a mesure de l'elargissement de l'assiette.

Cette reforme s'inscrit egalement dans le cadre de !'execution de !'engagement du

Gouvernement prevu par l'accord d'avril 2024 relatif au dialogue social, afin d'ameliorer les revenus des fonctionnaires, des salaries et des retraites, a travers la reduction de leur charge

fiscale en matiere d'imp6t sur le revenu, suite au reamenagement du bareme progressif des taux de cet imp6t a partir du ler janvier 2025.

Pour ce faire, ii est propose d'introduire les mesures suivantes :

 le relevement de la premiere tranche du bareme relative au revenu net exonere de 30 000 dirhams a 40 000 dirhams, ce qui va permettre d'exonerer tous les revenus salariaux inferieurs a 6 000 dirhams par mois;

 la revision des autres tranches du bareme, afin de les elargir et de reduire leur taux d'imposition, se traduisant par une reduction de ces taux allant a 50%;

 la reduction du taux marginal du bareme precite de 38% a 37%.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Tranches de**  **revenu actuelles en DH** | **Taux actuels** | **Tranches de revenu proposees en DH** | **Taux proposes** |
| o a 30 ooo | 0% | o a 40 ooo | 0% |
| 30 001 a 50 ooo | 10% | 40 001 a 60 ooo | 10% |
| 50 001 a 60 ooo | **20%** | 60 001 a 80 ooo | **20%** |
| 60 001 a 80 ooo | **30%** | 80 001 a 100 ooo | **30%** |
| 80 001 a 180 ooo | **34%** | 100 001 a 180 ooo | **34%** |
| I Au-dela de 180 ooo 138% I Au-dela de 180 ooo 137% | | | |

Dans le cadre de !'harmonisation, ii est egalement propose de relever le seuil d'application de la retenue a la source sur les revenus fonciers de 30 000 a 40 000 dirhams.

* 1. Augmentation du montant annuel de la reduction d,impot sur le revenu au titre des charges de famille

Dans le cadre de cette reforme d'IR, ii est propose d'augmenter le montant annuel de la reduction d'imp6t sur le revenu au titre des charges de famille de 360 a 500 dirhams par personne a charge.

De ce fait, le plafond annuel de cette reduction sera releve de 2160 dirhams a 3000 dirhams, en maintenant ainsi le benefice de cette reduction pour six (6) personnes a charge.

* 1. Revision des conditions d,exoneration de Pindemnite de stage

Actuellement, les dispositions de !'article 57-16° du code general des imp6ts exonerent l'indemnite de stage mensuelle brute plafonnee a 6.000 dirhams, versee au stagiaire laureat de l'enseignement superieur ou de la formation professionnelle ou titulaire d'un baccalaureat, par les entreprises du secteur prive, pour une periode de 24 mois.

L'exoneration precitee est accordee dans les conditions suivantes :

 les stagiaires doivent etre inscrits a l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Competences (ANAPEC) regie par la loi n° 51-99 ;

 le meme stagiaire ne peut beneficier deux fois de cette exoneration ;

 l'employeur doit s'engager a proceder au recrutement definitif d'au moins 60% desdits stagiaires.

Dans le cadre de la mise oeuvre de la feuille de route pour la promotion de l'emploi et afin de pallier la problematique de recrudescence des ch6meurs non qualifies, ii est propose d'elargir le benefice de !'exoneration precitee a tous les stagiaires, au titre de l'indemnite de stage mensuelle brute plafonnee a 6 000 dirhams versee a ces stagiaires pour une periode de douze (12) mois.

II est egalement propose de prevoir qu'en cas de recrutement du stagiaire dans le cadre d'un contrat de travail a duree indeterminee, le salaire mensuel brut plafonne a dix mille (10 000) dirhams verse beneficie de !'exoneration de l'imp6t pour une periode douze (12) mois.

* 1. Amelioration du regime d'impot sur le revenu au titre des revenus fonciers

Actuellement, les particuliers titulaires de revenus fanciers dont le montant brut est egal ou superieur a 120 000 dirhams sont soumis a l'imp6t sur le revenu aux taux du bareme progressif, dans le cadre de leur declaration du revenu global en fin d'annee apres

imputation, le cas echeant, de la retenue a la source operee au cours de l'annee concernee au taux non liberatoire 15%.

Afin d'assurer l'equite fiscale et de simplifier ce mode d'imposition, notamment pour les salaries et les retraites, ii est propose de permettre l'option a !'imposition de ces revenus au taux liberatoire de 20% avec possibilite de beneficier de la dispense de la declaration

annuelle du revenu global pour lesdits revenus.

* 1. Creation d'une nouvelle categorie de revenus imposables en matiere d'impot sur le revenu

Actuellement, le champ d'application de l'imp6t sur le revenu ne permet pas d'apprehender certains revenus des personnes physiques qui ne se rattachent pas a l'une des cinq categories de revenus et profits, soumis a cet imp6t, prevus a !'article 22 du CGI.

Afin d'assurer l'equite fiscale, ii est propose de creer une nouvelle categorie de revenus imposables a l'imp6t sur le revenu pour apprehender tous les revenus et gains imposables ne se rattachant pas aux cinq categories de revenus precitees et ce, conformement aux bonnes

pratiques internationales.

Cette nouvelle categorie concerne les revenus suivants:

 les revenus evalues dans le cadre de la procedure de l'examen de !'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques dont la source n'a pas ete justifiee ;

 les gains de jeux de hasard en argent ou en nature, quelle que soit leur forme;

 les revenus et gains divers provenant des operations lucratives qui ne se rattachent pas a

une autre categorie de revenus.

II est egalement propose d'instituer !'obligation d'operer une retenue a la source au taux liberatoire de 30% pour:

 les personnes qui versent les gains de jeux de hasard precites;

 et pour les etablissements de credit et organismes assimiles ou toute autre personne intervenant dans le paiement des gains de jeux de hasard par internet (en ligne).

* 1. Revision du traitement fiscal des rachats de retraites complementaires dont les cotisations n'ont pas ete deduites

Dans le cadre de !'harmonisation du traitement fiscal des contrats d'epargne a long terme, ii est propose de conditionner le benefice de !'exoneration des prestations servies au terme des contrats de retraite complementaire, dont les cotisations n'ont pas ete deduites, par

!'obligation de conclure ces contrats pour une duree egale au moins a huit (8) ans.

II est egalement propose de clarifier les modalites d'imposition des prestations relatives auxdits contrats et celles relatives aux contrats d'assurance-vie ou de capitalisation, servies avant !'expiration de ladite duree de huit (8) ans.

De meme, ii est propose de consacrer qu'en cas de deces ou d'invalidite de la personne concernee, ii n'est pas tenu compte du delai precite, a l'instar de ce qui est prevu dans certains plans d'epargne a long terme.

* 1. Clarification du principe d'imposition des profits fonciers realises dans le cadre de la procedure d'expropriation par voie de fait

Dans le cadre de la clarification et !'amelioration de la lisibilite des textes fiscaux, ii est propose de clarifier le principe d'imposition des profits fonciers realises suite a

!'expropriation par voie de fait (*المادي اﻻعتداء*) ou suite a tout autre transfert de propriete par

une decision judiciaire ayant force de la chose jugee.

Cette mesure consacre le principe d'equite fiscale, en cas de transfert de la propriete d'un bien immeuble, quelle que soit la procedure de ce transfert (acte ou jugement) et ce, afin d'eviter les divergences d'interpretation et le contentieux.

A ce titre, ii convient de signaler que le transfert de propriete suite a une decision judiciaire porte, en plus de !'expropriation pour cause d'utilite publique et par voie de fait, sur d'autres cas, telles que la preemption, la vente de sefqa (*الصفقة بيع*) et la vente aux encheres publiques (la saisie, la sortie de l'indivision), etc.

Par ailleurs, ii est propose d'instituer !'obligation d'operer une retenue a la source sur les indemnites versees par les personnes intervenant dans le paiement desdites indemnites, avec possibilite d'imputer le montant retenu a la source sur l'imp6t exigible et avec droit a

restitution.

1. MESURES SPECIFIQUES A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
2. **Exoneration temporaire de la TVA sur les operations d'importation de certains animaux vivants et produits agricoles**

L'augmentation des prix de certains produits alimentaires constatees ces dernieres annees, en raison notamment du deficit hydrique severe due a la secheresse, a conduit a une hausse des couts de production et a une penurie de certains produits.

Dans le but d'assurer un approvisionnement normal du marche national a des prix convenables, ii est propose d'introduire une mesure temporaire, au titre de l'annee 2025, afin d'exonerer les operations d'importation de certains animaux vivants et produits agricoles de la TVA, dans la Iimite des contingents fixes.

Cette exoneration concerne les animaux et produits suivants :

 les animaux vivants des especes bovine, ovines, caprines et camelides ;  les velles reproductrices et les genisses;

 les viandes des animaux des especes bovine, ovine et caprine fraiches ou refrigeres ou congelees;

 le riz cargo importe par les industriels du secteur;  les huiles d'olive de qualite vierge et extra vierge.

1. Augmentation de la part minimale du produit de la TVA affecte aux budgets des collectivites territoriales

Dans le cadre de la mise en uvre des dispositions de la loi-cadre n° 69.19 portant reforme fiscale, visant le renforcement de la contribution de la fiscalite de l'Etat dans la promotion du developpement territorial et la consolidation de la justice spatiale et afin d'ameliorer les ressources des collectivites territoriales, ii est propose d'augmenter la part minimale du produit de la taxe sur la valeur ajoutee (TVA) allouee aux budgets des collectivites

territoriales de 30% a 32%.

###### Ill- MESURES SPECIFIQUES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT

1. Clarification du traitement fiscal applicable aux baux dont la duree est superieure a 10 ans

Actuellement, le bail emphyteotique est soumis obligatoirement a la formalite de l'enregistrement au taux de 6% sur la base de 20 fois le prix du loyer annuel.

Afin de clarifier cette disposition et d'eviter les divergences d'interpretation constatees dans la pratique, ii est propose de remplacer le terme « bail emphyteotique » par « bail dont la duree est superieure a 10 ans », et ce, dans le cadre de la consolidation de la confiance

partagee entre !'administration et les usagers et !'amelioration de la lisibilite des textes fiscaux.

1. Institution d'une sanction applicable aux professionnels charges d'accomplir la formalite de l'enregistrement par voie electronique

Actuellement, le CGI prevoit !'obligation pour les notaires, les adoul, les experts comptables et les comptables agrees d'accomplir la formalite de l'enregistrement par procede electronique.

Afin de securiser les informations communiquees par les professionnels charges d'accomplir la formalite de l'enregistrement par voie electronique, ii est propose d'instituer une amende de 10 000 dirhams applicable a ces derniers, en cas de non renseignement d'informations

obligatoires, de communication d'informations erronees ou en cas de non transmission de l'acte ou de la convention enregistree par voie electronique.

1. Institution de l'obligation pour les notaires de transmettre les actes portant une signature electronique

Actuellement le CGI prevoit !'obligation pour les notaires de presenter au bureau de l'enregistrement les registres minutes pour visa et de transmettre une copie des actes par voie electronique.

A l'instar de la procedure de !'inscription aux livres fanciers aupres de l'Agence Nationale de la Conservation Fonciere et du Cadastre (ANCFCC) qui prevoit que le document transmis doit porter une signature electronique securisee, ii est propose d'instituer !'obligation pour

les notaires de transmettre a !'administration fiscale par voie electronique les actes portant

une signature electronique.

En cas de non-respect de cette obligation, ii est propose d'instituer une amende de 50 000 dirhams.

1. Interdiction pour les conservateurs de la propriete fonciere de recevoir les actes non accompagnes d'une attestation d'enregistrement delivree par l'administration fiscale

Actuellement, les conservateurs de la propriete fonciere sont interdits de recevoir aux fins d'immatriculation ou d'inscription sur les livres fonciers, les actes pour lesquelles la formalite de l'enregistrement n'a pas ete accomplie prealablement aupres de !'administration fiscale, au titre des droits d'enregistrement et de timbre.

Afin de faciliter le contr61e de l'accomplissement de cette formalite pour les actes presentes

a la conservation fonciere, ii est propose d'instituer !'interdiction pour les conservateurs de la propriete fonciere de recevoir les actes non accompagnes d'une attestation d'enregistrement delivree, selon un modele etabli par !'administration, permettant audit conservateur de s'assurer de l'accomplissement de la formalite d'enregistrement et du paiement des droits y correspondant.

1. Consecration de l'exoneration des droits d'enregistrement des operations de cession a titre gratuit des biens immobiliers, au profit des familles de Chouhadas, des militaires mutiles lors des operations et des militaires

**rapatries et rallies**

Dans le cadre de la mise en oouvre des Hautes Instructions Royales pour la regularisation de la situation juridique des immeubles attribues aux families de «Chouhadas», des militaires mutiles lors des operations et des militaires rapatries et rallies, ii est propose de consacrer

!'exoneration des droits d'enregistrement relatifs aux actes constatant les operations de transfert, a titre gratuit, desdits immeubles a leur profit.

1. MESURES COMMUNES
   1. **Institution d'un regime d'incitation fiscale en faveur des representations de la FIFA au Maroc**

Dans le cadre de l'accompagnement de la de Federation Internationale de Football (FIFA) pour !'implantation de son bureau regional permanent a Rabat et pour appuyer le developpement de ses activites au Maroc et dans la region, ii est propose d'instituer un

regime d'incitation fiscale en faveur des representations de la FIFA au Maroc, au titre de toutes leurs activites et operations realisees conformement a ses statuts.

A ce titre, ii est propose d'accorder a la FIFA au Maroc, !'exoneration de l'imp6t sur les societes, de l'imp6t sur les revenus salariaux, de la taxe sur la valeur ajoutee et des droits d'enregistrement et de timbre, comme suit :

 !'exoneration totale permanente de l'imp6t sur les societes, pour les representations de la FIFA au Maroc, creees conformement a la legislation et la reglementation en vigueur, au titre de !'ensemble de ses activites ou operations conformes a l'objet defini dans ses

statuts;

 !'exoneration de l'imp6t retenu a la source sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimiles, pour les produits distribues par les representations de la FIFA au

Maroc a la FIFA ou a l'une de ses entites affiliees;

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

 !'exoneration de la retenue a la source sur les remunerations versees par les representations de la FIFA au Maroc a la FIFA ou a l'une de ses entites affiliees non residentes ;

 !'exoneration de la TVA, a l'interieur et a !'importation, des biens, materiels, marchandises et services acquis ainsi que les operations realisees par les representations de la FIFA au Maroc, conformement a l'objet defini dans ses statuts;

 !'exoneration des droits d'enregistrement et de timbre pour les tous les actes passes par les representations de la FIFA au Maroc y compris, le cas echeant, les titres de sejour delivres aux representants de la FIFA et aux employes des representations de la FIFA au Maroc;

 !'exoneration de l'imp6t sur le revenu au titre des revenus salariaux et assimiles pour le personnel des representations de la FIFA au Maroc n'ayant pas la nationalite marocaine.

* 1. Insertion dans le champ d'application de l'impot sur les societes des societes en participation (SEP) comprenant plus de cinq associes ou au moins une personne morale

Actuellement, les societes en participation depourvues de la personnalite morale sont exclues du champ d'application de l'imp6t sur les societes, sauf option irrevocable audit imp6t. Les associes membres sont tenus d'integrer leur part dans le resultat de ces societes dans leur propre declaration d'imp6t sur le revenu ou d'imp6t sur les societes (IS), selon qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale.

Dans le cadre de la rationalisation des regimes d'imposition, ii est propose d'assujettir obligatoirement a l'IS toutes les societes en participation comprenant plus de cinq (5) associes personnes physiques ainsi que celles comprenant au moins une personne morale.

II est egalement propose de prevoir que les autres societes en participation non soumises a l'IS doivent tenir une comptabilite et que leurs associes sont tenus de joindre a leurs declarations annuelles de revenu global, les documents comptables de ces societes

permettant de determiner leur quote-part dans le resultat net realise par lesdites societes.

Par ailleurs, dans le cadre de !'harmonisation, ii est propose d'integrer les groupements d'interet economique (GIE) dans le champ d'application de l'imp6t sur les societes, en precisant que leur imposition est etablie au nom des personnes membres de ces

groupements, a concurrence de leur quote-part dans le resultat net desdits groupements.

* 1. Clarification des effets juridiques de la notification electronique

Actuellement, les dispositions de !'article 219-11 du CGI prevoient que la notification peut

« egalement » etre effectuee par voie electronique a l'adresse electronique communiquee a

!'administration fiscale par le contribuable. Toutefois, !'expression « egalement » precitee

cree une divergence d'interpretation, faisant de la notification electronique un moyen de notification secondaire pouvant etre utilise parallelement a la notification habituelle.

Afin d'eviter toute divergence d'interpretation, ii est propose de clarifier le texte actuel, en supprimant !'expression « egalement » et en precisant qu'outre les formes de notification

habituelles, la notification peut etre effectuee par procede electronique, conformement a la

legislation et la reglementation en vigueur et que cette notification par procede electronique produit les memes effets juridiques que la notification habituelle.

Par ailleurs, ii est egalement propose de supprimer le renvoi au texte reglementaire, prevu a

!'article 145-X du CGI, qui va fixer les modalites de tenue d'une adresse electronique aupres d'un prestataire de service de confiance, du fait que la loi n° 43-20 relative aux services de confiances pour les transactions electroniques et son decret d'application n° 2-22-687 ont deja fixe ces modalites.

* 1. Encadrement de la procedure d'accord a l'amiable entre l'administration et le contribuable au cours des procedures fiscales

Dans le cadre de la consolidation de la confiance partagee entre !'administration fiscale et les usagers, tel que recommande par la loi-cadre n° 69-19 portant reforme fiscale, ii est propose d'instituer un cadre juridique claire pour la conclusion des accords a !'amiable entre

!'administration fiscale et le contribuable.

Ce cadre juridique precise que l'accord a !'amiable conclu est definitif et irrevocable et ne peut porter que sur les questions de fait relatives aux elements d'imposition evalues par

!'administration. Les questions de droit sont done exclues du champ d'application dudit accord.

II est egalement propose de preciser les modalites de conclusion de cet accord ainsi que ses effets juridiques.

###### CODIFICATION DES TAXES PARAFISCALES

Integration de la taxe speciale sur le ciment au niveau du CGI

L'article 12 de la loi de finances pour l'annee budgetaire 2002 a institue la taxe speciale sur le ciment produit localement ou a !'importation. Le taux de cette taxe a ete fixe initialement a 0,05 dirham par kilogramme de ciment, puis ii a ete augmente a 0,10 et a 0,15 dirham respectivement par !'article 18 de la loi de finances 2004 et !'article 10 de la loi de finances 2012.

Dans le cadre de la mise en ceuvre des objectifs de la loi-cadre n° 69-19 portant reforme fiscale visant la rationalisation et la simplification des regles d'assiette et de recouvrement de la parafiscalite, ii est propose d'integrer la taxe speciale sur le ciment dans le Code General des lmp6ts (CGI).

Cette mesure vise notamment :

 !'attribution de la gestion de cette taxe a la Direction Generale des lmp6ts, pour le ciment produit localement et a !'administration des douanes et imp6ts directs (ADIi) pour le ciment importe;

 !'application des regles de recouvrement, de contr6Ie, de contentieux, de sanctions et de prescription prevues par le CGI a la taxe sur le ciment produit localement;

 !'application des regles des droits de douanes pour la liquidation et la perception de la taxe sur le ciment importe ainsi que pour la constatation des infractions, !'application des sanctions et !'engagement des poursuites.

##### DISPOSITIONS DIVERSES

1. **ANNULATION DES CREDITS DE PAIEMENTS N' AYANT PAS FAIT L'OBJET D'ENGAGEMENT**

Cette mesure vise l'annulation des credits de paiement au titre des depenses

d'investissement du budget general ouverts par la loi de finances pour l'annee budgetaire 2024, qui n'ont pas fait l'objet, a la date du 31 decembre 2024, d'engagements de depenses vises. Cette annulation ne s'applique pas aux credits de paiement ouverts, au titre de ladite date, au profit des programmes et projets beneficiant de fonds de concours.

En outre, le plafond du report de 30%, prevu au deuxieme alinea de !'article 63 de la loi organique n° 130.13 relative a la loi de finances, ne s'applique pas aux credits de paiement ouverts au titre des depenses d'investissement du budget general et les reliquats d'engagement, vises et non ordonnances, au profit des programmes et projets beneficiant de

fonds de concours.

Cette mesure vise egalement l'annulation des credits d'investissement reportes relatifs aux :  marches acheves ainsi que les engagements correspondant auxdits credits ;

 projets acheves beneficiant de fonds de concours.

##### CREATION DE POSTES BUDGETAIRES

Le projet de la loi de finances pour l'annee budgetaire 2025 prevoit la creation de 28.906 postes budgetaires, repartis entre les differents ministeres et institutions selon le tableau integre au projet de la loi de finances.

Parmi ces postes budgetaires, 500 postes sont crees au profit du Chef du gouvernement qui est habilite a les repartir entre les differents departements ministeriels ou institutions, dont 200 postes budgetaires reserves au profit des personnes en situation de handicap.

En sus des postes precites, ii est propose d'attribuer 600 postes budgetaires destines a la regularisation de la situation des fonctionnaires relevant du ministere de !'education nationale, du prescolaire et des sports, titulaires du dipl6me de doctorat ou d'un dipl6me reconnu equivalent et qui ont reussi avec succes le concours pour l'acces au corps des enseignants chercheurs en education et formation. Et ce, en application de l'accord du 26 decembre 2023 entre le Gouvernement et les syndicats de !'education les plus representatifs.

En parallele, Sont supprimes, a compter de la meme date, les postes budgetaires occupes par les interesses dans ledit ministere correspondant a leurs situations avant ladite

regularisation.

 En outre, et dans le cadre de la mise en uvre de la reforme de la gouvernance du secteur de la sante ii est propose de :

* prendre en charge la remuneration du personnel en fonction dans les services deconcentres du ministere charge de la sante, qui seront transferes aupres des Groupements sanitaires territoriaux en vertu de la loi n° 08-22 portant leur creation, au

niveau du budget general jusqu'au 31 decembre de l'annee budgetaire au cours de laquelle le transfert sera opere. A compter dur janvier de l'annee budgetaire suivante,

ledit personnel sera pris en charge par le groupement sanitaire aupres duquel ii a ete transfere et les postes budgetaires le concernant seront supprimes.

* prendre en charge la remuneration du personnel en fonction au Centre national de transfusion sanguine et d'hematologie, aux centres regionaux de transfusion sanguine et aux banques du sang relevant de l'autorite gouvernementale chargee de la sante, qui seront transferes aupres de l'Agence marocaine du sang et ses derives, en vertu de la

loi n° 11-22 portant sa creation, au niveau du budget general jusqu'au 31 decembre de l'annee budgetaire au cours de laquelle le transfert sera opere. A compter dur janvier

de l'annee budgetaire suivante, ledit personnel sera pris en charge par l'Agence aupres de laquelle ii a ete transfere et les postes budgetaires le concernant seront supprimes.

* prendre en charge la remuneration du personnel en fonction a la Direction des medicaments et de la pharmacie relevant de l'autorite gouvernementale chargee de la sante, qui seront detaches aupres de l'Agence marocaine des medicaments et des

produits de sante, en vertu de la loi n° 10-22 portant sa creation, au niveau du budget general jusqu'au 31 decembre de l'annee budgetaire au cours de laquelle le detachement sera opere. A compter du 7er janvier de l'annee budgetaire suivante, ledit personnel sera pris en charge par l'Agence aupres de laquelle ii a ete detache. Les

postes budgetaires le concernant seront supprimes a compter de la date de

!'integration des interesses aupres **de ladite Agence.**

En outre, ii est prevu de creer **16.000** postes au profit des Academies Regionales de



!'Education et de la Formation (AREF), dont 14.000 postes pour le recrutement des professeurs et 2.000 postes pour le recrutement du personnel d'appui pedagogique et administratif au niveau des etablissements scolaires.

##### OCTROI D'UNE DEROGATION EN MATIERE DE SUPPRESSION DES POSTES BUDGETAIRE DEVENUS VACANTS PAR SUITE DE MISE A LA RETRAITE

II est propose de maintenir les postes budgetaires devenus vacants suite a la mise a la retraite, relevant de !'Administration de la defense nationale, pour une duree de dix-huit (18) mois a compter de la date de vacance du poste budgetaire.

##### GESTION ACTIVE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de la politique proactive menee par le Gouvernement pour assurer un meilleur pilotage des finances publiques et une meilleure regulation des depenses au cours de l'annee budgetaire 2025, des reserves de precaution, seront appliquees aux credits de paiement ouverts au titre des depenses d'investissement du budget general. Le taux de mise en

reserve desdits credits est fixe a 15%.

##### HABILITATION ET RATIFICATION

* 1. **Habilitation**

1-1- En matiere d'ouverture de credits supplementaires en cours l'annee budgetaire 2025

L'habilitation proposee dans le cadre des dispositions du present projet de loi de finances vise a autoriser le Gouvernement a ouvrir par decrets, pendant l'annee budgetaire 2025, des credits supplementaires en vue d'assurer la couverture des besoins imperieux et non prevus

lors de l'etablissement du budget.

Les commissions parlementaires chargees des finances seront prealablement informees.

Ces decrets seront soumis au Parlement pour ratification dans la plus prochaine loi de finances.

1-2- En matiere de creation de SEGMA en cours l'annee budgetaire 2025

Cette mesure tend a autoriser le Gouvernement a creer, par decrets, de nouveaux Services de l'Etat Geres de Maniere Autonome (SEGMA) pendant l'annee budgetaire 2025.

Ces decrets seront soumis au Parlement pour ratification dans la plus prochaine loi de finances.

1-3- En matiere de creation de Comptes Speciaux du Tresor en cours l'annee budgetaire 2025

Cette proposition vise a autoriser le Gouvernement a creer, par decrets en cours d'annee, de nouveaux Comptes Speciaux du Tresor pendant l'annee budgetaire 2025, en cas d'urgence et de necessite imperieuse et imprevue.

Les commissions parlementaires chargees des finances en seront prealablement informees de !'utilisation de l'habilitation precitee.

Ces decrets seront soumis au Parlement pour ratification dans la plus prochaine loi de finances.

* 1. Ratification

Cette disposition vise la ratification du decret n° 2-24-468 du 23 Kaada 1445 (ler juin 2024) portant ouverture de credits supplementaires au profit du budget general pris en application de !'article 60 de la Loi organique n° 130-13 relative a la loi de finances et !'article 20 de la loi de finances n° 55-23 pour l'annee budgetaire 2024.

Ce decret a permis l'ouverture de credits supplementaires, non prevus dans le cadre de la loi de finances 2024, revetant un caractere urgent et de necessite imperieuses, et ce en lien avec:

 Le soutien a certains etablissements et entreprises publics en vue d'ameliorer leurs situations financieres et contribuer au financement de leurs projets strategiques ;

 La prise en charge des depenses supplementaires issues du dialogue social, objet d'accords conclus entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Ces credits de l'ordre de 14 MMDH, ont ete repartit comme suit :

4 milliards de DH au profit de l'ONEE pour honorer !'engagement de l'Etat au titre de 2024 dans le cadre de mise en ceuvre du protocole d'accord preparatoire au contrat programme Etat-ONEE 2023-2027;



 3,5 milliards de DH au profit de certains etablissements et entreprises publics pour le renforcement de leurs fonds propres et !'augmentation de leurs capitaux;

 6,5 milliards de DH au profit du chapitre de personnel pour la mise en ceuvre des engagements du Gouvernement resultant du dernier dialogue social, au titre de 2024.

##### SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

1. **Creation**

 Creation du SEGMA intitule : «lnstitut national des greffes et des professions juridiques et judiciaires» rattache au ministere de la justice.

Cette proposition de mesure a pour objet d'eriger l'lnstitut national des greffes et des professions juridiques et judiciaires en SEGMA et ce, afin de contribuer a la mise en ceuvre de la strategie du Ministere de la Justice en matiere de formation et de developpement du

capital humain et d'assurer une formation de base, continue et specialisee, en plus de la formation des personnes affiliees aux professions juridiques et judiciaires.

1. **Suppression**

 **Suppression du SEGMA Complexe sportif Mohamed V de Casablanca et base nautique de Mohammedia**

Cette proposition de mesure a pour objet de supprimer ledit SEGMA suite a la signature de l'avenant n°4 a la convention de gestion et d'exploitation des infrastructures sportives entre

l'Etat et SONARGES qui a confie a cette societe la gestion des infrastructures sportives relevant du Complexe sportif Mohamed Vet de la base nautique de Mohammedia.

##### G- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

1. Modification

 Modification du compte d'affectation speciale intitule II Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes 11

Cette mesure vise la modification du compte « Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes » a l'effet de faire beneficier:

* + les stagiaires non dipl6mes des memes avantages et selon les memes conditions prevues par la loi n°1-93-16 fixant les mesures d'encouragement aux entreprises organisant des stages au profit des titulaires de certains dipl6mes en reduisant la duree

de stage de cette nouvelle categorie de stagiaires a une periode ne depassant pas 12

mois non renouvelable;

* + lesdits stagiaires, en cas de recrutement definitif, des avantages accordes par ladite loi pour une periode supplementaire de 12 mois.

*PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE* 20251

 **Modification du compte d'affectation speciale intitule** " **Fonds d'accompagnement des reformes du transport routier urbain et interurbain** "

Cette proposition de mesure vise a elargir le champ d'intervention de ce compte pour inclure les depenses relatives au transport scolaire. Et ce, en vue de consolider les efforts des partie prenantes pour reduire le taux d'abandon scolaire et pour contribuer a !'amelioration de la

qualite du service du transport scolaire.

 **Modification du compte d'affectation speciale intitule «Fonds special pour le soutien des Juridictions** ».

Cette mesure a pour objet de modifier le compte d'affectation speciale intitule « Fonds special pour le soutien des Juridictions » au niveau de son debit et ce par !'introduction de trois nouvelles lignes de depenses :

* + Versements, dans un cadre conventionnel, au profit des entreprises et etablissements publics, pour permettre la realisation de certains projets objet de conventions de partenariat ;
  + Paiement des remunerations des huissiers de la justice, et ce suite a la signature de l'arrete conjoint permettant aux huissiers de justice le recouvrement des creances publiques;
  + Les versements au Budget General.

 **Modification du compte d'affectation speciale intitule «Fonds nationale pour l'action**

culturelle ».

Cette proposition de mesure a pour objet de permettre au compte d'affectation speciale

«Fonds nationale pour l'action culturelle » de percevoir le produit de la diffusion des films cinematographiques au niveau des espaces des centres culturelles et ce, afin de renforcer ses interventions en matiere d'action culturelle.

 Modification du compte d'affectation speciale intitule "Fonds solidarite pour le

**soutien au logement, d'habitat et integration urbaine".**

Suite a !'integration de la taxe speciale sur le ciment au niveau du code general des lmp6ts, et etant donne que son produit est affecte au Fonds solidarite pour le soutien au logement, d'habitat et integration urbaine, ii est propose d'amender ledit compte au niveau de son credit et de son debit afin de !'adapter en consequence en se referant au code general des imp6ts.

 Modification du compte d'affectation speciale intitule « Fonds special pour le

**Soutien de** I' **Administration et des etablissements penitentiaires** ».

Cette mesure a pour objet de modifier le compte d'affectation speciale intitule « Fonds Special pour le Soutien de !'Administration et des Etablissements Penitentiaires » au niveau de son debit et ce par !'introduction d'une nouvelle ligne de depenses lui permettant de supporter les depenses liees aux contributions de la Delegation Generale de !'Administration Penitentiaire et de Reinsertion pour la realisation, dans un cadre conventionnel, des projets concernant le secteur penitentiaire en collaboration avec ses partenaires.

1. Reclassement

 Reclassement du compte d'affectation speciale intitule « Benefices et pertes de conversion sur les depenses publiques en devises etrangeres »

Cette mesure a pour objet de reclasser le compte d'affectation speciale intitule « Benefices et pertes de conversion sur les depenses publiques en devises etrangeres » au niveau de la categorie des comptes d'operations monetaires (COM), pour se conformer aux dispositions

de la loi organique n° 130-13 relative a la loi de finances (LOF) qui stipule que les soldes des

comptes d'affectation speciale sont toujours crediteurs.



**LISTE DES ANNEXES**

**Annexe 1** : Repartition, par ministere ou institution des depenses du Budget General au titre du projet de loi de finances pour l'annee 2025

**2** : Repartition, par

ou

des depenses des Services de l'Etat Geres de Maniere

Autonome au titre du projet de loi de finances pour l'annee

**2025**

institution,

ministere

**Annexe**

**Annexe 3** : Repartition, par ministere ou institution, des depenses des Comptes d' Affectation Speciale et des Comptes de Depenses sur Dotations au titre du projet de loi de finances pour l'annee 2025

**ANNEXE 1:**

Repartition, par ministere ou institution, des depenses du Budget General au titre

du projet de loi de finances

# pour l'annee 2025

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Répartition, par ministère ou institution, des dépenses du budget général au titre du projet de loi de finances pour l’année 2025 (1/2)**  **-En dirhams -** | | | | | | |
|  | **Fonctionnement** | |  | **Investissement** | | **Total général (1)+(2)+(3)** |
| **Ordonnateur** | **Personnel (1)** | **Matériel et dépenses diverses (2)** | **Total (1)+(2)** | **CP (3)** | **CE** |
| SA MAJESTE LE ROI | 26 292 000 | 517 164 000 | 543 456 000 | - | - | 543 456 000 |
| COUR ROYALE | 621 186 000 | 1 542 183 000 | 2 163 369 000 | 131 608 000 | - | 2 294 977 000 |
| CHAMBRE DES REPRESENTANTS | 476 659 000 | 147 897 000 | 624 556 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | 644 556 000 |
| CHAMBRE DES CONSEILLERS | 337 699 000 | 137 180 000 | 474 879 000 | 25 000 000 | 10 000 000 | 499 879 000 |
| CHEF DU GOUVERNEMENT | 185 490 000 | 746 665 000 | 932 155 000 | 771 715 000 | 7 000 000 | 1 703 870 000 |
| JURIDICTIONS FINANCIERES | 443 270 000 | 96 530 000 | 539 800 000 | 80 000 000 | 20 000 000 | 619 800 000 |
| MINISTERE DE LA JUSTICE | 3 431 531 000 | 352 788 000 | 3 784 319 000 | 420 550 000 | 220 000 000 | 4 204 869 000 |
| MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | 2 922 325 000 | 1 562 398 000 | 4 484 723 000 | 467 000 000 | 50 000 000 | 4 951 723 000 |
| MINISTERE DE L'INTERIEUR | 35 880 118 000 | 4 513 154 000 | 40 393 272 000 | 4 549 093 000 | 4 442 791 000 | 44 942 365 000 |
| MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | 9 737 393 000 | 4 896 645 000 | 14 634 038 000 | 1 799 080 000 | 930 000 000 | 16 433 118 000 |
| MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | 47 409 103 000 | 31 938 788 000 | 79 347 891 000 | 8 298 264 000 | 4 888 000 000 | 87 646 155 000 |
| MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | 15 805 709 000 | 7 770 000 000 | 23 575 709 000 | 9 000 000 000 | 9 000 000 000 | 32 575 709 000 |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 4 740 889 000 | 657 527 000 | 5 398 416 000 | 195 493 000 | 108 831 000 | 5 593 909 000 |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES-  Charges communes | - | - | 48 112 000 000 | 43 602 000 000 | - | 91 714 000 000 |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES- REMBOURSEMENTS, DÉGRÈVEMENTS ET RESTITUTIONS, FISCAUX | - | - | 9 668 342 000 | - | - | 9 668 342 000 |
| MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 312 377 000 | 265 225 000 | 577 602 000 | 2 069 708 000 | 56 500 000 | 2 647 310 000 |
| SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 113 049 000 | 31 668 000 | 144 717 000 | 10 500 000 | - | 155 217 000 |
| MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | 1 095 071 000 | 665 849 000 | 1 760 920 000 | 17 549 806 000 | 37 927 606 000 | 19 310 726 000 |
| MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 216 793 000 | 129 290 000 | 346 083 000 | 1 771 184 000 | 8 000 000 | 2 117 267 000 |
| MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | 1 063 581 000 | 3 654 516 000 | 4 718 097 000 | 15 581 412 000 | 7 003 151 000 | 20 299 509 000 |
| MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | 1 350 616 000 | 4 302 950 000 | 5 653 566 000 | 1 030 239 000 | 900 000 000 | 6 683 805 000 |
| MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA CONVERGENCE ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES | 33 745 000 | 353 710 000 | 387 455 000 | 3 471 213 000 | 2 000 000 | 3 858 668 000 |
| MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 260 581 000 | 345 921 000 | 606 502 000 | 178 790 000 | 20 000 000 | 785 292 000 |
| MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE | 268 396 000 | 392 006 000 | 660 402 000 | 1 606 686 000 | 120 000 000 | 2 267 088 000 |
| MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | 908 764 000 | 2 469 715 000 | 3 378 479 000 | 2 170 741 000 | 515 000 000 | 5 549 220 000 |
| MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES | 377 017 000 | 1 407 614 000 | 1 784 631 000 | 676 200 000 | 110 500 000 | 2 460 831 000 |
| MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT | 45 337 000 | 39 144 000 | 84 481 000 | 12 063 000 | - | 96 544 000 |
| MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISRATION | 98 752 000 | 143 334 000 | 242 086 000 | 1 779 225 000 | - | 2 021 311 000 |
| ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 45 356 000 000 | 7 632 010 000 | 52 988 010 000 | 5 771 690 000 | 4 050 000 000 | 58 759 700 000 |
| HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | 84 375 000 | 84 690 000 | 169 065 000 | 9 873 000 | 3 000 000 | 178 938 000 |
| DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES | - | - | 2 700 000 000 | - | - | 2 700 000 000 |
| HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 403 390 000 | 190 773 000 | 594 163 000 | 23 612 000 | 12 000 000 | 617 775 000 |
| MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 425 076 000 | 883 682 000 | 1 308 758 000 | 4 636 935 000 | 166 500 000 | 5 945 693 000 |
| MINISTERE DE LA SOLIDARITÉ, DE L'INSERTION SOCIALE ET DE LA FAMILLE | 102 624 000 | 705 000 000 | 807 624 000 | 295 000 000 | - | 1 102 624 000 |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Répartition, par ministère ou institution, des dépenses du budget général au titre du projet de loi de finances pour l’année 2025 (2/2)**  **-En dirhams -** | | | | | | |
|  | **Fonctionnement** | |  | **Investissement** | | **Total général (1)+(2)+(3)** |
| **Ordonnateur** | **Personnel (1)** | **Matériel et dépenses diverses (2)** | **Total (1)+(2)** | **CP (3)** | **CE** |
| DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 2 303 531 000 | 1 036 303 000 | 3 339 834 000 | 200 000 000 | 400 000 000 | 3 539 834 000 |
| CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | 83 245 000 | 48 460 000 | 131 705 000 | 14 000 000 | - | 145 705 000 |
| CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 3 133 400 000 | 422 565 000 | 3 555 965 000 | 264 850 000 | - | 3 820 815 000 |
| CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L’HOMME | 102 496 000 | 90 430 000 | 192 926 000 | 14 000 000 | - | 206 926 000 |
| INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | 114 801 000 | 46 350 000 | 161 151 000 | 28 828 000 | 21 000 000 | 189 979 000 |
| **Total** | **180 270 681 000** | **80 220 124 000** | **320 971 147 000** | **128 526 358 000** | **71 011 879 000** | **449 497 505 000** |

**ANNEXE 2:**

Repartition, par ministere ou institution, des depenses des Services de l'Etat Geres de Maniere Autonome au titre du projet de loi

de finances pour l'annee 2025

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Répartition, par ministère ou institution,**  **des dépenses des Services de l’Etat Gérés de Manière Autonome au titre du projet de loi de finances pour l'année 2025**  **En dirhams-**  **Dépenses Dépenses d'investissement**  **Ordonnateur d'exploitation TOTAL CP**  **CP CP CE** | | | |
| CHEF DU GOUVERNEMENT 18 000 000 | - | - | 18 000 000 |
| MINISTERE DE LA JUSTICE 900 000 | - | - | 900 000 |
| MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA  COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |
| RÉSIDANT A L'ETRANGER |  |  |  |
| MINISTERE DE L'INTERIEUR 80 000 000 | - | - | 80 000 000 |
| MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU 37 000 000 | 8 000 000 | - | 45 000 000 |
| MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION 785 250 000 | 84 000 000 | - | 869 250 000 |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 105 000 000 | 9 000 000 | - | 114 000 000 |
| MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE 16 175 000 | 3 773 000 | - | 19 948 000 |
| SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT 24 000 000 | - | - | 24 000 000 |
| MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU 102 000 000 | 67 800 000 | 64 000 000 | 169 800 000 |
| MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE 18 500 000 | 49 500 000 | 32 000 000 | 68 000 000 |
| MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE  MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX 72 850 000 | 25 110 000 | 1 000 000 | 97 960 000 |
| ET FORETS |  |  |  |
| MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES 20 500 000 | - | - | 20 500 000 |
| MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU 6 950 000 | 4 260 000 | - | 11 210 000 |
| MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE 21 140 000 | 13 110 000 | - | 34 250 000 |
| MINISTERE DE L'INCLUSION ECONOMIQUE, DE LA  PETITE ENTREPRISE, DE L'EMPLOI ET DES 400 000 | 200 000 | - | 600 000 |
| COMPETENCES |  |  |  |
| ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE 362 474 000 | 3 000 000 | - | 365 474 000 |
| HAUT COMMISSARIAT AU PLAN 19 751 000 | 8 700 000 | - | 28 451 000 |
| MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA 16 654 000 | 7 000 000 | - | 23 654 000 |
| POLITIQUE DE LA VILLE |  |  |  |
| DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION 5 500 000 | - | - | 5 500 000 |
| **TOTAL GENERAL 1 733 044 000** | **283 453 000** | **97 000 000** | **2 016 497 000** |

**-**

PRESCOLAIRE ET DES SPORTS SOCIALE

L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

ISLAMIQUES DEVELOPPEMENT DURABLE LA COMMUNICATION

PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION

pour l'annee 2025

au titre du projet de loi de finances

et des Comptes de Depenses sur

Speciale

des depenses des Comptes d' Affectation

**ANNEXE 3:**

# Repartition, par ministere ou institution,

Dotations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Répartition, par ministère ou institution,**  **des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale et des Comptes de Dépenses sur Dotations au titre du projet de la loi de finances pour l'année 2025** (1/2)  **Comptes d'affectation spéciale**  **-En dirhams-** | | |
| **Ordonnateur** | **Intitulé du compte** | **PLF 2025** |
| Comptes à ordonnateurs multiples | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 90 000 000 |
| Fonds spécial pour la promotion du système d’éducation et de formation et l’amélioration de sa qualité | - |
| Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000 |
| Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 888 000 000 |
| Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain | 2 914 000 000 |
| CHEF DU GOUVERNEMENT | Fonds de service universel de télécommunications | 200 000 000 |
| Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain | 2 600 000 000 |
| Fonds de mise à niveau sociale | 10 000 000 |
| Fonds de promotion des investissements | 3 353 000 000 |
| MINISTERE DE LA JUSTICE | Fonds spécial pour le soutien des juridictions | 400 000 000 |
| Fonds d'entraide familiale | - |
| MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANT A L'ETRANGER | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration | 25 000 000 |
| MINISTERE DE L'INTERIEUR | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A | 51 264 496 000 |
| Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 200 000 000 |
| Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 9 000 000 000 |
| Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 1 500 000 000 |
| Fonds de soutien à la sûreté nationale | 30 000 000 |
| Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage | 463 927 000 |
| Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation | 1 700 000 000 |
| Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles | 500 000 000 |
| Fonds de solidarité interrégionale | 1 000 000 000 |
| MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | 70 000 000 |
| MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE ET DES SPORTS | Fonds national du développement du sport | 800 000 000 |
| MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 1 000 000 000 |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | Fonds de remploi domanial | 1 500 000 000 |
| Fonds spécial du produit des loteries | 80 000 000 |
| Masse des services financiers | 350 000 000 |
| Fonds de la réforme agraire | 5 000 000 |
| Fonds spécial de la zakat | - |
| Fonds de solidarité des assurances | 600 000 000 |
| Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 600 000 000 |
| Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat | 143 000 |
| Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale | 36 072 236 000 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Répartition, par ministère ou institution,**  **des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale et des Comptes de Dépenses sur Dotations au titre du projet de la loi de finances pour l'année 2025** (2/2)  **Comptes d'affectation spéciale**  **-En dirhams-** | | |
| **Ordonnateur** | **Intitulé du compte** | **PLF 2025** |
| MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe | - |
| Fonds de lutte contre la fraude douanière | 800 000 000 |
| Fonds provenant des dépôts au Trésor | 360 000 000 |
| Fonds d’appui au financement de l’entrepreneuriat | - |
| Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19" | - |
| Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc | 15 000 000 000 |
| MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'EAU | Fonds spécial routier | 3 000 000 000 |
| Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire | 16 000 000 |
| MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS | Fonds de développement agricole | 4 200 000 000 |
| Fonds de développement de la pêche maritime | 60 000 000 |
| Fonds pour le développement rural et des zones de montagne | 1 100 000 000 |
| Fonds national forestier | 750 000 000 |
| Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 30 000 000 |
| MINISTERE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable | 150 000 000 |
| Fonds de développement énergétique | - |
| MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION | Fonds national pour l'action culturelle | 60 000 000 |
| Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique | 370 000 000 |
| MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISRATION | Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui à la transition numérique et à l’utilisation de l'amazighe | 1 720 000 000 |
| ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000 |
| Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale | 50 000 000 |
| MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine | 5 720 000 000 |
| DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | Fonds spécial pour le soutien de l’administration et des établissements pénitentiaires | 150 000 000 |
| **TOTAL Comptes d'affectation spéciale** | | **150 956 802 000** |
| **Comptes de dépenses sur dotations** | | **-En dirhams-** |
| **Ordonnateur** | **Intitulé du compte** | **PLF 2025** |
| CHEF DU GOUVERNEMENT | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | - |
| ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l’industrie  de défense | 10 800 000 000 |
| Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | - |
| HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | Fonds de relations publiques | 500 000 |
| **TOTAL Comptes de dépenses sur dotations** | | **10 800 500 000** |

Le Ministere de l'Economie et des Finances met a votre disposition plusieurs canaux de communication

et d'information

#### Le Portail Internet

[www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma/)

#### La page Facebook

[www.facebook.com/financesmaroc](https://www.facebook.com/financesmaroc/)

#### Lecompte X

[www.x.com/financesmaroc](http://www.x.com/financesmaroc)

#### Le site LOF

[http://lof.finances.gov.ma](http://lof.finances.gov.ma/)